

LES CONSÉQUENCES PÉNALES ET CIVILES DE L'INFRACTION COMMISE PAR UN MINEUR à la suite de la loi du 27 juillet 1942 **SUR L'ENFANCE DÉLINQUANTE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 30 Juin 1943, à 16 heures 30

par

MAURICE CHASSOT

JUGE AU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE
DE CHALON-SUR-SAÔNE

JURY :

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants { M. FLOUR, Professeur
 { M^{lle} FOURNIER, Chargée de cours

DIJON
IMPRIMERIE DARANTIERE

1943

LES CONSÉQUENCES PÉNALES ET CIVILES
DE L'INFRACTION COMMISE PAR UN MINEUR
à la suite de la loi du 27 juillet 1942
SUR L'ENFANCE DÉLINQUANTE

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

Liste des Membres de la Faculté

- MM. P. LOUIS-LUCAS, Doyen, Professeur de droit civil.
M. DESSERTAUX, Assesseur, Professeur de droit civil.
R. JAPIOT, Professeur de droit commercial.
A. GUILLOIS, Professeur de droit administratif.
P. HUGUENEY, Professeur de droit criminel.
F. DUMONT, Professeur de droit romain.
G. CHEVRIER, Professeur d'histoire du droit.
A. BLONDEL, Professeur de droit international public.
J. PAOLI, Professeur de droit romain.
G. BURDEAU, Professeur de droit public.
A. MARCHAL, Professeur d'économie politique.
J. FLOUR, Professeur de droit civil.
H. GUITTON, Agrégé d'économie politique.
M^{lle} FOURNIER, Chargée de cours de droit privé.
MM. TIMBAL, Chargé de cours de droit romain.
DUBERGÉ, Chargé de cours d'économie politique.

Professeur et Doyen honoraire : MM. VIGNES.

Doyen honoraire : A. GUILLOIS.

Secrétaire : H. VIAN.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES CONSÉQUENCES PÉNALES ET CIVILES DE L'INFRACTION COMMISE PAR UN MINEUR

à la suite de la loi du 27 juillet 1942

SUR L'ENFANCE DÉLINQUANTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 30 Juin 1943, à 16 heures 30

par

MAURICE CHASSOT

JUGE AU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE
DE CHALON-SUR-SAÔNE

JURY :

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants { M. FLOUR, Professeur
M^{lle} FOURNIER, Chargée de cours

DIJON

IMPRIMERIE DARANTIERE

1943



*« J'ai le souci de la jeunesse,
printemps de la France. »*

Le Maréchal PÉTAÏN.

Chef de l'État français.

Message à la Jeunesse de France

29 décembre 1940.

INTRODUCTION

Parmi les problèmes de la science pénale moderne, l'un des plus intéressants, à notre avis, est celui de l'enfance délinquante. En France, l'opinion et le législateur n'ont commencé à se préoccuper vraiment de cette question que dans la seconde moitié du xix^e siècle. Le Code pénal lui avait bien consacré quelques articles ; ils suffisaient pour le nombre, négligeable en 1810, des mineurs délinquants. Mais au cours du xix^e siècle, les transformations sociales, nées du développement du machinisme, de l'industrie et de la grande entreprise, ont eu pour conséquence, surtout dans les centres urbains, une progression constante de la criminalité juvénile. Celle-ci s'est heureusement stabilisée au début du xx^e siècle. Depuis cette époque jusqu'à l'année 1935 — la dernière pour laquelle nous ayons une statistique d'ensemble — le nombre des adolescents poursuivis est, contrairement à ce que l'on pourrait croire, en sensible régression.

Mineurs impliqués dans des affaires pénales. — Leur total était :

En 1926 de 20.464, ainsi répartis : Mineurs de	13 ans	: 2.231
	13 à 16 ans	: 7.363
	16 à 18 ans	: 10.870
En 1930 de 18.004, ainsi répartis : Mineurs de	13 ans	: 1.980
	13 à 16 ans	: 6.090
	16 à 18 ans	: 9.934
En 1935 de 15.811, ainsi répartis : Mineurs de	13 ans	: 2.737
	13 à 16 ans	: 6.318
	16 à 18 ans	: 6.756

Comme on le peut remarquer, si la courbe générale de la criminalité juvénile est décroissante de 1926 à 1935, cela tient aux mineurs de 16 à 18 ans dont les effectifs accusent une diminution notable, alors que ceux des mineurs de 13 ans et de 13 à 16 ans révèlent au contraire une augmentation inquiétante.

Mineurs poursuivis devant les tribunaux. — Sur les chiffres précédents, la moyenne des mineurs poursuivis s'établissait

pour les années 1909 à 1913 à 13.430

pour les années 1926 à 1930 à 13.106

pour les années 1931 à 1935 à 10.414

La statistique d'ensemble sur la criminalité juvénile pour les années 1936 à 1940 n'a pas encore été publiée. Nous croyons cependant qu'elle a repris sa marche ascendante surtout depuis 1939-1940, à raison des perturbations innombrables et insoupçonnées résultant, pour les foyers et les enfants, de l'état de guerre et de sa continuation. Professionnellement, il nous est donné de constater en effet que, depuis deux ans, le nombre des mineurs traduits devant nos tribunaux (tribunaux civils en chambre du conseil, tribunaux pour enfants et adolescents, tribunaux correctionnels) est extraordinairement impressionnant et comprend même de plus en plus — triste signe des temps — des jeunes gens de familles honorables et considérées.

Proportion des crimes et des délits. — Parmi les infractions imputées à ces enfants et adolescents, la proportion des crimes est extrêmement faible : de 1926 à 1930, elle était en moyenne de 1,75 p. 100 classements, 2 p. 100 non-lieux et 0,44 p. 100 jugements. Ces pourcentages ont peu varié de 1930 à 1935 puisqu'ils étaient respectivement de 1,74 2,35 et 0,84.

Les crimes les plus souvent imputés aux mineurs sont l'incendie, le vol qualifié, le viol, l'attentat à la pudeur.

Le délit le plus fréquent est le vol simple ; il représentait 68 p. 100 des infractions en 1931-1935, contre 50 p. 100 en 1926-1930 (1).

Proportion des filles et des garçons. — Au point de vue du sexe des mineurs poursuivis, le pourcentage moyen des filles est d'environ $1/5$, exactement 18 p. 100 classements, 25 p. 100 non-lieux et 18 p. 100 jugements, pendant la période 1926-1930, et respectivement 17 p. 100, 20 p. 100 et 17 p. 100 en 1931-1935.

Résultat des poursuites. — Les proportions moyennes s'établissaient comme suit :

a) *Pendant la période de 1926 à 1930*, sur 13.106 mineurs jugés, ainsi que nous venons de le dire,

(1) Rapport au Président de la République, sur l'application de la loi du 22 juillet 1912, de 1931 à 1935. *J. O.*, 27 juillet 1938, p. 8934.

667 ont été acquittés purement et simplement, soit un pourcentage de 5 % ;

4.141 ont été condamnés à l'emprisonnement ou à l'amende, soit une proportion de 31,60 % ;

8.298 ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et ont fait l'objet d'une mesure éducative, soit 63,40 %.

b) *Pendant la période de 1931 à 1935*, sur 10.414 mineurs jugés,

513 ont été acquittés purement et simplement, soit une proportion de 4,92 % ;

2.725 ont été condamnés à l'emprisonnement ou à l'amende, soit seulement 26,17 % ;

7.176 ont été acquittés comme ayant agi sans discernement et ont fait l'objet d'une mesure éducative, soit 68,91 %.

La question de discernement. — Les décisions d'acquittements pour défaut de discernement réalisaient donc le pourcentage de beaucoup le plus élevé. Celui-ci d'ailleurs n'avait cessé de croître depuis le début du ^{xx}e siècle : en 1909-1913 il était de 48,70 % ; il passa en 1919-1925 à 54 %, puis à 63,40 % en 1926-1930, pour atteindre 68,91 en 1931-1935. Ainsi, en dernier lieu, dans presque les 3/4 des poursuites, les juges prononçaient l'acquittement pour défaut de discernement. Cette déclaration de défaut de discernement, qui, à l'origine et encore parfois ensuite, correspondait à la réalité, était devenue de plus en plus un moyen pour les magistrats d'éviter au mineur une condamnation pénale.

C'est pourquoi la loi du 27 juillet 1942 a jugé la question de discernement inutile et l'a supprimée. Comme auparavant le mineur pourra être condamné à une peine ou faire l'objet d'une mesure d'éducation, mais le juge n'aura plus à déclarer l'existence ou le défaut de discernement ; ce qui, jusqu'alors, était obligatoire, à peine de cassation de la décision, quelle que soit la juridiction devant laquelle le mineur était traduit (1) et l'infraction pour laquelle il était poursuivi (2).

Les textes précédents et la loi nouvelle. — Les textes principaux qui régissaient le droit pénal des mineurs jusqu'à la loi du 27 juillet 1942 était le Code pénal dans ses articles 66, 67, 68 et 69 ; la loi du 12 avril 1906

(1) Tribunaux militaires, 30 août 1915, S. 1918-2-12 ; Cass., 9 déc. 1921, *Bull. crim.*, n° 456 ; Cass., 16 oct. 1924, D. H. 1924-640.

(2) Cass., 27 mars 1924, S. 1925-1-336 ; 28 déc. 1916, *Bull. crim.*, n° 297 ; 10 mars 1910, *Bull. crim.*, n° 123 ; 5 févr. 1931, *Gaz. Pal.*, 1931-1-401. Trib. simple police, Dijon, 5 août 1930, La Loi 24 sept. 1931, cité par *Gaz. Pal.*, tables 1930-35, V° Resp. pénale, n° 17.

qui avait porté de 16 à 18 ans l'âge de la majorité pénale et la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée.

S'attachant à l'âge du jeune délinquant, la loi de 1912 avait créé une présomption irréfragable d'irresponsabilité pénale en faveur du mineur de 13 ans. Celui-ci ne pouvait jamais être condamné à une peine, pas même en cas de crime ; il n'était soumis qu'à des mesures de tutelle, de surveillance, d'éducation ou d'assistance ordonnées par le tribunal civil en chambre du conseil. Quant aux mineurs de 13 à 18 ans, ils bénéficiaient d'une présomption simple de défaut de discernement et d'irresponsabilité pénale qui entraînait, si elle était confirmée par la juridiction de jugement, une mesure d'éducation et de redressement ; sinon, la condamnation à une peine.

La loi de 1942 n'a pas suivi la même méthode. Tout en maintenant à 18 ans l'âge de la majorité pénale, elle supprime le cap des 13 ans et la rade abritant l'irresponsabilité pénale résultant de cette minorité. Elle ne s'attache qu'à la nature de l'infraction :

a) *En matière de crimes*, tout mineur de 18 ans, par conséquent même celui de 13 ans, peut être condamné à une peine (art. 17 et 23). Le mineur de 16 ans cependant bénéficie comme auparavant d'une excuse légale atténuante (art. 23).

b) *En matière de délits*, seuls les mineurs de 16 à 18 ans peuvent être condamnés à une peine (art. 17), d'ailleurs la même que pour les majeurs (art. 23). Tous les autres ne peuvent être l'objet que d'une mesure de protection et de redressement, même les mineurs de 13 à 16 ans qui, sous l'empire de la loi de 1912, pouvaient être condamnés à une peine atténuée (art. 69 Code pénal).

c) *En matière de contraventions*, tous les mineurs de 16 à 18 ans sont soumis au droit commun et assimilés à des majeurs. Les mineurs de 16 ans sont déférés au tribunal de simple police siégeant hors la présence du public, ou à la Chambre du conseil du tribunal civil, et ne sont passibles que de l'amende prévue par la loi (art. 24).

Quant à la procédure et aux juridictions compétentes, la loi de 1942 les a modifiées.

En matière de crimes comme de délits, même ceux passibles d'une simple peine d'amende, aucune poursuite ne peut être exercée contre les mineurs de 18 ans sans information préalable. Ensuite, qu'il ait ou non des co-auteurs ou complices majeurs, le mineur criminel ou délinquant n'est, en aucun cas, déféré à la juridiction de droit commun. Pour lui, la procédure de jugement comprend deux phases distinctes : l'une devant la Chambre du conseil du tribunal civil qui peut décider, lorsque la prévention est établie, soit la remise du jeune délinquant à ses parents ou gar-

dien, avec ou sans adjonction de la liberté surveillée, soit le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents.

Lorsque ce tribunal est saisi, commence la seconde phase de la procédure au cours de laquelle le mineur est placé en observation dans un centre approprié.

La création des tribunaux pour enfants et adolescents, tribunaux spécialisés, et des centres d'observation est une des innovations capitales de la loi. L'un et l'autre auront, en principe, pour ressort celui d'une Cour d'appel. Un règlement d'administration publique le précisera (art. 34). Dans certaines Cours, en effet, le nombre des affaires de mineurs est de faible importance ; dans d'autres, il justifiera peut-être la création de plusieurs sections ou Chambres. Le décret d'application tiendra compte de l'organisation régionale de la France, de la situation et de l'importance des Cours d'appel.

Les mineurs de la Cour d'appel de Dijon. — En ce qui concerne cette Cour, dont le ressort comprend les trois départements de la Côte-d'Or, de la Haute-Marne et de la Saône-et-Loire, le nombre des affaires de mineurs soumises à ses tribunaux justifiera la création d'une juridiction spécialisée pour enfants et adolescents, siégeant à Dijon et s'étendant à tout le ressort actuel de la Cour. La statistique criminelle de Dijon nous apprend, en effet, que les tribunaux des 3 départements ont eu à juger :

333 mineurs (286 garçons et 47 filles) pendant l'année 1937 ;
512 mineurs (433 garçons et 79 filles) pendant l'année 1940 ;
868 mineurs (707 garçons et 161 filles) pendant l'année 1941 (1).

Si l'on rapproche que, à peu près dans le même temps, le tribunal de 1^{re} instance de Chalon-sur-Saône a jugé, en police correctionnelle :

866 affaires pendant l'année 1936 ;
808 affaires pendant l'année 1937 ;
760 affaires pendant l'année 1938 (2),

si l'on songe que ce tribunal est de 2^e classe, qu'il comprend deux Chambres et que la 2^e Chambre juge presque exclusivement les affaires correctionnelles, qui suffisent à l'occuper, on voit qu'une juridiction spécialisée pour enfants et adolescents siégeant à Dijon et connaissant de tous les crimes et de tous les délits commis par les mineurs des 3 départements de la Côte-

(1) Statistique criminelle, années 1937, 1940 et 1941, au Parquet Général de Dijon.

(2) Statistique criminelle, années 1936, 1937, 1938, au Parquet de Chalon-sur-Saône.

d'Or, de la Haute-Marne et de la Saône-et-Loire aurait une très suffisante activité.

La spécialisation du tribunal pour enfants et adolescents. — Sa composition. — Sa régionalisation. — Depuis longtemps, on réclamait cette spécialisation. C'est ainsi que M. le professeur Coste-Floret, de la Faculté de Droit d'Alger, écrivait en 1941 : « Toutes les réformes proposées jusqu'ici présupposent évidemment une refonte complète des tribunaux pour enfants et adolescents. Il faudrait créer dans notre droit une magistrature spécialisée pour juger les questions concernant l'enfance. Seul d'ailleurs le président appartiendrait à ce corps. A l'instar des assistantes sociales, et pour les mêmes raisons, il devrait si possible avancer sur place. Les deux autres membres de la juridiction seraient choisis l'un parmi les assistantes sociales de l'enfance, l'autre parmi les médecins des centres d'observation neuro-psychiatrique (5). »

La loi de 1912 avait admis, lorsque les effectifs du personnel le permettaient, une certaine spécialisation du juge d'instruction (art. 3 et 17) ainsi que de la Chambre du conseil du tribunal civil et du tribunal pour enfants et adolescents (art. 1^{er} et 18). Néanmoins les magistrats de ces juridictions restaient compétents pour les affaires des majeurs ; leur spécialisation n'était pas exclusive.

A l'étranger, de nombreux pays ont adopté la spécialisation des juges pour enfants. Ainsi le Portugal en 1911, l'Espagne en 1918, la Hollande en 1924, certains cantons suisses (Zurich en 1919, Berne en 1930), la Grèce en 1931, le Japon en 1933, l'Italie en 1934, l'Argentine en 1937, le Chili en 1938. La Belgique, par sa loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a consacré depuis longtemps le principe du juge unique, spécialisé pour les mineurs, et pouvant faire carrière au tribunal pour enfants. Sa compétence est d'ailleurs limitée aux mineurs délinquants de 16 ans ; à partir de cet âge, le mineur est justiciable des tribunaux ordinaires. Mais la compétence du juge belge des enfants déborde le cadre des infractions et s'étend à la mendicité, au vagabondage des mineurs, aux faits d'inconduite et d'indiscipline qui justifient une mesure de correction paternelle jusqu'à 18 ans révolus, à la débauche, au jeu et à la prostitution des mineurs de 16 ans, ainsi qu'aux trafics ou occupations qui exposent ces mineurs à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage et à la criminalité : tels les métiers de danseuses ou de serveuses dans les bars ou les établissements de nuit, de chasseurs d'hôtels, de modèles d'artistes, de figurants, de figurantes... L'utilité de la spécialisation a tellement pénétré les Belges, que

(5) *Revue Science criminelle*, 1941, n° 4, p. 305.

l'un d'eux particulièrement éminent, M. Wets, juge des enfants à Bruxelles, a pu écrire (1) : « La spécialisation est une nécessité professionnelle pour les juges d'enfants. »

Fort de ces exemples et de ces conseils, notre loi nouvelle de 1942 a consacré le principe de la spécialisation du tribunal pour enfants et adolescents.

Ce tribunal sera composé de trois magistrats, qui pourront faire carrière dans les juridictions de mineurs. En matière criminelle, leur seront adjoints deux assesseurs de l'un ou l'autre sexe, choisis parmi les personnes compétentes dans les questions de l'enfance. Le système ainsi adopté rappelle la Chambre pénale de Genève qui comprend trois magistrats et deux profanes : un médecin et un pédagogue, ainsi que les Juvenile Courts anglaises où, à Londres, un magistrat préside assisté de deux particuliers — dont une femme — au courant des problèmes de la jeunesse. En Italie, les juridictions pour enfants comprennent deux juges de carrière et un assesseur, nommé pour 3 ans, connu pour son dévouement aux œuvres sociales.

Les nouveaux tribunaux pour enfants et adolescents français seront régionaux, et non plus d'arrondissement comme sous l'empire de la loi du 22 juillet 1912, ou par département tels qu'ils étaient prévus dans le projet Matter du Code d'instruction criminelle (2). Leur rôle sera étroitement lié au fonctionnement d'un autre organisme nouveau, le Centre d'observation, où le mineur subira un examen sur son état physique, intellectuel et moral qui mettra en relief les traits dominants de son caractère.

Les Centres d'observation (3). — Ils existent déjà dans plusieurs pays étrangers.

La Belgique, notamment, dispose depuis longtemps de Centres d'observation et de triage pour mineurs qui font l'admiration : sa Clinique médico-pédagogique du Brabant se charge des examens courants, le Centre d'observation de Moll sert à l'examen prolongé pour les garçons, celui de Namur-Saint-Servais pour les filles. L'examen médical y comporte la mensuration des parties du corps, la recherche des stigmates de dégénérescence, l'examen des organes. L'examen mental utilise la méthode des tests pour établir les degrés de l'intelligence.

En Italie, les Centres d'observation présentent le caractère de clinique psychiatrique et mentale où s'opère le triage des mineurs et, en même

(1) P. Wets, *L'enfant de justice*, p. 482.

(2) *Revue Science criminelle*, 1939-2-387.

(3) *Revue Science criminelle*, 1939-1-36. Étude de M. FRANK, juge au tribunal de Beffort : « Observation, triage, rééducation ».

temps, celui d'une maison d'accueil jouant le rôle de prison à détention préventive.

En Grande-Bretagne, dans les villes importantes, existent des cliniques psychologiques pour enfants (Child Guidance Clinics) — cliniques privées. La détention préventive des mineurs ne s'opère plus dans les prisons depuis 1933 (Children and young persons act 1933, art. 77) ; les autorités locales ont créé des homes de détention « Remand homes ». Un centre de triage complet existe à Londres dans une aile séparée de la prison de Wormwood Scrubs.

Aux États-Unis, notamment à Los Angelès et à Boston, existent des centres analogues, particulièrement complets, qui fournissent au juge des données remarquables sur les mineurs examinés.

Notre loi de 1942 s'est inspirée surtout de l'Italie où existe un Centre d'observation dans chaque Cour d'appel. L'article 27 de la loi dispose que sera créé un Centre d'observation auprès de chaque tribunal pour enfants et adolescents. Dans tous les cas, le président du tribunal pour enfants désignera un juge rapporteur, qui suivra le déroulement de l'observation du mineur, en transmettra les résultats au tribunal, ce qui permettra à cet organisme de choisir, en connaissance de cause, la mesure propre à assurer le mieux la protection et le redressement du jeune délinquant.

Variété des mesures de protection et de redressement possibles.

— La loi de 1942 a augmenté considérablement la gamme des placements offerts au choix du tribunal (art. 18). La statistique nous apprend cependant qu'en pratique, jusqu'ici, les magistrats les choisissaient peu variés. Parmi les mesures prévues, ils adoptaient celles qui avaient le moindre caractère coercitif. Chaque fois que le milieu familial semblait offrir des garanties suffisantes de moralité et d'autorité, les mineurs étaient remis à leurs parents. Cette solution était suivie dans 33 % des cas en 1919-1925 ; 37,30 % en 1926-1930 et 41,51 % en 1931-1935.

Sur ces proportions, la mise en liberté surveillée adjointe atteignait 20 % en 1919-1925 ; 27 % en 1926-1930 et 39 % en 1931-1935.

Si l'influence de la famille semblait insuffisante pour obtenir l'amendement du mineur, les tribunaux le confiaient à une institution charitable plutôt qu'à l'Administration pénitentiaire et aux services de l'Éducation surveillée. La proportion des remises à cette Administration était tombée de 13 % en 1909-1913 à 5,60 % en 1931-1935. C'est dire l'appréhension — à notre avis injustifiée — de beaucoup de magistrats, surtout parmi les plus âgés, pour les institutions publiques d'éducation surveillée. Celles-ci ont pourtant été réorganisées par le décret du 31 décembre 1927 ; un personnel spécialisé d'instituteurs détachés du Ministère de l'Éducation

nationale y a été affecté, qui apporte ses idées nouvelles sur l'éducation des mineurs, dans lesquels ils ne voient plus des délinquants mais seulement des enfants ou jeunes gens à rééduquer ou éduquer. Et la tendance dernière est même d'élever une cloison étanche entre les deux catégories de personnels : des prisons et des établissements de mineurs. De plus, le développement de la libération d'épreuve, réorganisée par l'arrêté ministériel du 15 avril 1940, permet au bout d'un certain temps de bonne conduite du jeune délinquant et quoiqu'il ait été confié à l'Administration pénitentiaire généralement jusqu'à sa majorité, de le remettre, bien avant cette date, à sa famille ou à une personne habilitée sous la surveillance d'un délégué. La remise des mineurs aux Services de l'Éducation surveillée, mesure actuellement très souple et bienveillante, appliquée par un personnel éducateur nouveau, animé d'un large esprit de compréhension et s'inspirant des dernières méthodes sur l'éducation de la jeunesse, devrait — et devra — bénéficier de plus de faveur auprès des magistrats.

Par contre la proportion des remises d'enfants à des institutions charitables, qui ne s'élevait qu'à 3 % en 1909-1913 n'a cessé d'augmenter pour atteindre 19,40 % en 1926-1930 et 20,83 % en 1931-1935.

Mais la décision vaudra surtout par la façon dont elle sera exécutée et la méthode employée.

L'étranger connaît divers systèmes de rééducation des mineurs. La plupart s'inspirent de la « méthode active », opposée aux principes traditionnels employés dans les établissements scolaires où la discipline est maintenue par la contrainte et la menace d'une punition. Ainsi le système progressif belge ou anglais, où le jeune délinquant, détenu dans des institutions organisées par pavillons séparés, est progressivement préparé à la liberté ; également les homes de semi-liberté anglais qui forment la transition entre l'internement et la vie libre ; les républiques d'enfants, expérience très curieuse, pratiquée aux États-Unis, en Palestine et en Russie, et décrite par M. Frank dans la *Revue de Science criminelle* (1939 1-56) : la grande idée de cet essai original est que les bandes d'enfants abandonnés au début à l'anarchie tendent, après quelques temps, à s'organiser et à s'administrer spontanément. Ces communautés se trouvent à la campagne, groupent les enfants par pavillons, à l'intérieur desquels les pupilles mènent une véritable vie de famille dans des conditions analogues à celles de la vie sociale normale.

En France, une heureuse initiative, s'inspirant de ces expériences et des méthodes de « l'école active », commence à produire ses effets : celle du Centre éducatif du Hinglé créé en 1940 par M^{me} de La Morlais, dans les Côtes-du-Nord, près de Dinan. Les colons du Hinglé, au milieu des champs et des bois, sans murs ni barbelés, jouissent de la liberté. Ils sont répartis

en équipes de 6 à 8 garçons chacune. Le chef d'équipe, responsable de ses camarades, est choisi parmi les délinquants (1).

Toutes ces expériences sont intéressantes, et nul doute qu'elles soient encore plus activement poussées dès l'entrée en application de la loi du 27 juillet 1942.

Date d'application de la loi du 27 juillet 1942. — Un décret la fixera (art. 34). Ce jour-là seront abrogés les articles 66, 67, 68 et 69 du Code pénal, la loi du 5 août 1850, la loi du 22 juillet 1912 complétée par celles des 22 février 1921, 26 mars 1927 et 30 mars 1928, et, d'une manière générale, toutes dispositions contraires.

Jusqu'à la publication de ce décret, tous ces textes demeurent et régissent le droit des mineurs délinquants.

Notre plan. — Notre étude comprendra quinze chapitres, groupés en deux parties, consacrées l'une aux conséquences pénales de l'infraction commise par le mineur, l'autre aux conséquences civiles. La première partie contiendra 8 chapitres ; la seconde 7.

Dans la première, nous verrons notamment les juridictions compétentes à l'égard du mineur, et les décisions qui peuvent être prises ; les voies de recours contre ces décisions ; les effets de l'amnistie, de la grâce, de la prescription de la peine et de la réhabilitation sur les mesures ordonnées ; les frais et la contrainte par corps ; le vagabondage des mineurs.

Dans la seconde partie, nous examinerons la réparation par le mineur, puis par les personnes civilement responsables du préjudice privé causé par l'infraction. Nous rechercherons ensuite si le mineur est tenu solidairement avec ses co-auteurs des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais.

Nous consacrerons un chapitre à l'autorité de la chose jugée, ainsi qu'à la prescription de l'action civile.

Nous terminerons enfin en nous demandant si le mineur auteur d'un crime ou d'un délit contre le défunt, le donateur ou le testateur, encourt l'indignité successorale, ainsi que la révocation des dons et des legs pour cause d'ingratitude.

(1). Numéro de l'*Illustration* du 12 septembre 1942 : « Une expérience intéressante : le Centre éducatif du Hinglé », par M. H. JOURNEL.

PREMIÈRE PARTIE

**LES CONSÉQUENCES PÉNALES
DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE MINEUR**

CHAPITRE PREMIER

LES JURIDICTIONS QUI STATUENT A L'ÉGARD DU MINEUR DÉLINQUANT

La nature des juridictions appelées à statuer sur les infractions commises par les délinquants, majeurs ou mineurs, est déterminée par la nature de ces infractions elles-mêmes. On n'instruira pas, on ne jugera pas de la même manière un crime, un délit ou une contravention ; le trouble social causé par chacune de ces catégories d'infractions n'est pas le même ; les juridictions appelées à en connaître ne doivent pas, ne peuvent pas être les mêmes. Appliquant cette idée, la loi du 27 juillet 1942 a déterminé les différentes juridictions qui statueront sur les mineurs délinquants. Elle s'exprime ainsi en son article 1^{er} : « Les mineurs de 18 ans qui commettent une infraction pénale sont soumis au régime spécial établi par la présente loi. » Nous distinguerons les juridictions d'instruction des juridictions de jugement, et dans chacune, les crimes, les délits, et les contraventions.

A) LES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION

1^o LES CRIMES ET DÉLITS

La loi du 27 juillet 1942 dispose en son article 2 : « En matière de crimes ou de délits commis par des mineurs de 18 ans, le parquet et le juge d'instruction compétents sont ceux soit du lieu de l'infraction, soit du lieu de la résidence des parents ou tuteur, soit du lieu où le mineur a été trouvé. »

Compétence. — a) *Ratione materiae* : le parquet et le juge d'instruction connaissent de tous les crimes et délits commis par des mineurs de 18 ans : crimes et délits prévus par le Code pénal ou par les lois postérieures, flagrants ou non, délits intentionnels ou non, instantanés ou continus, simples ou d'habitude. Tous sont soumis au régime de la loi du 27 juillet 1942.

b) *Ratione personae*, il s'agit des crimes et délits commis par des

mineurs de 18 ans. La loi de 1942 ne fait plus la distinction de la loi de 1912 entre les mineurs de 13 ans, ceux de 13 à 16 ans et ceux de 16 à 18 ans. Sans doute les mesures possibles ne sont pas les mêmes s'ils ont plus ou moins de 16 ans, et des différences fondées sur l'âge subsistent donc encore, mais pour l'instruction préalable et les débats il n'existe plus qu'une seule catégorie de mineurs.

L'âge qui déterminera le régime sous lequel sera placé l'adolescent sera considéré au moment de l'infraction et non au moment de la poursuite ; la jurisprudence précédente demeure (Cass. crim., 4 mai 1917) (1). Cette règle était déjà suivie sous l'empire du Code pénal de 1810. Par son silence, la loi nouvelle ne l'a pas abrogée.

S'il s'agit d'un délit continu — ou successif dans la terminologie judiciaire — tels le port illégal de décorations (art. 259 C. pénal), la séquestration arbitraire (art. 341), l'abus de blanc-seing (art. 407), le recel de choses (art. 460), le délit de non-représentation d'enfant (art. 357) — il faut se placer, pour apprécier l'âge du mineur, au jour où a pris fin l'activité coupable ; pour un délit d'habitude — tels l'excitation habituelle de mineurs à la débauche (art. 334 C. pénal modifié par loi du 6 août 1942), le recel de malfaiteurs (art. 61 C. pénal), la mendicité (art. 275)... — lors du dernier acte matériel.

L'âge sera compté d'heure à heure, puisque selon l'art. 57 du Code civil : « L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure... de la naissance... » Lorsque l'âge d'un inculpé n'a pu être déterminé d'une manière exacte, il convient de décider, en adoptant la solution la plus favorable, que l'intéressé est né vers l'époque qui le fait mineur de 18 ans au moment du délit qui lui est reproché (Cass. crim., 4 février 1927) (2).

c) *Ratione loci*, le parquet et le juge d'instruction compétents sont celui du lieu de l'infraction, celui du lieu de résidence des parents ou tuteur, ou celui du lieu où le mineur a été trouvé. Cette compétence fixée par l'article 2 de la loi de 1942 rappelle celle de la loi de 1912 (art. 1^{er}) qui disait : « Sont compétents : le tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence des parents ou tuteur, et celui du lieu où l'enfant a été trouvé. » La loi de 1912 reproduisait elle-même le droit commun en la matière (art. 23 du Code d'instruction criminelle), avec cette différence que le tribunal de la résidence des parents se trouvait substitué à celui de la résidence du délinquant, toutes les fois qu'ils étaient distincts. Mais la compétence demeure toujours déterminée par la résidence de fait et non nécessairement par le domicile légal. En cas de divorce ou de séparation de corps, on s'atta-

(1) Cass. crim., 4 mai 1917, S. 1920-1-142 ; D. 1922-1-133.

(2) Cass. crim., 4 févr. 1927, S. 1928-1-255. *Gaz. Pal.*, tables 1925-1930. V^o Respons. pénale, n^o 40.

chera à la résidence de celui qui a obtenu la garde de l'enfant, ou au père ou à la mère qui aura reconnu l'enfant naturel.

Si la loi nouvelle n'a pas repris exactement la formule de l'article 1^{er} de la loi de 1912, c'est que, nous le verrons, le tribunal compétent pour le jugement est déterminé par des règles différentes ; il est dès lors naturel de ne plus parler que du parquet et du juge d'instruction.

L'article 1^{er} de la loi de 1912 disposait encore : « Si le premier tribunal saisi est celui du lieu de l'infraction ou celui du lieu où l'enfant a été trouvé, il peut, le cas échéant, renvoyer l'affaire devant le tribunal de la résidence des parents ou tuteur. » En matière ordinaire, la juridiction du lieu du délit est la plus naturelle ; il est juste que le délinquant soit poursuivi, jugé et châtié là où il a troublé l'ordre public. Mais cette raison tombe lorsque le but poursuivi est non de punir mais de réformer un enfant coupable ; aussi comprend-on que le législateur de 1912 ait permis, lorsque l'enquête comporte peu d'opérations sur place, peu d'auditions de témoins ou de plaignants, le renvoi de l'affaire devant la juridiction de la résidence des parents ou tuteur, où les renseignements seront puisés à meilleure source et où le mineur, nouvel enfant prodigue, pourra avoir le réconfort de la présence ou la visite de ses parents qu'il avait quittés au moment du délit. La réciproque d'ailleurs n'était pas vraie : si la première juridiction saisie était celle du lieu de la résidence des parents, elle ne pouvait pas renvoyer l'affaire à l'une des deux autres. Cette disposition de la loi de 1912, permettant la possibilité de renvoi de l'affaire de la juridiction du lieu de découverte du mineur ou du lieu de l'infraction à la juridiction du lieu de résidence des parents ou tuteur, n'a pas été reproduite par la loi de 1942. Nous estimons cependant que le maintien de ce texte, adapté à l'article 2 de la nouvelle loi, c'est-à-dire limité au parquet et au juge d'instruction, eût permis une plus rapide et meilleure administration de la justice ; il eût évité bien des démarches, correspondances, voyages, de la part des parents, auprès du défenseur ou du mineur maintenu dorénavant au lieu du délit ou au lieu de son arrestation, et, inversement, bien des demandes de renseignements et des commissions rogatoires, de la part du juge d'instruction, au lieu de résidence des parents.

L'instruction préalable. — La loi de 1942 a voulu que tous les crimes et délits commis par les mineurs de 18 ans fassent l'objet d'une instruction préalable. Article 3 : « Aucune poursuite ne peut être exercée en matière de crimes ou délits contre des mineurs de 18 ans sans information préalable. »

Sous l'empire de la loi de 1912, l'information préalable était déjà obligatoire pour les crimes et délits commis par les mineurs de 13 ans

(art. 2) ; de même, suivant une certaine interprétation fondée sur la lettre du texte de l'article 14 *in fine* (« ...soumis aux prescriptions des articles qui précèdent », c'est-à-dire notamment : article 2, nécessité de saisir le juge d'instruction), pour les contraventions en récidive commises par les mineurs de 13 ans ; enfin pour les mineurs de 13 à 18 ans auteurs de délits emportant peine d'emprisonnement (art. 15). L'article 15 n'édicte la nécessité d'une information préalable par le juge d'instruction pour les délinquants mineurs de 13 à 18 ans que lorsqu'il s'agissait des délits emportant peine d'emprisonnement. Par application littérale de ce texte, le tribunal compétent pouvait être saisi par citation directe des délits emportant peine d'amende ; par exemple, un mineur de 18 ans, prévenu d'avoir pêché avec engin prohibé, était valablement renvoyé devant le tribunal par voie de citation directe, le délit de pêche avec engin prohibé n'étant aux termes de l'article 28 de la loi du 15 avril 1829, — encore en vigueur — puni que d'une amende (Trib. corr. de Saint-Palais, 5 mars 1926) (1).

La loi de 1942 n'a pas maintenu cette distinction : tous les délits, même ceux punis d'une simple amende, doivent faire l'objet d'une information préalable. Le nombre de ces délits est d'ailleurs actuellement très limité, la loi punissant de plus en plus les délits nouveaux d'emprisonnement et d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement, mais l'emprisonnement est presque toujours prévu dans les lois nouvelles. La généralisation de la loi de 1942 est donc juste et conforme aux principes directeurs de la législation actuelle.

Initiative des poursuites : Le Procureur de la République. — Malgré l'obligation d'une information préalable pour tous les crimes et tous les délits commis par des mineurs de 18 ans (art. 3 de la loi), le chef du Parquet, précisé à l'article 2, n'en conserve pas moins la faculté de procéder lui-même à une enquête officieuse qui lui permettra, précisément, d'apprécier, d'abord, s'il existe des présomptions suffisantes pour saisir le magistrat instructeur. La circulaire, du 30 janvier 1914, du Ministre de la Justice conserve, sur ce point, son actualité : « Le Parquet garde son pouvoir d'appréciation. Mais ce n'est pas, comme en matière ordinaire, l'unique intérêt de l'action publique qui dictera sa décision. Il doit ici non seulement tenir compte de la gravité de l'infraction, mais considérer la situation actuelle du mineur et se décider d'après le souci de son intérêt moral. »

Ce qui est interdit au Parquet, c'est d'user de la procédure de flagrant

(1) Trib. corr. Saint-Palais, 5 mars 1926, S. 1927-2-89. Note *Gaz. Pal.*, t. 1925-1930-2, V^o Resp. pénale, n^o 26.

délit de la loi du 20 mai 1863 ou de la citation directe de l'article 182 du Code d'instruction criminelle.

De plus, le procureur de la République a seul l'initiative de la poursuite. La loi de 1942, comme celle de 1912, interdit toute action ou intervention civile dans la poursuite pénale. Comme la loi de 1912 (art. 2) pour les mineurs de 13 ans, la loi de 1942 (art. 11) édicte que l'action civile, en ce qui concerne les mineurs de 18 ans, ne peut être exercée que devant les tribunaux civils. Il faut entendre par là que l'action civile ne peut, à l'occasion de la poursuite, se joindre à l'action publique et que celle-ci ne peut être mise en mouvement par l'action civile. Une constitution de partie civile, dans les crimes ou délits des mineurs de 18 ans, ne sera donc pas possible devant le juge d'instruction. Par exemple, en matière d'adultère, où il est d'usage, dans beaucoup de parquets et auprès de nombreux juges d'instruction, d'exiger, en plus de la dénonciation du conjoint, seule requise par l'article 336 du Code pénal, la constitution de partie civile — ce qui, à notre avis, est une addition à la loi et souvent une exagération — cette constitution ne sera plus possible contre l'époux adultère mineur de 18 ans.

Néanmoins la loi n'enlève pas à la victime du crime ou du délit le droit soit de porter plainte et de dénoncer l'infraction au procureur de la République, comme pour l'adultère, soit de réclamer des dommages-intérêts. Mais la plainte est seule recevable et la victime ne peut se constituer partie civile soit devant le juge d'instruction, nous venons de le dire, soit devant la Chambre du conseil du tribunal civil, soit devant le tribunal pour enfants et adolescents. La jurisprudence de la Cour d'appel de Toulouse du 28 mars 1934 (1), qui avait rejeté comme irrecevable la constitution de partie civile contre un mineur de 13 ans, pourrait, le cas échéant, recevoir encore application. Certains auteurs pensent différemment, notamment M. Verdun, qui écrit, dans la *Semaine juridique* (2) : « Rien ne paraît mettre obstacle à la constitution de partie civile d'un particulier contre un mineur devant le juge d'instruction, bien que l'action civile ne puisse pas être exercée devant la Chambre du conseil ou le tribunal pour enfants. Le plaignant peut avoir intérêt à ce que des recherches soient faites et une instruction diligentée. »

Nous sommes d'avis que la possibilité de constitution de partie civile, aussi bien devant les juridictions de jugement (Chambre du conseil, tribunal pour enfants et adolescents, tribunal de simple police) que devant le juge d'instruction serait préférable, mais nous estimons qu'en présence

(1) Toulouse, 28 mars 1934, *Gaz. Pal.*, 1934-2-53.

(2) H. VERDUN, « Le code de l'enfance délinquante », chronique *Semaine juridique*, 1942-29 nov., p. 293, n° 10.

des termes de l'article 11, malgré tout l'intérêt de la victime, cette constitution n'est pas possible même devant le juge d'instruction. En effet, que deviendrait ensuite cette partie civile, au cas de renvoi devant la Chambre du conseil par exemple ? Faute de pouvoir se volatiliser à temps — ce qui est impossible, toute affaire devant se terminer par un non-lieu ou un renvoi et, dans ce dernier cas, par un jugement de condamnation ou de relaxe — avant la saisine de cette juridiction, la constitution de partie civile ne pourrait qu'y être déclarée irrecevable et rejetée. Ce serait reculer pour aussi mal sauter.

Les administrations publiques. Lorsqu'il s'agit de « faits » dont la poursuite appartient exclusivement à certaines administrations publiques telles que les douanes, les contributions indirectes, la loi de 1942 (art. 3), comme la loi du 22 février 1921 complétant l'article 4 *in fine* de la loi de 1912 pour les mineurs de 13 ans, édicte que le procureur de la République a seul qualité pour exercer l'action publique dans les conditions prévues à l'alinéa précédent [information préalable obligatoire] à l'égard du mineur de 18 ans, mais seulement sur la plainte préalable de l'administration. Ces « faits » ne peuvent être que des crimes ou des délits et non des contraventions, étant donné la place de cette disposition dans la loi de 1942.

Instruction préparatoire à un seul degré. — Quoique la loi de 1942 ne le dise pas, l'instruction préparatoire même pour les crimes commis par les mineurs de 18 ans, ne comporte, en principe, qu'un seul degré : elle est faite et clôturée par le juge d'instruction ; elle n'a pas à passer devant la Chambre des mises en accusation. Il y a là une opportune généralisation par rapport à la loi de 1912. Celle-ci, au point de vue de la procédure, laissait, par son silence, les mineurs criminels de 16 à 18 ans comparaître devant la Cour d'assises comme les majeurs ; quant aux mineurs de 13 à 16 ans, co-auteurs ou complices d'accusés présents plus âgés (art. 18 *in fine* de la loi de 1912), ils étaient également justiciables de la Cour d'assises. Par suite, l'instruction, à l'égard des uns et des autres, se déroulait selon le droit commun obligatoirement à deux degrés (art. 133 du Code d'instruction criminelle) : lorsque le juge d'instruction estimait la prévention suffisamment établie et le fait passible de peines afflictives ou infamantes, il rendait une ordonnance de transmission au procureur général ; ce magistrat saisissait la Chambre des mises en accusation, juridiction d'instruction du 2^e degré, qui examinait l'information, pouvait la compléter, et rendait un arrêt de non-lieu ou de renvoi devant la juridiction de jugement compétente. Désormais, « l'instruction achevée, dit l'article 7 de la loi de 1942, le mineur [de 18 ans, et non seulement de 16 ans, qu'il ait agi seul ou avec d'autres, contre lequel le juge d'instruction a estimé

qu'il y avait présomptions suffisantes de délit ou crime] comparaît devant la Chambre du conseil du tribunal civil » — 1^{er} degré obligatoire de la juridiction de jugement.

Nous avons dit : l'instruction préparatoire ne comporte, *en principe*, qu'un degré : celui du juge d'instruction. La situation suivante peut se produire, qui n'a pas été prévue par la loi de 1942 : le procureur de la République estime qu'il y a présomptions suffisantes de crime ou de délit contre le mineur. Il signera alors un réquisitoire de renvoi devant la Chambre du conseil du tribunal civil. Mais le juge d'instruction peut avoir un point de vue différent. En vertu du principe de la séparation des pouvoirs, le juge d'instruction n'est pas obligé de suivre le réquisitoire du procureur. Il rendra donc, supposons-le, une ordonnance de non-lieu. La loi de 1942 n'a pas prévu l'hypothèse. Nous pensons qu'il convient d'appliquer les principes généraux inclus dans l'article 135 du Code d'instruction criminelle, modifié par le décret du 18 novembre 1939 : « Le procureur de la République pourra interjeter appel, dans tous les cas, des ordonnances du juge d'instruction... L'appel sera porté devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel qui statuera toute affaire cessante. » Celle-ci pourra compléter l'information ; à la fin de son examen, elle rendra un arrêt de non-lieu, ou de renvoi devant la Chambre du conseil du tribunal civil (art. 7 de la loi de 1942). Ainsi, exceptionnellement, l'instruction pourra comporter deux degrés.

Dossier spécial. — L'article 3 de la loi du 27 juillet 1942 dispose : « Si ces mineurs [de 18 ans, auteurs de crimes ou de délits] sont impliqués dans la poursuite de crimes ou de délits en même temps que des majeurs, le procureur de la République, lorsqu'il use vis-à-vis de ces derniers, dans les cas prévus par la loi, des procédures de flagrant délit ou de citation directe, constitue un dossier spécial concernant le prévenu mineur et en saisit le juge d'instruction. »

Par conséquent, lorsque le procureur de la République décide de poursuivre les co-accusés majeurs par citation directe ou en flagrant délit dans les cas prévus par la loi, il constitue un dossier pour ces inculpés. Et comme à l'égard du mineur, il doit, obligatoirement et dans tous les cas de crimes ou de délits, requérir l'ouverture d'une information, la constitution d'un dossier spécial concernant le mineur n'a rien que de naturel. Les parquets n'ont pas attendu la loi de 1942 pour suivre cette pratique : dans tous les cas où une instruction était ouverte contre un mineur qui avait des co-auteurs ou complices présents plus âgés contre lesquels le procureur de la République usait de la procédure du flagrant délit ou de la citation directe, il était constitué un dossier spécial pour le mineur. La

méthode n'est donc pas nouvelle ; d'ailleurs comment les rédacteurs de la loi de 1942 pouvaient-ils concevoir les choses autrement ? Toujours est-il que l'obligation actuelle pour le procureur de la République de constituer un dossier spécial pour le mineur, dans l'hypothèse envisagée, résulte de la loi elle-même qui y consacre la moitié d'un article. Petite disposition, qu'il eût été préférable de voir utilisée à d'autres fins plus importantes et plus utiles ! *De minimis non curat prætor...*

Lorsque le procureur de la République use, à l'égard des co-inculpés majeurs, non plus de la procédure du flagrant délit ou de la citation directe, mais du réquisitoire d'information contre eux également, il la confiera au même juge d'instruction (art. 6 de la loi de 1942) et, selon l'argument *a contrario* de l'article 3 paragraphe 2 et en l'absence de toute autre disposition positive, il ne constituera pas de dossier spécial pour le mineur. L'information concernant les majeurs et le mineur sera donc réunie dans le même dossier. Si la loi de 1942 eût voulu faire œuvre utile, c'est ici qu'elle aurait dû intervenir pour la constitution d'un dossier spécial ; les recherches, les enquêtes — ne serait-ce que celle sur la situation matérielle et morale du mineur — que doit effectuer le magistrat instructeur, ne sont pas les mêmes pour les majeurs et pour le mineur. De plus les juridictions devant lesquelles ils seront traduits ne sont plus les mêmes. L'article 6 le proclame : « Les co-inculpés ou complices majeurs sont, en cas de poursuites, renvoyés devant la juridiction compétente suivant le droit commun. » Pour le mineur, l'article 7 complète « ...il comparait devant la Chambre du conseil du tribunal civil ». S'il s'agit d'un délit, la juridiction de droit commun pour les majeurs sera le tribunal correctionnel. Dans cette hypothèse, nous reconnaissons que, en fait, ce seront souvent les mêmes magistrats, constitués tantôt en tribunal correctionnel, tantôt en Chambre du conseil du tribunal civil, qui jugeront les majeurs et le mineur. Un seul dossier suffirait peut-être. Et encore ! S'il y a appel de la part des majeurs ou contre eux, une partie du dossier devra aller à la Cour d'appel, l'autre rester au greffe du tribunal civil, à moins que la Chambre du conseil n'ait décidé le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents (art. 8, § 3 de la loi de 1942). Dans l'un ou l'autre cas, la constitution de deux dossiers semble s'imposer dès le début de l'information. S'il s'agit d'un crime, la situation est identique : l'instruction devant se faire à deux degrés, le juge d'instruction transmettra le dossier au procureur général aux fins de saisine de la Chambre des mises en accusation qui renverra, s'il y a lieu, devant la Cour d'assises les co-inculpés majeurs. Quant au mineur, l'instruction ne se fait, en principe, à son égard qu'à un seul degré ; le juge d'instruction le renverra devant la Chambre du conseil du tribunal civil (art. 7). La nécessité

de deux dossiers s'impose davantage encore, s'il est possible, dans cette hypothèse. C'est ici que la loi aurait dû intervenir, s'il était nécessaire qu'elle intervienne. Mais cette nécessité n'est pas évidente ; la pratique judiciaire suffisait. Et il est certain que, après comme avant la loi de 1942, on constituera des dossiers spéciaux pour les mineurs dans toutes les hypothèses que nous avons indiquées. C'est une pratique nécessaire ; sur ce point la loi ne l'était pas.

Le juge d'instruction n'est pas spécialisé. — On cherche en vain dans la loi du 27 juillet 1942 la trace d'une disposition prévoyant la spécialisation du juge d'instruction que proclamait, en la considérant comme l'une de ses pièces maîtresses, la loi du 22 juillet 1912 (art. 3 et 17). Cette règle s'appliquait dans toutes les affaires de mineurs faisant l'objet d'une information : mineurs de 13 ans, de 13 à 16 ans, de 16 à 18 ans.

Dans les tribunaux où il existe plusieurs juges d'instruction, un ou plusieurs de ces magistrats étaient désignés par le premier président sur la proposition du procureur général. Les chefs de Cour les choisissaient parmi ceux que distinguaient leurs aptitudes particulières et l'intérêt qu'ils portaient aux questions philanthropiques et sociales, spécialement à celles de l'enfance délinquante. Dans les tribunaux ne comprenant qu'un juge d'instruction, celui-ci, bien entendu, instruit à l'égard des mineurs comme des majeurs.

Cette règle de la spécialisation du juge d'instruction n'a pas été maintenue par la loi de 1942. Nous croyons la chose regrettable. Pour la juridiction de jugement — tribunal pour enfants et adolescents de l'article 14 — elle demeure ; elle est même accentuée puisque, si l'annonce figurant au rapport précédant la loi au Maréchal de France Chef de l'État se réalise, les trois magistrats composant le tribunal pour enfants et adolescents pourront « faire carrière dans les juridictions de mineurs ». La spécialisation sera donc nettement réalisée pour ces magistrats ; nous ne voyons pas pourquoi celle du juge d'instruction n'a pas été maintenue dans les tribunaux dont l'effectif le permet.

L'assistance d'un défenseur n'est pas obligatoire. — L'article 5 de la loi du 27 juillet 1942 dispose : « Le juge d'instruction recherche, en se conformant aux règles générales du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 décembre 1897, si le mineur est l'auteur de l'infraction. » La loi de 1897 édicte que « si l'inculpation notifiée au délinquant est maintenue, le magistrat lui donne avis de son droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, ou parmi les avoués, et qu'à défaut de choix, il lui en fera désigner un d'office si l'inculpé le

demande ». Cette désignation sera faite par le bâtonnier s'il existe un conseil de l'Ordre, dans le cas contraire par le président du tribunal (art. 3).

« Si l'inculpé le demande », dit la loi de 1897 à laquelle se réfère expressément la loi de 1942. Nous sommes loin de la loi du 22 juillet 1912 qui créait une obligation pour le juge d'instruction, spécialisé, nous l'avons vu, de désigner, ou faire désigner par le bâtonnier, un défenseur d'office à tout mineur objet d'une information (art. 3 et 17 *in fine*). Même, la circulaire du Ministre de la Justice du 30 janvier 1914 contenait cette disposition généralement perdue de vue : « ...Dans les centres importants, il sera utile que la liste des avocats appelés à prêter leur concours aux mineurs soit d'avance établie par le bâtonnier, car il semblerait à tous égards désirable que les membres du barreau fussent en cette matière spécialisés comme les magistrats. » Combien la loi de 1942, par son silence, s'éloigne de cet idéal ! L'assistance d'un défenseur, même non spécialisé, n'est plus obligatoire pour le mineur au cours d'une information. Si le silence de la loi, à l'égard de la spécialisation du juge d'instruction et de la Chambre du conseil du tribunal civil, peut laisser indifférent, car on peut penser que le législateur a présumé une égale compétence chez tous les magistrats d'instance pour les questions intéressant les mineurs, ce qui serait flatteur pour le corps de la magistrature en général, l'absence d'un défenseur obligatoire auprès du mineur au cours de l'instruction préalable est nettement regrettable et mauvaise, à moins qu'ici encore le législateur de 1942 estime les juges d'instruction tellement dévoués aux causes des mineurs qu'ils feront seuls toute la lumière sur l'infraction et sur la situation morale du jeune délinquant, sans l'aide d'un défenseur. Selon la loi de 1897, le mineur sera assisté d'un défenseur d'office s'il le demande. Mais nous savons par expérience que certains inculpés, pour une raison ou une autre — crainte, gloriole, ignorance — ne demandent pas de défenseur, et n'en choisissent aucun. Si cette inaction se produit chez le mineur, l'absence d'un défenseur auprès de lui sera particulièrement regrettable, car le conseil, souvent plus que le magistrat, obtiendra des aveux du mineur, des détails sur l'infraction, sur sa vie, sur sa famille, qu'il fera ensuite mettre en lumière par le juge d'instruction et qui sans lui seraient restés dans l'ombre, accablant ainsi davantage ce jeune délinquant.

La loi de 1912 prescrivait : « Le juge d'instruction désignera ou fera désigner par le bâtonnier un défenseur d'office » (art. 3 et 17). Selon nous, l'addition de cette disposition à la loi de 1942 s'impose.

Avis à donner. — La loi de 1942 n'édicte pas davantage que le magistrat instructeur avise de l'information le président du comité de défense des enfants traduits en justice, ce dont la loi de 1912 (art. 3 et 17)

lui faisait une obligation. Ici cependant, nous comprenons mieux le silence de la nouvelle loi. En fait, dans la plupart des tribunaux, cette pratique, si elle a jamais existé, était tombée en désuétude ; aussi sa disparition, à l'inverse de celle du défenseur d'office, ne nous fera verser aucun pleur. C'est l'adaptation du droit au fait.

De plus, le décret du 15 janvier 1929 (art. 32) fait une obligation au procureur de la République, lorsqu'il apprend que le mineur traduit en justice est pupille de la nation ou a droit à l'adoption, de donner immédiatement avis des poursuites au président de la section permanente de l'Office départemental des pupilles de la nation du lieu du tribunal. La situation actuelle malheureusement a replacé sur le plan d'actualité cette question des pupilles de la nation.

L'instruction proprement dite. — Par le fait que la loi de 1942 n'exige pas la présence obligatoire d'un défenseur dès le début de la procédure devant le juge d'instruction et tant que le mineur n'en demande pas, le magistrat pourra recevoir les explications du mineur immédiatement après l'inculpation, après l'avoir averti, bien entendu, comme un majeur qu'il était libre de ne pas en faire (art. 3 de la loi de 1897). Sous l'empire de la loi de 1912 et en exécution de ses articles 3 et 17, la désignation d'un défenseur étant obligatoire dès l'origine, de nombreux juges d'instruction ne se croyaient pas autorisés à recevoir les déclarations même celles dites spontanées du mineur (nous savons professionnellement que ce genre de déclarations, malgré leur qualificatif, comporte toujours quelques questions de la part du magistrat instructeur, l'essentiel, là comme ailleurs, étant de garder une certaine mesure) sans l'assistance de son défenseur. Lors de la première comparution du mineur, ils lui notifiaient seulement l'inculpation, renvoyant la réception de ces déclarations à plus tard lorsque le défenseur serait désigné — ou choisi — et averti conformément à la loi de 1897.

En vertu de la nouvelle loi, les juges d'instruction pourront donc recevoir immédiatement les déclarations spontanées des mineurs de 18 ans, exactement comme pour les majeurs.

L'article 5 de la loi de 1942 dit que le juge d'instruction recherche, en se conformant aux règles du Code d'instruction criminelle et de la loi de 1897 si le mineur est l'auteur de l'infraction. C'est l'instruction proprement dite de l'affaire. Le magistrat procédera comme pour les majeurs, par lui-même ou par commissions rogatoires. Le conseil du mineur, choisi ou désigné d'office à la suite de sa demande, sera convoqué au moins 24 heures avant chaque interrogatoire ou confrontation et la procédure mise à sa disposition la veille de ces actes (loi de 1897).

Le juge d'instruction peut retirer l'enfant à la garde de ses parents. Nous étudierons cette question dans le chapitre suivant.

Le juge d'instruction peut également, « s'il l'estime utile, faire procéder à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles il a vécu et a été élevé et sur les mesures propres à assurer son amendement. Cette enquête sera complétée, s'il y a lieu, par un examen médical et psychologique ». Ce qui était une obligation sous la loi de 1912 (art. 4 et 17) ne devient plus qu'une faculté pour le juge d'instruction sous la loi de 1942. La production de cette enquête n'est même pas nécessaire devant la juridiction de jugement du 1^{er} degré (la Chambre du conseil du tribunal civil), puisque l'article 8 dispose : « Dans l'affirmative, la Chambre du conseil fait procéder, si elle l'estime nécessaire, à l'enquête prévue... » Cette enquête ne devient obligatoire que dans le cas de renvoi du mineur devant le tribunal pour enfants et adolescents (art. 10 de la loi 1942) : le président de ce tribunal désigne un juge rapporteur. « Celui-ci *fait* procéder à l'enquête... si celle-ci n'a pas été précédemment ordonnée... »

En fait, nous pensons que les juges d'instruction, quoiqu'ils n'y soient plus obligés, feront presque toujours procéder à cette enquête, comme auparavant, sans attendre la transmission du dossier à la juridiction compétente. Par ailleurs, une certaine enquête est cependant nécessaire pour le juge d'instruction, et les textes apparaissent quelque peu contradictoires : Article 4 : « Le juge peut, *s'il l'estime utile*, faire procéder à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille,... de l'enfant, ...sur les mesures propres à assurer son amendement... » Article 5 : « S'il paraît... que le mineur est l'auteur d'un fait qualifié crime ou délit, le juge d'instruction *réunit* [ce n'est plus une faculté ici] les éléments d'information propres à permettre d'apprécier s'il y a possibilité de rendre le mineur à sa famille. »

Les rapporteurs. — La loi de 1942 ne mentionne plus les rapporteurs. Ils sont donc supprimés. Ces auxiliaires facultatifs du juge d'instruction étaient prévus par la loi de 1912 (art. 4). Il pouvait les charger de procéder à l'enquête matérielle et morale sur le mineur. Dans les tribunaux où les rapporteurs étaient bien choisis, parmi les personnes dévouées, désintéressées et capables, ils pouvaient rendre d'utiles services. Le législateur de 1942 aurait pu les conserver sans inconvénient.

Fin de l'information. — Son instruction terminée, le juge d'instruction rend une ordonnance. Si elle est de non-lieu, la loi donne cepen-

dant au parquet le pouvoir d'apprécier s'il convient de signaler la situation du mineur aux services chargés de la protection de l'enfance et de la jeunesse (art. 5).

Si le juge d'instruction estime au contraire que le mineur est l'auteur du crime ou du délit pour lequel il a instruit, il met le procureur de la République à même de faire comparaître le mineur devant la Chambre du conseil du tribunal civil pour y être jugé (art. 7). A cet effet, l'acte du magistrat instructeur qui marquera le point de départ de cette possibilité pour le procureur de la République devra bien exister et porter un nom. Quoique la loi n'emploie pas le terme, nous croyons cependant qu'il s'agira d'une *ordonnance de renvoi* devant la Chambre du conseil.

2^o LES CONTRAVENTIONS

L'article 24 de la loi du 27 juillet 1942 nous dit que les contrevenants mineurs de 16 à 18 ans sont soumis au droit commun et que les mineurs de 16 ans sont déférés au tribunal de simple police siégeant hors la présence du public.

La loi n'édicte pas de règle spéciale pour l'instruction de ces contraventions ; celle-ci se fera comme pour les majeurs ; les contraventions seront constatées par des procès-verbaux de police, de gendarmerie ou des fonctionnaires ou agents compétents. Le tribunal de simple police sera saisi par la comparution volontaire du délinquant ou sur avertissement ou citation directe, ou par ordonnance ou arrêt de renvoi du juge d'instruction ou de la Chambre des mises en accusation (art. 129 et 230 du Code d'instruction criminelle).

L'article 24 de la loi de 1942 prévoit la récidive de contravention du mineur ; le mineur sera traduit devant la Chambre du conseil du tribunal civil. Il y a récidive de contravention, aux termes de l'article 483 du Code pénal, lorsque, dans les 12 mois après le 1^{er} jugement de condamnation, devenu définitif et à partir de ce moment, pour une contravention prévue par le Code pénal, le même individu s'est rendu coupable de la même contravention ou d'une autre prévue également par le Code pénal et commise dans le ressort du même tribunal de simple police. Si le mineur récidiviste contrevenant est traduit devant la Chambre du conseil, il n'est stipulé nulle part dans la loi de 1942 l'obligation d'une information par le juge d'instruction comme en matière de crime ou de délit. Comme la Chambre du conseil ne peut que prononcer l'amende et remettre l'enfant à sa famille, avec ou sans adjonction de la liberté surveillée (art. 24), on distingue mal l'utilité d'une information préalable. Celle-ci n'aura donc

pas lieu. Sous l'empire de la loi de 1912, de nombreux auteurs la considéraient cependant comme obligatoire à l'égard des contrevenants récidivistes mineurs de 13 ans, à raison de l'interprétation qu'ils faisaient du texte même de l'article 14 *in fine* de la loi de 1912 : « Aux cas où le mineur se trouvera en état de récidive aux termes de l'article 483 du Code pénal, il sera traduit devant le tribunal civil, statuant en Chambre du conseil, et soumis aux prescriptions *des articles qui précèdent*. » Ce texte n'a pas été exactement reproduit par l'article 24 de la loi de 1942. Les « prescriptions des articles qui précèdent », c'étaient notamment celles de l'article 2 (loi de 1912) qui obligeait le procureur de la République à saisir le juge d'instruction, et celles de l'article 4 *in fine* qui ne permettaient la saisine de la Chambre du conseil que par ordonnance de renvoi du juge d'instruction, et non par exemple par citation directe ou comparution volontaire du mineur.

L'article 24 de la loi de 1942 ne contient aucune disposition semblable. Par conséquent, au cas de contraventions en récidive, commises par des mineurs de 16 ans, la Chambre du conseil pourra être saisie par citation directe, par avertissement ou par comparution volontaire des intéressés. Une information préalable par le magistrat instructeur ne sera pas obligatoire, à notre point de vue.

B) LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Elles sont différentes suivant que le mineur de 18 ans a commis un crime ou un délit ou une contravention ; une contravention simple ou en récidive ; une contravention alors qu'il était mineur de 16 ans ou âgé de 16 à 18 ans.

1° LES CRIMES ET DÉLITS

La procédure de jugement des crimes ou délits commis par les mineurs de 18 ans se déroule, conformément à la loi du 27 juillet 1942, suivant deux phases distinctes. La première comporte obligatoirement la comparution du mineur devant la Chambre du conseil du tribunal civil ; la seconde, éventuellement, son renvoi devant un tribunal spécialisé : le tribunal pour enfants et adolescents.

1^{re} PHASE. — Devant la Chambre du conseil.

« L'instruction achevée, dit l'article 7-§ 1 de la loi du 27 juillet 1942, le mineur comparaît, à la diligence du procureur de la République, devant la Chambre du conseil du tribunal civil. » Cette Chambre du conseil n'est pas nouvelle ; elle est celle de la loi du 22 juillet 1912 qui statuait sur les crimes, les délits, et les contraventions en récidive, commis par les mineurs de 13 ans (art. 1, 4, 8 et 14).

La Chambre du conseil n'est pas une juridiction d'instruction.

— Elle est formée de trois juges appartenant au tribunal civil de l'arrondissement.

Elle examine si la prévention est établie. Dans l'affirmative elle « décide soit la remise du mineur à ses parents... soit le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents » (art. 8-§ 3 de la loi de 1942).

En présence de ces termes de la loi, certains auteurs ont cru pouvoir écrire que la Chambre du conseil est désormais, selon le cas, une juridiction de jugement ou une juridiction d'instruction du second degré. Ainsi MM. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste (1) et, dans une certaine mesure, M. Verdun (2) qui atténue cependant cette opinion en disant « ...soit juridiction de jugement, soit juridiction d'instruction, ou plutôt de « triage »... », ce qui montre que, dans l'esprit de l'éminent président de Chambre à la Cour d'appel d'Aix, la Chambre du conseil n'est pas exactement une juridiction d'instruction du second degré. Nous préférierions l'expression de M. le professeur Donnedieu de Vabres : « Dans les cas qu'elle estimera graves, elle se contentera du rôle plus modeste d'« antichambre » du tribunal pour enfants et adolescents. Elle aura préparé sa décision, et joué, vis-à-vis de lui, le rôle de juridiction d'instruction (3). »

Nous estimons néanmoins que la Chambre du conseil n'est pas une juridiction d'instruction proprement dite. Pourquoi le serait-elle ? L'instruction préalable est terminée. L'article 7 le précise : « L'instruction achevée, le mineur comparaît... devant la Chambre du conseil... » Si cette juridiction s'estime insuffisamment éclairée sur l'infraction, elle pourra ordonner un supplément d'information qu'elle confiera à l'un de ses trois membres. Mais il n'y aurait là rien d'extraordinaire et de nouveau, et un tribunal correctionnel, par exemple, par le fait même qu'il recourt à une

(1) P. GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *Droit pénal*, 1942, p. 181, n° 1381.

(2) H. VERDUN, « Le Code de l'Enfance délinquante », chronique Doctrine, *Semaine juridique*, 29 nov. 1942, page 293, n° 16.

(3) DONNEDIEU DE VABRES, *Traité de droit criminel*, 1943, p. 149, n° 303.

telle mesure, ne devient pas pour autant juridiction d'instruction. Veut-on dire que la Chambre du conseil devient juridiction d'instruction parce qu'avant de décider le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents elle fait procéder à une enquête sur la situation matérielle et morale du mineur ? Remarquons tout d'abord qu'elle ne recourra pas toujours à cette mesure, facultative pour elle comme pour le juge d'instruction. Et même si elle y fait procéder, elle peut encore décider la remise du mineur à ses parents. Que la Chambre du conseil, par conséquent, ordonne le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents ou la remise du mineur à sa famille, la loi ne l'oblige pas à procéder à une information plus complète dans une hypothèse que dans l'autre. Par suite elle ne saurait revêtir le caractère de juridiction d'instruction du second degré davantage dans le premier cas que dans le second.

En réalité, ce n'est pas l'instruction qui comporte deux degrés, c'est le jugement dont la procédure comprend deux phases distinctes, ainsi que l'énonce le rapport précédant la loi (1). Les expressions « juridiction de « triage » », « antichambre » du tribunal pour enfants et adolescents traduisent bien l'idée du second rôle de la Chambre du conseil, mais n'existent pas en droit ; une juridiction est d'instruction ou de jugement. Sur le fond de l'instance, la Chambre du conseil de la loi de 1942 est une juridiction de jugement, celle de la première phase de la procédure de jugement. Ainsi elle se différencie de la Chambre des mises en accusation, dont on serait tenté de la rapprocher, lorsque cette juridiction ordonne le renvoi de l'accusé devant la Cour d'assises. La Chambre des mises, si elle estimait l'accusation établie, ne pourrait pas renvoyer l'accusé dans sa famille parce que, à la différence de la Chambre du conseil par rapport au tribunal pour enfants et adolescents, elle n'est qu'une juridiction d'instruction au second degré et non de jugement au premier stade.

Pour être complet, nous reconnaissons cependant que la Chambre du conseil joue, en un certain sens, le rôle de juridiction d'instruction du second degré lorsqu'elle statue en appel sur l'ordonnance du juge d'instruction relativement à la garde provisoire du mineur pendant la durée de l'information (art. 4 *in fine*) ; mais c'est le seul cas et ce n'est pas sur le fond de l'instance.

Saisine. — La Chambre du conseil de la loi de 1942 sera saisie, **non** par le procureur de la République, mais, quoique la loi n'emploie pas l'expression, par ordonnance de renvoi du juge d'instruction. La solution à notre avis ne saurait faire de doute. L'article 5 prévoit la possibilité pour

(1) *J. O.*, 13 août 1942, p. 2778, 2^e colonne *in medio*.

le juge de « rendre une ordonnance de non-lieu ». Quand il y a lieu à poursuites, il faut bien lui permettre un acte correspondant qui termine sa procédure ; ce sera l'ordonnance de renvoi.

Exceptionnellement, ainsi que nous l'avons vu, la Chambre du conseil sera saisie par arrêt de renvoi de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel.

Le mineur sera cité par huissier, à la requête du Procureur de la République chargé de pourvoir à l'exécution des ordonnances du juge d'instruction (art. 28 du Code d'instr. crim.) ; ou bien il comparaitra volontairement ou sur simple avertissement.

Compétence. — a) *Ratione loci*. Il s'agit du tribunal civil près duquel exercent leurs fonctions le procureur de la République et le juge d'instruction qui ont requis et instruit depuis le début de l'affaire, c'est-à-dire ceux soit du lieu de l'infraction, soit du lieu de la résidence des parents ou tuteur, soit du lieu où le mineur a été trouvé (art. 2 de la loi de 1942). La remarque que nous avons faite à propos de la compétence du parquet et du juge d'instruction vaut pour la juridiction de jugement ; la loi de 1912 (art. 1^{er}) décidait : « Si le premier tribunal saisi est celui du lieu de l'infraction ou celui du lieu où l'enfant a été trouvé, il peut, le cas échéant, renvoyer l'affaire devant le tribunal de la résidence des parents ou tuteur. » Ici rien de semblable : ni le parquet, ni le juge d'instruction, ni le tribunal saisis ne peuvent se dessaisir et ordonner ce renvoi, ce qui pourtant simplifierait parfois bien des situations.

b) *Ratione personae*. La Chambre du conseil du tribunal connaît des crimes ou délits commis par tous les mineurs de 18 ans. Sous l'empire de la loi de 1912, seuls en étaient justiciables les mineurs de 13 ans. Quant aux mineurs de 13 à 16 ans auteurs de crimes ou de délits et aux mineurs de 16 à 18 ans auteurs de délits, ils étaient renvoyés devant le tribunal de 1^{re} instance formé en tribunal pour enfants et adolescents (art. 18) ; les mineurs de 13 à 16 ans auteurs de crimes, ayant des co-auteurs ou complices présents et plus âgés, étaient traduits devant la Cour d'assises ; les mineurs de 13 à 18 ans, auteurs de délits, ayant également des complices plus âgés, étaient renvoyés devant le tribunal correctionnel ; enfin à l'égard des mineurs de 16 à 18 ans auteurs de crimes, la loi de 1912 était muette et, conformément au droit commun, ils étaient traduits devant la Cour d'assises.

La loi de 1942 supprime toutes ces distinctions. Tous les mineurs de 18 ans auteurs de délits ou de crimes sont renvoyés devant la Chambre du conseil du tribunal civil. De ce fait les tribunaux correctionnels surtout et les Cours d'assises parfois perdent une partie de leur clientèle.

Pour ces dernières, c'est une nouvelle brèche portée dans leur édifice vermoulu, ébranlé depuis longtemps par la pratique de la correctionnalisation (1), puis par la loi elle-même (avortement, correctionnalisé par la loi du 27 mars 1923 ; bigamie, par la loi du 17 février 1933 ; infanticide, par celle du 2 septembre 1941), enfin par le rôle de plus en plus réduit attribué au jury obligé de délibérer avec la Cour d'abord sur la peine par la loi du 5 mars 1932, puis sur la culpabilité elle-même par la loi du 25 novembre 1941 (2) qui le réduit à 6 membres. La loi du 27 juillet 1942 agrandit cette brèche : elle retire à la Cour d'assises la connaissance de tous les crimes commis par les mineurs de 18 ans. Nous applaudissons à cette disposition, comme nous le ferons, nous l'espérons, un jour prochain, sur un plan plus général, à la suppression complète de la Cour d'assises, institution archaïque, de suspicion de l'indépendance et de la compétence des magistrats de carrière, qui pourrait utilement être remplacée par un tribunal criminel de 3, 5 ou 7 magistrats, selon la gravité du crime, se réunissant suivant les nécessités sans être obligé d'attendre l'arrivée du cycle des trois mois (art. 259 C. instr. crim.) et jugeant d'après une procédure entièrement renouvelée, moins formaliste et plus rapide.

c) *Ratione materiae*. Tous les crimes et tous les délits commis par des mineurs de 18 ans seront soumis à la Chambre du conseil du tribunal civil, sans qu'il y ait à faire de distinction entre les crimes et délits punis par le Code pénal et par les lois spéciales, les délits intentionnels ou non, flagrants ou non, les crimes et délits politiques ou de droit commun. Par suite, ils ne seront plus soumis aux juridictions d'exception : Cours spéciales, tribunaux spéciaux, sections spéciales, à moins d'un texte de loi dérogatoire. En principe, ils seront tous renvoyés devant la Chambre du conseil du tribunal civil (art. 7 de la loi de 1942).

En ce qui concerne les infractions militaires (3), les articles 253 du Code de justice militaire pour l'armée de terre (loi du 9 mars 1928) et 266 du Code de justice militaire pour l'armée de mer (loi du 13 janvier 1938) décident que « les dispositions des lois pénales ordinaires concernant les mineurs de moins de 18 ans sont observées par les tribunaux militaires ». Ceux-ci vont-ils demeurer compétents ? La meilleure solution serait leur dessaisissement en faveur de la Chambre du conseil du tribunal civil qui renverrait éventuellement au tribunal pour enfants et adolescents, ou

(1) H. VERDUN, *Des pratiques judiciaires de la correctionnalisation*. Thèse Aix, 1922. B. PERREAU, « A propos d'une pratique judiciaire illégale, la correctionnalisation », *Revue critique*, 1930, p. 441.

(2) « La réforme de la Cour d'Assises », par M. André ROUX, Procureur de la République près le tribunal de Clermont-Ferrand, *Lois Nouvelles*, 1942-1-165.

(3) P. HUGUENEY, *Traité de droit pénal militaire*, 1933, 2 suppléments, 1938 et 1940.

même la suppression radicale de la compétence des tribunaux militaires à l'égard des mineurs de 18 ans, exactement comme pour la Cour d'assises, désormais incompétente pour tous les crimes de ces jeunes délinquants. On peut d'ailleurs se demander si cette suppression n'a pas été implicitement réalisée par la loi de 1942. Cette loi a en effet étendu la présomption d'irresponsabilité pénale de 13 à 18 ans, ainsi que l'écrivent MM. Garraud et Laborde-Lacoste (1). Tous les mineurs délinquants de 18 ans « ne sont en principe l'objet que d'une mesure de protection et de redressement » (art. 17 de la loi du 27 juillet 1942). Or sous l'empire de la loi de 1912 (art. 1^{er}) les mineurs de 13 ans ne pouvaient être l'objet que de telles mesures, ordonnées par la seule Chambre du conseil du tribunal civil, et ne pouvaient jamais être l'objet d'une mesure répressive ; si bien que les tribunaux militaires étaient incompétents à leur égard, ainsi qu'il est rappelé par la circulaire du 28 septembre 1939, du Président du Conseil ministre de la Défense nationale et de la Guerre, concernant l'application devant les tribunaux militaires de la législation relative aux mineurs (2). On pourrait donc très logiquement soutenir que les tribunaux militaires sont désormais incompétents à l'égard de tous les mineurs de 18 ans, qui devraient en conséquence être toujours renvoyés devant la Chambre du conseil du tribunal civil.

La Chambre du conseil n'est pas spécialisée. — Pas plus que le juge d'instruction, la Chambre du conseil de la loi de 1942 n'est spécialisée. Celle de la loi de 1912 l'était ; art. 1^{er} : « Dans les tribunaux où existent plusieurs Chambres, le président désigne celle de ces Chambres qui statuera sur les affaires relatives aux mineurs de 13 ans. »

Les fonctions du ministère public près cette juridiction sont exercées par le procureur de la République de l'arrondissement ou ses substituts.

Quoique la Chambre du conseil puisse être composée de magistrats quelconques du tribunal civil, le juge d'instruction ne peut, conformément à la loi du 8 décembre 1897, concourir au jugement des affaires qu'il a instruites (article 1^{er}). Cette règle est prescrite à peine de nullité par l'article 12 et son inobservation entraîne la nullité de toute la procédure et du jugement, nullité qui, étant d'ordre public, peut être invoquée en tout état de cause même en cassation. Par contre cette règle ne vise que le magistrat qui a rempli les fonctions de juge d'instruction. Elle lui interdit de concourir au jugement soit en première instance soit en appel — adaptons la formule à la loi de 1942 — soit devant la Chambre du conseil du tribunal civil, soit devant le tribunal pour enfants et adolescents.

(1) P. GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *Droit pénal*, 1942, p. 777, n° 1370.

(2) *Revue de Science criminelle*, 1940-1-111.

Mais cette disposition de la loi de 1897 doit s'interpréter restrictivement. Par exemple, elle ne doit pas s'appliquer au juge de paix qui, sur commission rogatoire du juge d'instruction, a procédé à des actes d'information et concouru par la suite au jugement de l'affaire soit comme juge de paix licencié en droit délégué par le premier président pour compléter le tribunal (art. 10 de la loi du 28 avril 1919 et 19 juin 1920), soit comme président du tribunal de simple police dans l'affaire ultérieurement renvoyée devant ce tribunal aux termes de l'article 129 du Code d'instruction criminelle (Cass. crim., 23 février 1931) (1).

De même aucune disposition de la loi de 1897 ou autre ne s'oppose à ce que les magistrats qui ont pris part à l'instruction comme membres de la Chambre des mises en accusation concourent au jugement de l'affaire (Cass. crim., 25 mars 1905) (2). Ainsi un conseiller de cette Chambre, nommé par la suite président du tribunal pour enfants et adolescents, pourra présider l'affaire devant cette juridiction. Il n'y aura, estimons-nous, aucune nullité. Par contre le juge d'instruction, dans la même hypothèse, ne pourrait pas participer au jugement. Le magistrat qui a instruit pourrait, par contre, à l'audience, occuper, dans l'affaire, le siège du ministère public (Cass., 1^{er} mars 1933) (3).

La loi de 1942 (art. 7) édicte que le juge d'instruction pourra être entendu par la Chambre du conseil du tribunal civil, ce qui sera peut-être d'un grand poids dans la décision.

2^e PHASE. — Devant le tribunal pour enfants et adolescents.

La création de cette juridiction spécialisée constitue l'une des innovations capitales de la loi du 27 juillet 1942.

Compétence. — a) *Ratione loci*. Le rôle du tribunal pour enfants et adolescents doit être étroitement lié au fonctionnement d'un autre organisme nouveau : le centre d'observation.

En Italie, dans chaque Cour d'appel fonctionne un centre d'observation. On y procède à un examen psycho-physiologique et médico-social du mineur en vue de rechercher les moyens propres à assurer son reclassement social.

En France, la création d'un tel organisme a été décidée par la loi du 27 juillet 1942 (art. 27). Cependant l'institution automatique d'un centre d'observation dans chaque Cour d'appel a paru excessif, car certains ressorts enregistrent un nombre insignifiant de mineurs délinquants.

(1) Cass. crim., 23 févr. 1931, *Gaz. Pal.*, 1931-1-306.

(2) Cass. crim., 25 mars 1905, *Gaz. Pal.*, 1905-1-560.

(3) Cass. crim. 1^{er} mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933-1-790.

Aussi un règlement d'administration publique, à intervenir, devra-t-il déterminer le siège, le ressort et l'organisation des tribunaux pour enfants et adolescents (art. 34), en tenant compte de l'organisation régionale de la France, de la situation géographique des Cours d'appel et de leur importance respective.

b) *Ratione materiae et personae*. — Le tribunal pour enfants et adolescents connaît des affaires qui lui sont renvoyés par la Chambre du conseil du tribunal civil (art. 8 de la loi). Ces affaires sont les crimes et délits commis par les mineurs de 18 ans pour lesquels la Chambre du conseil a estimé que la remise du mineur à ses parents ou à la personne qui en avait la garde, même assortie de la liberté surveillée, était insuffisante. Décidant ainsi, elle avait ordonné le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents. La saisine de cette juridiction se présente donc un peu comme celle de la Cour d'assises qui a lieu par arrêt de renvoi de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel ; seulement ici la situation est inversée : c'est un tribunal qui saisit une Cour d'appel, laquelle statue d'ailleurs comme second degré de juridiction de jugement. Les tribunaux pour enfants et adolescents statuent également sur les sentences définitives des Chambres du conseil à eux déférées par la voie de l'appel (art. 9).

Composition du tribunal pour enfants et adolescents. Sa spécialisation. — Il se compose de trois magistrats, auxquels seront adjoints, au cas de crime du mineur, deux assesseurs choisis parmi les personnes âgées de plus de 30 ans remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique et qui se sont signalées par l'intérêt qu'elles portent aux questions concernant l'enfance (art. 14).

C'est donc le système du collège de juges, de préférence au juge unique, qui se trouve consacré par la loi de 1942 comme il l'avait été par la loi de 1912. Les Américains, les Anglais, les Belges préférèrent le juge unique ; les Allemands, le collège de juges. La France a maintenu le principe du collège. Si le système du juge unique permet de pénétrer plus rapidement l'individualité de l'enfant, de se mettre en rapport personnel avec lui, par contre quelle lourde responsabilité il supporte seul dans la décision, surtout lorsque l'infraction à juger est un crime, et que de possibilités d'erreur ! Ces inconvénients sont atténués par le système du collège de juges, surtout de juges spécialisés assistés éventuellement de simples particuliers dévoués à l'enfance. Nous approuvons donc cette idée de la pluralité de juges. Ceux-ci seront, de plus, toujours au courant de toutes les questions intéressant les mineurs puisque, si l'idée exprimée dans le rapport au Maréchal de France, Chef de l'État, se réalise, ils pourront faire carrière dans les juridictions de mineurs.

Le tribunal pour enfants et adolescents est présidé par un magistrat de Cour d'appel. Les deux juges assesseurs sont des magistrats de première instance. Les deux particuliers, assesseurs choisis pour compléter le tribunal au cas de crime commis par le mineur, sont nommés par arrêté du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice, pour une année. Ils prêtent serment devant la Cour d'appel et sont renouvelables. Quoique la loi garde le silence à ce sujet pourtant important, si l'on s'en réfère au rapport au Chef de l'État on y lit que les deux particuliers, nommés assesseurs, pourront être « deux personnes de l'un ou l'autre sexe ». Ainsi la loi du 27 juillet 1942 est la première à ouvrir la brèche dans le principe sacro-saint que la Justice, jusqu'ici œuvre des hommes, ne saurait être rendue sainement par des femmes. La loi du 1^{er} décembre 1900, qui permettait aux femmes licenciées en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession, leur interdisait cependant de compléter un tribunal ou une Cour, en cas d'empêchement des magistrats titulaires ou suppléants. « Les articles 30 de la loi de ventôse an XII et 35, paragraphe 3, du décret du 14 décembre 1810, les articles 84, 118, 468 du Code de procédure civile ne sont pas applicables aux femmes qui bénéficieront de la présente loi. » Pourtant la présence, au sein d'un tribunal pour enfants, d'une femme au grand cœur, dévouée aux œuvres de l'enfance, comme l'a été une Maria Vérone, à Paris, n'est-elle pas la garantie la plus sûre d'une justice mieux adaptée et plus humaine.

Un règlement d'administration publique déterminera l'organisation des tribunaux pour enfants et adolescents (art. 34). Il conviendrait, à notre avis, que, dans les Cours d'appel importantes, le tribunal pour enfants et adolescents comprenne plusieurs Chambres ou Sections ; chacune d'elles pourrait être présidée par un magistrat du grade de conseiller de Cour d'appel avec le titre de vice-président du tribunal pour enfants et adolescents, ou de président de section ; le président du tribunal devant être alors un magistrat de Cour d'appel du degré de président de Chambre. Même dans les Cours où il n'y aurait qu'une Chambre au tribunal pour enfants et adolescents, le conseiller président du tribunal devrait pouvoir être élevé, à titre personnel, au grade de président de Chambre. Les deux juges assesseurs, spécialisés également, pourraient être l'un un juge de 3^e ou de 2^e classe, l'autre un juge de 1^{re} classe avec possibilité pour lui d'être nommé conseiller de Cour d'appel président de tribunal pour enfants ou, dans les tribunaux importants, vice-président ou président de section.

Le parquet du tribunal pour enfants et adolescents, nous dit l'article 16, est tenu par un avocat général ou substitut du procureur général de Cour d'appel assisté d'un ou plusieurs substituts. Quoique la loi et le rapport la précédant n'envisagent pas leur spécialisation, nous croyons

que l'extension de cette disposition à leur égard n'eût pas été mauvaise, la spécialisation dans la connaissance des questions intéressant les mineurs nous paraissant aussi opportune au parquet qu'au siège, d'autant plus que ces magistrats, au cours de leur carrière, pourront être mutés de l'un à l'autre. La loi devrait prévoir également, pour les tribunaux pour enfants et adolescents importants, un avocat général chef de parquet, assisté d'un ou plusieurs substituts généraux chefs adjoints auprès des sections ou Chambres du tribunal pour enfants, assistés d'un ou plusieurs substituts.

Les magistrats spécialisés du siège, les magistrats du parquet seront sans doute nommés par arrêté du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice. Il faudrait également prévoir la nomination, par arrêté ministériel, de suppléants de ces magistrats et même des deux assesseurs au criminel, pour remplacer les titulaires au cas de maladie, congé ou empêchement quelconque, ou mieux, selon nous, permettre au premier président de déléguer, comme il le fait actuellement pour les tribunaux de première instance lorsque le service n'est pas assuré (loi du 28 avril 1919), un magistrat de Cour d'appel ou de première instance suivant le cas, ainsi qu'au procureur général le droit de déléguer un avocat général, substitut général ou substitut suivant les possibilités, qu'ils choisiraient, autant que possible, parmi les magistrats s'intéressant plus spécialement aux questions de l'enfance.

Locaux. — Le rapport au Maréchal Chef de l'État indique que les tribunaux spécialisés pour enfants et adolescents fonctionneront dans les locaux mêmes ou à proximité des centres d'observation. Ainsi « le magistrat commis [art. 10] suivra, jour par jour, le déroulement de l'observation du mineur et le tribunal ne statuera qu'après en avoir connu les résultats. » (Rapport, 3^e colonne, 3^e paragraphe, au *Journal officiel* du 13 août 1942, page 2778.)

L'assistance d'un défenseur n'est obligatoire ni devant la Chambre du conseil ni devant le tribunal pour enfants et adolescents. — Nous avons vu, au début de ce chapitre, que l'assistance d'un défenseur n'est plus obligatoire devant le juge d'instruction. Ce magistrat procède à son information « en se conformant aux règles générales du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 décembre 1897 » (art. 5 de la loi de 1942). Parmi ces dernières règles figure l'obligation pour le juge d'instruction d'aviser l'inculpé qu'il a le droit de choisir un conseil parmi les avocats ou les avoués et qu'à défaut de choix il lui en fera désigner un d'office « si l'inculpé le demande ». C'est, comme pour les majeurs, le régime

du défenseur facultatif. On ne trouve plus en effet dans la loi de 1942 de disposition semblable à celle de la loi de 1912 (art. 3 et 17). « Il désigne ou fait désigner par le bâtonnier un défenseur d'office. » Nous avons dit ce que nous pensions de cette lacune regrettable.

Devant la Chambre du conseil et le tribunal pour enfants et adolescents, la loi nouvelle n'exige pas davantage la présence obligatoire d'un défenseur auprès du mineur. Il en était encore différemment sous l'empire de la loi de 1912 (art. 3, 5 et 17). Deux des articles de la loi nouvelle mentionnent cependant l'audition du défenseur : article 7-§ 2 : « La Chambre du conseil statue à huis clos après avoir entendu le mineur... le ministère public, le *défenseur*... » ; article 10 : « ...Celui-ci [le tribunal pour enfants et adolescents] statue après avoir entendu le juge rapporteur, le ministère public, le *défenseur*... » Est-ce à dire que cette audition, comme celle du ministère public, soit prescrite à peine de nullité ? Nous en sommes convaincus. Si le tribunal statuait sans avoir entendu l'avocat, il y aurait violation des droits de la défense, et par suite nullité du jugement.

Mais, pour entendre le défenseur, encore faut-il qu'il existe. Or, malgré les deux articles précités, nous ne croyons pas que le mineur, s'il n'a pas choisi de conseil ou s'il n'a pas demandé la désignation d'un conseil d'office, soit obligé de subir l'assistance forcée d'un défenseur. Comme devant le juge d'instruction, sa liberté demeure entière à ce sujet. En effet, tandis que l'intervention du ministère public est obligatoire dans toute instance pénale, celle d'un défenseur ne l'est pas. Tout inculpé peut se faire assister par un conseil, c'est son droit absolu ; mais il a le droit également de n'en choisir et de n'en demander aucun. Ce n'est que dans un très petit nombre de cas que la loi impose la présence d'un conseil : prévenu relégable (art. 11 de la loi du 27 mai 1885), accusé renvoyé devant la Cour d'assises (art. 294 C. instr. crim.), inculpé de certains crimes et délits militaires ou contre la sûreté de l'État en temps de guerre...

Pourquoi cependant, objectera-t-on, la loi de 1942 a-t-elle prévu la présence du défenseur devant la Chambre du conseil et le tribunal pour enfants ; c'est donc que sa désignation semble exigée ? Nous répondrons : elle l'a prévue à titre indicatif et simplement parce que, dans la généralité des cas, le mineur sera en fait assisté du défenseur de son choix ou de celui qui lui a été désigné d'office sur sa demande, conformément à la loi du 8 décembre 1897 à laquelle se réfèrent expressément l'article 5 de la loi de 1942 et implicitement les articles 7 et 10. Faute d'un texte formel, l'assistance d'un défenseur n'est donc que facultative. Cette conséquence est regrettable et marque une nette régression sur la législation précédente : loi de 1912 qui exigeait l'assistance obligatoire d'un défenseur pour tous les mineurs de 18 ans inculpés d'un crime ou d'un délit devant toutes les

juridictions de jugement — circulaire du 30 janvier 1914 pour l'application de la loi de 1912 qui recommandait : «...il sera utile que la liste des avocats appelés à prêter leur concours aux mineurs soit d'avance établie par le bâtonnier, car il semblerait à tous égards souhaitable que les membres du barreau fussent en cette matière spécialisés comme les magistrats...» — article 294 du Code d'instruction criminelle qui oblige à désigner un conseil à tout individu accusé d'un crime, et une régression sur certaines législations étrangères : ainsi la loi italienne du 20 juillet 1934, qui a organisé les tribunaux de mineurs en Italie, fait assurer la défense des jeunes inculpés devant ces tribunaux par des avocats inscrits sur un tableau spécial. La loi française du 27 juillet 1942 aurait pu s'inspirer de ces précédents et régler la question en un texte clair et précis.

Les audiences ne sont pas publiques. — Devant les juridictions répressives, l'instruction a trois caractères : elle est contradictoire, orale et publique. Devant la Chambre du conseil et le tribunal pour enfants et adolescents de la loi de 1942, elle réunit les deux premiers ; seul le troisième est écarté (art. 7 et 10).

La loi du 22 juillet 1912 connaissait déjà le huis clos partiel pour les audiences de la Chambre du conseil (art. 6) et la publicité restreinte pour celles du tribunal pour enfants et adolescents (art. 19). Certains criminalistes l'avaient critiqué : « Le contrôle de l'opinion publique constitue la plus précieuse garantie de l'indépendance et de la dignité des magistrats en même temps qu'il est la meilleure garantie de la liberté et de la défense des accusés. » Mais d'autres qui voyaient les choses de plus près pensaient différemment. C'était M^e Maria Vérone, une des femmes qui se sont le plus dévouées au relèvement de l'enfance coupable, qui écrivait il y a plus de 30 ans dans un article impressionnant (1) : « Il faut avoir assisté à une audience de la 8^e Chambre correctionnelle pour comprendre toute l'importance de cette mesure [le vote de la non-publicité et de la spécialisation de l'audience]. Ce jour-là, on juge une cinquantaine d'affaires de mineurs, et, bien qu'on ne laisse entrer que les personnes ayant une assignation, une citation de témoin ou une convocation, il y a une telle foule que les défenseurs ont parfois bien de la peine à se frayer un passage. Et c'est un tumulte indescriptible : les enfants crient, les mères pleurent, les pères protestent violemment contre les décisions du tribunal qu'ils ne comprennent même pas.

« ...Quant aux avocats, leur rôle est souvent bien restreint. Comment pourraient-ils, dans une audience publique, rapporter toutes les confi-

(1) *Le Matin*, 27 mai 1911.

dences que leur ont faites leurs jeunes clients ? En quels termes doivent-ils faire comprendre aux magistrats que les parents s'adonnent à la boisson ou se livrent à l'inconduite ? Comment dire que le père se livre sur sa fille à des privautés coupables, que la mère encourage la prostitution de sa fille afin d'en profiter ? Les parents des autres enfants, les témoins dans les autres affaires doivent-ils connaître toutes ces infamies ? Évidemment non... »

Aussi la loi de 1942 a-t-elle maintenu ces principes de la loi de 1912 et les a même renforcés. L'article 7 dispose : « La Chambre du conseil statue à huis clos, après avoir entendu le mineur, les témoins, les parents, le tuteur ou la personne chargée de la garde dudit mineur, le ministère public, le défenseur et, s'il y a lieu, le juge d'instruction. » Il s'agit bien du huis clos absolu. C'est intentionnellement que l'article 7 n'a pas repris la formule de l'article 6 de la loi de 1912 : « Les audiences de la Chambre du conseil ne sont pas publiques : peuvent néanmoins y assister... (suit la liste limitative)... »

Dorénavant, personne ne pourra plus assister aux audiences de la Chambre du conseil. Quant à ceux qui y participent, ils y assistent évidemment : mineur, témoins, tuteur, gardien, ministère public, défenseur, juge d'instruction éventuellement (art. 7). Devant le tribunal pour enfants et adolescents, chaque affaire est jugée séparément (art. 10), ce qui était déjà ordonné par la loi de 1912 (art. 19).

L'article 10 formule en outre : « Les audiences ne sont pas publiques. Ne peuvent y assister que les membres agréés par le tribunal des comités de défense des enfants traduits en justice, des sociétés de patronage et autres institutions charitables s'occupant des enfants ainsi que les délégués à la liberté surveillée prévus à l'article 22 ci-après. »

A très peu près, l'article 10 reproduit l'article 6 de la loi de 1912 concernant les audiences de la Chambre du conseil, avec cette différence :

a) que ce ne sont pas tous les membres des comités de défense des enfants traduits en justice qui peuvent assister aux audiences du nouveau tribunal pour enfants et adolescents, mais seulement ceux d'entre eux qui ont été agréés par le tribunal ;

b) que ne peuvent plus y assister les personnes ayant reçu une délégation du tribunal ;

c) que, par contre, y peuvent assister les délégués à la liberté surveillée.

La publication du compte rendu des débats est interdite. — Sont également écartés de l'assistance aux audiences de la Chambre du conseil et du tribunal pour enfants et adolescents les membres du bar-

reau et les représentants de la presse. Envers ces derniers on ne comprend même pas pourquoi la loi de 1912 (art. 19) leur ouvrait encore la porte du tribunal pour enfants et adolescents, puisque, comme maintenant (art. 13 de la loi de 1942) la publication du compte rendu des débats de cette juridiction, comme de la Chambre du conseil, leur était interdite. La loi de 1942 a même ajouté : « La publication de tous articles sur les mineurs poursuivis est interdite. »

Le jugement peut-il être publié ? La loi de 1912 le permettait : « Le jugement ou l'arrêt pourra être publié mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale » (art. 19-§ 5). Cette disposition était juste. Certaines personnes peuvent avoir intérêt à cette publication du jugement : le ministère public d'abord, pour l'exemplarité ; la victime ensuite (par exemple une société d'électricité victime de vols de courant électrique) a pu obtenir, sur sa demande, la publication à titre de réparation civile ; le mineur lui-même, s'il est acquitté ou s'il veut montrer à ses amis et concitoyens que son rôle dans l'infraction n'était pas si important que la renommée le chuchotait. Cependant la loi était sage en ne permettant l'indication du nom du mineur autrement que par une initiale. Cela suffisait. Pourquoi la loi de 1942 n'a-t-elle pas reproduit l'article 19 de la loi de 1912 ? Estime-t-elle qu'en l'absence de publicité de l'audience le jugement ne peut pas être connu donc publié ? Mais les intéressés le connaissent : ministère public, défenseur, mineur, parents. Les uns et les autres peuvent très bien s'en faire délivrer des expéditions s'il leur plaît. Pourquoi ne pourraient-ils pas les publier ? Faut-il dire que la loi de 1942 ayant interdit la publication de « tous articles sur les mineurs », cette formule englobe les jugements ? Personnellement nous ne le pensons pas.

On devine un peu ce dont la loi s'est défié en interdisant la publication d'articles sur les mineurs : ce sont les détails, plus ou moins exacts, puisés à quelles sources ? — sur les faits, sur le mineur, donnés par un journaliste, un reporter en mal de copie, qui doit absolument faire un article de tant de lignes pour son journal. A l'égard du jugement, rien de semblable. *Res judicata pro veritate habetur*. Et, même avant d'avoir acquis cette autorité de la chose jugée par l'expiration des délais des voies de recours, le jugement renferme déjà cette vérité en puissance ; ce qu'il contient est vrai. Quel inconvénient dès lors à le publier ? L'opinion publique ne s'y trompe pas : pour elle, un jugement n'a rien d'un article. Un article, c'est « le papier » d'un journaliste privé, écrit librement, sans le contrôle de l'autorité. Un jugement, lui, émane de l'autorité, il n'a rien d'un « article ». Aussi ne voyons-nous aucune bonne raison pour assimiler

un jugement à un article sur le mineur, et donc en interdire la publication. Les lois pénales doivent s'interpréter restrictivement et ce qui n'est pas défendu doit être permis. Nous reconnaissons qu'avec cette interprétation il est peut-être regrettable — et encore ? — que, par la publication du jugement, l'opinion publique sache le nom du mineur plutôt que d'en lire seulement une initiale. La loi nouvelle n'avait qu'à reproduire les dispositions de l'article 19 de la loi de 1912 à ce sujet. Ce n'est pas en se bouchant les yeux et en restant muet qu'on résout les difficultés.

Ce qui est interdit d'ailleurs par la loi de 1942, ce sont les articles sur les mineurs *poursuivis*. Tant que ces mineurs ne sont pas poursuivis, c'est-à-dire, estimons-nous, tant que le procureur de la République n'a pas signé le réquisitoire introductif, la publication d'articles les concernant est possible ; autrement dit, tant que l'enquête se trouve encore dans sa phase policière la publication d'articles nous paraît possible ; elle cesse de l'être lorsque le juge d'instruction est saisi par réquisitoire du procureur. C'est, en tous cas, notre opinion.

La loi de 1942 ajoute enfin : « Il en est de même [l'interdiction] de la reproduction de tout portrait de ces mineurs et de toute illustration les concernant. Les infractions à ces dispositions seront déférées aux tribunaux correctionnels et seront punies d'une amende de 500 à 5.000 francs.

« Ces dispositions sont également applicables aux débats devant la Chambre du conseil prévus aux articles 7 et 8 de la présente loi. »

Quant au jugement de la Chambre du conseil ou du tribunal pour enfants et adolescents, la loi de 1912 (art. 6 *in fine* et 19-§ 5) ordonnait qu'il fût lu ou rendu en audience publique. La loi de 1942 garde le silence à ce sujet. Nous croyons qu'elle n'a pas voulu différencier le jugement des débats ; aussi le jugement de la Chambre du conseil sera-t-il rendu avec le même huis clos absolu que pour les débats (art. 7), et celui du tribunal pour enfants et adolescents avec le même huis clos partiel (art. 10).

2° LES CONTRAVENTIONS

Les mineurs de 16 à 18 ans auteurs de contraventions sont soumis au droit commun (art. 24).

Comme les majeurs, ils comparaîtront donc devant le tribunal de simple police, en audience publique ; quant aux mineurs de 16 ans, auteurs de contraventions, ils sont déférés « au tribunal de simple police siégeant hors la présence du public ». Cette formule est sensiblement la même que celle de l'article 14 de la loi de 1912 à l'égard des mineurs de 13 ans : « ...au tribunal de simple police siégeant dans le cabinet du juge de paix,

hors la présence du public... » Quoique la loi de 1942 ne précise pas que le tribunal doive, dans ce cas, siéger dans le cabinet du juge de paix, nous voulons bien croire que ce magistrat ne prendrait pas l'idée d'aller siéger par exemple dans la salle d'un débit de boissons, même une salle particulière, quoique la chose n'eût pas scandalisé certains magistrats cantonaux et se soit parfois produite, si l'on en croit certaines histoires que de mauvaises langues ne craignent pas de raconter dans les couloirs de certains palais de justice !

A défaut de détermination par la loi du tribunal de simple police compétent, il y a lieu de se référer à l'article 138 du Code d'instruction criminelle et dire que « la connaissance des contraventions sera attribuée exclusivement au juge de paix du canton dans l'étendue duquel elles ont été commises ».

En cas de récidive, aux termes de l'article 483 du Code pénal, le mineur est traduit devant la Chambre du conseil du tribunal civil. Ce tribunal civil est celui dont dépend le canton dans l'étendue duquel a été commise la contravention. Il n'y a aura pas ici la triple compétence du lieu de l'infraction, du lieu de la résidence des parents, ou du lieu de découverte du mineur, comme au cas de crime ou de délit (art. 2 de la loi de 1942). En matière de contravention en récidive, le tribunal civil compétent, dont la Chambre du conseil connaîtra l'affaire, sera donc seulement celui de l'infraction, quel que soit le lieu de résidence des parents.

Quoique la loi de 1942 soit imprécise sur ce point, nous croyons que cette comparution du mineur, contrevenant récidiviste, devant la Chambre du conseil, ne concerne que les mineurs de 16 ans. On en peut tirer argument de l'article 24 lui-même qui précise la décision que peut prendre la Chambre du conseil : elle « prononce l'amende et apprécie, tout en remettant le mineur à sa famille, s'il y a lieu de le placer sous le régime de la liberté surveillée ». L'emprisonnement n'est pas prévu, il ne saurait donc être prononcé. Or, en droit commun, à l'égard des majeurs en récidive, si le juge de simple police n'accorde pas les circonstances atténuantes, l'emprisonnement doit être prononcé (art. 474, 478 et 482 du Code pénal). Comme l'article 24-§ 1 nous dit que les mineurs de 16 à 18 ans sont soumis au droit commun en matière de contravention, ils sont donc, comme les majeurs, passibles de l'emprisonnement en cas de récidive. C'est donc que l'article 24-§ 4 ne concerne que les mineurs de 16 ans. Les mineurs de 16 à 18 ans, auteurs de contraventions, même en récidive, ne sont jamais traduits devant la Chambre du conseil du tribunal civil.

CHAPITRE II

LES DÉCISIONS QUI PEUVENT ÊTRE PRISES A L'ÉGARD DU MINEUR DÉLINQUANT

La loi du 27 juillet 1942, à l'exemple de celle du 22 juillet 1912, prévoit une grande variété de décisions à l'égard des mineurs de 18 ans auteurs d'infractions. Ces décisions sont différentes suivant qu'il s'agit de crimes, de délits ou de contraventions, et suivant qu'elles émanent des juridictions d'instruction ou des juridictions de jugement.

SECTION I

LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE CRIMES OU DÉLITS

§ I. — *PAR LES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION*

Placement provisoire du mineur. — La première préoccupation du juge d'instruction à l'égard du mineur sera de statuer sur sa garde, de façon à l'avoir à sa disposition et, le cas échéant, le soustraire à son milieu.

Déjà la loi du 19 avril 1898 (art. 4) lui permettait, dans tous les cas de crimes ou délits commis par des enfants, de confier provisoirement la garde de ceux-ci à un parent, à une personne ou à une institution charitable, ou à l'Assistance publique, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive. La loi de 1912 (art. 3 et 16) avait maintenu cette heureuse disposition. La loi de 1942 la reprend en l'adaptant aux institutions nouvelles. Elle s'exprime ainsi en son article 4 : « Le juge d'instruction peut d'office, ou sur réquisition du procureur de la République, ou à la requête du défenseur, confier la garde du mineur pendant la durée de l'information : 1° à ses parents ; 2° à une personne digne de confiance ; 3° à une œuvre habilitée ; 4° à un établissement hospitalier ; 5° à une institution relevant du commissariat général à la famille ; 6° à une institution relevant du secrétariat d'État à l'éducation nationale. »

A l'Assistance publique. — Cette liste des personnes ou institu-

tions auxquelles le juge d'instruction peut confier la garde du mineur est, dans son esprit, sensiblement la même que celle de la loi de 1912 (art. 3 et 16). Cependant elle ne mentionne pas l'Assistance publique. Est-ce à dire que le juge d'instruction ne puisse plus confier provisoirement le mineur à cette administration ? Nous savons que l'Assistance publique ne tenait pas particulièrement à recevoir, même provisoirement, ce genre de mineurs, surtout les plus âgés, qui risquaient de corrompre ses pupilles, enfants matériellement ou moralement abandonnés mais honnêtes. Les juges d'instruction, quoique la loi de 1912 leur permit, même pour les mineurs de 16 à 18 ans, s'en absteinaient en fait généralement. D'ailleurs ces placements étaient provisoires et toujours révocables (art. 16-§ 3).

L'article 4 de la loi de 1942 n'a pas reproduit les dispositions de la loi de 1912 à l'égard de l'Assistance publique. Cependant comme l'article 4 dispose, ainsi que nous venons de le voir, que la garde du mineur peut être confiée : « ...4^o à un établissement hospitalier », nous estimons que l'Assistance publique peut être considérée comme un établissement de ce genre.

Aussi croyons-nous que le juge d'instruction pourra, comme autrefois, confier à l'Assistance publique, pendant la durée de l'information, tout mineur de 18 ans auteur d'un crime ou d'un délit. La loi s'en rapporte à sa conscience pour agir avec prudence et circonspection.

En maison d'arrêt. — Nous lisons encore dans l'article 4 de la loi de 1942 : « Le mineur ne peut être placé provisoirement en maison d'arrêt qu'en cas de nécessité ou d'impossibilité de prescrire une des mesures ci-dessus. » En la matière, la loi de 1942 réalise un certain recul par rapport à celle de 1912 ; celle-ci, à l'égard du mineur de 13 ans (art. 3) ne permettait au juge d'instruction de retenir « dans la maison d'arrêt » que ceux contre lesquels il y avait prévention de crime, et encore fallait-il une ordonnance motivée et que l'enfant soit séparé des autres détenus. Si bien que les mineurs de 13 ans auteurs de délits ne pouvaient jamais être détenus préventivement. Cet âge de protection minimum n'existe plus dans la loi de 1942 ; aussi un mineur de 13 ans, auteur d'un simple délit, pourra-t-il être « placé provisoirement en maison d'arrêt ».

Quoique l'article 4 ne spécifie pas, contrairement à l'article 3 de la loi de 1912, que cette décision sera réalisée par une ordonnance motivée du juge d'instruction, la chose nous paraît cependant certaine ; puisque ce placement ne peut avoir lieu qu'en cas de nécessité ou d'impossibilité de prescrire l'une des mesures de garde ordinaires, l'ordonnance — puisqu'il s'agit d'une ordonnance dont on peut faire appel devant la Chambre du conseil (art. 4 *in fine*) — devra préciser les raisons de cette nécessité et

les causes de cette impossibilité. De plus le mineur devrait, autant que possible, être séparé des autres détenus.

Caractère provisoire et révocable du placement. — L'article 4 de la loi de 1942 ne nous dit pas si la mesure prise par le juge d'instruction est provisoire et révocable. La loi de 1912 n'avait pas considéré comme indigne d'elle de le préciser : article 3 : « Le juge d'instruction... pourra s'assurer de l'enfant, soit en le remettant *provisoirement* à... » ; article 16 : « Cette mesure est toujours révocable ; elle reste en vigueur jusqu'à l'ordonnance de non-lieu qui clôturera l'instruction, et, s'il y a renvoi, jusqu'au jugement définitif. »

Nous estimons que la formule de l'article 4 : « ...pendant la durée de l'information... » est insuffisante et dangereuse. Nous lui préférons celle de l'article 16 de la loi de 1912 précité. En effet entre le moment où le juge d'instruction vient de clore son information et le moment où la Chambre du conseil, en cas de renvoi devant elle, va rendre son jugement, quelle est la situation du mineur confié provisoirement à d'autres que ses parents ? S'il est maintenu dans une institution ou en maison d'arrêt, elle constitue simplement de la séquestration et de la détention arbitraire ! Peut-on nous dire, en effet, en vertu de quel texte et sur quel ordre régulier le mineur peut être maintenu privé de liberté après la clôture de l'information ? Ce n'est pas en vertu de l'ordonnance du juge d'instruction, qui est devenue caduque, faute d'un texte analogue à l'article 16 de la loi de 1912 la maintenant en vigueur jusqu'au jugement définitif. Va-t-on répondre en disant que la « durée de l'information » se prolonge jusqu'à ce jugement ? Nous y avons songé. Mais alors on se heurte au texte de l'article 7 : « L'instruction *achevée*, le mineur comparait... devant la Chambre du conseil... » Pour que cette juridiction puisse commencer à examiner l'affaire, il faut que l'instruction soit achevée. Ce n'est pas davantage en vertu du jugement de la Chambre du conseil. Celle-ci ne peut matériellement pas, ni légalement, lorsqu'il y a un défenseur qu'il faut aviser par lettre recommandée de l'ordonnance de clôture et de renvoi du juge d'instruction conformément à la loi du 8 décembre 1897, statuer le jour même de l'ordonnance du juge d'instruction. La chose n'est pas possible. D'autre part, la loi de 1942 n'accorde pas à la Chambre du conseil les pouvoirs, qu'elle confère au juge d'instruction, de statuer sur la garde provisoire du mineur, si ce n'est en appel, mais là n'est pas la question. Ainsi donc le mineur, si sa garde provisoire a été confiée à d'autres que ses parents, doit être remis en liberté immédiatement après la clôture de l'information, à peine de séquestration ou de détention arbitraire contre les responsables de celle-ci. Nous sommes les premiers à regretter cette conclusion, contraire à une

bonne administration de la justice, car le mineur pourra profiter de sa mise en liberté pour se soustraire à l'action publique, mais nous ne croyons pas qu'elle puisse être différente à raison de l'interprétation qui doit être faite, nécessairement restrictive, de ce texte privatif de liberté.

Si l'on considère le placement provisoire en maison d'arrêt comme une mesure de garde quelconque, et que l'on adopte l'interprétation que nous venons d'exposer à ce sujet, le mineur placé en maison d'arrêt devrait être libéré aussitôt après la clôture de l'information puisque l'article 4 de la loi de 1942, à la différence de l'article 16-§ 3 de la loi de 1912, ne prolonge pas les effets de l'ordonnance du magistrat instructeur jusqu'au jugement définitif ; ce qui fait que le mineur serait détenu arbitrairement.

Nous croyons cependant que cette interprétation, fâcheuse dans ses effets, peut, dans l'hypothèse de la détention en maison d'arrêt, être écartée par l'application des principes généraux du Code d'instruction criminelle (article 130) : « Si... le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement, le prévenu, s'il est en arrestation, y demeurera provisoirement. »

Les mandats. — Si le mineur confié provisoirement à ses parents, à une personne, à une œuvre ou à un établissement, quitte ce placement pendant la durée de l'information et se soustrait par la fuite à l'action du juge d'instruction ou n'obéit pas à ses convocations, le magistrat n'est pas désarmé. La loi de 1942 dispose en son article 5 : « Le juge d'instruction recherche, en se conformant aux règles générales du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 décembre 1897, si le mineur est l'auteur de l'infraction. » Le meilleur moyen pour procéder à cette recherche consiste dans l'interrogatoire direct de l'inculpé ; pour réaliser cette condition, le juge d'instruction dispose des pouvoirs que lui confère le Code d'instruction criminelle ; l'un d'eux réside dans les mandats : mandat de comparution, mandat d'amener, mandat d'arrêt (art. 91 et suivants), étant observé que les mandats de dépôt ne doivent jamais être utilisés dans les procédures de mineurs. Ils ne peuvent pas l'être, en effet, par le procureur de la République en cas de flagrant délit puisque aucune poursuite ne peut être exercée contre les mineurs sans information préalable (art. 3) ; le procureur n'a donc aucun mandat de dépôt à décerner. Ils ne peuvent pas être utilisés non plus par le juge d'instruction, qui doit toujours statuer par une ordonnance motivée, ainsi que nous venons de le voir, lorsqu'il décide l'incarcération du mineur (art. 4).

§ II. — PAR LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les principes directeurs.

Les principes directeurs sont posés par l'article 17 de la loi du 27 juillet 1942 : « Tous les mineurs de 18 ans reconnus auteurs ou complices d'un crime ou d'un délit ne sont, en principe, l'objet que d'une mesure de protection et de redressement. Toutefois, peuvent être l'objet d'une mesure répressive dans les conditions prévues par l'article 23 de la présente loi les mineurs âgés de 16 à 18 ans auteurs d'un crime ou d'un délit et les mineurs de 16 ans en cas de crime seulement, si le tribunal pour enfants et adolescents l'estime nécessaire. »

Les mineurs délinquant ne peuvent donc être l'objet, en principe, que de mesures éducatives. Cependant si l'infraction commise est un crime tout mineur peut être condamné à une peine, de même tout mineur de 16 à 18 ans si l'infraction est un délit.

Le choix de la mesure est la décision la plus importante du procès. Dans quels cas faut-il remettre l'enfant à sa famille, ce qui constitue, apparemment du moins, lorsque le placement n'est pas assorti de la liberté surveillée, une mesure purement négative ? Dans quels cas vaut-il mieux le placer chez une personne digne de confiance ou dans une œuvre habilitée, ou le confier à une institution publique d'éducation surveillée ou une colonie corrective ? Dans quels cas faut-il le condamner à une peine ? La décision appartient aux magistrats spécialisés du tribunal pour enfants et adolescents, sauf que la remise aux parents, assortie ou non de la liberté surveillée, peut également être ordonnée par la Chambre du conseil (art. 8-§§ 3 et 4). Il est difficile d'établir des règles et de poser des principes. Le tribunal statuera selon les circonstances, la nature et la gravité de l'infraction, le caractère de l'enfant, son âge, ses antécédents, les conditions de famille et de milieu dans lesquelles il a vécu. L'enquête qui a été faite à ce sujet, soit par le magistrat instructeur, soit par la Chambre du conseil, soit par le juge rapporteur du tribunal pour enfants et adolescents, jointe aux résultats communiqués par le centre d'observation où le mineur a été l'objet d'un examen portant notamment sur son état physique, intellectuel et moral et sur ses aptitudes professionnelles, augmentés des données de l'examen médical et psychologique du mineur (art. 4 et 10), permettra au tribunal de statuer en pleine connaissance de cause.

Leur application.

A) LES MESURES ÉDUCATIVES (art. 48 de la loi de 1942)

1° Remise du mineur à ses père, mère ou tuteur ou à la personne qui en avait la garde. — C'est le premier parti qui s'offre aux juges. Le Code pénal de 1810 et la loi du 22 juillet 1912 le connaissaient. L'enfant ou l'adolescent qui en bénéficie est, au point de vue de sa liberté, traité comme s'il n'était pas coupable. Les tribunaux adoptent ce parti lorsqu'ils estiment que l'infraction commise ne présente pas un caractère de particulière gravité, que le mineur n'est pas perverti et que ses parents sont capables d'assez de fermeté et de vigilance pour le bien diriger à l'avenir. Si le mineur est pupille de l'Assistance publique, il pourra être rendu à cette administration au titre non d'Assistance publique, ce qui, nous le verrons, n'est pas permis, mais au titre de « tuteur ou personne qui en avait la garde ».

Déchéance de la puissance paternelle. — La loi du 24 juillet 1889 prévoit quatre causes obligatoires de déchéance de la puissance paternelle et six causes facultatives. Pour certaines, il n'existe aucune relation entre l'infraction commise par les parents qui les rend passibles de la déchéance de la puissance paternelle et l'infraction commise par l'enfant. Par exemple, les père et mère ont été condamnés deux fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche (art. 1-4°) [de mineurs autres que leurs propres enfants, sinon il s'agirait du 1°], ou ils ont été condamnés à différentes peines pour divers crimes ou délits (art. 2-1°, 2°, 3°, 4° et 6°). Ces faits et ces condamnations n'ont aucun rapport avec l'infraction du mineur, si ce n'est qu'ils dénotent un fort mauvais milieu pour l'éducation de l'enfant. Le ministère public exercera l'action en déchéance conformément à l'article 3 de la loi de 1889 ou restera passif ; cette hypothèse de droit commun ne nous intéresse pas ici. Ce qui nous intéresse ce sont les cas où les parents ont joué un rôle dans l'infraction relative à l'enfant, soit qu'ils l'aient commise avec lui, soit sur lui : excitation habituelle à la débauche de leurs propres enfants (art. 1-1°) ; crimes ou délits commis sur la personne de l'un ou plusieurs de leurs enfants ou commis comme co-auteurs ou complices de leur enfant (art. 1-2° et 3°).

Dans ces cas, le parquet actionnera le mineur délinquant en vertu de la loi du 27 juillet 1942, et il intentera contre les père et mère l'action en déchéance en vertu de la loi de 1889. La juridiction compétente est « la Chambre du conseil du tribunal du domicile ou de la résidence du père ou

de la mère » (art. 3 de la loi de 1889). Cette juridiction peut donc être différente de celle qui jugera le mineur puisque, à son égard, est compétente la Chambre du conseil du tribunal du lieu de l'infraction, du lieu de la découverte du mineur, en plus du lieu de la résidence des parents (art. 2 et 7 de la loi de 1942), et en outre le mineur peut également être jugé par le tribunal pour enfants et adolescents (art. 8).

Il est un cas particulier de déchéance facultative de la puissance paternelle prévu par la loi de 1889 (art. 2-5°) et qui concerne : « Les père et mère dont les enfants ont été conduits dans une maison de correction, par application de l'article 66 du Code pénal, ou ont été condamnés par application de l'article 67 du même Code. »

Ce texte qui n'était déjà plus en harmonie avec la législation précédente depuis la loi du 12 avril 1906 et celle du 22 juillet 1912 qui avaient substitué le terme « colonie pénitentiaire » à celui de « maison de correction » à peine de cassation des jugements et arrêts (Cass., 20 mai 1915, 26 nov. 1922, 27 juin 1925) (1), l'est encore moins avec la loi de 1942. La « conduite dans une maison de correction » ne figure pas parmi les mesures éducatives prévues. Peut-être en pourrait-on reconnaître l'aboutissement dans « l'institution publique d'éducation surveillée », ou « la colonie corrective du ministère de la Justice » ? Mais faute de texte, on ne peut se permettre cette assimilation. Par conséquent la première partie de ce numéro 5° de l'article 2 de la loi de 1889 est implicitement abrogée et devient inutile. Quant à l'article 67 du Code pénal, il prévoyait certaines peines applicables à certains mineurs. Quelques-unes ont été reprises par l'article 23 de la loi de 1942. Mais l'article 35 de cette loi dispose que l'article 67 du Code pénal est abrogé. Aussi le numéro 5° de l'article 2 de la loi de 1889 est-il totalement abrogé d'une manière implicite.

Si la situation des parents par suite de leur conduite ou leur négligence vis-à-vis de leurs enfants nécessite une action en déchéance qui, autrefois, aurait pu être basée sur le numéro 5° de l'article 2, le ministère public ne se trouve pas pour autant désarmé. Il dispose du numéro 6° de l'article 2, le grand levier des parquets en matière de déchéance, un peu l'équivalent des injures graves en matière de divorce : « En dehors de toute condamnation, les père et mère qui compromettent par des mauvais traitements, par des exemples pernicieux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, par un défaut de soins ou par un manque de direction nécessaire, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ou d'un ou plusieurs de ces derniers. » Ce texte appliqué sévèrement

(1) Cass. crim., 20 mai 1915, *Bull. crim.*, 1915-103 ; Cass. crim., 26 nov. 1922, *Bull. crim.*, 1922-390 ; Cass. crim., 27 juin 1925, S. 1926-1-44.

permettrait de déchoir les 3/4 des parents de la terre. Il n'entraîne cependant qu'une déchéance facultative; la chambre du conseil ne sera pas obligée de suivre le ministère public, et même si elle le suit, elle peut limiter la déchéance au retrait d'un ou plusieurs des droits de la puissance paternelle, par exemple au droit de garde, ce qui, en pratique, se produit fréquemment. D'ailleurs si cette décision paraissait encore trop sévère, un décret du 30 octobre 1935 a ajouté un numéro 7° à l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889, qui permet au président du tribunal [et non au tribunal en Chambre du conseil] de prendre, à l'égard de l'enfant dont la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation sont compromises ou insuffisamment sauvegardées par le fait des père et mère, une mesure de surveillance ou d'assistance éducative, qui constitue en somme un contrôle des parents et de l'éducation qu'ils donnent à leurs enfants.

2° Placement chez une personne digne de confiance ou dans une œuvre habilitée. — C'est la « personne ou l'institution charitable » de l'article 66 du Code pénal. Il s'agit déjà de la séparation du mineur d'avec sa famille qui s'est révélée incapable de lui donner l'éducation convenable. Elle pourra être ordonnée à l'égard de jeunes délinquants qui ne semblent pas d'une perversité profonde et irrémédiable mais plutôt faibles de caractère et faciles à entraîner. On hésitera à ordonner cette mesure à l'égard des mineurs récidivistes. Actuellement d'ailleurs, la plupart des œuvres privées se sont posé comme règle de ne pas les accepter. Comme sous l'empire de la loi de 1912, aucune obligation n'est imposée aux œuvres privées même habilitées de recevoir un mineur. Il faut que la personne ou l'œuvre accepte. Aussi le magistrat instructeur ou rapporteur ne manquera-t-il pas, avant le jugement, de s'enquérir de cette acceptation au cas de remise éventuelle du mineur par le tribunal.

L'article 31 de la loi de 1942 précise que « toute personne et toute œuvre, même reconnue d'utilité publique, s'offrant à recueillir d'une façon habituelle des mineurs en application de la présente loi doivent... obtenir du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice, une habilitation spéciale dans des conditions qui seront fixées par un arrêté du ministre. Cette disposition est également applicable aux personnes et aux œuvres exerçant, dès à présent, leur activité au titre de la loi du 22 juillet 1912 ».

3° Placement dans une institution relevant du secrétariat d'État à la Santé, du secrétariat d'État à l'Éducation nationale ou du Commissariat général à la Famille. — Il s'agit d'une mesure nouvelle qui n'était pas prévue par la loi de 1912, et dont on aperçoit même difficilement les contours, s'ils existent dans la pensée des rédac-

teurs de la loi. Nous voulons croire qu'un décret apportera à l'organisation de cette institution plus de précision.

4^o Placement dans un institut médico-pédagogique d'enfants anormaux ou arriérés. — Cette mesure était prévue pour les mineurs de 13 ans par l'article 6 de la loi de 1912 : « placement soit dans un asile ou internat approprié, soit dans un établissement d'anormaux ».

En vertu de la loi de 1942, ce placement pourra donc être ordonné, le cas échéant, même à l'égard d'un mineur de 13 à 18 ans, anormal ou arriéré. Il convient d'applaudir à cette innovation.

5^o Placement dans une institution publique d'éducation surveillée du ministère de la Justice. — La loi du 23 août 1940 avait donné ce nom aux « colonies pénitenciaires » qui, depuis la loi du 1^{er} avril 1906, avaient remplacé les « maisons de correction ». Elles étaient chargées de recevoir les mineurs de 13 à 18 ans acquittés comme ayant agi sans discernement ; elles se différenciaient des « colonies correctionnelles » de la loi du 5 août 1850 qui recevaient les mineurs déclarés discernants et condamnés à une peine d'emprisonnement.

Seuls les mineurs de 13 à 18 ans pouvaient être conduits dans une institution publique d'éducation surveillée (art. 66 du Code pénal) ; cette mesure n'était pas prévue pour les mineurs de 13 ans (art. 6 de la loi de 1912). La loi de 1942 la permet à l'égard des uns et des autres.

Les institutions publiques d'éducation surveillée se proposent, selon l'article 28 de la loi, « d'assurer le relèvement moral des mineurs qui leur sont confiés par un régime comportant notamment l'éducation morale et physique, un complément d'instruction générale et l'apprentissage d'un métier. L'éducation religieuse est assurée selon le culte d'origine ».

6^o Placement dans une colonie corrective du ministère de la Justice. — Ce placement n'était pas prévu par la loi de 1912. Cependant nous croyons reconnaître dans la « colonie corrective du ministère de la Justice » l'ancienne « colonie correctionnelle » de la loi du 5 août 1850 où devaient être conduits et élevés :

« 1^o les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de deux années ;

« 2^o les jeunes détenus des colonies pénitenciaires qui auront été déclarés insubordonnés » (art. 10).

L'article 29 de la loi de 1942 reprend quelque peu l'idée : « Les colonies correctives reçoivent :

« 1^o des mineurs délinquants qui leur sont confiés par jugement du tribunal pour enfants et adolescents ;

« 2^o les pupilles des institutions publiques d'éducation surveillée exclus de ces établissements par décision du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice, en raison de leur mauvaise conduite ou de leur perversité.

« Les pupilles y sont soumis à une ferme discipline et reçoivent une formation morale et professionnelle. Il existe une colonie corrective pour les pupilles de chaque sexe. »

Durée de tous ces placements. — Comme sous l'empire de la loi de 1912 et de l'article 66 du Code pénal, « la durée de ces placements ne peut dépasser l'époque où le mineur aura atteint l'âge de 21 ans » (art. 18-§ 2 de la loi de 1942).

A la différence de ce qui a lieu pour les peines, la loi n'assigne pas à ces mesures une durée maxima calculée sur la gravité objective du crime ou du délit ; elle laisse toute liberté au juge.

Cette durée pourrait donc être inférieure à une année. Parfois il en sera obligatoirement ainsi : par exemple, lorsque le crime ou le délit a été découvert alors que le mineur était âgé de 20 ans. Comme on doit se placer à l'époque des faits, et non du jugement (Cass., 4 mai 1917) (1), le mineur peut fort bien être l'objet d'une mesure éducative ; dans cette hypothèse — peut-être plus théorique que pratique, et encore — le temps qui sera assigné au placement sera forcément inférieur à une année. Du point de vue éducatif cependant, il sera préférable en général que les juges ne fixent pas une trop courte durée qui rendrait impossible ou inefficace le redressement du mineur.

Est-ce à dire que le tribunal pour enfants et adolescents devra obligatoirement ordonner le placement du jeune délinquant jusqu'à ses 21 ans ? Il ne le semble pas ; sinon la création de magistrats spécialisés serait bien inutile si l'on en devait réduire ainsi le rôle. Et pourtant ! On peut lire dans l'article 30 : « Les pupilles affectés à une colonie corrective y restent jusqu'à leur majorité. » Il y a là deux textes contradictoires : article 30 et 18-§ 2. Le résultat est que les juges ordonneront un autre placement plutôt que d'être obligés de s'incliner devant un texte injustement rigoureux par son automatisme.

Remise à l'Assistance publique. — Ainsi qu'on le voit, toutes les mesures prévues par l'article 4 de la loi de 1942 sont sensiblement les

(1) Cass. crim., 4 mai 1917, S. 1920-1-142.

mêmes que celles autorisées par la loi du 22 juillet 1912 (art. 6) ou l'article 66 du Code pénal. On peut remarquer cependant que parmi elles ne figure pas la remise à l'Assistance publique. Or cette remise, si elle ne pouvait pas, sous l'empire de la loi de 1912, être ordonnée à titre définitif à l'égard des mineurs de 13 à 18 ans, à peine de cassation du jugement ou de l'arrêt (Cass. crim., 14 mai-3 juillet-31 décembre 1914) (1), pouvait l'être vis-à-vis des mineurs de 13 ans ; l'article 6 de la loi de 1912 le permettait expressément. Il faut reconnaître cependant que ce genre de placement ne pouvait pas donner de bons résultats ; à ce rôle d'éducateur, l'Assistance publique, telle qu'elle est organisée actuellement, n'était ni prête ni préparée. De plus, pour tenter le redressement de quelques mineurs délinquants, on risquait de compromettre le sauvetage du groupe plus intéressant et plus nombreux des enfants moralement abandonnés. Ceux-ci se seraient trouvés en contact, non plus pendant quelques jours ou quelques semaines seulement comme dans le cas de placement provisoire ordonné par le juge d'instruction, mais pendant plusieurs années puisque ce placement était prévu jusqu'à la majorité de l'enfant, avec des délinquants souvent plus âgés corrompus et corrupteurs, et leur réputation eût souffert dans le public de cette confusion d'enfants n'ayant commis aucun délit avec des adolescents déjà tombés. Ainsi que l'écrit M. le professeur J.-A. Roux (2) : « Logiquement pauvreté et vice doivent être séparés, bien que celui-ci puisse avoir souvent pour origine celle-là et que la pauvreté puisse provenir de l'inconduite des parents. Mais leurs fruits ne sont pas pareils et on ne doit pas mêler les enfants qui n'ont que le malheur d'être pauvres et orphelins avec de jeunes vauriens vicieux et corrompus qui ont fait leurs premières armes dans l'armée du crime. Dans l'intérêt des uns et des autres, le mélange serait plus qu'une faute. »

A la différence de la conclusion à laquelle notre interprétation a abouti relativement à la garde provisoire du mineur ordonnée par le juge d'instruction, nous ne croyons pas ici que le mineur puisse être confié à l'Assistance publique. Une telle décision serait illégale, la loi de 1942 ne mentionnant pas cette administration parmi les institutions ou établissements auxquels la garde de l'enfant puisse être confiée à titre définitif.

La liberté surveillée. — Lorsque la décision consiste dans la remise du mineur à ses parents, à une personne ou à une institution charitable, le tribunal peut décider en outre que le mineur sera placé jusqu'à l'âge

(1) Cass. crim., 14 mai 1914, *Bull. crim.*, 1914, n° 244 ; Cass. crim., 3 juil. 1914, *Bull. crim.*, 1914, n° 580 ; Cass. crim., 31 déc. 1914, *Bull. crim.*, 1914, n° 472.

(2) J.-A. Roux, Note sous Cass. crim., 14 mai 1914, S. 1914-1-497.

de 21 ans au plus sous le régime de la liberté surveillée (art. 18 *in fine* et 8- § 4).

Cette mesure complémentaire était prévue également par la loi de 1912 pour les mineurs de 13 ans (art. 25 et 6) et pour les mineurs de 13 à 18 ans acquittés comme ayant agi sans discernement (art. 66 du Code pénal). Comme sous l'empire de ces textes, la liberté surveillée ne peut être adjointe que dans les cas de remise du mineur à sa famille, à une personne ou une institution charitable. Dans tous les autres cas, la chose ne sera pas possible. Quoique la loi n'emploie que l'expression « parents ou tuteur », nous croyons que son intention est d'englober également sous ces termes « la personne qui en avait la garde ». Par « institution charitable » on entendra « une œuvre habilitée », mais certainement pas — du moins telle est notre opinion — les autres placements, notamment ceux prévus sous le numéro 3^o, quoique la question soit peut-être discutable, ou sous le numéro 4^o : « un institut médico-pédagogique d'enfants anormaux ou arriérés » qui pourra être cependant un institut charitable, la chose n'étant pas impossible ni interdite par la loi. Dans ces cas, il n'y aura pas de mise sous le régime de la liberté surveillée.

Les délégués à la liberté surveillée. — Le placement du mineur sous le régime de la liberté surveillée consiste dans l'affectation à sa surveillance d'une personne appelée délégué. La loi de 1912 connaissait également les délégués. Ils étaient désignés par le tribunal et choisis parmi les membres, de l'un ou l'autre sexe, des sociétés de patronage, des comités de défense des enfants traduits en justice, des institutions charitables agréées par le tribunal, ou parmi les simples particuliers (art. 22).

La loi de 1912 connaissait également les rapporteurs, ces auxiliaires bénévoles et facultatifs du juge d'instruction qu'il pouvait charger de procéder à l'enquête sur la situation matérielle et morale du mineur et sa famille (art. 4 et 18). Il n'existait pas dans le rôle des délégués et des rapporteurs des différences telles que les deux fonctions ne pouvaient au besoin être confiées aux mêmes personnes. Mais tandis que la loi elle-même (art. 4 de la loi de 1912) obligeait la chambre du conseil de chaque tribunal à établir au commencement de chaque année judiciaire une liste des rapporteurs choisis de préférence parmi les personnes qu'elle indiquait : anciens magistrats ou avocats, membres des sociétés de patronage..., par contre aucune mesure semblable n'était prévue pour les délégués. Mais, disait la circulaire du 30 janvier 1914 du ministre de la Justice, « il y aurait avantage à ce que la liste en fût, à titre d'indication facultative, arrêtée d'avance chaque année en même temps et dans les mêmes conditions que celle des rapporteurs... La réunion au parquet général des deux listes

fournira à la Cour d'appel les indications dont elle aura besoin quand se présentera à elle l'obligation de nommer un délégué ».

Probation officer américain. — Notre délégué est d'origine américaine. Sous le nom de Probation Officer — officier d'épreuve — on le voit apparaître pour la première fois aux États-Unis, dans l'État de Massachussets, en 1878. Son rôle est d'ailleurs double : il est autant « rapporteur » que « délégué ». En effet le probation officer prépare tout d'abord la décision du juge : il procède à une enquête sur l'enfant, ses antécédents, sa famille et en communique les résultats au juge. Puis le magistrat prescrit le plus souvent des mesures d'éducation analogues à celles de la loi française ; en même temps il soumet le mineur à la surveillance du probation officer. Celui-ci visite l'enfant, lui donne des conseils et rend compte périodiquement de sa mission au tribunal. Si l'enfant se conduit mal, le juge pourra, sur le rapport du délégué, prescrire à son égard des mesures plus sévères.

Au-dessus du probation officer existe le Probation Officer Chief — délégué-chef. Le Chief centralise les résultats du probation system pour une circonscription et dirige les simples probation officers. Mais il est souvent chargé lui-même de surveiller certains mineurs, un peu comme le préfet d'un département remplit les fonctions de sous-préfet dans l'arrondissement de sa résidence.

Parmi les probation officers, les uns sont des bénévoles, les autres des professionnels pour lesquels les Américains ont une préférence, car ils estiment que gratuité est synonyme de médiocrité.

Les devoirs du probation officer consistent à fortifier l'autorité chancelante des parents — parfois même à les surveiller — et à redresser le mineur. Il a de fréquents entretiens avec ce dernier et utilise deux méthodes : visiter l'enfant ou le recevoir dans son bureau. Si l'enfant va encore à l'école, il entrera en contact avec l'instituteur, plus tard il lui cherche du travail, veille sur ses loisirs, lui prête des livres. Il envoie des rapports au juge. Celui-ci ne se borne pas au rôle passif et lointain d'enregistreur de rapports. A intervalles réguliers, il réunit les enfants en liberté surveillée, leur fait un petit discours familial, s'adresse à chacun d'eux en particulier, leur lit les rapports du probation officer, distribue louanges et blâmes, récompenses et punitions, met fin à la mise en probation de l'un, envoie l'autre au contraire dans une maison de rééducation (reformatory). Si pour une raison ou une autre, le probation officer ne peut plus remplir ses fonctions pour le bien de l'enfant, le juge le remplace (1).

Délégué belge. — La loi belge du 15 mai 1912 sur la protection

(1) Magdeleine LÉVY, *Les auxiliaires du tribunal pour enfants*. Thèse Paris, 1933.

de l'enfance. connaît également le délégué qui, à l'exemple du nôtre, trouve son origine dans celle du probation officer américain. Le juge des enfants le choisit parmi les personnes des deux sexes des sociétés protectrices de l'enfance ou des institutions de charité ou d'enseignement publiques ou privées. « Ces personnes sont chargées sous sa direction de la surveillance des enfants traduits en justice. Elles prendront le nom de délégués et pourront être rémunérées » (art. 25 de la loi belge du 15 mai 1912).

Le rôle du rapporteur et du délégué est assumé en Belgique par la même personne. M. Paul Wets, juge des enfants de Bruxelles, énumère, dans son *Guide du délégué à la protection de l'enfance*, les qualités que doivent remplir ces auxiliaires : tact, délicatesse, tenue, moralité (1).

La loi belge, à l'exemple de notre loi du 22 juillet 1912, ne connaît pas le délégué-chef du droit américain.

Délégué français de la loi du 27 juillet 1942. — Notre loi nouvelle sur l'enfance délinquante édicte que les candidats délégués seront présentés à « l'agrément du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice, par les présidents de tribunaux pour enfants et adolescents ».

Comme auparavant, ils pourront être des personnes de l'un ou l'autre sexe, mais la loi de 1942 précise qu'ils devront être âgés de plus de 30 ans et de nationalité française.

Sur cette liste ministérielle des délégués, le tribunal choisira celui qu'il chargera spécialement de la surveillance de tel mineur. « Dans chaque affaire, le délégué est désigné soit immédiatement par le jugement, soit ultérieurement par une ordonnance du président » (art. 20).

L'article 20 ajoute : « Les représentants qualifiés des œuvres privées habilitées auxquelles ont été confiés des mineurs peuvent être nommés, à l'égard de ces mineurs, délégués à la liberté surveillée... » Cette disposition, à notre avis et contrairement à l'opinion de M. Verdun (2), était plus ou moins indiquée. En effet, si le délégué doit veiller à la bonne conduite du mineur, de façon à provoquer, en cas de mauvaise, un incident à la liberté surveillée (art. 22), il doit rechercher également si l'enfant n'est pas en « péril moral » (art. 22 également) ; or ce péril peut très bien provenir de l'extérieur, provenir de l'œuvre elle-même et de ses mauvaises méthodes de surveillance et d'éducation. Un tel événement ne serait pas une nouveauté. Aussi les représentants de l'œuvre, nommés délégués à la liberté

(1) PAUL WETS, juge des enfants de Bruxelles, *Guide du délégué à la protection de l'Enfance*, 1929.

(2) H. VERDUN, « Le Code de l'enfance délinquante », *Semaine juridique*, 27 nov. 1942, p. 293, n° 47 *in fine*.

surveillée du mineur, nous paraissent, dans cette hypothèse, mal indiqués pour provoquer la modification du placement, en se basant sur le péril moral du mineur.

L'article 20 termine ainsi : « Le président du tribunal pour enfants et adolescents désigne parmi les délégués à la liberté surveillée du ressort ceux qui, sous son autorité, seront chargés de diriger, coordonner et contrôler l'activité des délégués ». C'est en somme la consécration du Probation Officer Chief du droit américain. L'idée est bonne, surtout à raison de l'étendue du ressort des nouveaux tribunaux pour enfants et adolescents qui comprendront plusieurs départements. On peut imaginer par exemple un délégué-chef au moins par département, mais tout dépendra du nombre des mineurs.

Quant à la rémunération des délégués, la loi française, à la différence des lois américaine et belge, ne l'a pas admise. Sans doute le délégué doit agir par dévouement, plus que pour gagner un salaire ; cependant l'allocation d'une indemnité, même modeste, permettrait d'obtenir plus aisément certains concours. Seuls les frais de transport leur sont remboursés et « sont payés comme frais de justice criminelle » (art. 20-§ 3). Pour le calcul de ces frais et indemnités, nous estimons qu'on pourrait assimiler les délégués à des témoins (voyage en 2^e classe..., etc.), non à des magistrats (voyage en 1^{re} classe...)

Fuite du mineur du lieu de placement. — « Si le mineur s'enfuit du lieu où il est placé par décision judiciaire, le président de la juridiction qui a statué ordonne la recherche du mineur, son arrestation et sa conduite dans un centre d'observation.

« Dans les 24 heures, le président du tribunal pour enfants et adolescents, après avoir interrogé l'enfant, confirme le placement antérieur si celui-ci a été ordonné par le tribunal pour enfants et adolescents et s'il estime qu'il n'y a pas lieu de le modifier. Dans le cas contraire, il saisit le tribunal pour enfants et adolescents. »

Modifications des mesures éducatives. — Ces modifications peuvent intervenir par la voie du pouvoir judiciaire (du tribunal pour enfants et adolescents, art. 22 de la loi de 1942), ou du pouvoir exécutif (du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice, art. 28 et 30). Nous les étudierons lors de notre chapitre sur la grâce.

Surveillance des institutions. — L'article 33 dispose : « Les institutions publiques et privées de redressement de l'enfance délinquante relevant du secrétaire d'État à la Justice sont soumises à la surveillance des

président et procureur près les tribunaux pour enfants et adolescents ou des magistrats par eux délégués et des directeurs des centres d'observation. »

B) LES PEINES (art. 23 de la loi de 1942)

Les articles 67, 68 et 69 du Code pénal, modifiés par la loi du 22 juillet 1912, permettaient de prononcer des peines contre certains mineurs, à condition qu'ils aient été déclarés avoir agi avec discernement.

La loi de 1942 a supprimé la question du discernement jugée inutile. Pour prononcer une peine, le tribunal pour enfants et adolescents — et non la Chambre du conseil du tribunal civil dont les attributions sont limitées à la remise du mineur à sa famille avec ou sans adjonction de la liberté surveillée (art. 8-§§ 3 et 4) — n'aura donc pas à examiner si le mineur a agi avec ou sans discernement. Par contre, s'il estime nécessaire de prononcer une peine, il devra tenir compte de la nature de l'infraction commise par le mineur et de l'âge de celui-ci au temps de l'action. Selon l'article 23 en effet, en matière de crimes, tous les mineurs peuvent être condamnés à une peine, tandis que, en matière de délits, seuls les mineurs de 16 à 18 ans peuvent être l'objet d'une telle sanction. S'ils n'ont commis qu'un délit, les mineurs de 13 à 16 ans ne peuvent donc jamais être condamnés à une peine ; cela, à la différence de ce que permettrait l'article 69 du Code pénal ; la loi nouvelle n'autorise à leur encontre que des mesures éducatives.

1° Les peines applicables aux mineurs de 16 ans convaincus d'un crime. — a) *Peines temporaires.* — Les mineurs de seize ans peuvent être condamnés dans les conditions ci-après :

« S'ils ont encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, ils seront condamnés à une peine d'emprisonnement d'une durée égale au tiers au moins et à la moitié au plus de la durée des peines applicables aux majeurs » (art. 23-§ 2 de la loi de 1942). Ce 2^e paragraphe est presque la reproduction du 3^e alinéa de l'article 67 du Code pénal.

En faisant les calculs, on obtient les résultats suivants : la peine des travaux forcés à temps étant prononcée pour cinq ans au moins et vingt ans au plus (art. 19 du Code pénal) sera remplacée par un emprisonnement de vingt mois au moins à dix ans au plus ; la détention, peine politique, prononcée pour cinq ans au moins et vingt ans au plus, sera substituée par un emprisonnement de vingt mois à dix ans ; la réclusion enfin, peine de droit commun, comprise entre cinq et dix ans (art. 21 du Code pénal) sera transformée en un emprisonnement de vingt mois à cinq ans.

b) *Peines perpétuelles*. Ainsi qu'on le peut remarquer, l'article 23 de la loi de 1942 ne parle, à propos des mineurs de 16 ans, que des peines criminelles temporaires. Que conviendra-t-il de décider si le mineur commet un crime passible d'une peine perpétuelle : mort, travaux forcés à perpétuité, déportation ? L'article 67-§ 2 du Code pénal réglait la difficulté et créait une excuse atténuante en faveur de ce jeune délinquant. « Il sera condamné à la peine de 10 à 20 ans d'emprisonnement dans une colonie correctionnelle. »

Faut-il conclure de ce silence de la loi nouvelle que les peines perpétuelles ne sauraient bénéficier de l'excuse de minorité et pourraient être appliquées aux mineurs de 16 ans ? Quoique le crime soit plus grave et mérite une plus sévère répression, ce résultat serait cependant choquant, puisqu'il aboutirait à frapper de la même peine un criminel de 12, 13, 14 ou 15 ans par exemple et un adulte de 30, 40 ou 50 ans. Le tribunal pour enfants et adolescents pourrait l'éviter en accordant les circonstances atténuantes, encore bien que la possibilité des circonstances atténuantes dans ces hypothèses reste douteuse, à raison du silence de la loi de 1942 et du texte actuel de l'article 463 du Code pénal qui s'exprime ainsi : « Les peines prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le *jury* aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit... »

Faut-il penser au contraire que le mineur de 16 ans n'est passible d'aucune peine perpétuelle ? Ce résultat serait encore plus choquant.

Aussi pensons-nous, avec M. Verdun (1), que le mutisme de la loi de 1942 à ce sujet est plutôt dû à un oubli. Il n'appartient cependant pas au juge de compléter les lois, et l'application, par interprétation, de l'article 67-§ 2 du Code pénal est impossible puisque ce texte est expressément abrogé par la loi nouvelle (art. 35). Quoi qu'il en soit, le prononcé des mesures répressives reste toujours une faculté et n'est jamais une obligation.

2° Les peines applicables aux mineurs de 16 à 18 ans. — « Ils sont condamnés aux mêmes peines que les majeurs » (art. 23-§ 1). La loi de 1912 consacrait déjà ce principe lorsque la juridiction de jugement déclarait le discernement. Les articles 67 et 69 ne faisaient bénéficier de l'excuse légale atténuante que les mineurs de 13 à 16 ans. Celle-ci n'existe plus désormais que pour le mineur criminel de 16 ans et, à notre avis, seulement pour les crimes passibles de peines temporaires. Le mineur de 16 à 18 ans, auteur d'un crime ou d'un délit, encourt toutes les foudres de la loi, même la peine de mort le cas échéant.

(1) H. VERDUN, « Le Code de l'enfance délinquante », *Semaine juridique*, 29 nov. 1942, p. 293, n° 55.

Lieu d'exécution des peines. — Dans le cas des mineurs de 16 à 18 ans, les peines « sont accomplies dans les établissements pénitentiaires » (art. 23). Si une peine privative de liberté a pu paraître nécessaire, son exécution par l'adolescent au milieu des adultes le semble beaucoup moins ; il est regrettable que ces jeunes délinquants ne soient pas, dans les prisons, séparés des majeurs.

Pour le mineur de 16 ans, l'emprisonnement est subi dans « un quartier spécial d'une colonie corrective jusqu'à l'âge de 18 ans, dans un établissement pénitentiaire à partir de 18 ans. Il pourra cependant, s'il donne des gages sérieux d'amendement, être maintenu par décision du garde des sceaux dans une colonie corrective sans qu'il puisse y demeurer au delà de l'âge de 21 ans » (art. 23).

Interdiction de séjour. — A l'égard des mineurs de 16 à 18 ans, condamnés aux mêmes peines que les majeurs, elle sera encourue suivant le droit commun (art. 46 et 50 du Code pénal).

En outre la loi de 1942 (art. 23 *in fine*) dispose : « Dans tous les cas, il peut leur être fait défense de paraître pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus dans les lieux dont l'interdiction leur est signifiée par l'autorité publique. » A notre avis, cette disposition se rapporte au mineur criminel de 16 ans dont il est question dans les deux alinéas précédents. En cas de condamnation à l'emprisonnement, ce mineur sera donc passible de l'interdiction de séjour facultative. L'emprisonnement du mineur de 16 ans n'est en effet qu'une peine de remplacement de celle des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion. Or, selon l'article 46 du Code pénal, les condamnés à l'une de ces peines étaient, à l'expiration de celles-ci, placés de plein droit sous la surveillance de la haute police (interdiction de séjour, depuis la loi du 27 mai 1885) pendant 20 ans. L'arrêt ou jugement pouvait en réduire la durée ou même en dispenser le condamné. Il est donc naturel que la loi de 1942 rende passibles de l'interdiction de séjour les mineurs de 16 ans condamnés en matière criminelle. Seulement la loi de 1942 n'en fait plus qu'une peine facultative, d'une durée de 5 à 10 ans.

SECTION II

LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS

Mineurs de 16 à 18 ans. — « Les mineurs âgés de 16 à 18 ans sont soumis au droit commun en matière de contraventions » (art. 24). Ces mineurs sont donc passibles des peines de droit commun de simple police

(art. 464 du Code pénal) : emprisonnement de 1 à 5 jours ; amende de 1 à 15 francs (12 fr. à 180 fr., loi du 26 juillet 1941) ; confiscation de certains objets saisis. Si la contravention est établie, le tribunal de simple police prononcera la peine, comme si l'auteur était un majeur, sans avoir à déclarer que le mineur a agi avec discernement, ce qui, auparavant, était nécessaire pour prononcer une condamnation quelconque à une peine contre un mineur de 13 à 18 ans.

Mineurs de 16 ans. — Les contraventions commises par les mineurs de 16 ans sont déferées au tribunal de simple police, siégeant hors la présence du public (art. 24-§ 2).

« Si la contravention est établie, le juge ne peut prononcer d'autre peine que celle de l'amende prévue par la loi. Il adresse, en outre, une réprimande au mineur et des observations aux parents, au tuteur ou à la personne chargée de la garde et les avertit des conséquences de la récidive. Il en fait mention sur un registre spécial » (art. 24-§ 3).

Sous l'empire de la loi de 1912, la réprimande était prévue à l'encontre des contrevenants mineurs de 13 ans (art. 14). Elle constituait d'ailleurs contre eux la seule sanction possible, et encore l'article 14 autorisait-il le juge à adresser cette réprimande au mineur ou aux parents ; il avait le choix entre le mineur et les parents. La loi de 1942 ne permet plus la réprimande qu'à l'encontre du mineur ; quant aux parents, le juge leur adresse des « observations » ; l'une et les autres cumulativement. Par contre la loi de 1912 limitait cette procédure spéciale, ainsi que la réprimande, aux mineurs de 13 ans ; ceux de 13 à 18 ans étaient punis des peines du droit commun s'ils étaient déclarés avoir agi avec discernement. La loi de 1942 envisage tous les mineurs de 16 ans et édicte contre eux à la fois l'amende et la réprimande, ainsi que des observations aux parents, tuteur ou gardien. Par contre, l'emprisonnement n'est pas permis.

Récidive. — « En cas de récidive, aux termes de l'article 483 du Code pénal, le mineur est traduit devant la Chambre du conseil du tribunal civil qui prononce l'amende et apprécie, tout en remettant le mineur à sa famille, s'il y a lieu de le placer sous le régime de la liberté surveillée. » Cette situation, ainsi que nous l'avons vu au chapitre I, ne concerne que les mineurs de 16 ans. Même récidivistes, ils ne sont donc jamais passibles de l'emprisonnement. Par contre les mineurs de 16 à 18 ans en sont passibles comme les majeurs (art. 474, 478 et 482 du Code pénal).

APPENDICE

Casier judiciaire . — Toutes ces mesures — mesures éducatives et peines — prononcées à l'égard des mineurs auteurs de crime, de délit et même de contravention, font l'objet d'un bulletin qui est classé au casier judiciaire (art. 25 de la loi de 1942).

Cette règle concerne tous les mineurs de 18 ans.

Nous l'étudierons plus en détail à propos de la réhabilitation (1).

(1) Notre chapitre V, section IV.

CHAPITRE III

LES VOIES DE RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS PRISES A L'ÉGARD DU MINEUR DÉLINQUANT

Quelles que soient les précautions prises dans l'organisation et les garanties de la procédure, les décisions judiciaires peuvent être entachées d'erreurs ou d'injustices. Les juges sont des hommes, exposés, malgré leur culture, leur éducation, leur recrutement, leur spécialisation même, à des ignorances sources d'erreurs ou à des faiblesses ou des rigueurs excessives sources d'injustices. On a donc senti le besoin de chercher dans un nouvel examen de l'affaire une garantie contre le risque inhérent au fonctionnement de la justice et on a pensé qu'il y avait plus de chances d'aboutir à un bon jugement en faisant juger le procès plusieurs fois qu'en attachant la présomption de vérité au premier examen. D'où l'institution des voies de recours.

On les divise d'habitude en voies de recours ordinaires et voies de recours extraordinaires. Les premières sont celles que suivent les parties tant que le cours des juridictions par lesquelles l'affaire peut passer n'est pas régulièrement épuisé ; le but de ce recours est de faire revenir les parties devant le même juge ou devant un autre juge, pour reprendre et discuter à nouveau le procès. Les voies de recours extraordinaires sont celles qu'empruntent les parties lorsque le cours des juridictions est épuisé ; le but est de faire juger non pas l'affaire mais le jugement attaqué. Les premières sont au nombre de deux : l'opposition et l'appel ; les secondes, deux également : le pourvoi en cassation et le pourvoi en révision. La loi du 27 juillet 1942 en a prévu certaines. Nous verrons ce qu'il faut penser de son silence à l'égard des autres.

SECTION I

L'OPPOSITION

L'opposition est une voie de rétractation par laquelle la personne jugée par défaut s'adresse à la juridiction elle-même qui a rendu la décision attaquée. La loi du 27 juillet 1942 est muette sur cette voie de recours.

§ I. — Contre les décisions des juridictions d'instruction.

D'une façon générale, l'opposition n'existe pas contre ces décisions. Avant la loi du 7 février 1933, qui a modifié les articles 113 et suivants du Code d'instruction criminelle, relatifs à la liberté individuelle, le Code prévoyait « l'opposition » aux ordonnances du juge d'instruction. Mais comme cette « opposition » devait être portée soit devant la Chambre des mises en accusation, soit devant la Chambre du conseil, en tous cas pas devant le juge d'instruction lui-même, et comme, le plus souvent, ce magistrat n'avait pas statué par défaut, il ne s'agissait donc pas d'une véritable opposition, celle que nous venons de définir. La loi de 1933 a rétabli l'appellation exacte de cette voie de recours et l'a baptisée « appel » comme il convenait. Ce terme a été maintenu par la loi du 25 mars 1935 et le décret-loi du 18 novembre 1939. La loi de 1942 prévoit un certain appel des ordonnances du juge d'instruction ; elle ne parle pas d'opposition.

§ II. — Contre les décisions des juridictions de jugement.

Ici encore, il n'y a rien de prévu dans la loi de 1942. Comment interpréter ce silence ? Selon nous, différemment suivant la juridiction de jugement envisagée.

1^o EN MATIÈRE DE CRIMES ET DÉLITS

A. — La Chambre du conseil.

Au premier abord, il ne semble pas que la Chambre du conseil puisse juger par défaut le mineur de 18 ans auteur d'un crime ou d'un délit. A lire en effet l'article 7 : « La Chambre du conseil statue à huis clos après avoir entendu le mineur... », il lui faut, semble-t-il, *entendre* le mineur, et non seulement l'appeler. Cette interprétation est d'autant plus plausible que rien n'empêchait l'article 7 d'utiliser, si telle avait été l'intention du législateur, une formule semblable à celle de l'article 24-§ 2 : « Les contraventions commises par les mineurs de 16 ans sont déférées au tribunal de simple police siégeant hors la présence du public, le mineur, les parents... *appelés ou* entendus », ce qui autorise, semble-t-il, le défaut du mineur de 16 ans, auteur d'une contravention.

Jugement contradictoire. — Il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer

la difficulté : en fait, le plus souvent, le mineur comparaitra en personne ; il en sera ainsi lorsqu'il aura été confié provisoirement à une œuvre, à une institution, ou placé en maison d'arrêt ; sa comparution sera assurée au besoin par la force. Et même s'il a été laissé à la garde de ses parents, le mineur sera encore le plus souvent exact le jour de l'audience. Dans tous ces cas, le mineur sera « entendu », et la Chambre du conseil pourra le juger contradictoirement.

Jugement réputé contradictoire. — Quoique le mineur ne soit pas présent, la Chambre du conseil pourra, selon nous, statuer par jugement réputé contradictoire conformément aux articles 186 et 149 du Code d'instruction criminelle. Nous estimons en effet que ces articles sont applicables. Pour cela, écartons une objection possible : l'article 186 dispose pour le tribunal correctionnel. Or ici il s'agit de la Chambre du conseil du tribunal civil ; il ne s'agit donc pas d'une juridiction répressive, et les règles du Code d'instruction criminelle sont inapplicables. Telle peut être l'objection. Nous répondrons : la difficulté s'était déjà présentée sous l'empire de la loi de 1912 ; la Chambre du conseil du tribunal civil était seule compétente pour juger les mineurs de 13 ans auteurs de crimes ou de délits ; ils ne pouvaient d'ailleurs être l'objet que de mesures éducatives. La question, la juridiction était-elle civile ou pénale ? Le doute était permis. La Cour de cassation l'avait dissipé le 17 août 1916 (1), en admettant devant sa Chambre criminelle le pourvoi en cassation formé contre l'arrêt d'une Chambre du conseil d'une Cour d'appel (celle de Paris du 1^{er} juillet 1916) statuant à l'égard d'un mineur de 13 ans auteur d'un vol. « Attendu que bien qu'elles [ces décisions] émanent d'une juridiction civile, elles sont rendues en matière criminelle ou correctionnelle ; qu'en effet il est procédé après une instruction par ordonnance de renvoi du juge d'instruction motivée sur ce qu'il aurait été commis par le mineur un fait qualifié crime ou délit... »

Ces arguments conservent toute leur valeur sous la loi nouvelle. La Chambre du conseil de la loi de 1942 est encore une juridiction de jugement qui statue en matière criminelle ou correctionnelle. Par conséquent, l'application à cette juridiction des règles du Code d'instruction criminelle, et notamment des articles 186 et 149, n'a rien que de naturel et légal. Or selon l'article 149 modifié par le décret-loi du 8 août 1935 : « Si la personne régulièrement citée ne comparaît pas au jour dit et à l'heure fixés par la citation, elle sera jugée par défaut, sauf les exceptions ci-après : Si le prévenu demande que le débat ait lieu en son absence ou y consent et que le tribunal n'estime pas nécessaire sa comparution personnelle, il sera passé

(1) Cass. crim., 17 août 1916, *Bull. crim.*, 1916-188 ; D. 1920-1-79.

outre au débat qui sera réputé contradictoire. Nul ne sera recevable à déclarer qu'il fait défaut dès lors qu'il est présent à l'audience. Le prévenu, régulièrement cité à personne, qui ne comparaît pas, sans justifier d'un motif légitime de non-comparution, pourra être jugé contradictoirement. Lorsque après un premier jugement préparatoire ou interlocutoire, rejetant contradictoirement les conclusions du prévenu sur un incident, il déclare faire défaut avant l'audition du ministère public, le jugement rendu sur le fond sera contradictoire. Il en sera de même en cas de poursuites comprenant plusieurs chefs d'inculpation si le prévenu accepte le débat contradictoire sur un ou plusieurs de ces chefs et déclare faire défaut sur les autres. »

Dans tous ces cas, le prévenu quoique non présent sera jugé contradictoirement comme s'il était « entendu » (art. 7 de la loi de 1942). Donc, malgré ce texte de l'article 7, la Chambre du conseil peut dans certains cas statuer à l'égard du mineur sans l'avoir entendu. Mais faut-il s'arrêter en si bon chemin dans la voie de l'interprétation ?

Jugement par défaut. — Lorsque, pour une raison ou une autre, la Chambre du conseil ne peut pas statuer par jugement contradictoire ou réputé contradictoire à l'égard du mineur, ne pourra-t-elle pas le faire par défaut ? Voici une hypothèse : un mineur auteur d'un délit quelconque n'a pas été placé par le juge d'instruction hors de sa famille. Il répond régulièrement aux convocations du magistrat ; celui-ci rend son ordonnance de renvoi devant la Chambre du conseil. Le procureur de la République le fait citer à comparaître devant cette juridiction. Mais il a pris la fuite, la citation n'a pas été délivrée à sa personne, et il ne demande pas que le débat ait lieu en son absence ; il ne comparaît pas. La justice sera-t-elle désarmée ; son cours en va-t-il être suspendu ? Faudra-t-il attendre le bon vouloir de cet inculpé de comparaître devant ses juges ; car l'instruction étant achevée (art. 7) le juge d'instruction n'a plus le pouvoir de décerner un mandat d'amener ou d'arrêt, que la loi n'accorde pas à la Chambre du conseil. Va-t-on renvoyer l'affaire indéfiniment ? Avec cette méthode, on risque la prescription de l'action publique. Et puis, que de dérangements, de soucis et de frais : les témoins venus chaque fois inutilement finiront par se lasser des renvois successifs, les juges eux-mêmes, le procureur, le défenseur, obligés de revoir chaque fois le dossier, espérant un bon mouvement de la part du mineur, alors qu'au contraire c'est toujours le défaut de celui-ci qui s'obstine à ne pas se présenter. La plaisanterie va-t-elle durer ? Poser la question, c'est la résoudre.

La Chambre du conseil, selon nous, pourra donc statuer malgré le défaut du mineur. Les décisions qu'elle peut prendre (relaxe, remise du mineur à sa famille avec ou sans adjonction de la liberté surveillée, ren-

voi de l'affaire au tribunal pour enfants) ne sont, de plus, pas tellement graves qu'on ne puisse lui reconnaître le droit de statuer par défaut. Mais cette première question résolue, reste la seconde : l'opposition sera-t-elle possible ?

L'opposition est possible. — Il existe tout d'abord un argument de texte, l'article 12 de la loi de 1942. On y peut lire : « La décision du tribunal pour enfants et adolescents peut être attaquée par voie de recours en cassation... Elle n'est susceptible d'aucune autre voie de recours. » L'article 12 ne dispose que pour le tribunal pour enfants et adolescents ; il n'existe pour la Chambre du conseil aucun texte semblable. C'est donc que le droit commun doit s'appliquer à cette juridiction. L'opposition est donc possible. Mais, pour sa recevabilité, tout dépend de la nature du jugement rendu.

a) *Le mineur est relâché.* Article 8 de la loi de 1942 : « La Chambre du conseil examine si la prévention est établie. Dans la négative, elle prononce relaxe. » Le mineur ne formera pas opposition à ce jugement ; il a plutôt un intérêt contraire. Quant au ministère public, qui est toujours nécessairement présent devant une juridiction répressive, sinon le tribunal ne serait pas légalement constitué, il ne peut jamais former opposition.

b) *Le mineur est remis à ses parents.* Au premier abord, il semble que le mineur n'ait aucun intérêt à faire réformer cette décision par l'opposition. Que pouvait-il espérer de plus favorable ? Cependant si : tout d'abord la liberté surveillée a pu être adjointe jusqu'à ses 21 ans (art. 8-§ 4), et, en cas de mauvaise conduite notamment, il risque d'être traduit devant le tribunal pour enfants et adolescents (art. 22) qui peut ordonner un placement plus sévère. Il a donc intérêt à ne pas être atteint par cette mesure complémentaire. De plus, la décision de la Chambre du conseil fera l'objet d'un bulletin n° 1 classé à son casier judiciaire (art. 25) ; enfin et surtout il a été considéré comme auteur et coupable de l'infraction. Or, s'il est innocent, son intérêt n'est pas mince de faire modifier la décision. Dans cette hypothèse, le mineur peut donc avoir intérêt à former opposition à la décision qui l'a jugé par défaut. Il le fera suivant les formes du droit commun, prévues à l'article 151 du Code d'instruction criminelle, « par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification ou par acte notifié », et, selon les délais de l'article 187 en matière correctionnelle, « dans les 5 jours de la signification au prévenu ou à son domicile outre un jour par 5 myriamètres, ou jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine si la signification n'a pas été faite à personne ». Si le mineur forme régulièrement opposition dans les délais, « la condamnation par défaut sera comme non avenue » (art. 187). L'opposition emportera de

droit citation à la première audience (art. 188), à moins qu'une autre audience plus lointaine ait été notifiée à l'opposant, ce qui est de pratique courante. L'opposition sera non avenue si l'opposant ne comparaît pas (art. 188), il n'aura plus ensuite le droit de faire une nouvelle opposition : opposition sur opposition ne vaut. Après le débouté d'opposition ou lorsque les délais pour faire opposition sont expirés, le ministère public aura le droit d'interjeter appel. Avant, il ne le pourrait pas, car si le mineur faisait opposition, l'affaire ne pourrait pas aller devant le tribunal pour enfants et adolescents, mais devrait revenir devant la Chambre du conseil puisque la décision est réputée comme non avenue.

c) *Le mineur est renvoyé devant le tribunal pour enfants et adolescents.* Il a intérêt à faire modifier cette décision. Sans doute le tribunal pour enfants et adolescents peut le relaxer, ou le remettre à sa famille, mais il peut également prononcer une mesure plus sévère et même une peine, et sans recours possible, si ce n'est la voie extraordinaire, et aléatoire, du pourvoi en cassation. Notre jeune délinquant a donc intérêt à former opposition à ce jugement de la Chambre du conseil ; il y a tout à gagner : relaxe, ou remise à sa famille avec, au plus, adjonction de la liberté surveillée (il n'en demande peut-être pas plus), et rien à perdre : au plus la Chambre du conseil, sur opposition, pourra confirmer son jugement, c'est-à-dire ordonner à nouveau le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants. Nous croyons donc que l'opposition ici encore est possible de la part du mineur.

B. — Le Tribunal pour enfants et adolescents.

L'opposition n'est pas possible devant cette juridiction. La chose est certaine et résulte de l'article 12 de la loi de 1942 : « La décision du tribunal pour enfants et adolescents peut être attaquée par voie de recours en cassation... Elle n'est susceptible d'aucune autre voie de recours. »

Mais le mineur peut-il être jugé par défaut par le tribunal pour enfants et adolescents ?

Plusieurs arguments de textes semblent devoir faire répondre par la négative : l'article 10 : « Lorsque le tribunal pour enfants et adolescents est saisi sur appel du ministère public, le président ordonne le placement et la conduite du mineur au centre d'observation » ; l'article 8-§ 5 : « Lorsque l'affaire est renvoyée au tribunal pour enfants et adolescents, la Chambre du conseil ordonne le placement et la conduite immédiate du mineur au centre institué auprès de ce tribunal. Cette décision est exécutoire par provision. » Le mineur doit donc se trouver au centre d'observation. Le juge rapporteur fait procéder à l'examen médical et psychologique du mineur (art. 10), ce qui suppose la présence de ce dernier. Il existe en outre

un argument d'ordre moral : comme aucune voie de recours ordinaire — opposition ou appel — n'est possible, la chose est certaine, contre les décisions du tribunal pour enfants, les juges de ce tribunal oseraient-ils prononcer, par exemple, la peine des travaux forcés ou même la peine de mort (elle est possible, art. 23), contre un mineur non présent dont on ignore les moyens de défense ? Quelle redoutable responsabilité ! Et même quelle charge encore d'être obligé (art. 4 du Code civil) de prononcer même une peine moins grave ou une mesure quelconque, par défaut, alors que cette décision sera sans recours ! Pour éviter ces conséquences, les juges en arriveraient à prononcer une peine ou une mesure peut-être moins sévère que si le mineur était présent. Ce n'est certainement pas ce qu'a voulu le législateur de 1942. Pour ces diverses raisons, le tribunal pour enfants et adolescents ne pourra donc statuer que si le mineur est présent. Mais cette conclusion n'encourt-elle pas l'objection présentée à propos de la Chambre du conseil ? Si le mineur ne comparaît pas, faudra-t-il attendre son bon vouloir, et pourra-t-il continuer longtemps ainsi à narguer la justice ? Ici l'objection tombe. Ainsi que nous l'avons dit : si le ministère public a interjeté appel de la décision de relâche ou de remise du mineur à sa famille prise par la Chambre du conseil, le président du tribunal pour enfants et adolescents ordonne le placement et la conduite du mineur au centre d'observation (art. 10) ; si l'affaire est renvoyée au tribunal pour enfants par la Chambre du conseil, celle-ci ordonne le placement et la conduite immédiate du mineur au centre d'observation, et sa décision est exécutoire par provision (art. 8). Par conséquent, si le mineur est en fuite, on le recherchera et on l'arrêtera en vertu de cette ordonnance du président du tribunal pour enfants ou de ce jugement de la Chambre du conseil. Lorsque le mineur sera enfin conduit au centre d'observation, la procédure commencera devant le tribunal pour enfants : désignation du juge rapporteur, enquête sur la situation du mineur, examen médical..., puis, lorsqu'elle sera terminée, l'affaire sera portée devant le tribunal pour enfants pour le jugement. Le mineur, étant en somme sous main de justice, comparaitra nécessairement, et le défaut ne sera pas possible de sa part (art. 149 du Code d'instr. crim., entièrement applicable à notre avis, sauf le § 1).

2^o EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS

Mineurs de 16 à 18 ans. — Comme ils sont soumis au droit commun (art. 24- § 1), les dispositions du Code d'instruction criminelle leur sont applicables. Par conséquent, comme les majeurs, ils pourront être jugés par défaut (art. 149 du Code d'instr. crim.), et faire opposition à ces

jugements (art. 151). L'affaire sera soumise à nouveau au tribunal de simple police en audience publique (art. 153).

Mineurs de 16 ans. — Ils sont jugés par le tribunal de simple police siégeant hors la présence du public, « le mineur, les parents... *appelés ou entendus* » (art. 24- § 2). C'est, par les termes mêmes de cette disposition, admettre la possibilité du défaut. Pourquoi ne pas reconnaître en outre le droit de faire opposition ? Nous croyons donc que les mineurs de 16 ans pourront former opposition aux jugements les condamnant par défaut ; ils agiront suivant les formes et les délais des mineurs de 16 à 18 ans, c'est-à-dire des majeurs, avec cette différence que, sur opposition, leur affaire sera à nouveau appelée devant le même tribunal de simple police siégeant hors la présence du public, et non en audience publique.

Récidive. La Chambre du conseil. — En cas de récidive de contravention, le mineur est traduit devant la Chambre du conseil qui prononce l'amende et apprécie, tout en remettant le mineur à sa famille, s'il y a lieu de le placer sous le régime de la liberté surveillée. Comme en matière de crimes ou délits, nous admettrons la possibilité du défaut et de l'opposition devant cette juridiction.

En résumé, nous estimons que tout mineur de 18 ans, auteur d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, peut être jugé par défaut par toutes les juridictions de jugement, sauf par le tribunal pour enfants et adolescents, et que, devant ces juridictions, l'opposition est possible de sa part lorsqu'il y a intérêt. Ces conclusions résultent non de la loi du 27 juillet 1942, muette sur cette voie de recours, mais de l'application des principes généraux du Code d'instruction criminelle, parmi lesquels se placent la possibilité du défaut et la faculté de l'opposition.

SECTION II

L'APPEL

L'appel, voie de recours ordinaire comme l'opposition, est un moyen de réformation où la partie mécontente s'adresse à la juridiction supérieure pour obtenir dans un sens favorable à ses intérêts la modification de la décision intervenue. Sur le plan général, l'appel est un droit en matière correctionnelle et, sous certaines conditions, en matière de simple police.

C'est ce qui résulte des articles 172 et 199 du Code d'instruction criminelle. La loi du 27 juillet 1942 a prévu l'appel. Mais comme elle ne règle cette voie de recours que dans certains cas, nous nous demanderons si l'appel doit leur être limité, la loi de 1942 se suffisant à elle-même, ou si ces cas ne constituent pas des dérogations aux principes généraux du Code d'instruction criminelle qui demeure pour le surplus. C'est à cette seconde explication que vont nos préférences.

§ I. — Contre les décisions des juridictions d'instruction.

Sur l'information proprement dite. — L'article 5 de la loi de 1942 dispose que « le juge d'instruction recherche, en se conformant aux règles générales du Code d'instruction criminelle..., si le mineur est l'auteur de l'infraction ». Parmi les décisions que peut prendre le magistrat instructeur, certaines ne souffrent aucune voie de recours : tels les mandats ou les commissions rogatoires. Il ne s'agit pas d'ordonnances, aussi l'appel n'est pas possible contre ces décisions, certaines parfois très importantes. Mais parmi les ordonnances que rend le juge d'instruction, il en est une sorte qui intéresse particulièrement l'inculpé et le ministère public : celles de non-lieu ou de renvoi. Elles existent également dans la procédure des mineurs délinquants ; l'article 5 mentionne expressément l'ordonnance de non-lieu. Quant à celle de renvoi devant la Chambre du conseil du tribunal civil, nous avons admis son existence lors de notre premier chapitre, car il faut bien donner un nom à l'acte qui clôture l'information et met le procureur à même de faire comparaître le mineur devant la Chambre du conseil (art. 7).

Si l'on examine les principes généraux, on constate que l'article 135 du Code d'instruction criminelle modifié par le décret du 18 novembre 1939 accorde au procureur de la République le droit d'interjeter appel, dans tous les cas, des ordonnances du juge d'instruction. Relativement au mineur, il pourra donc interjeter appel de l'ordonnance de non-lieu, comme de celle de renvoi.

Conformément à l'article 135, l'appel de ces ordonnances sera porté devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel et non devant la Chambre du conseil du tribunal civil, ou devant le tribunal pour enfants et adolescents.

L'article 135 accorde également au procureur général le droit d'interjeter appel dans tous les cas des ordonnances du juge d'instruction.

Le procureur de la République doit former son appel dans les 24 heures à compter du jour de l'ordonnance ; le procureur général dans les 10

jours (art. 135). La Chambre des mises en accusation constitue alors le 2^e degré de juridiction d'instruction, ce qui explique l'intitulé de nos divisions ou paragraphes « les juridictions d'instruction », et non « le juge d'instruction ».

Quant au mineur, il n'aura pas le droit d'interjeter appel de ces ordonnances du juge d'instruction : ordonnance de non-lieu, la chose se comprend, son intérêt est plutôt de faire le mort ; quant à l'ordonnance de renvoi, il aurait, bien entendu, intérêt à la voir transformer en non-lieu, mais l'article 135 n'accorde pas au prévenu le droit d'interjeter appel de ces ordonnances. Il ne le pourra « que des ordonnances rendues en vertu de l'article 114, et dans le cas prévu par l'article 539 ». L'article 114 vise la mise en liberté provisoire avec fourniture d'un cautionnement, et l'article 539, l'incompétence du juge d'instruction soulevée par le prévenu.

Toutes ces conclusions ne sont que l'application des règles générales du Code d'instruction criminelle, auxquelles se réfère l'article 5 de la loi de 1942.

Sur la garde provisoire du mineur. — En cette matière, la loi de 1942 intervient. Après avoir énuméré, en 6 points, les différentes personnes ou institutions auxquelles le juge d'instruction peut confier la garde du mineur pendant la durée de l'information, après avoir indiqué en outre que le mineur peut être placé provisoirement en maison d'arrêt, l'article 4 dispose : « Appel de l'ordonnance du juge d'instruction peut être porté soit par les parents, tuteur ou personne chargée de la garde du mineur, soit par le ministère public, dans les 3 jours de la notification qui leur est faite, devant la Chambre du conseil, qui statue dans les 48 heures. » La loi ne parle pas du mineur, pourtant le premier intéressé. Est-ce à dire qu'il n'aura pas le droit d'appeler de l'ordonnance statuant sur sa garde ? A raison de la longueur relative du délai d'appel, à raison de la juridiction qui en doit connaître, tous éléments différents des articles 119 et 135 du Code d'instruction criminelle, nous sommes persuadés que le silence de l'article 4 relativement au mineur est intentionnel. Le mineur n'a donc pas le droit d'interjeter appel de l'ordonnance statuant sur sa garde.

Ce texte de l'article 4 est d'ailleurs sensiblement le même que celui de l'article 16-§ 5 de la loi du 22 juillet 1912 relatif au mineur de 13 à 18 ans : « Toutefois, les parents du mineur, jusqu'au 3^e degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur, ou le ministère public, peuvent former opposition [on disait opposition, à l'époque, et non appel] contre l'ordonnance du juge d'instruction. L'opposition est portée, dans les 3 jours, devant le tribunal, en Chambre du conseil, par voie de simple requête. » Par conséquent, déjà sous l'empire de la loi de 1912, le mineur n'avait pas de recours contre l'ordonnance du juge d'instruction statuant sur sa garde.

La liste des personnes auxquelles l'appel est reconnu a été encore restreinte par la loi de 1942. La loi du 19 avril 1898 l'accordait « aux parents de l'enfant jusqu'au 5^e degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur et le ministère public » (art. 4-§ 2). La loi du 22 juillet 1912 la restreignait aux « parents jusqu'au 3^e degré inclusivement, au tuteur ou au subrogé-tuteur, au ministère public » (art. 16-§ 5). La loi de 1942 ne parle plus du subrogé-tuteur, mais le remplace par la personne chargée de la garde du mineur ; quant aux parents, elle ne précise plus jusqu'à quel degré ils peuvent agir. A raison de la tendance de l'évolution législative en la matière, nous croyons qu'il faut limiter le sens de cette expression aux parents proprement dits : père et mère. Quant au ministère public, c'est le procureur de la République et aussi le procureur général.

Pour les délais d'action, la loi met toutes ces personnes sur le même plan : elles devront former leur appel dans les 3 jours de la notification de l'ordonnance.

L'appel sera porté, non devant la Chambre des mises en accusation (art. 135) ni devant le tribunal pour enfants et adolescents, comme on pourrait le concevoir, mais devant la Chambre du conseil qui devra statuer dans les 48 heures.

§ II. — Contre les décisions des juridictions de jugement.

1^o EN MATIÈRE DE CRIMES ET DÉLITS

A. — La Chambre du conseil.

1^o *Relaxe du mineur*. — Si la Chambre du conseil, n'estimant pas la prévention suffisamment établie, prononce la relaxe du mineur, le ministère public peut interjeter appel de cette décision. L'article 9 lui en donne expressément le droit. Cet appel est porté devant le tribunal pour enfants et adolescents (art. 9-§ 2). L'article 201 du Code d'instruction criminelle dispose que l'appel est porté devant la Cour d'appel. L'idée est la même, si l'on se rappelle que le ressort du tribunal pour enfants sera approximativement celui d'une Cour d'appel. L'article 202 : « La faculté d'appeler appartiendra : 1^o aux parties prévenues ou responsables ; 2^o à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement ; 3^o à l'administration forestière ; 4^o au procureur de la République près le tribunal de première instance ; 5^o au procureur général près la Cour d'appel. » L'article 9 de la loi de 1942 ne mentionne que le ministère public. Il aura donc seul le droit d'interjeter appel du jugement de relaxe de la Chambre du conseil. La

« partie prévenue », c'est-à-dire le mineur, n'aura pas ce droit ; dans l'hypothèse de relâche, il n'aurait d'ailleurs pas intérêt. Les « parties responsables » du mineur n'auront pas ce droit non plus ; la partie civile n'existe pas devant la Chambre du conseil ; ni l'administration forestière puisque le procureur de la République a seul qualité pour exercer l'action publique à l'égard du mineur auteur de faits dont la poursuite est réservée à certaines administrations (art. 3). L'expression « ministère public » de l'article 9 désigne, selon nous, le procureur de la République et le procureur général. Comme aucune autre partie que le ministère public n'a le droit d'interjeter appel, il n'y aura pas d'appel incident possible (art. 203 du Code d'instr. crim.).

Selon l'article 203, le Procureur de la République devra notifier son appel au greffe du tribunal civil 10 jours au plus tard après celui où le jugement a été prononcé et, s'il a été rendu par défaut (nous avons admis la possibilité du défaut devant la Chambre du conseil), 10 jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite au mineur ou à son domicile, outre un jour par 3 myriamètres.

Le procureur général, si on lui reconnaît le droit d'appel, devra notifier son recours, soit au prévenu, soit au civilement responsable, dans les 2 mois du jour de la prononciation du jugement, ou, si le jugement lui a été également signifié par l'une des parties, dans le mois du jour de cette notification (art. 205).

2° Remise du mineur à sa famille. — Si la Chambre du conseil décide la remise du mineur à ses parents ou à la personne qui en avait la garde, avec ou sans adjonction de la liberté surveillée (art. 8), le ministère public a encore le droit d'interjeter appel de cette décision (art. 9). Il peut reprocher à la Chambre du conseil de n'avoir pas relâché le mineur, ce qui sera plutôt rare, ou, ce qui est plus dans ses attributions et son rôle, de n'avoir pas décidé le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents pour une mesure plus sévère ou même une peine. Le mineur peut également avoir intérêt à l'appel dans cette hypothèse : sa remise à sa famille suppose que la Chambre du conseil a retenu la prévention dirigée contre lui. S'il est innocent, il peut espérer que ses moyens de défense, écartés par la Chambre du conseil, seront retenus par le tribunal pour enfants et adolescents. Néanmoins la loi de 1942 ne lui accorde pas le droit de faire appel.

3° Renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents.
— Le ministère public n'a pas le droit d'interjeter appel (art. 9). On comprend l'exception, puisque l'affaire est précisément renvoyée devant le tribunal

pour enfants et adolescents. Au surplus, cette décision est exécutoire par provision. Quant au mineur, malgré tout l'intérêt qu'il peut avoir, il n'a pas davantage le droit de faire appel que dans les deux hypothèses précédentes.

B. — Le Tribunal pour enfants et adolescents.

L'article 12 de la loi de 1942 édicte : « La décision du tribunal pour enfants et adolescents peut être attaquée par voie de recours en cassation... Elle n'est susceptible d'aucune autre voie de recours. » Par conséquent l'appel n'est pas possible. D'ailleurs comme le tribunal pour enfants et adolescents de la loi de 1942 est, malgré son nom, une véritable Cour d'appel pour mineurs, on ne réalise pas devant quelle juridiction pourrait être porté l'appel contre les décisions de cette Cour. L'article 12 termine : « Elle [la décision] est exécutoire par provision. »

2^o EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS

Mineurs de 16 à 18 ans. — Comme ces mineurs sont soumis au droit commun, les dispositions des articles 172 et suivants du Code d'instruction criminelle sont applicables. Les jugements pourront donc être attaqués par la voie de l'appel lorsqu'ils prononceront un emprisonnement ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de 50 francs, outre les dépens.

Cet appel sera porté au tribunal correctionnel, en audience publique ; il sera interjeté au greffe du tribunal de simple police dans les 10 jours du prononcé, ou si le jugement est par défaut, dans les 10 jours de sa signification à personne ou à domicile (art. 174). Le ministère public près le tribunal de simple police, pas plus que le procureur de la République, ne pouvant être condamné, n'a d'autre recours à exercer contre le jugement de police que celui de la cassation (art. 177) (Cass., 30 juin-29 juillet 1893-6 juillet 1895) (1).

Mineurs de 16 ans. — Le tribunal de simple police siégeant hors la présence du public ne peut prononcer contre eux d'autre peine que celle de l'amende prévue par la loi (art. 24-§ 3). Si l'on applique l'article 172 du Code d'instruction criminelle et que l'amende prononcée excède 50 francs — ce qui est possible puisqu'elle peut atteindre 180 francs —

(1) Cass. crim., 30 juin et 29 juill. 1893, D. 94-1-194, Notes ; Cass. crim., 6 juill. 1895, D. 95-1-517.

on ne voit pas en vertu de quels principes le mineur de 16 ans serait privé du droit d'appel. Aussi convient-il de le lui reconnaître. Cependant l'appel, au lieu d'être porté devant le tribunal correctionnel en audience publique (art. 174) le sera devant le tribunal correctionnel « siégeant hors la présence du public », pour reprendre la formule de l'article 24. Celui-ci ne pourra d'ailleurs prononcer contre le mineur et ses parents d'autres sanctions que celles prévues à l'article 24-§ 3.

Récidive. — Le mineur contrevenant récidiviste est traduit devant la Chambre du conseil du tribunal civil qui prononce l'amende et apprécie, tout en remettant le mineur à sa famille, s'il y a lieu de le placer sous le régime de la liberté surveillée. Si nous suivons notre interprétation relative à la Chambre du conseil en matière de crimes et délits, nous dirons qu'il n'y a pas d'appel possible contre les jugements de cette juridiction statuant en matière de contraventions commises par des mineurs récidivistes. L'appel ne sera pas possible de la part du mineur, car nous n'avons reconnu ce droit qu'au ministère public (art. 9) ; mais ici il n'est pas possible non plus de la part du ministère public parce que son appel n'est pas admis en matière de contraventions. De plus la peine étant une simple amende avec remise du mineur à sa famille (avec adjonction possible de la liberté surveillée), il n'y a pas lieu de permettre l'appel devant le tribunal pour enfants et adolescents pour une si petite affaire.

SECTION III

LE POURVOI EN CASSATION

Le pourvoi en cassation a pour objet de faire examiner si la décision a été régulièrement rendue. Il tend à en obtenir l'annulation. Mais la Cour de cassation n'est pas un 3^e degré de juridiction. Elle ne connaît pas les faits de la cause, elle les tient pour constants tels que les juges du fond les ont constatés et rapportés. Elle ne juge pas l'affaire, elle juge le jugement.

Les principes généraux.

Le pourvoi en cassation est une voie de recours extraordinaire ; il en faut conclure que certaines décisions seulement peuvent être attaquées, par certaines personnes, et pour certains motifs (art. 407 du Code d'instr. crim.).

a) *Certaines décisions.* Pour qu'une décision judiciaire répressive soit

susceptible d'un pourvoi en cassation, il faut qu'il s'agisse 1^o d'un jugement ou d'un arrêt, 2^o rendu en matière criminelle, correctionnelle ou de police, 3^o en dernier ressort, 4^o définitif, c'est-à-dire qui ne puisse plus être attaqué par les voies ordinaires, opposition ou appel. D'où les conséquences suivantes : si la décision est en premier ressort, le pourvoi en cassation n'est pas recevable pendant les délais d'appel ; il ne l'est pas non plus après l'expiration des délais d'appel, la décision, quoique inattaquable désormais, n'étant pas en dernier ressort.

b) *Certaines personnes*. Il faut :

1^o Avoir été partie (partie publique, partie civile, prévenu et personnes civilement responsables (art. 216 du Code d'instr. crim.)). Le ministère public, représentant de la société et agissant dans l'intérêt de celle-ci, peut se pourvoir contre toute décision en matière répressive pour aggraver comme pour améliorer la situation de l'inculpé, sauf cette restriction, en matière criminelle, devant la Cour d'assises, qui ne s'étend pas aux matières correctionnelles et de simple police, que le pourvoi en cas d'acquittement n'a lieu que dans l'intérêt de la loi, sans préjudicier à l'accusé dont l'acquittement demeure acquis malgré la cassation. La partie civile peut se pourvoir quant à ses intérêts civils. Quant aux prévenus et accusés, ils tiennent leur droit de se pourvoir de la loi : article 177 du Code d'instruction criminelle, en matière de simple police ; article 216, en matière correctionnelle ; article 373, en matière criminelle.

2^o Avoir intérêt à la cassation de la décision attaquée. L'intérêt est le fondement et la mesure de toute action. Les textes donnent quelques exemples de fins de non-recevoir tirées du défaut d'intérêt. Ainsi d'après les articles 411 et 414, lorsqu'il y a eu erreur dans la citation du texte de loi, mais que la peine prononcée est la même que celle prévue par l'article applicable. C'est la théorie de la peine justifiée, qui permet à la Cour de cassation de rejeter bon nombre de pourvois. *A fortiori*, le condamné est sans intérêt à se plaindre de la fausse application de la loi pénale quand l'erreur du juge a eu pour effet de le frapper d'une peine plus douce que celle édictée par la loi.

3^o N'avoir pas négligé de faire valoir ses droits devant la juridiction qui a rendu la décision attaquée. Pour cette raison est irrecevable le pourvoi contre un jugement en premier ressort même après l'expiration du délai d'appel ; de même, le défaut de pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation couvre toutes les nullités de la procédure antérieure (art. 299, 301 et 408 du Code d'instr. crim.).

c) *Certains motifs*. Tous les cas d'ouverture à cassation peuvent être ramenés à un type unique : la violation de la loi. Mais cette violation revêt bien des formes. Les articles 299, 408, 410 et 414 en indiquent un certain

nombre qui, bien que les plus fréquentes, ne sont certainement pas les seules. Si l'on veut cependant résumer les divers moyens invoqués à l'appui en une formule assez large pour les comprendre tous, on dira que la Cour de cassation doit examiner la décision qui lui est déférée à trois points de vue : le juge était-il régulièrement constitué et compétent ; les formes de la procédure ont-elles été observées ; la loi a-t-elle été violée, faussement appliquée ou interprétée ?

Leur application aux décisions concernant les mineurs.

§ I. — Pourvoi contre les décisions des juridictions d'instruction.

Les ordonnances du juge d'instruction (non-lieu, renvoi devant la Chambre du conseil) n'étant pas en dernier ressort ne sont pas susceptibles d'un pourvoi en cassation. Nous avons admis qu'elles peuvent, dans certains cas, faire l'objet d'un appel devant la Chambre des mises en accusation. A ce stade, l'article 416 du Code d'instruction criminelle a prévu la possibilité du pourvoi : « Toutefois, les arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation seront susceptibles de pourvoi, selon les règles prescrites par le présent Code, sous les précisions et réserves ci-après : L'arrêt de la Chambre des mises en accusation portant renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel [adaptons à la loi de 1942, devant la Chambre du conseil du tribunal civil] ne peut être attaqué devant la Cour de cassation que lorsqu'il statue sur une question de compétence ou qu'il présente des dispositions définitives que le tribunal saisi de la prévention n'a pas le pouvoir de modifier.

« Le ministère public est admis à se pourvoir contre les arrêts de non-lieu rendus par ladite Chambre. »

Les moyens possibles sont énumérés en l'article 299 : 1^o pour cause d'incompétence ; 2^o si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ; 3^o si le ministère public n'a pas été entendu ; 4^o si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

Le délai est de 5 jours (art. 296 du Code d'instr. crim.) à partir de la notification, 5 jours non francs à la différence des 3 jours de l'article 372, ce qui d'ailleurs fait le même compte.

§ II. — Pourvoi contre les décisions des juridictions de jugement.

1^o La Chambre du conseil.

Le pourvoi en cassation n'est pas prévu par la loi du 27 juillet 1942 contre les jugements de la Chambre du conseil. Elle ne le prévoit formel-

lement qu'à l'encontre des décisions du tribunal pour enfants et adolescents (art. 12). Faut-il interpréter ce silence comme une interdiction ?

La même difficulté s'était présentée en 1912. La loi du 22 juillet 1912 était muette sur le pourvoi en cassation. MM. Nast et Kleine avaient noté à l'époque, dans leur *Code annuel des tribunaux pour enfants* (1), qu'on ne verrait pas pourquoi seuls parmi les décisions répressives (dira-t-on qu'il ne s'agit pas de mesures répressives, mais éducatives ?) les jugements, en la matière, ne seraient pas susceptibles de cette voie de recours, échapperaient au contrôle de la Cour de cassation, et « pourraient impunément violer la loi ou violer les formes prescrites par le droit commun ou par la loi de 1912 elle-même ». L'observation de ces criminalistes conserve toute son actualité à l'égard des jugements de la Chambre du conseil de 1942. Malgré le silence de la loi, nous admettrons donc la possibilité du pourvoi en cassation contre les jugements de cette juridiction, tout au moins contre certains d'entre eux :

a) Jugement de renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents. — Ce jugement ne remplit pas les conditions générales de recevabilité que nous avons indiquées dans les « principes généraux » ; ce n'est pas un jugement en dernier ressort, puisque précisément il ordonne le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants. Par conséquent, le pourvoi en cassation ne sera pas possible contre une telle décision.

b) Jugement de relaxe. — Ce jugement ne saurait faire l'objet d'un pourvoi en cassation de la part du mineur. Quoiqu'il soit définitif à son égard, puisque, ainsi que nous l'avons vu dans notre « Section II, L'appel », le mineur, contrairement au ministère public, n'a pas le droit d'appel ; son pourvoi dans cette hypothèse manquerait d'intérêt. Quant au ministère public, comme il a le droit d'interjeter appel de ce jugement, celui-ci n'est pas en dernier ressort à son égard, et il n'aurait pas le droit de le frapper d'un pourvoi en cassation.

c) Jugement de remise du mineur à sa famille. — Pour la même raison, le ministère public n'a pas le droit de se pourvoir contre un tel jugement. Par contre, à notre avis, il s'agit, à l'égard du mineur, d'un jugement en dernier ressort. En effet, selon notre interprétation de l'article 9, nous avons refusé au mineur le droit d'appel dans cette hypothèse, malgré tout l'intérêt que cette voie de recours puisse présenter pour lui. En contre-partie, et pour être logique avec nous-

(1) NAST et KLEINE, *Code manuel des tribunaux pour enfants*, n° 105.

même, nous devons lui reconnaître le droit de former un pourvoi en cassation contre ce jugement définitif et en dernier ressort que constitue pour lui la remise à sa famille. Si l'on rejette cette opinion, il faut alors reconnaître au mineur le droit d'appel contre le jugement de la Chambre du conseil qui le remet à sa famille. C'est ou l'un ou l'autre ; car refuser au mineur la réformation, par un moyen ou un autre (poursuivi en cassation ou appel) d'un jugement irrégulier, c'est ajouter à la sévérité de la loi. Or, pour le mineur, la loi doit être toute de bienveillance et de mesure. Personnellement, nous lui refusons le droit d'appel. Comme le jugement est par conséquent définitif et en dernier ressort à son égard, nous lui accordons, en contre-partie, le droit de se pourvoir en cassation. En le remettant à sa famille, la Chambre du conseil l'a, par le fait même, reconnu auteur du crime ou du délit qui lui était reproché. Or s'il est innocent, il a le plus grand intérêt à ne pas rester sous le coup de cette flétrissure imméritée. Il faut donc absolument le faire bénéficier d'une voie de recours ; à défaut de l'appel, il faut lui permettre le pourvoi en cassation.

2° Le tribunal pour enfants et adolescents.

« La décision du tribunal pour enfants et adolescents peut être attaquée par voie de recours en cassation selon le droit commun du Code d'instruction criminelle » (art. 12 de la loi de 1942). Voilà qui est net. Le pourvoi en cassation est donc possible contre les jugements du tribunal pour enfants et adolescents. Il est régi par le Code d'instruction criminelle.

Les personnes qui peuvent se pourvoir contre la décision du T. E. A. — a) Le mineur, sauf s'il est relaxé, ce qui est une décision possible quoique la loi ne le dise pas ; elle est même nécessaire si le T. E. A. estime que la prévention n'est pas établie. Le mineur, au cas de sa relaxe, n'aurait pas intérêt.

b) Les personnes civilement responsables, ainsi que le dit l'article 216 du Code d'instruction criminelle.

c) La partie civile n'existe pas devant le tribunal pour enfants et adolescents, l'action civile, en ce qui concerne les mineurs de 18 ans, ne pouvant être exercée que devant les tribunaux civils (art. 11).

d) Le ministère public, c'est-à-dire le procureur près le tribunal pour enfants et adolescents, titre sous lequel la loi (art. 33) semble désigner l'avocat général ou le substitut général chargé de tenir le parquet du T. E. A. (art. 16).

Les décisions contre lesquelles elles peuvent se pourvoir. —

Le mineur et les personnes civilement responsables ne peuvent se pourvoir contre les jugements de relaxe. Par contre ils le peuvent contre les jugements condamnant le mineur à une peine, ou ordonnant à son égard une mesure quelconque de protection et de redressement, même la remise pure et simple aux parents, car cette décision suppose la déclaration de culpabilité chez le mineur. Il a intérêt à la faire supprimer.

Le ministère public peut former un pourvoi dans tous les cas en vue d'obtenir la réformation totale du jugement avec comme conséquence l'aggravation ou l'amélioration du sort du mineur. Il ne saurait, en effet, être question ici d'admettre le pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi avec ses conséquences platoniques (transcription du jugement sur les registres de la juridiction dont la décision a été cassée). Ce pourvoi n'est prévu que dans le cas d'acquittement de l'accusé en Cour d'assises (art. 374 et 409). Or la Cour d'assises n'existe plus pour les mineurs de 18 ans. Ceux-ci ne sont justiciables, même en cas de crime, que de la Chambre du conseil du tribunal civil, puis, éventuellement, du tribunal pour enfants et adolescents. Pour les mineurs, l'hypothèse d'acquittement proprement dit n'existe plus. Dans la parfaite correction juridique, l'expression d'acquittement ne doit même plus être employée à leur égard. L'article 8 de la loi de 1942 le dit : « ... Dans la négative, elle prononce *relaxe*. » Il ne saurait donc plus être question du pourvoi en cassation par le ministère public *dans l'intérêt de la loi*. Le ministère public agira *dans l'intérêt de l'ordre public*. L'intérêt de la différence dépasse le cadre d'une querelle de terminologie ; dans la dernière hypothèse en effet, si le pourvoi aboutit, c'est la cassation du jugement qui peut nuire comme profiter à l'inculpé.

Le ministère public pourra également former un pourvoi en cassation lorsque la décision du T. E. A. est un jugement de condamnation ou ordonnant une mesure éducative.

Les moyens du pourvoi seront ceux prévus au Code d'instruction criminelle, que nous avons rappelés aux « principes généraux » sous le titre « c) *Certains motifs* ».

Les conditions du pourvoi : a) **Délais.** — Le délai pour se pourvoir sera, conformément à l'article 373 du Code d'instruction criminelle, de 3 jours francs à partir de la prononciation du jugement. Cet article s'insère, il est vrai, sous le titre « Des affaires qui doivent être soumises au jury », mais, en l'absence d'autre texte qui fixe d'autres délais, il est considéré par la doctrine et la jurisprudence comme général et s'appliquant aux pourvois formés contre tous les jugements et arrêts et par toutes personnes. La loi, qui fait courir le délai du pourvoi à partir de la prononciation de la

décision attaquée, suppose naturellement cette prononciation faite en présence de la partie ; « ...3 jours francs après celui où son arrêt *lui* aura été prononcé... », porte l'article 373 en parlant du condamné. Aussi, dans le cas contraire, le délai ne court que du jour où cette partie est réputée avoir connu légalement la sentence, par exemple, en cas de défaut, par la signification de la décision. La question ne se pose pas pour nous, puisque nous écartons le défaut du mineur devant le tribunal pour enfants et adolescents.

b) **Déclaration du pourvoi.** C'est, par application de l'article 417, au greffe du T. E. A. que se fera la déclaration du pourvoi. En outre si le pourvoi émane du ministère public, il devra être notifié au mineur dans le délai de 3 jours (art. 418) : notifié par le greffier si le mineur est détenu (ce qui est possible s'il est condamné à une peine, puisque l'article 12 dit que le jugement du T. E. A. est exécutoire par provision, car normalement le mineur doit encore se trouver au centre d'observation), ou notifié par huissier lorsqu'il « sera en liberté » (art. 418). Nous estimons que le mineur, même dans un centre d'observation, n'est pas en liberté au sens de cet article ; s'il se trouve à ce centre c'est qu'on l'y a fait venir et qu'on l'y maintient contraint et forcé. Il peut donc, estimons-nous, être assimilé à « la partie actuellement détenue », et la notification sera faite par le greffier et non par un huissier. Mais ni la notification ni le délai ne sont prescrits à peine de déchéance.

La déclaration du pourvoi sera faite « par la partie condamnée, par son avoué ou par un fondé de pouvoirs spécial » (art. 417). Le père peut-il former un pourvoi en cassation au nom de son fils mineur ? La Cour de cassation a résolu cette question par l'affirmative (Cass. crim., 2 avril 1887, 2 avril 1927) (1). « Le père, par la puissance qu'il exerce sur ses enfants en vertu de la loi, est de droit leur fondé de pouvoirs spécial pour toutes les affaires qui les concernent. Il a donc qualité pour former un recours en cassation au nom de son fils mineur. »

Le condamné peut joindre à son pourvoi une requête contenant ses moyens (art. 422). Les pièces seront transmises par le procureur près le tribunal pour enfants et adolescents au procureur général près la Cour de cassation (art. 423).

c) **Consignation de l'amende.** Pour la recevabilité du pourvoi il faut encore que le demandeur — sauf le ministère public bien entendu — consigne préalablement une amende qui sera perdue pour lui s'il succombe dans

(1) Cass. crim., 2 avril 1887, S. 1888-1-447 ; Cass. crim., 2 avril 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-2-198.

son recours (art. 419 et 420). Son taux est actuellement de 600 francs sans décimes (décret du 16 juillet 1935).

En sont dispensés : les condamnés en matière criminelle, les indigents, et les « condamnés en matière correctionnelle ou de police à une peine emportant privation de la liberté ». Si les mineurs sont ainsi condamnés, ils seront donc dispensés de l'amende ; mais faut-il leur assimiler ceux qui sont l'objet seulement de mesures éducatives ? La Cour de cassation l'a fait le 19 juin 1879 (1), pour un mineur de 16 ans acquitté comme ayant agi sans discernement pour vol et envoyé dans une maison de correction jusqu'à sa 18^e année. « Attendu que s'il ne peut en droit strict être considéré comme ayant été soumis à une peine corporelle proprement dite, il n'en est pas moins assujéti à une mesure emportant privation de la liberté ; qu'il doit dès lors être dispensé de l'amende. Par ces motifs... déclare le pourvoi recevable... » Cependant à l'égard du mineur remis à sa famille, malgré toute l'interprétation bienveillante dont on voudrait le faire bénéficier, il est difficile de dire que cette mesure équivaut à la « condamnation à une peine emportant privation de la liberté » ; aussi ce mineur devra-t-il consigner l'amende. Tous les autres mineurs, objets de placements emportant plus ou moins privation de liberté, seront, au contraire, dispensés de consigner l'amende.

d) **Mise en état.** La recevabilité du pourvoi en cassation exige en outre, dans certains cas, la mise en état. Celle-ci consiste dans l'obligation imposée aux condamnés à des peines privatives de liberté de se constituer préalablement prisonniers, afin de rendre leur pourvoi recevable. Elle est prévue par l'article 421 du Code d'instruction criminelle. Ce texte, comme l'article 420, avait été modifié par la loi du 28 juin 1877. La loi du 7 février 1933 l'abrogea, mais celle du 25 mars 1935 le rétablit avec son vêtement de 1877 : les condamnés à une peine privative de liberté de plus de 6 mois doivent être en état.

Prenant le contre-pied de sa jurisprudence du 19 juin 1879 (2), la Cour de cassation déclare à l'égard d'un mineur de 18 ans acquitté pour défaut de discernement et envoyé dans une colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité : « ...la détention dans une colonie pénitentiaire n'est pas une peine ; par suite le mineur de 18 ans n'est pas tenu, conformément à l'article 421 du Code d'instruction criminelle, de se mettre en état » (Cass., 5 août 1909) (3).

Interprétant les textes tantôt dans un sens, tantôt dans un autre,

(1) Cass. crim., 19 juin 1879, *Bull. crim.*, n° 118.

(2) Cass. crim., 19 juin 1879, *Bull. crim.*, n° 118.

(3) Cass. crim., 5 août 1909, *Bull. crim.*, n° 420.

suivant les besoins, elle en dégageait une règle toute de faveur pour les mineurs objet de mesures éducatives. Cette jurisprudence demeure et les magistrats, appliquant la loi de 1942, ne pourront mieux faire que de s'y reporter.

Les effets du pourvoi en cassation. — a) *Effet dévolutif*. Lorsque le pourvoi émane des parties, il est limité dans son étendue aux seuls chefs de la décision dont la cassation est demandée, et dans son intensité par l'intérêt du demandeur. Mais dans ce cadre, l'effet dévolutif est complet en ce sens que la Cour de cassation peut et doit suppléer d'office les moyens d'annulation qui n'ont pas été relevés par les parties. Lorsque le pourvoi est formé par le ministère public, celui-ci ne saurait limiter dans sa requête le droit d'appréciation de la Cour ; comme son pourvoi est fondé sur l'intérêt général et l'ordre public, il peut profiter comme nuire au condamné non demandeur en cassation.

b) *Effet suspensif*. Selon l'article 373 du Code d'instruction criminelle, le pourvoi en cassation et même le délai pour se pourvoir sont suspensifs. « Pendant ces 3 jours, et, s'il y a eu recours, jusqu'à la réception de l'arrêt de la Cour de cassation, il sera sursis, sauf en ce qui concerne les condamnations civiles, à l'exécution de l'arrêt de la Cour. » La loi du 27 juillet 1942 apporte une dérogation formelle à ce principe : la décision du tribunal pour enfants et adolescents « est exécutoire par provision » (art. 12). Le jugement pourra donc être exécuté avant la réception de l'arrêt de la Cour de cassation au cas de pourvoi, et même avant l'expiration du délai pour former le pourvoi. Cette disposition est très critiquable ; son application pourrait même être regrettable, comme, par exemple, au cas de condamnation à mort — ce qui est possible contre les mineurs criminels de 16 à 18 ans (art. 23).

L'article 12 manque de nuances et de mesure. Nous constatons cependant qu'il est dans la ligne de la législation actuelle. La loi du 9 décembre 1941 (*J. O.*, 15 janvier 1942) lui avait ouvert la voie. « Article premier. Les détenus condamnés à des peines privatives de liberté, et qui ont formé un recours devant la Cour de cassation, seront soumis au même régime que les condamnés de leur catégorie dont les peines sont devenues définitives. Article 2 : Ils seront, en conséquence, après l'expiration du délai de 10 jours prévu à l'article 422 du Code d'instruction criminelle, dirigés sur un des établissements affectés à l'exécution de ces peines. »

3° Le tribunal de simple police.

« Le ministère public et les parties pourront, s'il y a lieu, se pourvoir en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort par le tribunal

de police, ou contre les jugements rendus par le tribunal correctionnel, sur l'appel des jugements de police » (art. 177 du Code d'instr. crim.).

Qu'il s'agisse des mineurs de 16 à 18 ans, ou des mineurs de 16 ans, que le tribunal statue en audience publique ou hors la présence du public, il s'agit toujours de jugements en matière de simple police, et le pourvoi en cassation sera possible, conformément aux articles 177, 216, 407 et 413 du Code d'instruction criminelle.

En cas de récidive, c'est la Chambre du conseil du tribunal civil qui statue. Si l'on adopte notre interprétation et qu'on refuse l'appel contre les jugements de cette juridiction, on permettra, par contre, le pourvoi en cassation ; il nous paraît difficile, en effet, en cas d'incompétence, d'excès de pouvoir ou de violation quelconque de la loi, de refuser cette dernière garantie à la société représentée par l'officier du ministère public près le tribunal de simple police (et non le procureur de la République qui n'a pas qualité pour se pourvoir en cassation contre un jugement de police. Cass. crim., 16 oct. 1902) (1), ou au mineur ou ses représentants.

Détail intéressant : un avoué ne peut se pourvoir, au nom de son client demandeur en cassation, contre un jugement du tribunal de simple police, sans justifier du pouvoir spécial exigé par l'article 417 du Code d'instruction criminelle. Sinon la Cour de cassation dirait qu'elle n'est pas valablement saisie et qu'il n'y a pas lieu à statuer (Cass. crim., 9 févr. 1939) (2).

SECTION IV

LE POURVOI EN RÉVISION

Tout en se conformant aux prescriptions de la loi, le juge peut se tromper, commettre une erreur de fait soit en acquittant un coupable, soit en condamnant un innocent. S'il s'est trompé en faveur de l'inculpé, notre législation fait acquérir à ce dernier un droit inviolable. C'est là du reste une règle contestable à laquelle il faudrait apporter certaines exceptions. Il peut en effet se produire des scandales : on a vu des individus crier bien haut leur culpabilité après avoir été acquittés, et il est profondément regrettable que la victime d'une infraction grave ou ses parents soient exposés à se rencontrer avec l'auteur maintenant assuré d'une complète impunité ; il en résulte dans ce cas un dommage social considérable.

(1) Cass. crim., 16 oct. 1902, D. 1904-1-31.

(2) Cass. crim., 9 févr. 1939 (Abellard), *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1939, n° 3, p. 523.

Mais si le juge s'est trompé au préjudice de l'inculpé, la règle *res judicata pro veritate habetur* fait-elle obstacle à un nouveau procès ? En principe le jugement passé en force de chose jugée doit recevoir ou continuer de recevoir son application nonobstant la découverte d'une erreur. Toutefois la loi admet, dans certains cas exceptionnels, un recours en révision du jugement ou de l'arrêt de condamnation, c'est-à-dire un nouvel examen du fond de l'affaire.

Tandis que le pourvoi en cassation sert à faire réformer une erreur de droit commise par le juge, le pourvoi en révision permet de redresser une erreur de fait, une erreur judiciaire. On peut donc définir la révision une voie de recours extraordinaire contre les décisions judiciaires devenues définitives pour faire rectifier une erreur de fait dont elles sont entachées.

Les principes généraux. Les cas de révision.

Ces cas, sur le plan général, sont au nombre de quatre, énumérés par l'article 443 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 8 juin 1895. Ce texte dispose : « La révision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelles que soient la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée :

« 1^o Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

« 2^o Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné.

« 3^o Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ; le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats ;

« 4^o Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné. »

Article 444 : « Le droit de demander la révision appartiendra dans les trois premiers cas : 1^o au ministre de la Justice ; 2^o au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal ; 3^o après la mort ou l'absence déclarée du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en auront reçu de lui la mission expresse.

« Dans le 4^e cas, au ministre de la Justice seul, qui statuera, après avoir

pris l'avis d'une commission composée des directeurs de son ministère et de 3 magistrats de la Cour de cassation... La Cour de cassation, Chambre criminelle, sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la Justice aura donné soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des 3 premiers cas. »

La condition essentielle d'une demande en révision est donc, aux termes mêmes des articles 443 et 444, une condamnation. Il faut avoir été condamné à une peine en matière criminelle ou correctionnelle. Une personne acquittée ou relaxée ne saurait former un pourvoi en révision, cette voie de recours ayant précisément pour objet d'obtenir la reconnaissance de l'innocence de l'inculpé, c'est-à-dire son acquittement. Donc même si l'erreur est ultérieurement démontrée, la révision d'un acquittement ou d'une relaxe dont a bénéficié un coupable est impossible. Dans notre droit actuel la révision n'est admise qu'à l'égard des condamnations prononcées par erreur contre un innocent.

Comme l'article 443 dispose que la révision peut être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, et comme cette voie de recours est exceptionnelle, la révision en matière de simple police est donc exclue (Cass., 5 mai 1899) (1).

Le pourvoi en révision contre les décisions à l'égard des mineurs.

La loi du 27 juillet 1942, si elle prévoit expressément le pourvoi en cassation (art. 12), est, par contre, muette sur le pourvoi en révision. Ce silence doit-il être interprété comme la prohibition de cette voie de recours aussi nécessaire à l'égard des décisions intéressant les mineurs qu'à l'encontre de celles concernant les majeurs ?

Malgré toutes ses connaissances, malgré sa spécialisation même, le juge des enfants et adolescents est encore un homme et comme tel exposé à l'erreur. Il faut donc permettre dans certains cas la révision de ses décisions. En l'absence de textes particuliers, il convient de s'en référer au Code d'instruction criminelle.

1^o EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS

En vertu des principes généraux que nous venons de rappeler, le pourvoi en révision n'est pas recevable contre les condamnations prononcées en matière de simple police contre les mineurs de 16 à 18 ans par le

(1) Cass. crim., 5 mai 1899, S. 1901-1-297, Note M. Roux.

tribunal en audience publique, contre les mineurs de 16 ans par le tribunal siégeant hors la présence du public, ou contre les mineurs récidivistes jugés par la Chambre du conseil du tribunal civil.

2^o EN MATIÈRE DE CRIMES OU DÉLITS

a) Mineurs relaxés.

Comme en matière criminelle ou correctionnelle la révision n'est pas admise en cas d'acquittement ou de relaxe, aucun jugement d'acquittement ou de relaxe de la Chambre du conseil ou du tribunal pour enfants et adolescents ne sera susceptible d'un pourvoi en révision. C'est encore l'application des principes généraux du Code d'instruction criminelle.

b) Mineurs condamnés à une peine.

En plus d'une condamnation en matière criminelle ou correctionnelle, c'est-à-dire pour crime ou délit, l'article 443 exige une condamnation à une peine. Cette condition peut se trouver réalisée dans certains cas à l'égard des mineurs de 16 à 18 ans auteurs de crime ou de délit, ainsi que des mineurs de 16 ans auteurs de crime (art. 23 de la loi de 1942). En cas d'erreur judiciaire, les mineurs ainsi condamnés à des peines, remplissant par ailleurs les autres conditions de l'article 443, doivent bénéficier incontestablement du pourvoi en révision.

c) Mineurs objet de mesures éducatives.

Cependant la situation des mineurs condamnés à des peines ne doit, selon la loi de 1942 elle-même, être que l'exception.

Article 17 : « Tous les mineurs de 18 ans reconnus auteurs ou complices d'un crime ou d'un délit ne sont, en principe, l'objet que d'une mesure de protection et de redressement. » Le mineur, objet d'une telle mesure, n'est pas « condamné à une peine ». En cas d'erreur judiciaire, ne pourra-t-il jamais bénéficier du pourvoi en révision ?

La question avait déjà été posée et débattue lors de la loi du 22 juillet 1912, elle-même déjà muette au sujet de cette voie de recours. La difficulté s'était présentée à propos des décisions ordonnant des mesures éducatives à l'égard des mineurs de 13 à 18 ans acquittés pour défaut de discernement.

Certains auteurs refusaient le pourvoi, tels MM. R. et P. Garraud (1) : « ...Ces mesures ne sont pas des peines et dès lors les conditions légales de l'article 443 ne sont pas remplies. » De même M. Roux (2) enseigne : « Quelque faveur que mérite la cause de l'innocence injustement condamnée, il y a des règles d'interprétation juridique dont on ne peut s'affranchir sans s'élever au-dessus de la loi et par conséquent sans arbitraire. »

Par contre, d'autres l'admettaient, tels M. Popineau, procureur général honoraire de la Cour d'appel de Bourges, avocat général à l'époque, écrivant dans les *Lois Nouvelles* (3) : « ...Malgré l'absence d'une disposition particulière à ce sujet [pourvois en cassation et en révision] on ne peut croire qu'on ait voulu priver le mineur ou le ministère public d'une voie de recours aussi essentielle que le pourvoi en cassation. A plus forte raison, dirons-nous que le pourvoi en révision sera lui aussi admis, s'il y a lieu, puisque cette voie de recours ne tend à rien moins qu'à permettre d'obtenir la réparation d'une erreur judiciaire. » MM. Vidal et Magnol (4) admettaient également le pourvoi en révision. « Les décisions portant condamnations pénales peuvent être révisées. Celles qui prononcent un acquittement ne le peuvent pas. Il en est autrement des acquittements d'un mineur pour défaut de discernement, à raison de l'affirmation de culpabilité qu'ils renferment. »

La jurisprudence finit par accueillir le pourvoi en révision contre les décisions acquittant le mineur faute de discernement et ordonnant à son égard une mesure éducative. L'espèce, qui lui donna naissance, se présenta le 2 mai 1917. Ce jour-là la Cour d'assises de la Haute-Garonne condamnait un nommé Thévenet à 5 ans d'emprisonnement et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol, la nuit, en réunion de deux ou plusieurs personnes. Le 22 octobre 1918, la même Cour d'assises acquittait pour défaut de discernement un nommé Dangibaud et l'envoyait dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé jusqu'à sa majorité, à raison du même vol, au préjudice de la même victime, la nuit, en réunion de deux ou plusieurs personnes. Ces deux arrêts passent en force de chose jugée. Or la victime n'avait été dépouillée que par 3 individus, et la Cour d'assises avait condamné, avec Thévenet, deux autres individus, Huc et Boyer, et plus tard elle avait acquitté pour défaut de discernement Dangibaud. Huc, Boyer et le mineur Dangibaud n'avaient pas contesté leur participation au fait incriminé ; Thévenet, au contraire, avait toujours protesté de son innocence. Il y avait donc contradiction entre la déclaration du jury qui avait précédé

(1) R. et P. GARRAUD, *Traité d'instruction criminelle et de procédure pénale*, tome V, p. 565.

(2) M. ROUX, *Cours de droit criminel français*, 2^e édit., 1927, p. 491.

(3) M. POPINEAU, *Lois Nouvelles*, 1914, p. 110.

(4) VIDAL et MAGNOL, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, n° 885.

le premier arrêt et celle du jury qui avait précédé le second prononçant l'envoi en colonie pénitentiaire. Le garde des sceaux, voyant dans cette contradiction l'inconciliabilité entre deux condamnations prévue par l'article 443-2° du Code d'instruction criminelle avait, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par l'article 444-1° du même Code, donné au procureur général près la Cour de cassation l'ordre de saisir la Chambre criminelle d'une demande en révision d'une des condamnations et de l'envoi en colonie pénitentiaire.

Et la Cour de cassation, le 7 février 1919 (affaire Thévenet et Dangibaud) (1) admettait la révision : « Attendu que... Huc, Boyer et le mineur Dangibaud ne contestent pas leur participation au fait incriminé ; que Thévenet au contraire a toujours protesté de son innocence ; que dès lors la culpabilité de Dangibaud ou de Thévenet est exclusive de la culpabilité de l'autre ; qu'ainsi la contradiction de deux décisions inconciliables serait la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre. Casse comme inconciliables :

« 1° l'arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Garonne du 2 mai 1917 en ce qu'il condamne Thévenet à 5 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol qualifié, ensemble le verdict du jury le concernant.

« 2° L'arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Garonne du 22 octobre 1918 qui a acquitté Dangibaud comme ayant agi sans discernement mais a ordonné qu'il serait conduit dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé jusqu'à sa majorité, pour vol qualifié, ensemble le verdict le concernant... Renvoie devant la Cour d'assises du Tarn-et-Garonne. »

A supposer que la Cour de cassation ait eu raison — ce dont nous doutons — de limiter la révision à deux personnes au lieu de quatre — ces deux autres avaient avoué leur culpabilité, ce qui n'était pas une raison pour ne pas réouvrir, à leur égard, les débats judiciaires, l'expérience démontrant que la justice peut être victime de collusions et conventions que peuvent former des malfaiteurs pour faire échapper l'un d'entre eux à la peine qu'il mérite — il est un fait certain c'est que cet arrêt a affirmé que la révision d'une condamnation à une peine est possible, en vertu de l'article 443-2° du Code d'instruction criminelle, lorsque, après cette condamnation, est intervenue une déclaration de culpabilité non suivie d'une autre condamnation à une peine, pourvu que cette seconde déclaration de culpabilité ne puisse se concilier avec celle qui a précédé la condamnation à une peine.

Le 6 avril 1933 (2), la Cour de cassation confirmait sa jurisprudence du 7 février 1919. Elle admettait la révision dans le même cas, mais à pro-

(1) Cass. crim., 7 févr. 1919, *Bull. crim.*, 1919, n° 33.

(2) Cass. crim., 6 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933-2-44.

pos d'une affaire bien moins grave : le 9 janvier 1932, la Cour d'appel d'Orléans condamnait un nommé Lefebvre à 3 mois de prison pour vol d'une oie, commis le 4 août 1931, à Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la cour du débit d'un sieur Chauvereau ; les seules charges relevées contre Lefebvre résultaient des déclarations du jeune Cramail qui affirmait l'avoir vu, dans la soirée du 4 août 1931, sortir du débit en emportant l'oie dissimulée sous son veston. Or le 6 mai 1932, le tribunal pour enfants et adolescents d'Orléans déclarait Cramail convaincu du délit de vol de l'oie, dont il s'était seul reconnu coupable, l'acquittait comme ayant agi sans discernement et le confiait à une société de patronage. « Attendu... que ces deux décisions sont passées en force de chose jugée ; qu'elles sont intervenues en répression d'un fait unique sans qu'il apparaisse en l'état des faits constatés qu'une coopération ou un concert ait existé pour la perpétration du délit entre Lefebvre inculpé dans la première poursuite et Cramail inculpé dans la seconde ; qu'elles sont inconciliables et que la demande, rentrant bien dans le cas de l'article 443-2^o, étant introduite par le procureur général sur l'ordre exprès du garde des sceaux, est recevable ; Casse comme inconciliables : 1^o l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans du 9 janvier 1932 qui a condamné Lefebvre à 3 mois de prison ; 2^o le jugement du tribunal pour enfants et adolescents d'Orléans du 6 mai 1932 qui a acquitté Cramail comme ayant agi sans discernement et l'a confié à une société de patronage ; Et pour être statué à nouveau sur les poursuites dirigées tant contre Lefebvre que contre Cramail à raison du même délit ; Renvoie les deux prévenus et les pièces de la procédure devant la Chambre correctionnelle de la Cour d'appel de... »

Cette jurisprudence de la Cour de cassation, à notre avis, n'a pas été détruite par la loi du 27 juillet 1942. Elle doit s'appliquer entièrement aux décisions de la Chambre du conseil ou du tribunal pour enfants et adolescents, ordonnant des mesures éducatives à l'égard des mineurs de 18 ans auteurs de crimes ou de délits. La seule différence de la loi de 1942 avec celle de 1912 est que la question de discernement est supprimée ; le juge peut condamner le mineur à une peine sans avoir à déclarer que le délinquant a agi avec discernement ; lorsqu'il ordonne une mesure éducative, il n'a pas à déclarer que le mineur a agi sans discernement. Le résultat final est cependant le même : le mineur est condamné à une peine ou fait l'objet d'une mesure éducative. Dans le 1^{er} cas, il rentre incontestablement dans le cas de l'article 443-2^o du Code d'instruction criminelle qui permet la révision du procès pour erreur judiciaire en cas de condamnation à une peine ; dans le 2^e cas, un grand nombre d'auteurs et la jurisprudence, mettant l'accent sur « la déclaration de culpabilité » plus que sur « la condamnation à une peine », l'y font rentrer et admettent également

la révision. Et il doit en être encore ainsi lorsque la décision consiste dans la remise du mineur à sa famille, celle-ci supposant une déclaration préalable de la culpabilité du mineur, ce qui suffit pour la recevabilité du pourvoi en révision.

Nous estimons que cette interprétation doit demeurer sous l'empire de la loi de 1942. Il n'y aurait aucune raison pour la supprimer. Par conséquent la révision sera admise lorsqu'il y a inconciliabilité (art. 443-2°) entre une condamnation à une peine et une décision ordonnant une mesure éducative.

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? En disant, avec la Cour de cassation, que la révision est possible dans le cas : 1° une condamnation à une peine et 2° une mesure éducative inconciliable, c'est affirmer que cette proposition mise en équation est égale à la suivante qui est celle de base de l'article 443-2° : 1° une condamnation à une peine, et 2° une autre condamnation à une peine inconciliable. Renversons les termes de notre première proposition et mettons : 1° une mesure éducative, et 2° une condamnation à une peine. Le changement de l'ordre des facteurs dans l'équation n'en change pas le total ; $1 + 2 = 3$ comme $2 + 1 = 3$. Ici c'est identique. Il n'y a aucune raison de refuser la révision à un mineur objet d'une mesure éducative inconciliable avec une condamnation à une peine prononcée contre un autre accusé ou prévenu, décisions de la contradiction desquelles résulte l'innocence de l'un ou l'autre des intéressés. Nous n'avons rencontré nulle part ce cas rapporté en jurisprudence ; nous croyons que s'il se présentait, il conviendrait d'admettre le pourvoi en révision.

Mais de plus pourquoi n'admettrait-on pas la révision lorsque l'inconciliabilité se présente entre deux décisions ordonnant des mesures éducatives, et que leur contradiction est la preuve de l'innocence de l'un ou l'autre des mineurs ? L'admission de ce cas ne serait que la déduction logique des principes consacrés par la Cour de cassation le 7 février 1919 et le 6 avril 1933 (1).

Enfin pourquoi limiter l'interprétation à l'hypothèse du 2° alinéa de l'article 443 ? Partis d'une déduction bien assise, admise par la Cour de cassation, qui avait remplacé le terme « condamnation pour crime ou délit » par celui de « mesure éducative pour crime ou délit », nous avons permis la révision dans toutes les hypothèses de cet alinéa. Mais le terme « condamnation » est le même dans les trois autres alinéas de l'article 443. Si bien que le mineur de 18 ans, objet d'une mesure éducative pour crime

(1) Cass. crim., 7 février 1919, *Bull. crim.*, 1919, n° 33 ; Cass. crim., 6 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933-2-44.

ou délit, peut demander la révision dans tous les cas de l'article 443. Par ailleurs le mineur condamné à une peine peut également la demander, mais, pour lui, la solution était certaine, comme rentrant naturellement dans le cadre de l'article 443 du Code d'instruction criminelle, applicable à défaut de règles particulières dans la loi du 27 juillet 1942.

CHAPITRE IV

LE MINEUR OBJET D'UNE MESURE ÉDUCATIVE NE PEUT ÊTRE CONDAMNÉ A AUCUNE PEINE NI ATTEINT D'AUCUNE INCAPACITÉ

La loi du 17 juillet 1942 pose en son article 17 : « Tous les mineurs de 18 ans reconnus auteurs ou complices d'un crime ou d'un délit ne sont, en principe, l'objet que d'une mesure de protection et de redressement. Toutefois, peuvent être l'objet d'une mesure répressive dans les conditions prévues par l'article 23 de la présente loi les mineurs âgés de 16 à 18 ans auteurs d'un crime ou d'un délit et les mineurs de 16 ans en cas de crime seulement, si le tribunal pour enfants et adolescents l'estime nécessaire. »

En matière délictuelle, les mineurs de 16 ans sont donc nécessairement l'objet d'une mesure éducative et ne doivent jamais être condamnés à une peine. Quant aux autres mineurs, ils peuvent être l'objet soit d'une mesure éducative, soit d'une peine. Si le tribunal pour enfants et adolescents estime nécessaire la condamnation à une peine, il ne saurait en même temps prononcer une mesure de protection et de redressement ; inversement si le tribunal se décide pour une mesure éducative, le mineur ne saurait être condamné à une peine ni atteint d'aucune incapacité. Voyons les principes et leurs exceptions.

A) CONDAMNÉ A AUCUNE PEINE

A côté de la peine proprement dite, « mal infligé au nom de la société à l'individu déclaré par jugement coupable d'une infraction » (1), il existe d'autres sanctions qui peuvent être la conséquence d'une violation du droit, telles que les incapacités et déchéances de droits, les réparations civiles, les mesures disciplinaires, les sanctions administratives : expulsion, interdiction du territoire français, assignation à résidence, internement administratif, retrait de certains droits, cartes, permis ou avantages quelconques professionnels ou autres... Nous verrons seulement les plus importantes.

(1) M. HUGUENEY, *Cours de droit criminel*, 2^e année de licence.

1^o PEINES CORPORELLES, PRIVATIVES OU RESTRICTIVES DE LIBERTÉ

Ces peines sont incompatibles avec les mesures éducatives. Pour l'emprisonnement et l'interdiction de séjour, la situation peut présenter des particularités.

a) **L'emprisonnement.** Depuis bien longtemps déjà (8 octobre 1813) (1), la Cour de cassation a fixé la jurisprudence : une Cour d'assises, après avoir déclaré qu'un mineur de 15 ans avait agi sans discernement dans le vol simple que le jury avait retenu, l'avait cependant condamné aux peines correctionnelles de l'article 401 du Code pénal : « Attendu que si les articles 67 et 69 décernent des peines pour un fait commis par un mineur de 16 ans, c'est au cas où il a agi avec discernement ; que, dans l'espèce, le jury avait reconnu que le prévenu mineur de 16 ans avait agi sans discernement ; qu'aux termes de cette déclaration et de l'article 66, l'acquittement aurait dû être prononcé, sauf les mesures de discipline indiquées par la loi. Que l'arrêt s'est écarté de ce texte en condamnant le prévenu aux peines correctionnelles de l'article 401. Par ces motifs... Casse... » La loi de 1942 a supprimé la question de discernement. Néanmoins elle a maintenu distinctes les deux catégories de mineurs : ceux qui sont condamnés à une peine et ceux qui sont l'objet de « mesures de discipline ». Il n'y a, il ne peut y avoir aucune interpénétration de l'une à l'autre. Les mineurs objet d'une mesure de protection ne peuvent être condamnés à une peine. Inversement, le mineur condamné à une peine ne peut, par le même jugement, être l'objet d'une mesure éducative. Une telle décision devrait être cassée. C'est ce qu'avait décidé la Cour de cassation le 16 octobre 1924 (2) à l'égard d'un jugement qui avait prononcé à la fois l'emprisonnement et l'envoi en colonie pénitentiaire.

Certains criminalistes, tels MM. Garraud (3), étaient même allés jusqu'à regretter que, relativement aux mineurs de 18 ans condamnés à une peine après la déclaration de leur discernement, la juridiction compétente ne fût pas investie du pouvoir de faire suivre l'emprisonnement pénal, qui est souvent de courte durée, de ces mesures de protection et de redressement ordonnées à l'encontre des mineurs non discernants et qui peuvent se prolonger jusqu'à leur majorité civile. Il est singulier en effet que la privation de liberté ordonnée à titre éducatif soit plus longue que celle

(1) Cass., 8 oct. 1813, S. 1812, 1814-1-445.

(2) Cass. crim., 16 oct. 1924, *Bull. crim.*, 360 ; S. 1925-1-93.

(3) R. et P. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, 15^e édition, 1934, p. 283.

infligée à titre pénal. La solution actuelle se justifie cependant ; dès lors que le juge estime les mesures d'éducation nécessaires à l'égard du mineur, l'application d'une peine, qui en retarderait l'exécution et qui, de plus, devrait s'exécuter dans une prison ordinaire, semble inutile et même funeste.

b) **L'interdiction de séjour.** Cette mesure, qui s'appelait surveillance de la haute police avant la loi du 27 mai 1885 (art. 19) figure parmi les peines (art. 11 et 50 du Code pénal). Elle emporte en effet restriction de la liberté individuelle dans le droit de libre circulation et résidence. Elle a donc le caractère d'une peine et à ce titre elle ne saurait être prononcée contre les mineurs objet d'une mesure éducative.

Cependant il faut reconnaître qu'il s'agit d'une peine d'une nature particulière ; elle apparaît en effet plutôt comme une mesure de prévention, de défense sociale, une mesure de sûreté. Le condamné a déjà exécuté sa peine et la même faute ne saurait être punie deux fois. Elle atteint plus le libéré que le coupable. Elle devrait donc pouvoir intervenir aussi bien à l'égard d'un mineur ayant fait l'objet d'une mesure éducative que d'un mineur ou d'un majeur condamné. Seulement il devrait s'agir d'une interdiction de séjour spéciale, facultative et judiciaire, prononcée par la juridiction même qui a statué, et non déterminée par l'autorité administrative comme actuellement. Le tribunal tiendrait compte des circonstances, de la nature du crime ou du délit, de sa gravité, de l'âge du mineur, de la nature et de la durée de la mesure d'éducation ordonnée. Parfois en effet il ne serait pas inopportun d'interdire au mineur, même objet d'une mesure de protection, le lieu de son crime ou de son délit, les lieux de résidence des victimes ou de leurs parents, les lieux de séjour des co-auteurs ou complices surtout récidivistes ou plus âgés afin d'écarter toute possibilité de rechute. Une telle réforme ne nous paraît pas impossible. Bien appliquée, elle devrait donner de bons résultats. Nous la préférons judiciaire plutôt qu'administrative ; elle serait plus personnelle, prise en meilleure connaissance de cause et sans formalités ni rapports inutiles.

Sanctions administratives. — a) *A l'égard des mineurs étrangers.* L'expulsion est possible contre tout étranger voyageant ou résidant en France. La loi du 3 décembre 1849 modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935 dispose : « Le ministre de l'Intérieur pourra, par mesure de police, enjoindre à tout étranger de sortir immédiatement du territoire français et le faire conduire à la frontière. » Le droit d'expulsion est le réflexe de défense d'un État souverain vis-à-vis d'un étranger turbulent ou indésirable. C'est un acte de la puissance publique qui ne saurait être annulé pour excès de pouvoir par le Conseil d'État (3 juillet 1935, affaire Simo-

niello) (1). Comme il s'agit d'une mesure administrative et non d'une peine, l'étranger, mineur de 18 ans, auteur d'un crime ou d'un délit, peut être expulsé, qu'il ait été l'objet d'une condamnation ou d'une simple mesure éducative. S'il critiquait la sanction, on pourrait lui répondre par l'argument de l'arrêt Simoniello : « En statuant ainsi le ministre s'est livré à une appréciation des faits qui n'est pas susceptible d'être discutée devant le Conseil d'État. » Si le mineur expulsé restait en France ou y revenait, il serait passible des peines de l'infraction à arrêté d'expulsion (art. 8 de la loi de 1849-1935).

Si elle est un droit absolu pour un État, l'expulsion est en fait une pure chimère, une expression vide de sens, parce que, la plupart du temps, ne recevant pas son application. Elle est quelquefois injuste lorsqu'elle vise des apatrides ou des réfugiés politiques qui sont repoussés à toutes les frontières. Elle est cruelle enfin lorsqu'elle s'applique à des mineurs étrangers. Aussi est-elle parfois limitée à l'interdiction de certaines parties du territoire français ou à l'assignation à résidence, mesures administratives également, mais moins sévères.

Deux lois du 30 janvier 1936 sur les milices privées et le port d'armes prohibées ont prévu l'interdiction judiciaire du territoire français contre les étrangers condamnés pour les faits qu'elles réprimaient. Comme il s'agit d'une peine prononcée par l'autorité judiciaire, et non d'une mesure administrative, le mineur étranger, auteur d'un tel délit qui ferait l'objet d'une mesure éducative de la part du tribunal pour enfants et adolescents, ne pourrait pas être condamné à l'interdiction du territoire français. Pour obtenir ce résultat il faudrait le condamner à la peine principale.

b) *A l'égard des mineurs français et étrangers.* Un décret-loi du 18 novembre 1939 permet l'éloignement de leur résidence ou l'astreinte à une résidence déterminée, par arrêtés des préfets ou du ministre de l'Intérieur, des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique.

Une loi du 28 juin 1941 prévoit une mesure d'internement par le secrétaire d'État à l'Intérieur contre les individus dont les agissements sont de nature à porter atteinte à la politique des prix ou au ravitaillement du pays.

Enfin une loi du 3 septembre 1940 modifiée le 15 octobre 1941 dispose que, « jusqu'à la date de cessation légale des hostilités, le secrétaire d'État à l'Intérieur ou le préfet, conformément aux instructions du gouvernement, pourront interner administrativement, dans un établissement désigné à cet effet, les individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique ».

(1) Conseil d'État, *Recueil des arrêts*, 1935-757.

Aucune de ces lois n'édicte de dispositions particulières à l'égard des mineurs qui se trouveraient dans ces situations. Or la chose peut se produire, surtout actuellement avec le « marché noir ». Nous estimons cependant que ces lois leur sont applicables dans toute leur rigueur, même lorsque pour ces faits le tribunal pour enfants et adolescents a ordonné une simple mesure éducative. Néanmoins, comme ces mesures d'internement administratif ou autres sont facultatives, nous voulons bien espérer — ce qui est peut-être beaucoup demander, à raison de la confusion qui règne dans les préfectures en toutes ces matières — que, en fait, les autorités administratives ne les prononceraient pas et laisseraient agir l'autorité judiciaire.

2^o PEINES PÉCUNIAIRES

a) **L'amende**, étant une peine (art. 9, 11 et 464 du Code pénal), ne saurait être prononcée contre un mineur objet d'une mesure éducative. Si le tribunal pour enfants et adolescents veut prononcer l'amende, il lui faut abandonner l'idée du placement éducatif. Cette règle ne concerne cependant que la matière des crimes et délits. Pour les contraventions en récidive, la Chambre du conseil du tribunal civil, tout en remettant le mineur à sa famille en le plaçant, s'il y a lieu, sous le régime de la liberté surveillée, prononce l'amende prévue par la loi (art. 24 de la loi de 1942).

Amendes fiscales. — Mais à côté des amendes pénales, il en existe d'autres prononcées à la fois à titre de peine et d'indemnité. Une double considération a porté la jurisprudence à construire sur ces amendes une théorie particulière : la première est la prérogative de transiger sur la peine pécuniaire accordée à l'administration publique chargée de poursuivre le délit. La seconde est le caractère à la fois indemnitaire et forfaitaire qu'il faut reconnaître à cette sanction, ainsi que l'a montré M. Desserteaux, dans son étude « Des caractères juridiques de l'amende fiscale » (1). Pour reprendre l'idée — originale mais assez inquiétante au point de vue répressif si elle était généralisée — de M. le professeur Desserteaux : « Lorsqu'un individu a participé à un délit fiscal dans des circonstances telles qu'il ne peut avoir agi de bonne foi ni même par légèreté, mais qu'il semble un fraudeur professionnel ou tout au moins susceptible de le devenir, on lui réclame la réparation non seulement pour le préjudice spécial

(1) M. Marc DESSERTTEAUX, « Des caractères juridiques de l'amende fiscale », *Journal des Parquets*, 1910-127. M. J. MAGNOL, « Caractères de l'amende fiscale », *Chroniq. Revue Science criminelle*, 1939-1-75.

qu'il a causé à l'État le jour où il a été pris, mais encore pour le tort qu'il lui a sans doute fait autrefois... »

La jurisprudence considère le caractère indemnitaire des amendes fiscales comme prédominant et absorbant le caractère pénal. Ainsi elle a autorisé le prononcé de l'amende fiscale contre un mineur de 18 ans acquitté pour défaut de discernement (Cass., 13 mars 1844 et 16 décembre 1926) (1), « ...en matière fiscale, à raison du caractère des amendes qui constituent des réparations civiles, les tribunaux doivent condamner les mineurs aux amendes encourues sans qu'il y ait lieu d'examiner la question de discernement ».

Que le mineur de la loi de 1942 soit condamné à une peine ou qu'il soit l'objet d'une mesure éducative, il n'en doit pas moins être condamné aux amendes fiscales prévues par la loi. Cependant si ces amendes sont, à certains points de vue, considérées comme constituant principalement des réparations civiles destinées à indemniser le Trésor public, elles n'en ont pas moins, à d'autres points de vue, un caractère pénal. Ainsi, en matière délictuelle, la prescription de l'action publique est celle de 3 ans des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle (Cass., 5 juin 1880) (2) ; de même la prescription de la peine, 5 ans (art. 636 du Code d'instr. crim.), si le condamné n'a été l'objet d'aucune poursuite de la part de l'Administration (Cass., 27 mars 1914).

Nous basant sur ce côté pénal du caractère des amendes fiscales, confirmé d'ailleurs par la loi de 1942 elle-même (art. 3-§ 3), nous dirons que l'action de ces administrations publiques sera portée devant la Chambre du conseil ou devant le tribunal pour enfants et adolescents, mais non devant les tribunaux civils (art. 11 de la loi de 1942).

b) **La confiscation spéciale** est une peine prévue par les articles 11 et 470 du Code pénal. Elle peut porter sur le corps du délit, sur les choses produites par le délit ou sur celles qui ont servi ou ont été destinées à le commettre. Comme toutes les peines, pour être prononcée par le juge, il faut qu'elle soit ordonnée ou autorisée par la loi. Ainsi en matière de coups et blessures, la loi n'autorise pas la confiscation des instruments ayant servi au délit (Cass., 30 mars 1933) (3).

La confiscation peut intervenir tantôt comme peine, tantôt comme mesure de sûreté, parfois à titre de réparation civile. Elle est une peine et équivaut alors à une amende en nature lorsqu'elle porte sur des objets dont la possession n'offre rien d'illicite ni de dangereux, qui font partie

(1) Cass. Chambres réunies, 13 mars 1844, S. 1844-1-366 ; Cass. crim., 16 décembre 1926, *Bull. crim.*, n° 312.

(2) Cass. crim., 5 juin 1880, D. 1881-1-494 ; Cass. crim., 27 mars 1914, *Bull. crim.*, n° 171.

(3) Cass. crim., 30 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933-2-158.

des biens du condamné et dont elle lui enlève la propriété ; telles les récompenses ou sommes d'argent reçues par un témoin ou un fonctionnaire (art. 364 et 180 du Code pénal).

Elle intervient comme mesure de sûreté lorsqu'elle frappe des choses dont la possession est illicite ou peut présenter des dangers pour la santé, la sécurité ou la moralité publiques ; par exemple, lorsqu'elle s'applique aux faux poids et fausses mesures (art. 481 du Code pénal), aux denrées alimentaires et boissons falsifiées nuisibles à la santé (art. 6 de la loi du 1^{er} août 1905), aux armes prohibées (art. 32 du décret-loi du 18 avril 1939 abrogeant l'art. 314 du Code pénal). Elle peut revêtir enfin le caractère de réparation civile dans le cas où elle est édictée et prononcée, avec ou sans condamnation pénale, à titre de dédommagement du préjudice causé à la victime du délit.

En ce qui concerne le mineur objet d'une mesure éducative, nous voyons que si la confiscation se présente avec le caractère d'une peine équivalant à l'amende, il ne saurait, pas plus qu'à l'amende, y être condamné. Au contraire, si la confiscation intervient à titre de mesure de sûreté ou de réparation civile, il en sera passible comme un majeur.

3^o PEINES HUMILIANTES

Dans notre ancien droit, elles étaient nombreuses : le carcan, le pilori, l'amende honorable... Aujourd'hui encore, on peut citer comme ayant le caractère d'une peine humiliante l'appareil spécial qui doit accompagner l'exécution à mort d'un parricide (art. 13 du Code pénal : « en chemise, nu-pieds, et la tête couverte d'un voile noir »).

Dans cette catégorie, on peut également faire figurer, mais avec les distinctions qui s'imposent, la publicité des condamnations pénales.

Cette publicité peut être légale, lorsqu'elle est ordonnée par la loi ou les tribunaux, ou de fait, quand elle émane de l'initiative d'un journaliste. Il est certain que la divulgation du nom du délinquant, avec l'exposé même sommaire des faits, par la voie de la presse ou de la radio, constitue une véritable peine supplémentaire, souvent même plus douloureusement ressentie et redoutée que la condamnation elle-même.

Nous avons vu, dans notre chapitre I, que les audiences de la Chambre du conseil et du tribunal pour enfants et adolescents ne sont pas publiques (art. 7 et 10 de la loi de 1942) et que la publication du compte rendu des débats, ainsi que de tous articles sur les mineurs poursuivis est interdite, de même la reproduction de tout portrait de ces mineurs ou de toute illustration les concernant (art. 13).

Par conséquent la loi de 1942 a supprimé toute humiliation de ce chef pour le mineur ; elle lui est même encore plus favorable que la loi de 1912 qui ordonnait la lecture du jugement en audience publique (art. 6 *in fine* et 19-§ 5), et qui permettait la publication de l'arrêt ou du jugement mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale (art. 19-§ 5). On trouvera notre point de vue sur ces différents sujets plus complètement exposé à notre chapitre I.

B) ATTEINT D'AUCUNE INCAPACITÉ, DÉCHÉANCE OU INDIGNITÉ

A la différence du condamné, l'individu qui, dans sa minorité, a fait l'objet d'une mesure éducative ne saurait être privé du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, d'être nommé aux emplois de l'Administration, de tenir école et enseigner, d'être juré, expert, témoin, de porter les armes, de servir dans les armées françaises, d'exercer certaines professions, d'être décoré. En cas de nouvelle infraction, elle ne le constitue pas en récidive et ne fait pas obstacle au sursis ; elle n'est pas davantage une cause de divorce. Reprenons quelques-uns de ces points.

1^o AUCUNE INCAPACITÉ ÉLECTORALE

Quoique ce côté de la vie publique ait actuellement beaucoup perdu de son importance, on peut cependant rappeler que le décret organique du 9 février 1852 dispose, en son article 15, que ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales : les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnations à des peines afflictives ou infamantes ; les individus condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance... Le mineur, objet d'une mesure de protection et de redressement, n'étant pas un condamné au sens de cette loi, devra, devenu majeur, être inscrit sur les listes électorales. Il pourra alors voter et être éligible.

2^o ÊTRE NOMMÉ AUX EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION, ÊTRE JURÉ, EXPERT, TÉMOIN

Comme la décision concernant le mineur ne peut être mentionnée que sur les bulletins délivrés aux magistrats et au préfet de police à Paris, l'Administration, en dehors de la magistrature et de la préfecture de police, ne connaîtra donc pas officiellement la décision ni l'infraction, et, théori-

quement, le mineur concourra à égalité avec les autres candidats pour la fonction sollicitée. En fait, la plupart des administrations, mues par le désir légitime de ne pas encombrer leurs rangs d'un personnel défectueux ou suspect, n'hésiteront pas à évincer ce candidat, peut-être actuellement excellent citoyen, mais qui autrefois a été l'objet d'une mesure de redressement pour crime ou délit.

Aussi, bien que non frappé d'une incapacité légale d'accéder à toutes les fonctions ou emplois publics, notre ancien mineur sera néanmoins atteint d'une incapacité de fait, presque aussi redoutable que s'il avait été condamné à une peine.

Il ne sera pas davantage écarté des fonctions de juré. En effet, l'article 382 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 25 novembre 1941 sur la réforme du jury (1) édicte que sont incapables d'être jurés : les individus condamnés à une peine criminelle, ceux condamnés à une peine correctionnelle pour certains délits. Il s'agit ici encore de condamnés. Par suite l'ancien mineur, objet d'une mesure éducative, n'est pas légalement incapable d'être juré. Mais, comme le juge de paix dresse la liste préparatoire « sous sa responsabilité et après avoir procédé à toutes vérifications utiles » (art. 386), il éliminera cet éventuel candidat beaucoup plus facilement qu'un autre individu peut-être moins capable mais qui n'a jamais comparu devant les tribunaux. Ici encore, le mineur, à défaut d'une incapacité légale, sera atteint d'une incapacité de fait.

De même, en fait, il ne sera pas agréé par le tribunal comme expert, surtout si l'infraction qu'il avait commise était celle de qui entache l'honorabilité.

L'article 283 du Code de procédure civile nous dit que le témoin condamné à une peine afflictive ou infamante, ou même à une peine correctionnelle pour cause de vol pourra être reproché. Le mineur, objet d'une mesure de protection et de redressement, ne rentrant pas dans ces catégories, ne sera pas reprochable ; mais s'il est seul témoin, son témoignage, vraisemblablement, sera tenu pour beaucoup plus léger que s'il émanait d'un témoin intègre, ou même, en fait, il ne sera pas retenu.

3^o SERVIR DANS LES ARMÉES FRANÇAISES

La loi du 31 mars 1928 (art. 4 et 5) prévoit les exclus de l'armée, les incorporés directement dans les bataillons d'infanterie légère, les incor-

(1) « La réforme de la Cour d'assises », Commentaire par M. André Roux, Procureur de la République à Clermont-Ferrand, *Lois Nouvelles*, 1942, p. 165, Législation commentée.

porés dans un corps du service général pendant un délai d'épreuve, enfin ceux qui sont affectés aux différents corps ou services dans les conditions normales. Le mineur objet d'une mesure éducative pour crime ou délit n'étant même pas condamné à la plus minime des peines prévues sera incorporé dans les conditions normales. Ce qui vise également l'engagement du mineur (art. 61 de la loi). Il en est de même pour l'incorporation dans les chantiers de la jeunesse (loi du 15 janvier 1941).

4^o EXERCER CERTAINES PROFESSIONS

a) *Professions médicales.* « Les aspirants ou aspirantes aux diplômes de docteur en médecine, de chirurgien-dentiste et de sage-femme condamnés à l'une des peines énumérées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article et à l'article 317 du Code pénal peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur » (art. 25 de la loi du 30 novembre 1892 et 26 mai 1941). « Les paragraphes 1, 2 et 3 du présent article » visent les condamnations à une peine afflictive ou infamante, ou à une peine correctionnelle pour certains délits ou crimes : vol, escroquerie, castration, attentat à la pudeur, viol, excitation à la débauche ; et « l'article 317 du Code pénal », l'avortement.

La loi parle de *condamnés* à l'une de ces peines. Si l'étudiant, mineur de 18 ans, a été, pour l'un de ces crimes ou délits, seulement l'objet d'une mesure éducative, il ne remplit pas les conditions de la loi pour être exclu des établissements d'enseignement supérieur. Cependant il y a les plus grandes chances que le Conseil de l'Université soit réuni et prononce, pour ces faits, à titre disciplinaire, l'exclusion temporaire ou définitive de l'étudiant de certaines facultés ou de toutes les facultés ou écoles de l'Université de France. Ici encore à défaut d'une indignité légale, le mineur sera frappé d'une indignité de fait, de la même manière que s'il avait été condamné à une peine.

b) *Banquier.* Selon la loi du 19 juin 1930, toute condamnation pour crime de droit commun, pour vol, escroquerie... emporte de plein droit interdiction de la profession de banquier. Notre mineur, n'ayant pas été condamné à une peine, pourra donc légalement être banquier. En fait, comme beaucoup d'administrations, beaucoup de banques écarteront sa candidature, surtout pour les fonctions de direction, et surtout si l'infraction commise était un crime ou un délit entachant l'honorabilité.

c) *Débitant de boissons.* En vertu de la loi du 9 novembre 1915, ne peuvent exploiter des débits de boissons les individus condamnés pour crime de droit commun, ceux qui auront été condamnés à l'emprisonne-

ment d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie... Le mineur objet d'une mesure d'éducation ne tombe pas sous le coup de la prohibition. Mais ici, à la différence de ce qui se produit pour les fonctions de l'Administration, pour être juré, pour tenir école, continuer d'être étudiant en médecine, être banquier, la situation réelle coïncidera avec la situation légale, et le mineur ne sera atteint d'aucune incapacité de fait. Au contraire même, son ancienne comparution devant les tribunaux lui procurera peut-être un surcroît de succès auprès d'une certaine clientèle !

5° CETTE DÉCISION NE CONSTITUE PAS LE MINEUR EN RÉCIDIVE, ET NE S'OPPOSE PAS AU SURSIS

En cas de nouvelle infraction, la décision ordonnant une mesure éducative ne constitue pas le mineur en récidive. Un jugement qui déciderait le contraire devrait être réformé (Montpellier, 6 juin 1848) (1).

De même, elle ne fait pas obstacle à ce que la condamnation pour cette nouvelle infraction soit prononcée avec sursis. La loi de 1891 dit en effet : « ...si l'inculpé n'a pas subi de *condamnation* antérieure à la prison pour crime ou délit... les cours ou tribunaux peuvent ordonner... le sursis à l'exécution de la peine. » En fait, les juges ne manqueront pas de tenir compte de la première décision et accorderont plus difficilement le sursis en cas de nouvelle infraction. De même si le mineur n'est pas légalement en récidive, la nouvelle mesure ou la peine qui le frappera après la nouvelle infraction sera plus sévère que s'il n'avait jamais comparu devant les tribunaux.

Quant à prononcer la mesure éducative elle-même avec sursis, la chose n'est pas possible en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 que nous venons de citer : « ...sursis à l'exécution *de la peine* », et aussi à raison du but poursuivi : le redressement du mineur.

6° ELLE N'EST PAS UNE CAUSE DE DIVORCE

En matière de divorce, l'article 231 du Code civil modifié par la loi du 2 avril 1941 dispose que la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce. La décision ordonnant une mesure éducative même à raison d'un crime passible d'une peine afflictive et infamante n'est pas une condamnation à cette peine et ne sera pas une cause péremptoire de divorce.

(1) Montpellier, 6 juin 1848, D. 1848-2-117.

Pas davantage, la décision ordonnant une mesure de redressement à l'égard d'un époux mineur de 18 ans pour adultère — hypothèse certainement rare mais pas impossible théoriquement — ne serait, semble-t-il, une cause péremptoire de divorce (art. 229 et 230). A ce sujet cependant nous hésitons. A l'égard d'une condamnation pour adultère amnistiée, la Cour de cassation a statué ainsi le 14 mai 1923 (2) : « Peu importe la disparition de la condamnation, il ne faut pas oublier que les faits subsistent et que ce sont les faits énumérés par le Code civil qui constituent les motifs de divorce... » Nous estimons que ce raisonnement pourrait s'appliquer à la décision ordonnant une mesure éducative à l'égard d'un époux mineur adultère. Les faits demeurent, et là réside la cause de divorce. Aussi croyons-nous que, même dans le cas de mesure de redressement à l'égard d'un époux mineur adultère, le divorce ou la séparation de corps pourrait être prononcé *de plano* pour adultère, sans recourir à l'idée d'injures graves (art. 232).

7° ELLE NE MET PAS OBSTACLE A L'OCTROI DE DÉCORATIONS ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Ainsi que nous l'avons dit à propos des emplois de l'Administration, personne, hors les magistrats et le préfet de police à Paris, ne peut connaître officiellement, par le casier judiciaire, la décision et l'infraction concernant le mineur. Cependant, en fait, les fonctionnaires chargés de donner leur avis sur les mérites du postulant ne manqueront pas de la connaître. Ne vont-ils pas alors donner un avis défavorable et ainsi priver d'une juste récompense une personne distinguée, un excellent citoyen qui, depuis longtemps, a racheté sa faute de jeunesse ?

Ainsi qu'on le voit, tous ces problèmes des incapacités, déchéances ou indignités attachées aux décisions ordonnant des mesures éducatives à l'égard des mineurs délinquants ne sont pas aussi simples qu'on le pourrait croire. Un délit, une folie, une erreur de jeunesse peuvent avoir des répercussions et des retentissements insoupçonnés sur la vie d'une personne. Ainsi que le chante Basile, dans l'air de la calomnie du *Barbier de Séville* : « Le mal est fait, il chemine, il s'avance, de bouche en bouche il est porté... Et l'on voit le pauvre diable, menacé comme un coupable, sous cette arme redoutable tomber terrassé... »

(1) Cass. crim., 14 mai 1923, D. 1924-1-76.

CHAPITRE V

L'EFFET DES CAUSES D'EXTINCTION SUR LES MESURES ORDONNÉES

Les peines s'éteignent quand elles sont exécutées, comme les dettes quand elles sont payées. Mais, de même qu'un débiteur peut être libéré sans avoir payé, de même certaines circonstances peuvent intervenir qui préviennent ou font cesser l'effet des peines. Les plus importantes sont l'amnistie, la grâce, la prescription de la peine et la réhabilitation. En ce qui concerne les mineurs condamnés (art. 23 de la loi de 1942), les solutions sont les mêmes pour eux que pour les majeurs, et nous ne leur consacrons pas un chapitre spécial. Mais il y a tous les autres mineurs, ceux qui sont l'objet de mesures éducatives. Si l'on songe que, pendant la période de 1930 à 1935, 70 % des décisions ordonnaient de telles mesures à leur égard de préférence aux condamnations à des peines, si l'on rapproche que la loi de 1942 (art. 17) pose également en principe que les mineurs de 18 ans, auteurs ou complices de crimes ou de délits, ne sont l'objet que de mesures de protection et de redressement, on s'aperçoit alors de l'importance et de la proportion de ce genre de décisions par rapport aux condamnations à des peines, et l'on comprend l'intérêt d'une étude sur l'effet des causes d'extinction des peines sur les mesures éducatives.

SECTION I

L'AMNISTIE

L'étymologie grecque du mot indique que cette mesure consiste dans l'oubli du passé. C'est pourquoi M. Villey dans son *Précis de droit criminel* (1) définit l'amnistie : « un acte de souveraineté dont l'effet est d'effacer et de couvrir du voile du passé certains faits punissables et en conséquence soit d'empêcher ou arrêter des poursuites, soit d'anéantir les condamnations. »

En vertu de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 (art. 3) les

(1) VILLEY, *Précis de droit criminel*, p. 249.

amnisties ne pouvaient résulter que d'une loi. L'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940 réserve au Chef de l'État français « le droit de grâce et d'amnistie » (art. 1-§ 6). Comme ce paragraphe 6 est indépendant du paragraphe 2, on en peut déduire que l'amnistie peut être accordée par simple décret, sans qu'il soit besoin d'une loi en conseil des ministres.

Qu'elle intervienne soit avant soit après la condamnation, l'amnistie efface le caractère délictueux de l'acte. Elle supprime l'infraction, anéantit les poursuites et les condamnations. Cependant elle ne va pas jusqu'à supprimer fictivement le fait lui-même et ses conséquences matérielles. Ce qui est fait est fait et rien ne peut faire qu'il ne l'ait été, *quod factum est infectum reddere non potest*.

L'amnistie est une mesure générale et objective. Elle ne vise pas telle personne déterminée mais telle ou telle catégorie d'infractions commises dans certaines circonstances et pendant un certain laps de temps. On la conçoit en général comme s'appliquant à certaines infractions d'une nature spéciale : délits de presse, délits politiques, délits fiscaux, délits militaires... qui n'ont pas le caractère odieux des délits de droit commun. Après des événements politiques et sociaux importants, on espère, par ce moyen, apaiser les esprits irrités et rétablir la concorde et l'union entre les citoyens. Cependant certaines lois d'amnistie — et elles ont été nombreuses de 1920 à 1939 — ont même englobé des infractions de droit commun.

Après avoir ainsi délimité les catégories d'infractions que visent habituellement les amnisties, on peut affirmer qu'elles intéressent moins souvent les mineurs que les adultes. Les mineurs de 18 ans commettent plus rarement des délits de presse ou des délits politiques.

Cependant ce n'est pas impossible, et, comme certaines lois d'amnistie visent même, ainsi que nous venons de le dire, des délits de droit commun, la question présente pour les mineurs plus qu'un intérêt théorique.

§ I. — L'amnistie intervient avant le jugement.

L'amnistie, mesure générale et objective, vise uniquement des faits. Elle déclare que ces faits, commis antérieurement à une certaine date, définis comme délictueux, sont considérés rétroactivement comme n'ayant jamais eu ce caractère. Elle néglige la qualité des auteurs. Ceux-ci, qu'ils soient délinquants primaires ou récidivistes, majeurs ou mineurs, bénéficieront de l'amnistie.

Ainsi en a décidé le tribunal pour enfants et adolescents de la Seine le 20 novembre 1919 (1) : « Doivent être déclarés amnistiés les délits de

(1) T. E. A. Seine, 20 nov. 1919, *Gaz. Trib.*, 1920-2-175.

vagabondage et d'infractions à la police des chemins de fer commis par un mineur de 18 ans antérieurement au 19 octobre 1919... »

L'amnistie éteint l'action publique, aucune poursuite ne peut désormais être exercée par le ministère public contre les auteurs d'une infraction amnistiée. De plus si des poursuites ont commencé, elles doivent être immédiatement arrêtées. Enfin, si la Chambre du conseil, le tribunal pour enfants et adolescents ou le tribunal de simple police ont été saisis mais n'ont pas encore rendu leur jugement au moment de la publication de la loi, le jugement ne peut que déclarer l'action publique éteinte et renvoyer l'inculpé des fins de la poursuite sans autre examen.

§ II. — L'amnistie intervient après le jugement.

Quelle va être la solution dans cette hypothèse ?

1° Le jugement n'était pas encore définitif.

Dans ce cas le mineur, s'il le peut, ou le ministère public — il le doit : représentant de la société, il ne saurait avoir plus de droit ni être plus sévère que celle-ci qui pardonne — useront des voies de recours (opposition, appel, pourvoi en cassation) contre le jugement rendu pour faire déclarer l'action publique éteinte par l'amnistie. C'est ce qu'avait déjà admis la Cour d'appel de Paris le 29 octobre 1919 (1) : « Considérant que V... âgé de 15 ans est appelant d'un jugement du tribunal de la Seine du 25 juillet 1919 qui l'a déclaré coupable du délit de coups et blessures volontaires, prévu par l'article 311 du Code pénal, commis le 29 juin 1919, mais qui l'a renvoyé dans une colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité, comme ayant agi sans discernement. Considérant qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919 amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 19 octobre 1919 et prévus par divers articles du Code pénal et spécialement par l'article 311. Considérant que les dispositions de l'article 1^{er} de la loi d'amnistie susvisée sont générales et ne font aucune distinction basée sur l'âge de l'auteur des infractions visées par elle ; qu'il y a lieu d'en faire application à V... Par ces motifs, déclare amnistié le délit de coups et blessures volontaires relevé contre l'appelant ; déclare l'action publique éteinte, décharge V... des condamnations prononcées contre lui... »

(1) Paris, 29 oct. 1919, D. 1920-2-93.

Cette décision visait le cas de l'envoi dans une colonie pénitentiaire. Si le jugement avait ordonné une autre mesure éducative, même la remise du mineur à sa famille, le raisonnement aurait été le même et l'action publique aurait été déclarée prescrite. Dans le cas de remise à la famille, la situation du mineur n'aurait pas subi de modification apparente, mais, en droit, il était considéré comme n'ayant jamais comparu devant la justice pour une infraction.

Cette jurisprudence et ces principes demeurent sous l'empire de la loi de 1942. Si la Chambre du conseil, le tribunal pour enfants et adolescents, ont prononcé une mesure éducative ou répressive à l'encontre d'un mineur auteur d'une infraction amnistiée après le prononcé du jugement, la juridiction supérieure, saisie par un recours du ministère public ou des intéressés, devra déclarer amnistiée l'infraction, éteinte l'action publique et décharger le mineur des mesures ordonnées.

2° Le jugement était devenu définitif.

La Chambre du conseil retenant la prévention a remis le mineur à sa famille (art. 8-§§ 3 et 4), le tribunal pour enfants et adolescents a ordonné l'une des 6 mesures de protection et de redressement permises à l'article 18, ou a condamné à une peine (art. 23), le tribunal de simple police ou la Chambre du conseil ont prononcé les mesures prévues (art. 24). Ces décisions étaient devenues définitives par l'expiration des voies de recours lorsque la loi d'amnistie fut publiée. Les mesures vont-elles subsister et continuer de recevoir application, ou bien le mineur va-t-il être remis en liberté ?

a) **Mineurs condamnés.** S'il s'agit de mineurs condamnés à des peines, comme pour des majeurs la condamnation sera effacée ; tous les effets produits par elle seront rétroactivement anéantis : frappés de peines corporelles, les mineurs devront être immédiatement remis en liberté ; les amendes et frais dus à l'État ne sont plus exigibles ; et, si les frais ont été payés, ils doivent être restitués ; mais ce dernier principe subit en général une exception par une clause spéciale qui tend à devenir de style dans les lois d'amnistie contemporaines : « L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuites et d'instance avancés par l'État, aux droits fraudés, restitutions, dommages-intérêts... »

La condamnation amnistiée ne figurera plus au casier judiciaire (loi du 5 août 1899, art. 2 *in fine*).

Si l'amnistié vient à commettre de nouveaux délits, il ne sera pas en état de récidive.

Cependant l'amnistie n'efface pas la confiscation mesure de police (Cass., 22 oct. 1920, 7 avril 1922) (1), mais elle supprime l'interdiction de séjour (Cass., 21 juillet 1932) (2).

b) **Mineurs objet de mesures éducatives.** Au point de vue juridique, l'infraction ayant supprimé rétroactivement le caractère délictueux du fait commis, la mesure de protection et de redressement ordonnée à l'égard du mineur délinquant devrait tomber comme manquant de base. En effet, la loi de 1942, comme le faisait déjà la loi de 1912, ne permet de telles mesures à l'encontre des mineurs de 18 ans, qu'à la condition par eux d'être « reconnus auteurs ou complices d'un crime ou d'un délit » (art. 17). L'amnistie ayant détruit cette base — le caractère criminel ou délictuel du fait — l'édifice, la décision, doit s'écrouler. La mesure doit nécessairement et automatiquement prendre fin au jour de l'application de la loi d'amnistie ; et si le mineur est retenu dans un établissement, une institution ou une colonie (art. 18) il doit immédiatement être remis en liberté. Tels sont les principes qui devraient être admis.

La Cour de cassation, le 10 janvier 1920 (D^{lle} Gustin) (3) par des motifs erronés, a cependant décidé le contraire ; l'espèce était la suivante : la Cour de Besançon avait ordonné l'envoi en colonie pénitentiaire, pour vagabondage, de Gustin Marie, puis avait déclaré la loi d'amnistie applicable à ces faits. Le procureur général s'était pourvu en cassation. « La Cour de cassation : Attendu que la loi d'amnistie du 24 octobre 1919 ne concerne que les faits qui présentent un caractère délictueux motivant ou ayant motivé l'application des pénalités édictées par les dispositions légales qu'énumère ladite loi.

« Attendu que le défaut de discernement implique l'absence de criminalité dans les faits dont un mineur de 18 ans est reconnu l'auteur, qu'il en résulte que ces faits échappent à toute répression pénale. Attendu que les mesures autorisées par les articles 6 et 21 de la loi de 1912 ont pour but unique la protection des mineurs et qu'elles ne constituent pas des peines. Attendu que, poursuivie pour vagabondage, D^{lle} Gustin, 17 ans, a été acquittée comme ayant agi sans discernement et que, par arrêt du 8 octobre 1919, la Cour de Besançon a ordonné qu'elle serait conduite dans une colonie pénitentiaire jusqu'à 21 ans ; que l'arrêt attaqué, en décidant que l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919 s'applique au fait qui a motivé la mesure prescrite, a faussement interprété l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919 et a violé l'article 21 de la loi du 22 juillet 1912. Par ces motifs, Casse. Renvoi... »

(1) Cass. crim., 22 oct. 1920, S. 1922-1-138 ; Cass. crim., 7 avril 1922, D. 1922-1-213.

(2) Cass. crim., 21 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1932-2-613.

(3) Cass. crim., 10 janvier 1920, *Bull. crim.*, n° 24, D. 1920-1-93.

Par cet arrêt, la Cour de cassation décidait, en somme, que l'amnistie ne met pas fin aux mesures d'éducation ordonnées par un jugement définitif à l'égard d'un mineur délinquant. Ces mesures devaient continuer à s'exécuter.

Cette solution pouvait créer des situations curieuses et choquantes ; par exemple, lorsque, parmi deux mineurs détenus dans la même colonie pénitentiaire (ce qui était possible, loi du 5 août 1850, art. 3), l'un d'eux, le condamné à une peine, donc considéré comme plus coupable, était immédiatement remis en liberté à la publication de l'amnistie, tandis que l'autre, objet seulement d'une mesure éducative, devait être maintenu privé de liberté jusqu'à ses 21 ans.

Aussi les lois d'amnistie sont-elles venues tempérer la rigueur de cette jurisprudence. Celles du 29 avril 1921 et 3 janvier 1925 ont admis la libération des mineurs retenus en colonie pénitentiaire, sur la demande de certaines personnes (parents, tuteur, œuvres charitables). Enfin, la dernière grande loi d'amnistie du 12 juillet 1937 a prescrit dans le même sens (art. 12) : « Les mineurs de 18 ans, envoyés dans une colonie pénitentiaire ou dans un patronage à raison d'infractions, autres que des crimes, amnistiés par la présente loi et pour lesquelles ils ont été acquittés comme ayant agi sans discernement pourront être réclamés par leurs parents non déchus de la puissance paternelle, leurs tuteurs responsables ayant effectivement leur garde ou par une œuvre charitable, sans qu'aucun délai préalable puisse être opposé à cette demande... »

Une telle disposition est heureuse ; elle supprime notamment l'injustice que nous venons de signaler, entre deux mineurs détenus dans la même colonie pénitentiaire : l'un, le condamné, qui devait être aussitôt libéré, l'autre, objet d'une mesure éducative, qui devait être maintenu jusqu'à ses 21 ans. Désormais, grâce à l'amnistie, ils seront l'un et l'autre remis en liberté. Cependant, en ce qui concerne le dernier, encore faut-il qu'il soit « réclamé ».

Si un décret ou une loi d'amnistie doit intervenir dans un avenir prochain, nous voulons espérer, pour les mineurs, qu'elle contiendra une disposition analogue à celle de l'article 12 de la loi du 12 juillet 1937. Sinon, la jurisprudence de la Cour de cassation du 10 janvier 1920 (1), à moins d'un revirement de cette haute juridiction, pourrait encore recevoir application, même sous l'empire de la loi de 1942 muette au sujet de l'amnistie.

(4) Cass. crim., 10 janvier 1920, *Bull. crim.*, n° 24.

SECTION II

LA GRACE

La grâce est la remise faite par le Chef de l'État de l'exécution de tout ou partie d'une peine prononcée par un tribunal. A la différence de l'amnistie qui enlève au fait son caractère délictueux et éteint ainsi à l'origine les conséquences du jugement, la grâce ne produit d'effets que pour l'avenir, l'infraction subsiste, la condamnation demeure ; la peine seule est éteinte en ce sens que le gracié est dispersé de l'exécuter.

La grâce est le correctif nécessaire des imperfections des lois et des jugements des hommes. Sans doute en cas d'erreur judiciaire existe-t-il un moyen efficace de correction : la révision. Mais cette procédure n'est ouverte que dans des cas exceptionnels. La grâce, en faisant cesser la peine, fournit un remède immédiat. En outre, depuis le jugement, la situation du condamné a pu se modifier. La grâce permet de concilier la justice et l'humanité. Aussi doit-elle figurer dans toute législation rationnelle.

La loi du 25 février 1875 édictait (art. 3) : « Le Président de la République a le droit de grâce. » L'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940, qui fixe les pouvoirs du Chef de l'État français, ne s'exprime pas autrement (art. 1^{er}) : « Il a le droit de grâce... »

§ I. — Modification des mesures répressives.

Les mineurs condamnés à des peines conformément aux articles 17-§ 2 et 23 de la loi de 1942 pourront bénéficier du droit de grâce du Chef de l'État dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets que les majeurs. La peine peut donc être remise, réduite ou commuée ; mais la grâce ne peut intervenir que lorsque la condamnation est devenue irrévocable ; elle ne s'applique pas aux condamnations avec sursis dont l'exécution est précisément suspendue. Elle ne s'applique pas aux incapacités ou déchéances.

En faveur des mineurs condamnés, la loi de 1942 a prévu une grâce particulière. L'article 23, en effet, après avoir édicté que l'emprisonnement auquel est condamné le mineur de 16 ans auteur d'un crime, doit être subi dans un quartier spécial d'une colonie corrective jusqu'à ses 18 ans, dans un établissement pénitentiaire à partir de cet âge, ajoute : « Le condamné pourra cependant, s'il donne des gages sérieux d'amendement, être main-

tenu par décision du garde des sceaux dans une colonie corrective, sans qu'il puisse y demeurer au delà de l'âge de 21 ans. »

§ II. — Modifications des mesures éducatives.

La grâce est la remise de l'exécution d'une peine. Pour qu'il y ait possibilité de grâce, il faut donc qu'il y ait condamnation à une peine. Pourtant le mineur placé jusqu'à ses 21 ans dans une œuvre privée, dans une institution publique d'éducation surveillée ou une colonie corrective aurait bien intérêt lui aussi à obtenir une remise, une réduction ou une commutation de cette mesure. La chose est certaine ; mais, du fait que la mesure est éducative et non répressive, il ne pourra jamais bénéficier de la grâce proprement dite. Cependant les mesures ordonnées à son égard pourront, dans certains cas, être modifiées ; c'est bien là l'essentiel pour lui.

A) PAR LE POUVOIR JUDICIAIRE.

L'article 22 de la loi de 1942 s'exprime ainsi : « En cas de mauvaise conduite, de péril moral ou d'entrave apportée à la surveillance d'un mineur placé sous le régime de la liberté surveillée ou confié à une œuvre privée habilitée, le président de la juridiction qui a statué peut soit d'office, soit à la demande du parquet ou du délégué, ordonner le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents et prendre, par provision, l'une des mesures énumérées à l'article 4 de la présente loi. »

« Le tribunal peut, à tout moment, modifier le placement de l'enfant. »

L'article 23 de la loi de 1912 prévoyait déjà cette situation et permettait au président d'ordonner la citation du mineur à une prochaine audience pour qu'il soit statué à nouveau. Complété par la loi du 26 mars 1927, cet article autorisait également le président à user de la même faculté lorsque le mineur avait donné des gages suffisants d'amendement.

Enfin l'article 66 du Code pénal permettait de même la modification de la mesure lorsque le mineur avait été remis à une personne ou à une institution charitable ou conduit dans une colonie pénitentiaire (appelée institution publique d'éducation surveillée depuis la loi du 23 août 1940), même lorsque la liberté surveillée n'avait pas été adjointe, ce qui n'était pas possible avec l'envoi en colonie pénitentiaire.

La loi de 1942 (art. 22) n'a malheureusement pas reproduit ces deux importantes dispositions. Nous ne croyons pas en effet que l'on puisse détacher le second alinéa de l'article 22 du premier ; celui-ci vise seulement

les cas de mauvaise conduite, péril moral ou entrave à la surveillance du mineur. Le 2^e alinéa, s'il était isolé, permettrait la modification du placement dans les 6 cas prévus à l'article 18, que le mineur ait une mauvaise ou une bonne conduite, qu'il ait donné ou non des gages d'amendement, que la liberté surveillée fût adjointe ou ne le fût pas. Ce 2^e alinéa isolé autoriserait par conséquent toutes les modifications permises par les lois de 1912, 1927 et l'article 66 du Code pénal. Mais alors pourquoi le 1^{er} alinéa existerait-il ? S'il existe, c'est donc que le second est son complément, et que la modification du placement que permet le 2^e doit être renfermée dans le cadre étroit que fixe le 1^{er}.

Les cas de modifications. — Les trois seuls cas admis par l'article 22 sont la mauvaise conduite du mineur, son péril moral et l'entrave apportée à la surveillance du délégué. Si le mineur donne les gages les plus certains d'amendement, aucune modification n'est permise, contrairement à ce que permettait l'article 23 de la loi de 1912-1927. Aussi pour reconquérir une partie du terrain, et à raison de la tendance de la loi de 1942 favorable au mineur, nous estimons qu'une interprétation extensive de l'expression « péril moral » est souhaitable et possible. On pourrait voir un péril moral non seulement dans ce qui est mal par le fait du mineur (ses mauvaises fréquentations, ses habitudes de paresse, d'intempérance...), mais aussi ce qui est mal pour lui : par exemple s'il est placé dans une œuvre privée et qu'il ait donné des gages suffisants d'amendement, il y aurait péril moral à le maintenir dans ce milieu de jeunes délinquants non encore amendés, qui ne lui convient plus. Cette interprétation extensive rendrait la modification du placement possible.

Le mineur intéressé est uniquement celui placé sous le régime de la liberté surveillée ou confié à une œuvre privée. La liberté surveillée peut intervenir lorsque le tribunal « ordonne la remise de l'enfant soit à ses parents ou tuteur, soit à une personne ou à une institution charitable » (art. 18 *in fine*).

Nous avons vu, dans notre chapitre II, qu'il faut entendre par « parents ou tuteur » également la personne qui a la garde du mineur (art. 18-1^o), et par « institution charitable », seulement « l'œuvre habilitée » de l'article 18-2^o et non les autres institutions ou instituts prévus notamment aux numéros 3^o et 4^o du même article.

Par conséquent si le mineur est remis à ses père, mère ou tuteur ou à la personne qui en avait la garde, s'il a été placé chez une personne digne de confiance, l'une et l'autre de ces mesures avec adjonction de la liberté surveillée, la modification sera possible. En ce qui concerne l'œuvre privée

habilité, la modification pourra intervenir que le placement ait été accompagné ou non de la liberté surveillée.

Là s'arrêtent les possibilités de l'article 22 ; aucune modification par l'autorité judiciaire n'est permise lorsque le placement ordonné est un de ceux prévus aux numéros 3^o, 4^o, 5^o et 6^o de l'article 18. Ainsi, notamment, le mineur placé dans un institut médico-pédagogique d'enfants anormaux ou arriérés jusqu'à ses 21 ans devra demeurer dans cet établissement même si depuis longtemps, grâce aux traitements pratiqués, il a cessé d'être anormal ou arriéré. En ne permettant pas la modification du placement avant l'époque fixée au jugement, si l'on n'adopte pas notre interprétation extensive de l'idée de « péril moral », c'est de la part du législateur accorder aux magistrats une grande science, qu'ils ne possèdent ni ne revendent, dans leur diagnostic de la durée du traitement nécessaire à l'anormal ou à l'arriéré, et aux praticiens de l'institut médico-pédagogique une bien faible compétence puisqu'il ne les suppose pas capables de guérir l'enfant avant l'époque fixée par les juges. C'est plus injurieux pour le législateur, qui ne l'a peut-être pas pensé mais l'autorise, que pour les praticiens.

De même si la mesure éducative consiste dans le placement dans une institution publique d'éducation surveillée ou dans une colonie corrective, aucune modification judiciaire n'est possible, contrairement à ce que permettait l'article 66 du Code pénal au moins pour la première de ces mesures, que le mineur ait fait preuve d'une mauvaise ou d'une bonne conduite. Nous verrons cependant dans un instant qu'une modification est possible par décision du ministre de la Justice.

Juridiction compétente. — C'est le tribunal pour enfants et adolescents quelle que soit la juridiction qui ait statué originairement ; celle-ci peut être la Chambre du conseil qui a remis le mineur à ses parents ou gardien avec adjonction de la liberté surveillée (art. 8-§§ 3 et 4), ou le tribunal pour enfants et adolescents en décidant la même mesure ou le placement chez une personne digne de confiance ou dans une œuvre privée (art. 18, 1^o et 2^o), enfin la Chambre du conseil en matière de contraventions contre les mineurs de 16 ans en récidive : elle peut, tout en prononçant l'amende et remettant le mineur à sa famille, le placer en outre sous le régime de la liberté surveillée.

Le président de l'une de ces juridictions ordonne alors le renvoi de l'affaire au tribunal pour enfants et adolescents. Il peut agir soit d'office, soit à la requête du parquet, soit à la demande du délégué.

Le président de la juridiction qui a statué peut prendre par provision l'une des mesures énumérées à l'article 4, c'est-à-dire, comme le juge

d'instruction, confier la garde du mineur à l'une des personnes ou institutions énumérées, ou même le placer provisoirement en maison d'arrêt.

Le tribunal pour enfants et adolescents peut modifier le placement ; il ordonnera l'un de ceux prévus à l'article 18. Ainsi que le permettait déjà la loi de 1912, cette modification peut intervenir aussi bien dans un sens favorable au mineur que dans un sens plus sévère ; plus sévère quant à la nature de la mesure éducative qui, de la remise à la famille sous la liberté surveillée, peut passer à l'institution publique d'éducation surveillée ou la colonie corrective, et quant à sa durée qui, prévue jusqu'aux 18 ans du mineur, peut être prolongée jusqu'à ses 20 ou 21 ans.

Cependant jamais le tribunal pour enfants et adolescents ne pourrait condamner le mineur à une peine. Ce serait contraire à l'autorité de la chose jugée et au texte même de l'article 22-§ 2 : « Le tribunal peut modifier le *placement* de l'enfant. »

En cas de nouvelle mauvaise conduite ou de nouveau péril moral, le placement pourrait encore être modifié par le tribunal pour enfants et adolescents, s'il est un de ceux prévus à l'article 22. Si au contraire la mesure ordonnée consiste dans le placement dans une institution publique d'éducation surveillée ou dans une colonie corrective, elle ne pourra être modifiée que par le pouvoir exécutif.

B) PAR LE POUVOIR EXÉCUTIF

1^o Adoucissement de la mesure.

a) **Institutions publiques d'éducation surveillée.** — Après avoir précisé le but des institutions publiques d'éducation surveillée, l'article 28 de la loi de 1942 ajoute : « Avant la date prévue pour leur libération, les pupilles, dont l'amendement et la formation professionnelle sont reconnus suffisants, peuvent être, sur décision du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice : placés à gages chez des cultivateurs, artisans ruraux ou autres particuliers; Envoyés dans une institution relevant du secrétariat d'État à la Santé, du secrétariat d'État à l'Éducation nationale ou du commissariat général à la Famille; mis en libération d'épreuve; ou autorisés à contracter un engagement dans l'armée. Toutes ces mesures, sauf la dernière, sont révocables en cas de mauvaise conduite de l'ancien pupille avant qu'il ait atteint sa majorité civile. »

La libération d'épreuve. — La loi du 5 août 1850 (art. 9) prévoyait déjà que les jeunes détenus des colonies pénitentiaires pouvaient obtenir,

à titre d'épreuve, d'être placés provisoirement hors de la colonie, sous des conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le dernier règlement date du 15 avril 1940. L'article 1^{er} s'exprime ainsi : « Les pupilles dont la garde est confiée à une institution publique d'éducation surveillée peuvent être admis à la libération d'épreuve sous 3 conditions :

« 1^o Avoir présenté pendant 12 mois consécutifs une conduite sans reproche ; 2^o Justifier d'un travail et de moyens d'existence assurés dès la sortie de l'établissement ; 3^o Être placés sous l'autorité d'une personne offrant toutes garanties pour le maintien de leur amendement. »

La décision d'admission à la libération d'épreuve est prise par le ministre de la Justice sur avis du maire, du préfet et du procureur.

Le mineur est averti, et le titre qui lui est remis en fait mention, que si sa conduite et son travail ne sont pas satisfaisants, la mesure de faveur dont il est l'objet lui sera retirée.

b) **Colonies correctives.** — Dans le même sens que l'article 28, l'article 30 dispose : « Les pupilles affectés à une colonie corrective y restent jusqu'à leur majorité. Toutefois, ceux qui, après un séjour d'un an au moins présentent des signes sérieux d'amendement, peuvent, sur décision du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice, être renvoyés dans une institution publique d'éducation surveillée. »

Ensuite, s'ils donnent encore des gages d'amendement, ils peuvent bénéficier de l'article 28.

2^o Aggravation de la mesure.

Inversement, si les pupilles des institutions publiques d'éducation surveillée manifestent une mauvaise conduite ou de la perversité, ils peuvent, par décision du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État à la Justice, être exclus de ces établissements et conduits dans une colonie corrective (art. 29-2^o).

SECTION III

LA PRESCRIPTION DE LA PEINE

Lorsqu'il s'est écoulé un certain temps depuis le jour de la condamnation sans que la peine ait été effectivement exécutée, la société perd le droit de faire subir cette peine.

D'après certains criminalistes, le coupable serait suffisamment puni par le remords qui l'a agité et les angoisses qui ont tourmenté sa vie pendant de nombreuses années. Ce motif suppose la perpétration d'un grand crime et l'existence du remords chez celui qui invoque la prescription.

Plus généralement, on base la prescription sur l'oubli présumé de la condamnation prononcée. Cette présomption d'oubli est irréfragable, la prescription est d'ordre public.

La prescription reposant sur une présomption d'oubli, on en tire les conséquences suivantes : le souvenir du fait délictueux et le besoin de répression se conservant plus longtemps à l'égard des crimes que des simples délits, la prescription pénale est plus ou moins longue suivant le plus ou moins de gravité des infractions et des condamnations. De plus comme la sentence définitive a assuré la preuve des faits et fixé le souvenir de l'infraction, la prescription de la peine est plus longue que celle de l'action publique.

Ces principes rationnels, notre Code d'instruction criminelle les a consacrés dans ses articles 635, 636 et 639 qui traitent de la prescription des peines. L'article 635 dit notamment : « Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle se prescriront par 20 années révolues à compter de la date des arrêts ou jugements. » Article 636 : « Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière correctionnelle se prescriront par 5 années révolues... » Article 639 : « Les peines portées par les jugements rendus pour contraventions de police seront prescrites après 2 années révolues... »

§ I. — Prescription des mesures répressives.

1° Mineurs de 16 ans condamnés pour crime.

Certains auteurs, tels M. Garraud⁽¹⁾, ont estimé que les expressions de ces articles « peines en matière criminelle, peines en matière correctionnelle, peines en matière de police » sont synonymes de « peines criminelles, peines correctionnelles, peines de police ».

L'intérêt de la discussion apparaît notamment à propos des mineurs de 16 ans. La loi de 1942 (art. 23-§ 2), comme le faisait la loi de 1912 (art. 67 du Code pénal), crée au profit des mineurs de 16 ans, convaincus d'un crime, une excuse atténuante qui a pour effet de substituer un emprisonnement correctionnel à la peine criminelle qu'ils auraient encourue s'ils avaient dépassé cet âge. Cette circonstance transforme-t-elle le crime en délit ?

(1) M. GARRAUD, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, t. II, n° 74.

Si le fait demeure crime, l'action publique se prescrit par 10 ans comme pour tous les crimes et la peine correctionnelle se prescrit par 20 ans. Si on admet que, par l'excuse atténuante, le fait dégénère en délit, l'action publique se prescrit par 3 ans et la peine par 5 ans comme pour tous les délits. Ainsi un mineur qui a commis un crime alors qu'il était âgé de 15 ans peut, dans le 1^{er} système, être encore recherché alors qu'il serait dans sa 24^e année ; dans le second, dès qu'il aurait atteint ses 18 ans, il ne pourrait plus être inquiété. De même pour la peine prononcée : si le jugement de condamnation avait été rendu alors qu'il avait 15 ans par exemple, il pourra, d'après le 1^{er} système, être encore recherché pour l'exécution alors qu'il aurait 34 ans ; dans le 2^e, dès qu'il aurait atteint ses 20 ans, il serait à l'abri de toute exécution. Le mineur saisit tout l'intérêt de la différence de ces deux théories.

M. Garraud admet que l'excuse de minorité transforme la nature de l'infraction. Le crime commis par un mineur de 16 ans dégénère en délit. Le grand criminaliste invoque en ce sens l'article 1^{er} du Code pénal qui définit le délit : « Toute infraction que les lois punissent de peines correctionnelles. » Or dans le cas de minorité comme dans celui de provocation, c'est la loi elle-même qui prononce directement une peine correctionnelle. Donc le crime commis par un mineur de 16 ans ne constitue légalement qu'un délit.

Cette opinion de M. Garraud était celle également de MM. Faustin-Hélie, Degois, Vidal et Magnol (1). Selon ces auteurs, l'excuse de minorité transforme le crime en délit. Aussi la prescription de l'action publique est-elle, selon eux, de 3 ans et non de 10 ans ; celle de la peine, de 5 ans et non de 20 ans.

C'est cette théorie qu'a d'abord suivie la Cour de cassation (25 août 1864 et 12 août 1880) (2). Dans les deux espèces en question, elle admettait la prescription triennale de l'action publique en matière de crimes commis par des mineurs de 16 ans.

Mais elle fut abandonnée — avec juste raison — le 9 juillet 1891 (3). La Cour de cassation décidait que la peine correctionnelle prononcée pour un crime contre un mineur de 16 ans se prescrit par 20 ans et non par 5 ans. Si l'on tient compte de la généralité des motifs invoqués, on peut supposer que la Cour aurait jugé dans le même sens au cas où il se serait agi de la prescription de l'action publique.

(1) FAUSTIN-HÉLIE, *Traité d'instruction criminelle*, t. II, n° 1057 ; DEGOIS, *Traité élémentaire de droit criminel*, n° 769 ; VIDAL et MAGNOL, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 5^e édit., n° 73.

(2) Cass. crim., 25 août 1864, S. 1865-1-101 ; Cass. crim., 12 août 1880, D. P. 1881-1-92.

(3) Cass. crim., 9 juillet 1891, S. 1891-1-432, *Bull. crim.*, 149.

Les cours et tribunaux se sont ralliés à cette opinion de la Cour de cassation du 9 juillet 1891. C'est ainsi que la Cour de Toulouse par arrêt du 22 décembre 1924 (5) l'adopte et la complète sur le terrain de l'action publique. R... Noël avait été traduit devant le tribunal pour enfants et adolescents pour avoir commis 3 attentats à la pudeur, crimes prévus par l'article 331 du Code pénal. Le T. E. A. avait déclaré l'action publique éteinte par la prescription triennale et relaxé R... Le ministère public avait interjeté appel.

« La Cour, Attendu, en droit, que si par une dérogation tout à fait spéciale, le mineur de 16 ans qui a commis une infraction de la nature de celles que la loi qualifie crimes n'est puni que de peines correctionnelles, ce tempérament exceptionnel apporté à la peine en faveur du mineur exclusivement à raison de son âge ne saurait transformer le caractère du fait incriminé dont les éléments substantiels n'ont pas été modifiés et que la matière reste criminelle. Attendu d'autre part que la nature de la juridiction appelée à statuer sur la prévention ne peut exercer aucune influence sur le caractère de l'infraction relevée contre le prévenu, la criminalité objective du fait étant seule à considérer pour en déterminer le caractère légal sans qu'il y ait lieu de tenir compte des atténuations de peines que l'âge du délinquant ou d'autres circonstances contingentes peuvent entraîner. Attendu que des principes énoncés plus haut, il résulte que la prescription de l'action publique, en ce qui concerne ces faits, est celle que vise l'article 637 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire la prescription de 10 ans ; qu'il suit de là que dans l'espèce soumise à la Cour l'action publique n'est pas éteinte et qu'il y a lieu de faire au prévenu l'application de la loi. Par ces motifs, Réformant, dit que l'action publique dirigée contre R... n'est pas prescrite... »

Nous estimons que cette jurisprudence n'a pas été modifiée par la loi du 27 juillet 1942. Par conséquent l'action publique à l'égard des mineurs de 16 ans auteurs de crimes se prescrit par 10 ans, et non par 3 ans ; quant à la peine d'emprisonnement prononcée contre eux (art. 23-§ 2), elle se prescrira par 20 ans, et non par 5 ans comme en matière de délits. Le fait commis par ce mineur demeure un crime.

2^o Autres mineurs.

Les mineurs de 16 à 18 ans auteurs de crimes, de délits ou de contraventions étant passibles des mêmes peines que les majeurs (art. 23 et 24) ;

(1) Toulouse, 22 déc. 1924, *Gaz. Pal.*, 1925-1-571.

les mineurs de 16 ans auteurs de contraventions, primaires ou en récidive, étant passibles de l'amende prévue par la loi (art. 24-§§ 3 et 4), c'est-à-dire d'une peine, tous sont soumis aux règles du Code d'instruction criminelle en matière de prescription, c'est-à-dire, pour la durée de la prescription de l'action publique : 10 ans, 3 ans et 1 an (art. 637, 638 et 640) suivant qu'il s'agira d'un crime, d'un délit ou d'une contravention ; et pour la prescription de la peine : 20 ans, 5 ans et 2 ans suivant les mêmes distinctions (art. 635, 636 et 639).

§ II. — Prescription des mesures éducatives.

Déjà la loi de 1912 était muette à ce sujet ; la loi de 1942 a suivi ce mauvais exemple. Aussi l'interprète en est-il réduit au Code d'instruction criminelle.

Nous avons vu la Cour de cassation décider par arrêt du 9 juillet 1891 (1) que la peine correctionnelle prononcée pour un crime contre un mineur de 16 ans se prescrit par 20 ans et non par 5 ans. C'est la réfutation de la théorie de MM. Faustin-Hélie, Degois, Vidal et Magnol, Garraud. Ce dernier, on s'en souvient, avait posé le principe que les expressions des articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle « les peines portées par les jugements rendus en matière criminelle, les peines portées par les jugements rendus en matière correctionnelle... » étaient synonymes de « peines criminelles et peines correctionnelles ». La Cour de cassation a réformé cette interprétation : la peine correctionnelle pouvant être aussi bien prononcée en matière criminelle que correctionnelle. Par conséquent, ces expressions doivent être prises dans leur sens littéral : on considère « la matière » de l'infraction, sa nature, et non plus la nature de la peine prononcée.

On aperçoit tout l'intérêt de cette dernière interprétation : les jugements ordonnant des mesures éducatives à l'égard des mineurs auteurs de crimes ou de délits sont bien rendus « en matière criminelle », ou « en matière correctionnelle ». Sans doute elles ne sont pas des peines à proprement parler. Mais sur bien des terrains, elles sont assimilées à des peines. Nous l'avons vu pour le pourvoi en cassation à propos de la consignation de l'amende dont les mineurs, objet de mesures éducatives, sont dispensés parce qu'assimilés à des « condamnés en matière criminelle », ou à des « condamnés en matière correctionnelle... à des peines emportant privation de la liberté » (Cass., 19 juin 1879) ; de même pour le pourvoi en révi-

(1) Cass., 9 juillet 1891, S. 1891-1-432, *Bull. crim.*, 149.

sion : l'envoi dans une colonie pénitentiaire est assimilé à la condamnation à une peine. (Cass., 7 février 1919-6 avril 1933) (1).

En matière de prescription de la peine, nous ne voyons aucun motif pour interdire cette assimilation de la mesure éducative à la peine et permettre d'en faire bénéficier le mineur. Aussi admettrons-nous que la prescription de la peine, quoique non prévue par la loi de 1942, s'applique aux mesures de protection et de redressement ordonnées à l'égard des mineurs auteurs de crimes ou de délits.

La durée de cette prescription sera de 20 ans en matière de crimes et de 5 ans en matière de délits. Mais ces règles doivent se concilier avec l'article 18 de la loi de 1942 qui édicte, comme le faisait la loi de 1912, que les mesures éducatives ne peuvent dépasser l'époque où le mineur aura atteint l'âge de 21 ans. Pour les concilier, il conviendra, à notre avis, d'adopter dans chaque cas particulier la solution la plus favorable au mineur. Par exemple si, à la date du jugement du T. E. A. ordonnant le placement du mineur, auteur d'un délit, dans une institution publique d'éducation surveillée jusqu'à ses 21 ans, celui-ci avait 14 ans, la mesure, lorsqu'il aura achevé sa 19^e année, sera prescrite et le ministère public ne pourra plus la faire exécuter. Inversement, si le mineur avait 17 ans au moment du jugement, elle ne pourra plus être exécutée dès qu'il aura atteint ses 21 ans, quand bien même le délai de 5 ans de la prescription ne serait pas écoulé.

SECTION IV

LA RÉHABILITATION

La grâce et la prescription de la peine laissent subsister les incapacités et déchéances résultant de la condamnation ; c'est pour les faire disparaître et restituer au condamné la plénitude de ses droits qu'intervient la réhabilitation.

L'origine de cette institution se trouve certainement dans le droit romain. Nous la voyons qualifiée de *restitutio in integrum* et intervenir notamment en faveur du citoyen romain à qui l'exil a fait perdre cette qualité, pour le ramener dans son ancienne patrie et le rétablir dans la jouissance des droits et dignités dont il avait été privé.

Le droit canonique la connaissait également pour faire disparaître

(1) Cass. crim., 19 juin 1879, *Bull. crim.*, 118 ; Cass. crim., 7 févr. 1919, *Bull. crim.*, 33 ; Cass. crim., 6 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933-2-44.

l'irrégularité qu'engendrait toute condamnation pénale qui mettait obstacle à l'exercice des fonctions sacerdotales.

L'ancien droit l'avait adoptée : « Lettres de réhabilitation, disait Muyart de Vouglans (1), ce sont celles qui s'obtiennent par celui qui, ayant satisfait aux peines, amendes et condamnations civiles contre lui prononcées, a recours à la clémence du prince pour être réhabilité dans sa réputation, afin d'ôter la note d'infamie qui l'empêche d'agir. »

§ I. — La réhabilitation des mineurs condamnés à des peines.

Elle se présente sous les mêmes aspects que pour les majeurs, et revêt deux formes : la réhabilitation légale ou de droit et la réhabilitation judiciaire.

La première est réglementée par la loi du 5 août 1899 modifiée par la loi du 11 juillet 1900 (art. 10). Elle produit ses effets de plein droit lorsqu'il s'est écoulé, suivant les cas, 10 ans, 15 ans ou 20 ans sans que l'individu condamné dans les conditions déterminées par la loi ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende. Le fait qu'il n'a pas été de nouveau condamné permet de penser qu'il est revenu au bien et toutes traces de ses fautes passées doivent disparaître.

A côté de cette réhabilitation résultant du bienfait de la loi, existe la réhabilitation judiciaire ouverte à tous ceux qui, après un délai d'épreuve, peuvent prouver qu'ils se sont amendés et sont revenus au bien ; l'autorité judiciaire a un pouvoir souverain pour accorder ou refuser, suivant les résultats de l'enquête, la faveur sollicitée. Cette réhabilitation est prévue par l'article 619 du Code d'instruction criminelle.

Qu'elle ait lieu de plein droit ou qu'elle soit la conséquence d'une décision judiciaire, la réhabilitation produit les mêmes effets ; elle *efface* la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient (art. 634 du Code d'instr. crim.) (2).

§ II. — La réhabilitation des mineurs objet de mesures éducatives.

Comme l'indique la première lecture de la loi de 1899 et de l'article 634 du Code d'instruction criminelle, la réhabilitation suppose un condamné

(1) MUYART DE VOUGLANS, *Lois criminelles*, p. 600.

(2) Cass. crim., 4 août 1938, *Gaz. Pal.*, 17 nov. 1938 ; *Revue Science criminelle*, 1939-1-78, chronique M. le Doyen Magnol ; *Revue Science criminelle*, 1939-1-95, chronique M. l'Avocat général Carrière.

à une peine. Or les mineurs objet de mesures éducatives ne sont pas des condamnés. Par conséquent, ils ne sauraient en bénéficier. Cette raison n'est pas pertinente. Dans de nombreux cas, les mesures éducatives sont assimilées à des peines ; on a pu le voir pour le pourvoi en cassation, pour le pourvoi en révision. On le verra pour la solidarité, la condamnation aux frais, la condamnation à des dommages-intérêts. Dans tous ces cas, le mineur objet d'une mesure de protection et de redressement est assimilé au mineur condamné. Pourquoi en serait-il différemment en matière de réhabilitation ?

Mais il est une raison qui s'oppose à l'admission de la réhabilitation en faveur des mineurs objet de mesures d'éducation. Nous la trouvons dans la définition même de cette institution qui se propose de faire disparaître *les incapacités et déchéances* résultant de la condamnation. Or, nous l'avons vu dans notre chapitre IV, le mineur objet de mesures éducatives n'est légalement frappé d'aucune incapacité, déchéance ou indignité. La réhabilitation ne lui est donc pas applicable.

Le casier judiciaire des mineurs. — L'article 25 de la loi du 27 juillet 1942 dispose : « Toute mesure prise à l'égard d'un mineur par application des articles 8, 18, 23 et 24 de la présente loi fait l'objet d'un bulletin qui est classé au casier judiciaire. »

« Toutefois, il n'en peut être fait mention que sur les bulletins délivrés aux magistrats et au préfet de police à Paris. »

1^o Bulletins n^o 1. — L'article 8 de la loi de 1942 concerne la remise, par la Chambre du conseil, du mineur à ses parents ou gardien, avec ou sans adjonction de la liberté surveillée. L'article 18 prévoit les six mesures de protection et de redressement que peut ordonner le tribunal pour enfants et adolescents ; l'article 23 règle des condamnations aux peines que peut prononcer le tribunal pour enfants et adolescents ; l'article 24 enfin fixe les mesures que peut prendre le tribunal de simple police ou la Chambre du conseil, en matière de contraventions.

Toute mesure prise dans l'un ou l'autre de ces cas fait l'objet d'un bulletin qui est classé au casier judiciaire. Le mot « mesure », à raison de la place de l'article 25 sous le titre III de la loi de 1942, vise aussi bien les mesures éducatives que les peines (art. 17 et 23), mais il ne concerne pas les relaxes prononcées lorsque la prévention n'est pas établie. Comme pour les majeurs, le greffier n'établira donc pas de bulletin n^o 1 au cas de relaxe.

Les mesures éducatives et les peines, prononcées en matière de crimes ou de délits contre des mineurs de 13 à 18 ans, faisaient déjà l'objet d'un

bulletin n° 1 classé au greffe du tribunal du lieu de naissance (art. 1-1° et 2° de la loi du 5 août 1899) ou au casier central (art. 3).

L'innovation de la loi de 1942 (art. 25) consiste dans l'établissement d'un bulletin n° 1, à classer au casier judiciaire, même pour les condamnations de simple police, primaires ou en récidive, quel que soit l'âge du mineur. La loi du 5 août 1899 (art. 1-1°) ne l'exigeait que pour « crime ou délit ».

La loi de 1942 oblige également à constater par un bulletin n° 1 les mesures éducatives ordonnées même à l'égard des mineurs de 13 ans, ainsi que les peines auxquelles ils peuvent être condamnés, au cas de crime (art. 23-§ 2). La loi de 1912 (art. 1^{er} *in fine*) disposait différemment : « Les décisions les concernant ne seront pas inscrites au casier judiciaire. » Cette solution de la loi de 1912 était très critiquable ; les tribunaux doivent connaître les antécédents complets des délinquants. Aussi fut publié le décret du 15 janvier 1929 (art. 5) qui ordonnait de porter les décisions concernant les mineurs de 13 ans, par voie d'extrait sommaire, à la connaissance du ministre de la Justice, qui en fait tenir un répertoire central. Les extraits de ce répertoire ne peuvent être communiqués qu'à l'autorité judiciaire et pendant la minorité de ceux qui en ont été l'objet (art. 6). En obligeant à établir un bulletin n° 1, à classer au casier judiciaire, de toutes les mesures ordonnées, même à l'égard des mineurs de 13 ans, la loi de 1942 a supprimé, pour l'avenir, l'utilité du répertoire central.

En résumé, la loi de 1942 exige un bulletin n° 1 pour toutes les mesures éducatives ou répressives, prononcées en toutes les matières (crimes, délits ou contraventions) à l'égard de tous les mineurs délinquants de 18 ans. Elle réalise, selon nous, une très utile généralisation par rapport aux lois de 1899-1900 et 1912. Nous aimerions voir cette idée étendue encore à d'autres cas : par exemple en matière de vagabondage de mineurs ; le décret-loi du 30 octobre 1935 fixe les mesures que peut ordonner le tribunal pour enfants et adolescents (à ce propos, il faudrait une modification du texte, car le T. E. A. sous son ancienne forme n'existe plus à l'échelon tribunal de première instance, la loi de 1912 qui le prévoit (art. 18) étant expressément et entièrement abrogée par celle de 1942 (art. 35) ; le décret-loi de 1935 ajoute : « La décision ne sera pas inscrite au casier judiciaire. » On prétend que le vagabondage des mineurs n'est plus un délit depuis ce décret-loi, ce dont nous ne sommes pas convaincus ; toujours est-il que la règle que ce texte édicte à propos du bulletin n° 1 est regrettable ; autre chose est de sauvegarder l'avenir de l'enfant et son reclassement social en passant sous silence sa faute de jeunesse, autre chose est de permettre aux magistrats de connaître exactement les antécédents des délinquants

en cas de nouvelles poursuites, afin de mieux doser les responsabilités et répartir les sanctions.

Pour les mêmes raisons, nous aimerions voir figurer au casier les décisions rendues par le président du tribunal civil, à la suite d'une procédure d'exercice du droit de correction par les père, mère ou tuteur, qui ont des « sujets de mécontentement très graves » sur la conduite du mineur (art. 376 et suiv. du Code civil, modifiés par le décret-loi du 30 oct. 1935). Ces décisions ne sont pas inscrites au casier judiciaire. L'article 378 ordonne même : « Il n'y aura... aucune écriture, ni formalité judiciaire, si ce n'est l'ordre même d'arrestation... » Dans cette hypothèse, le mineur, certes, n'est pas délinquant, mais comme il a donné des sujets de mécontentement très graves à sa famille, nous aimerions pouvoir retrouver trace de la décision au casier judiciaire ; le relevé de ce bulletin n° 1 permettrait, le cas échéant, en cas d'infraction, d'être mieux renseigné sur la conduite et les antécédents du délinquant.

2° Bulletins n° 2. — L'article 4 de la loi de 1899-1900 détermine les personnes qui peuvent obtenir la délivrance du bulletin n° 2, relevé intégral des bulletins n° 1 applicables à la même personne ; ce sont les magistrats, le préfet de police à Paris, les présidents des tribunaux de commerce, les autorités militaires et maritimes, les administrations publiques... Mais la loi de 1942, en ce qui concerne les mesures ordonnées à l'égard des mineurs, vient réduire notablement cette liste : « Toutefois, il n'en peut être fait mention que sur les bulletins délivrés aux magistrats et au préfet de police à Paris » (art. 25-§ 2).

La loi de 1899-1900 (art. 4) réglait de même, mais seulement pour les mesures éducatives.

Dorénavant, même les peines, prononcées contre des mineurs de 18 ans, ne devront plus figurer sur d'autres bulletins n° 2 que ceux délivrés aux magistrats et au préfet de police. Les bulletins n° 2, délivrés à toutes autres personnes ou administrations, ne devront, même en ce cas, porter aucune mention. Jamais aucune loi n'était aller aussi loin dans la voie de la bienveillance. En imposant le silence sur la décision prise autrefois à l'égard du mineur délinquant, le législateur de 1942 a voulu tout mettre en œuvre pour faciliter son reclassement. On doit applaudir à cette généreuse initiative.

3° Bulletins n° 3. — Relevé sommaire des condamnations portées aux bulletins n° 1, il ne peut être réclamé que par la personne qu'il concerne (art. 6 de la loi de 1899-1900) ; en réalité, il est toujours destiné aux tiers. Comme la loi de 1942 n'a rien prévu à son égard, on pourrait songer

à appliquer la loi de 1899-1900. Celle-ci précise que ne sont pas inscrites au bulletin n° 3 (art. 7) : « 1° Les décisions... ordonnant des mesures éducatives ; 5° Une première condamnation à un emprisonnement de 3 mois ou de moins de 3 mois prononcée... contre un mineur de 18 ans. »

A contrario, une première condamnation à plus de 3 mois y doit être inscrite. Mais on aperçoit quel excellent moyen l'application de cette loi de 1899-1900 offrirait aux personnes et administrations, qui ne peuvent obtenir le bulletin n° 2 complet, d'obtenir communication des condamnations supérieures à 3 mois prononcées contre un mineur. Il leur suffirait d'obliger le mineur à demander son bulletin n° 3, puis ensuite d'en prendre connaissance. Ainsi serait tournée la loi de 1942 (art. 25), qui ne permet de connaître les condamnations prononcées contre les mineurs qu'aux magistrats et au préfet de police, et non aux autres personnes. L'article 7-5° de la loi de 1899-1900 est donc implicitement abrogé par l'article 25 de la loi de 1942. Le bulletin n° 3 ne saurait contenir plus de mentions que le bulletin n° 2.

Registres spéciaux. — La loi de 1912 (art. 27) édictait : « Dans chaque tribunal, le greffier tiendra un registre spécial, non public, sur lequel seront inscrites toutes les décisions concernant les mineurs de moins de 18 ans. »

Cette disposition n'a pas été reproduite par la loi de 1942. Ce registre spécial sera donc supprimé.

Néanmoins l'article 24- § 3 dispose, à l'encontre du mineur de 16 ans auteur d'une contravention, que le juge de simple police prononce l'amende adresse une réprimande au mineur et des observations aux parents, tuteur ou gardien et les avertit des conséquences de la récidive. Le texte ajoute : « Il en fait mention sur un registre spécial. » La loi de 1912 (art. 14) avait créé également un registre spécial pour inscrire la réprimande prononcée contre un mineur de 13 ans auteur d'une contravention. Ce registre, si, en fait, il existe dans les tribunaux de simple police, pourra servir pour les mineurs de 16 ans de la loi de 1942.

CHAPITRE VI

LE MINEUR DÉLINQUANT ET LA CONDAMNATION AUX FRAIS

Toute poursuite pénale, comme tout procès civil, donne lieu à des dépenses de diverses sortes que l'on qualifie de frais ou dépens. Ils ne comprennent pas les frais généraux de la justice criminelle, ceux notamment relatifs aux traitements des magistrats, à l'entretien des locaux ou à la marche des services. En ce sens, il est exact de dire que, en France, « la justice est rendue gratuitement » (Constitution du 4 novembre 1848, art. 81 non abrogé). Ces dépenses, comme celles de tout autre service public, sont à la charge des membres de la communauté nationale.

Mais il est des frais particuliers au procès qu'il serait injuste de faire supporter par tous. Tels sont les frais de transfèrement des inculpés, de transport des pièces à conviction, les honoraires des médecins ou experts, les taxes des témoins et interprètes, les droits d'expédition ou autres des greffiers, les indemnités et frais de voyage des magistrats ou officiers de police judiciaire dans les cas de transport sur les lieux, l'envoi des paquets et lettres recommandés... Les dépens d'une affaire comprennent uniquement ces frais particuliers.

Dans le procès civil, on trouve deux règles simples : l'avance des frais est faite par le demandeur ; la partie qui succombe supporte les dépens (art. 130 du Code de procédure civile). Les parties sont en effet sur un pied d'égalité ; il s'agit de savoir qui a eu tort et qui a eu raison.

En matière pénale, la situation diffère : le demandeur à l'instance est le ministère public qui agit non dans un intérêt privé mais comme représentant de la société à qui appartient l'action publique. Le ministère public ne peut jamais être condamné aux frais, même s'il succombe. Le principe est certain et bien admis. D'autre part, l'auteur de l'infraction est un défendeur forcé qui ne peut pas plus échapper à l'action publique qu'éviter les frais souvent considérables que son adversaire a jugé nécessaires ou simplement utiles à la démonstration de sa culpabilité. Enfin l'intervention de la partie civile qui donne à l'inculpé deux adversaires, en mettant en mouvement à la fois l'action civile et l'action publique, n'est pas faite pour simplifier cette question des frais.

A ce dernier point de vue, la loi de 1942 a supprimé la difficulté ;

« l'action civile, en ce qui concerne les mineurs de 18 ans, ne peut être exercée que devant les tribunaux civils », prescrit l'article 11. Par conséquent, il n'y aura jamais de partie civile devant les juridictions de mineurs (Chambre du conseil, T. E. A., tribunal de simple police). Par suite, cette partie ne saurait être condamnée aux dépens d'un procès pénal auquel elle ne participe pas.

Comme, par ailleurs, le ministère public ne peut jamais être condamné aux frais, toute la question revient donc à savoir dans quels cas le mineur y doit être condamné, dans quels cas il en doit être dispensé.

1^o Mineurs relaxés ou condamnés à une peine.

Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, la situation est la même pour eux que pour les majeurs. Les textes sont les articles 162, 194 et 367 actuel du Code d'instruction criminelle. Le premier, qui s'insère au chapitre « Des tribunaux de simple police », dispose : « La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique. »

Le second, l'article 194, au chapitre « Des tribunaux en matière correctionnelle », précise : « Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit... les condamnera aux frais... »

Enfin l'article 367 (ex-368, avant la loi du 25 novembre 1941), qui figure au titre des Cours d'assises, reprend : « L'accusé qui succombera sera condamné aux frais envers l'État... »

Deux conditions sont donc nécessaires pour être condamné aux dépens : être partie au procès et succomber (formule des articles 162 et 367) ou être condamné (art. 194). Le mineur délinquant contre lequel la prévention de crime, de délit ou de contravention a été établie et qui a été condamné aux peines prévues par la loi (art. 23 et 24) par la juridiction compétente (T. E. A., tribunal de simple police ou Chambre du conseil, art. 1^{er} et 24), remplira ces deux conditions exactement comme un majeur. Aussi devra-t-il être condamné aux dépens.

Inversement, s'il est relaxé, à l'exemple d'un majeur, il ne doit pas être condamné aux dépens. Il sera relaxé « sans peine ni dépens ». Il en sera ainsi quand il ne sera pas établi que le mineur fût l'auteur de l'infraction ou quand celle-ci ne sera pas elle-même établie, ou lorsque le mineur était en état de démence au temps de l'action ou qu'il a agi en état de légitime défense ou en vertu d'un ordre de la loi avec commandement de l'autorité légitime. Il n'existe aucune incertitude à ce sujet. On applique les principes du droit commun.

2^o Mineurs objet de mesures éducatives.

Ni le Code d'instruction criminelle, ni la loi de 1912, ni celle de 1942 n'ont prévu cette situation. Aussi convient-il de s'en rapporter aux règles générales des articles 162, 194 et 367 du Code d'instruction criminelle. Pour qu'un prévenu ou accusé puisse être condamné aux frais, il faut donc qu'il succombe ou qu'il soit condamné.

Dans certains cas, la doctrine et la jurisprudence s'accordent pour dire que les mesures éducatives ordonnées à l'égard des mineurs de 18 ans auteurs de crime ou de délit ne constituent pas des peines et que ces mineurs ne sont pas des condamnés. Nous l'avons vu lors de notre étude sur le pourvoi en cassation ; la Cour de cassation, adoptant cette interprétation le 5 août 1909 (1), dispensait ainsi de la mise en état un mineur envoyé dans une colonie pénitentiaire. Parfois, au contraire, recherchant un tout autre résultat, jurisprudence et doctrine déclarent hautement que ces mesures doivent être assimilées à des peines, et les mineurs qui en sont l'objet, à des condamnés. Nous l'avons vu également à propos du pourvoi en cassation, pour la consignation de l'amende dont ils sont dispensés grâce à cette interprétation ; à propos du recours en révision admis de même en leur faveur. Nous le verrons pour la solidarité dont ils sont atteints, de même pour la condamnation à des dommages-intérêts. Dans tous ces cas, les mineurs objet de mesures d'éducation sont assimilés à des condamnés. Pourquoi n'admettrait-on pas cette assimilation en matière de frais et dépens ? Pour notre part, nous ne voyons aucune bonne raison qui puisse s'y opposer.

Qu'on les considère comme ayant succombé ou comme ayant été condamnés, les mineurs objet de mesures de protection et de redressement doivent être condamnés aux dépens.

Avant la loi de 1942, la jurisprudence était déjà bien fixée dans ce sens. Mais les motifs invoqués étaient très différents :

a) Parfois il n'y avait aucun motif : « Attendu que M... mineur de 16 ans a bien commis la contravention — ou le délit — qui lui est reproché ; qu'il a agi sans discernement ; qu'il n'en doit pas moins être condamné aux frais du procès... » (Cass. crim., 7 janvier 1876) (2).

b) Parfois le mineur était condamné aux dépens parce qu'on mettait l'accent sur sa culpabilité : « Attendu que le mineur reconnu coupable succombe, même quant à raison de son âge il n'est prononcé aucune peine contre lui... » (Cass., 18 juillet 1889) (3).

(1) Cass. crim., 5 août 1909, *Bull. crim.*, 420.

(2) Cass. crim., 7 janvier 1876, S. 1876-1-96.

(3) Cass. crim., 18 juillet 1889, D. 1889-5-244.

c) D'autres fois, les arrêts considéraient uniquement le fait matériel : « Attendu que le mineur, dans le cas où l'infraction est reconnue constante par jugement, doit, malgré son acquittement pour défaut de discernement, être considéré comme ayant succombé dans la poursuite et doit à ce titre être condamné aux dépens ». (Cass., 1^{er} février 1877) (1).

En réalité, la raison de cette condamnation aux frais est des plus simples : le mineur en commettant un crime ou un délit a donné lieu à des poursuites (*dedit locum inquirendi*). En exerçant l'action publique, le ministère public agissait en vue de faire prononcer à l'encontre du mineur une mesure éducative, ou une peine éventuellement. Le procès pénal était donc nécessaire ; les frais ont été exposés par la faute du mineur ; il est juste qu'il y soit condamné.

(1) Cass. crim., 1^{er} février 1877, *Bull. crim.*, 39.

CHAPITRE VII

LE MINEUR DÉLINQUANT ET LA CONTRAINTE PAR CORPS

On lit dans l'article 52 du Code pénal : « L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps. »

La contrainte est une voie d'exécution par laquelle le créancier poursuit sur la personne même de son débiteur le paiement de sa créance. Elle consiste dans l'emprisonnement du débiteur sur la demande du créancier (État ou particulier) à l'effet de l'amener par la menace de la privation temporaire de sa liberté à l'exécution de ses engagements.

La durée de cet emprisonnement est proportionnée au montant de la dette. La loi du 22 juillet 1867 (art. 9) modifiée par la loi du 30 décembre 1928 (art. 19) la fixe ainsi qu'il suit : « d'un à 5 jours, lorsque l'amende et les décimes n'excèdent pas 300 francs ; de 5 à 15 jours lorsque l'amende et les décimes n'excèdent pas 600 francs ; de 15 à 30 jours, lorsque l'amende et les décimes n'excèdent pas 1.200 francs ; de 30 à 60 jours lorsque l'amende et les décimes n'excèdent pas 2.400 francs ; de 2 mois à 4 mois lorsque l'amende et les décimes s'élèvent à plus de 2.400 francs ; de 4 mois à 6 mois, lorsque l'amende et les décimes s'élèvent à plus de 5.000 francs. »

En matière forestière et de pêche fluviale, si le débiteur ne justifie pas de son indigence, la durée de la contrainte est fixée par le jugement dans les limites de 8 jours à 6 mois (art. 18 de la loi de 1867), doublée en cas de récidive (art. 213 du Code forestier et 79 de la loi du 15 avril 1829).

La loi du 30 décembre 1928 a simplement eu pour but de réduire la durée de la contrainte par corps. Elle est encore suffisamment longue, car ce n'est pas seulement « l'amende et les décimes », comme on pourrait le croire à la lecture de la loi de 1928, qui compte pour le calcul, mais l'ensemble : amendes, décimes, dommages-intérêts, restitutions et frais (Cass. crim., 12 juillet 1930) (1). D'autre part, comme la monnaie, il faut bien le reconnaître, perd de plus en plus de sa valeur au fur et à mesure des temps et des lois, les condamnations pécuniaires s'élèvent à des sommes de plus

(1) Cass. crim., 12 juillet 1930, S. 1932-1-75.

en plus importantes. Si le mineur délinquant y est soumis, on voit le temps qu'il devra séjourner en prison pour dettes. Mais y est-il soumis comme un majeur ?

Sous l'empire du Code, les mineurs de 16 ans n'étaient pas contraignables en matière civile. Par contre, en matière criminelle, ils étaient assimilés à des majeurs, l'article 52 du Code pénal ne faisant aucune distinction entre les condamnés majeurs et mineurs. Mais s'ils étaient remis à leurs parents ou envoyés en maison de correction, après leur acquittement pour défaut de discernement, ils n'étaient pas soumis à la contrainte par corps, même pour le recouvrement des frais considérés comme ayant un caractère purement civil. (Cass., 18 mars 1842) (1).

La loi du 13 décembre 1848 rendit facultative l'application de la contrainte aux mineurs de 16 ans. Art. 9-§ 3 : « La contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police ne sera exercée dans l'intérêt de l'État ou des particuliers contre les individus âgés de moins de 16 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite qu'autant qu'elle aura été formellement prononcée par le jugement de condamnation. »

La loi du 22 juillet 1867 modifia ces dispositions. Elle demeure, aujourd'hui encore, la loi de base en la matière. Nous y lisons : « La contrainte par corps est supprimée en matière commerciale, civile et contre les étrangers.

« Elle est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police. »

La contrainte par corps subsiste donc pour garantir le recouvrement des condamnations pécuniaires, pénales et civiles, prononcées contre les auteurs et complices d'une infraction de droit commun. La loi du 30 décembre 1928 l'interdit en effet en matière de contraventions, délits et crimes politiques. Par contre, elle s'applique même au cas où des condamnations ont été prononcées par un tribunal civil au profit d'une partie lésée pour réparation du crime, du délit ou de la contravention de droit commun, reconnu par la juridiction répressive (art. 5 de la loi de 1867) ; ce qui, le cas échéant, pourra concerner le mineur, puisque la victime ne peut exercer contre lui son action civile que devant les juridictions civiles (art. 11 de la loi de 1942).

Dans le cadre ainsi délimité, voyons si la contrainte peut être prononcée contre les mineurs délinquants.

(1) Cass. crim., 18 mars 1842, D. 1842-1-208.

§ 1. — Mineurs de 16 ans.

L'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 dispose ainsi : « Les tribunaux ne peuvent prononcer la contrainte par corps contre les individus âgés de moins de 16 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite. »

A l'affranchissement facultatif de la loi du 13 décembre 1848, la loi de 1867 substituait une exemption complète et absolue. Cette rédaction diffère — il n'est pas inutile de le souligner — du projet primitif qui portait : « Les tribunaux peuvent ne pas prononcer... » C'est sur l'intervention de la commission de législation que le pouvoir d'appréciation fut enlevé aux tribunaux. « L'équité commande de mettre les condamnés si jeunes encore à l'abri de toute correction paternelle », fut-il invoqué pour justifier cette modification.

Tout mineur de 16 ans à l'époque de l'infraction est donc dispensé d'une façon absolue de la contrainte par corps. Il en est ainsi du mineur condamné à une peine comme du mineur objet d'une mesure éducative. Peu importe l'âge auquel on poursuit le recouvrement de la condamnation ; une seule chose importe : l'âge du délinquant au jour de l'infraction. Il faut de ce point de vue féliciter le législateur puisque sa déclaration ne comporte aucune difficulté d'interprétation. Que de fois pourtant n'a-t-elle pas été oubliée ou méconnue par les tribunaux ? Nous en citerons quelques exemples.

1^o Condamnés à une peine.

En matière de contraventions, voici l'arrêt Chiappini (Cass. crim., 25 mars 1881) (1). Chiappini avait cueilli des fruits appartenant à autrui. Pour ce fait, le juge de simple police l'avait, par application de l'article 471-9^o du Code pénal, condamné à la peine de un franc d'amende et fixé à 2 jours la durée de la contrainte par corps. « Cette disposition, dit la Cour de cassation, en tant qu'elle s'applique à Chiappini fils, lequel n'est âgé que de 14 ans, présente une violation manifeste de l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867... Par ces motifs, Casse... »

En matière de délits, la Cour de cassation, par arrêts des 11 mars 1921 et 11 février 1930 (2) annule deux jugements du tribunal correctionnel d'Alger et du tribunal correctionnel de Constantine, qui avaient prononcé la contrainte par corps contre de jeunes indigènes mineurs de 16 ans.

(1) Cass. crim., 25 mars 1881, S. 1882-1-143.

(2) Cass. crim., 11 mars 1921, *Bull. crim.*, n^o 124 ; 11 février 1930, *Gaz. Pal.*, 1930-1-578.

2° Objet de mesures éducatives.

Le 30 juillet 1898 (1), la Cour de cassation cassait partiellement un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans fixant au minimum la durée de la contrainte par corps à l'égard du jeune Buisson mineur de 16 ans acquitté comme ayant agi sans discernement et envoyé en maison de correction.

Elle faisait de même le 19 juin 1919 pour un jugement du tribunal correctionnel d'Alger (mineur de 16 ans, B... Youssef).

De même, le 6 septembre 1923 (2), à l'égard d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris qui avait acquitté pour défaut de discernement le jeune Bertaud, mineur de 16 ans, avait ordonné son envoi en colonie pénitentiaire et l'avait condamné à la contrainte par corps.

De même, le 27 juin 1925, contre un jugement du tribunal correctionnel de Sétif à l'égard des mineurs de 16 ans Sahli Ahmed et autres (les prévenus avaient 14 et 12 ans).

Cette disposition de l'article 13 de la loi de 1867 exemptant de la contrainte par corps tout mineur de 16 ans au moment des faits qui ont motivé la poursuite a été critiquée. Certains auteurs ont reproché au législateur un excès d'indulgence et ont prétendu que s'il n'est pas humain de mettre en prison un mineur de 16 ans il est regrettable de ne pouvoir exercer la contrainte contre un individu âgé de 25 ans qui vient d'être condamné pour un crime commis il y a près de 10 ans. S'il paraît juste, en effet, disent ces criminalistes, pour apprécier la responsabilité pénale du mineur et déterminer les mesures qui peuvent être ordonnées à son égard, de se placer au temps de son action, par contre lorsqu'il s'agit d'une mesure destinée à garantir l'exécution d'une condamnation pécuniaire prononcée contre lui, c'est au temps de celle-ci qu'il conviendrait de se référer. Pour notre part, nous préférons la disposition actuelle de l'article 13 qui tient compte de l'âge uniquement à l'époque des faits et non au moment du jugement ou au moment de la mise en recouvrement des condamnations pécuniaires. Ainsi le moment d'appréciation reste le même pour le juge : le temps de l'infraction, qu'il s'agisse de la contrainte par corps ou de la responsabilité pénale (Cass. crim., 4 mai 1917) (3).

§ II. — Mineurs de 16 à 18 ans.

Il n'y a aucun texte positif à leur sujet. La loi du 12 avril 1906 a bien reporté de 16 à 18 ans l'âge de la majorité pénale ; la loi du 22 juillet 1912

(1) Cass. crim., 30 juillet 1898, *Bull. crim.*, n° 277 ; 19 juin 1919, *Bull. crim.*, n° 135.

(2) Cass. crim., 6 septembre 1923, *Bull. crim.*, n° 336 ; 27 juin 1925, *Bull. crim.*, n° 204, S. 1926-1-44.

(3) Cass. crim., 4 mai 1917, S. 1920-1-142 ; D. 1922-1-133.

et celle du 27 juillet 1942 l'ont maintenu. Mais la loi de 1906 n'a pas modifié expressément la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte. L'a-t-elle modifiée au moins d'une manière indirecte ? La presque unanimité de la jurisprudence ne le pense pas. Voici quelques exemples de jugements ou arrêts.

1^o Condamnés à des peines.

A l'égard d'un jeune Eyraud, mineur de 17 ans, condamné pour colportage d'allumettes de contrebande, le tribunal correctionnel de Vienne, le 7 novembre 1906 (1), statuait ainsi : « ...en ce qui concerne la contrainte, attendu qu'en passant sous silence la loi du 22 juillet 1867, le législateur du 12 avril 1906, en élevant à 18 ans la majorité pénale, a manifestement entendu maintenir la disposition de l'article 13 de la loi de 1867 et n'interdire la voie d'exécution par contrainte qu'en faveur des mineurs de 16 ans ; d'où il suit que la contrainte par corps doit être prononcée contre le prévenu qui était âgé de 17 ans au moment où il a commis le délit qui lui est reproché. Par ces motifs, condamne... »

Le 31 octobre 1906, le tribunal correctionnel de Valenciennes (2) avait déjà décidé de même : « Sur la contrainte, attendu qu'il y a tout lieu de supposer que le législateur de 1867 en fixant à 16 ans l'âge à partir duquel la contrainte par corps pourrait être prononcée s'est inspiré des dispositions de l'article 66 du Code pénal alors en vigueur ; attendu que la loi du 12 avril 1906 qui élève à 18 ans l'âge de la majorité pénale ne contient aucune disposition qui modifie l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 et que, si cette abstention peut être le résultat d'une inadvertance, il n'appartient pas aux tribunaux de compléter les lois, même celles qui leur sembleraient imparfaites ; qu'en l'état actuel de la législation, le défaut d'harmonie entre l'article 66 nouveau du Code pénal et l'article 13 de la loi de 1867 ne constitue pas une incompatibilité entre les deux articles qui sont concurremment applicables ; que, de leur rapprochement, il résulte seulement qu'il existe maintenant deux catégories de mineurs au point de vue pénal : ceux au-dessous de 16 ans contre lesquels la contrainte ne peut jamais être prononcée, et ceux de 16 à 18 ans contre lesquels elle peut l'être. Attendu que R... appartient à cette dernière catégorie. Par ces motifs, condamne... »

A peu près dans le même temps, le tribunal de simple police de Lille, par jugement du 23 mai 1906 (3), décidait le contraire, et déclarait que la

(1) Trib. corr. Vienne, 7 nov. 1906 (*La Loi*, 11 déc. 1906).

(2) Trib. corr. Valenciennes, 31 oct. 1906, S. 1907-2-84 ; *Gaz. Pal.*, 1906-2-383.

(3) Trib. simple pol. Lille, 23 mai 1906, *Gaz. Trib.*, 18 oct. 1906.

contrainte par corps n'est pas applicable à un individu qui au moment des faits délictueux n'avait pas atteint l'âge de 18 ans : « ...la loi de 1906 qui a reporté de 16 à 18 ans l'âge de la majorité pénale a modifié du même coup implicitement mais certainement l'article 13 de la loi de 1867... »

2^o Objet de mesures éducatives.

A la date du 29 août 1907, nous trouvons un arrêt de la Cour de cassation (affaire Graux Louise) (1). Cette mineure de 18 ans, accusée d'infanticide, fut acquittée comme ayant agi sans discernement par la Cour d'assises de l'Eure, le 1^{er} juillet 1907, envoyée en colonie pénitentiaire pendant une année et condamnée à la contrainte par corps. L'accusée forma un pouvoir en cassation : « La Cour... attendu que... l'arrêt l'a en outre condamnée par corps aux frais ; qu'en prononçant cette décision, la Cour d'assises a fait une exacte application de la loi. Qu'en effet Graux était âgée de plus de 16 ans à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite et qu'aucune disposition de la loi du 12 avril 1906 n'a modifié l'article 13 de la loi de 1867. Par ces motifs... Rejette... »

La Cour de cassation décida de même le 25 juin 1909 (2) à l'égard d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris ; de même le 3 novembre 1917 (3), ainsi que le 23 août 1923 (4) ; dans cette dernière espèce, il s'agissait du rejet du pourvoi de Martin, mineur de 17 ans, contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris qui l'acquittait pour défaut de discernement dans une poursuite de vagabondage et filouterie d'aliments, ordonnait sa conduite dans une colonie pénitentiaire et prononçait la contrainte par corps. « Les faits qui sont constatés à l'arrêt, dit la Cour de cassation, justifient la mesure ordonnée ; cette mesure est la conséquence d'une infraction régulièrement constituée ; le demandeur auteur du fait était alors âgé de plus de 16 ans ; dès lors la contrainte par corps doit être ordonnée pour le recouvrement des frais. Par ces motifs, Rejette... »

Si l'on examine ces différentes décisions du point de vue des textes, il est certain que l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 n'a trait qu'aux mineurs de 16 ans. Par suite les mineurs de plus de 16 ans mais de moins de 18 ans, objet d'une mesure de protection et de redressement, ne pourraient bénéficier de cette dispense de la contrainte qu'autant qu'un texte formel leur aurait déclaré applicables les dispositions de l'article 13.

(1) Cass. crim., 29 août 1907, *Bull. crim.*, 1907, n° 385.

(2) Cass. crim., 25 juin 1909, S. 1910-1-109.

(3) Cass. crim., 3 nov. 1917, *Bull. crim.*, n° 230.

(4) Cass. crim., 23 août 1923, *Bull. crim.*, n° 325.

La loi du 12 avril 1906 a gardé à cet égard un silence complet, d'autant plus significatif qu'elle n'a pas assimilé entièrement les mineurs de 18 ans à ceux de 16 ans : ainsi l'excuse atténuante demeure réservée aux seuls mineurs de 16 ans. D'autre part, étendre le bénéfice de l'article 13 à d'autres mineurs serait priver l'État et les particuliers d'une garantie qui leur appartient légalement. Et l'article 13 vise les mineurs de 16 ans quelle que soit la décision prise à leur égard : peine ou mesure éducative. La loi de 1912 n'a apporté aucune modification à l'article 13 de la loi de 1867, pas plus que la loi de 1942.

Nous estimons cependant que la solution actuelle, seule possible et légale faute d'un texte contraire, qui consiste à faire prononcer la contrainte par corps contre des mineurs de 16 à 18 ans objet de mesures d'éducation est regrettable et malheureuse. Ce que l'on veut éviter par ce genre de mesures c'est une condamnation à une peine, *a fortiori* un emprisonnement même de courte durée, en somme éviter au mineur le contact avec la prison. Or l'exécution de la contrainte pourra l'obliger à un séjour en prison peut-être d'assez longue durée ; nous l'avons vu en effet : le juge tient compte de tous les éléments dans le calcul de la durée : frais de justice, dommages-intérêts, restitutions, et même des amendes prononcées contre les co-auteurs ou complices par suite de la solidarité. Ces sommes peuvent être importantes et la contrainte peut s'élever à plusieurs semaines et même plusieurs mois. Certes les dettiers jouissent d'un régime particulier, mais la différence pratique avec celui des détenus est minime. En tous cas le contact avec la prison où les jeunes délinquants sont exposés à se contaminer et se perdre à jamais est regrettable et il serait préférable de l'éviter au moins aux mineurs objet de mesures de protection et de redressement. Le législateur qui réaliserait cette réforme, minime d'apparence mais grande et heureuse de conséquences, ferait œuvre utile.

CHAPITRE VIII

LE MINEUR VAGABOND DEVANT LA LOI PÉNALE

Le Code pénal pose, dans son article 269, le principe général que le vagabondage est un délit.

De nombreux criminalistes critiquent cette conception. Le vagabondage en effet ne constitue pas en soi une façon d'être de caractère antisocial direct. Chaque individu est libre de vivre au jour le jour, de changer de gîte chaque soir et de métier chaque matin. Aussi des esprits justement critiques ont pu considérer comme une singulière loi celle qui punit un homme de n'avoir pas 5 francs en poche et de se promener un baluchon sur le dos, et qui le punit encore plus de détenir plus de 100 francs et le même baluchon. On répondra qu'on le punit à titre préventif parce qu'il a une instabilité sociale qui est dangereuse pour l'ordre établi. Également — il faut bien le dire — s'il y a des vagabonds par goût, inoffensifs et sympathiques, il y a surtout des paresseux qui ont du travail, surtout du travail régulier, une sainte horreur. Sous cet angle, le vagabondage est dangereux par les habitudes de vie qu'il comporte. C'est l'école du crime, la porte ouverte à tous les vices.

Quand il est le fait de mineurs, ses conséquences sont encore plus regrettables. Certes le vagabondage des mineurs a des causes multiples qui ne leur sont pas toujours imputables. Parfois les enfants trouvés dans la rue sont des malades, de petits « fugueurs » victimes d'un automatisme ambulatoire ; plus souvent leur genre de vie procède de l'état d'un foyer misérable ou divisé. La dispersion des familles imposée par la guerre, la défaite, l'exode des populations ont encore aggravé le mal et lui ont donné une redoutable intensité. Les enfants vagabonds sont exposés au vice et à la prostitution. « Vagabondage, mendicité, prostitution, vol sont les étapes successives qui font de l'enfant délinquant l'adulte criminel », a pu dire avec raison M. E. Flandin, rapporteur de la loi du 24 mars 1921.

Pour les mineurs plus spécialement, le législateur se doit donc d'intervenir, mais par quels moyens ? Bien des méthodes ont été essayées, bien des projets ont été proposés ; en France plusieurs règlements se sont succédé : le Code pénal, la loi du 24 mars 1921, le décret-loi du 30 octobre 1935 sur la protection de l'enfance. Il ne semble pas que les uns ou les

autres aient apporté encore à cette angoissante question la solution satisfaisante.

§ 1. — Législation précédente.

1° Le Code pénal.

Jusqu'à la loi du 24 mars 1921, le vagabondage des mineurs était un délit comme celui des majeurs. Article 270 : « Les vagabonds... sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession. »

Quant aux sanctions, elles étaient les mêmes, avec cette différence que depuis la loi du 28 avril 1832 modifiant l'article 271 du Code pénal, les mineurs de 16 ans déclarés vagabonds ne pouvaient pas être condamnés à l'emprisonnement ; si le délit était établi, ils étaient renvoyés jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis sous la surveillance de la haute police (interdiction de séjour depuis la loi du 27 mai 1885, art. 19).

« En ce qui concerne les mineurs vagabonds, dit M. Flandin, rapporteur de la loi de 1921, il était difficile d'inaugurer un système plus irrationnel. Le mineur de 16 ans était uniquement frappé de l'interdiction de séjour. Si sa famille habitait Paris ou les localités où ne peuvent résider les interdits de séjour, la conséquence était de l'isoler du foyer paternel pour l'envoyer au loin sans protection. La prétendue répression du vagabondage se traduisait en fait pour le mineur par le vagabondage obligatoire... »

2° La loi du 24 mars 1921.

Cette loi a fixé à 18 ans l'âge de la majorité pénale pour le vagabondage, harmonisant ainsi les articles 270, 271 et 66 nouveau du Code pénal tel qu'il avait été modifié par la loi du 12 avril 1906.

La loi de 1921 a de plus spécialisé le vagabondage des mineurs dont elle a donné une définition propre. Elle considérait comme vagabond tout mineur de 18 ans qui, sans cause légitime, avait quitté le domicile de ses parents ou de son tuteur, ou le lieu où il avait été placé par eux, et qui avait été trouvé soit errant, soit logeant en garni et n'exerçant aucune profession, soit tirant ses ressources de la débauche ou de métiers prohibés.

Cette loi enfin a soumis tous les mineurs de 18 ans aux conditions de poursuite et de jugement de la loi du 22 juillet 1912.

Si bien que, des années 1921 à 1935, la situation fut la suivante :

a) Jusqu'à l'âge de 13 ans, le vagabond comparaissait devant la Chambre du conseil du tribunal civil et n'était l'objet que de mesures de tutelle, de surveillance, de protection et d'assistance (art. 1^{er} de la loi de 1912) ;

b) De 13 à 16 ans, le tribunal n'avait pas à poser la question de discernement ; le vagabond ne pouvait être l'objet que de mesures éducatives sensiblement les mêmes que si, pour un délit ordinaire, il avait été déclaré non discernant ;

c) De 16 à 18 ans, le tribunal de première instance de l'arrondissement, formé en tribunal pour enfants et adolescents, examinait la question de discernement. S'il la résolvait par la négative il ordonnait les mesures éducatives de l'article 66 du Code pénal ; s'il estimait que le jeune vagabond avait agi avec discernement, il appliquait la peine des majeurs.

§ II. — Législation actuelle

Le décret-loi du 30 octobre 1935.

De ce régime de la loi de 1921, fruit d'études attentives et qui n'avait suscité aucune plainte, le décret-loi du 30 octobre 1935 a fait table rase. D'après ses auteurs, le vagabondage des mineurs n'est plus un délit ; le texte en donne une définition plus extensive. Il s'applique aux « mineurs de 18 ans, qu'ils aient quitté leurs parents, qu'ils aient été abandonnés par eux ou qu'ils soient orphelins, n'ayant d'autre part ni travail ni domicile, ou tirant leurs ressources de la débauche ou des métiers prohibés ».

A) MESURES PRÉVENTIVES

1^o Lieu du placement préventif.

En vertu du décret-loi de 1935 les mineurs vagabonds sont « confiés préventivement sur leur demande ou d'office à un établissement spécialement habilité à cet effet ou à l'Assistance publique ». En réalité jamais, depuis 1935, ces établissements n'ont été créés ou aménagés. Cependant un pavillon de l'École départementale Théophile Roussel de Montesson près Paris fut inauguré le 18 octobre 1938 et, sous le nom d'Institut départemental de la Borde, consacré aux mineurs vagabonds (1).

(1) *Revue Science criminelle*, 1938-4-806.

Quant à l'Assistance publique elle s'est toujours opposée à recevoir les mineurs vagabonds de 18 ans. Elle a surtout pour but de recevoir les enfants en bas âge abandonnés, délaissés, orphelins mais ne se signalant pas par une mauvaise conduite. Elle ne pratique guère que le placement à la campagne. Sa mauvaise volonté s'explique encore par le fait qu'elle ne dispose pas d'établissements spéciaux pour faire les sélections indispensables.

La loi du 22 juillet 1912 — il est vrai — permettait au juge d'instruction de confier la garde de tout mineur délinquant à l'Assistance publique (art. 3 et 16). En fait les magistrats n'en abusaient pas, surtout quand il s'agissait de mineurs plus âgés. La loi du 27 juillet 1942 n'énumère plus l'Assistance publique parmi les établissements de placement provisoire des mineurs délinquants, mais comme elle permet la remise « 4^o A un établissement hospitalier » (art. 4), nous avons vu précédemment que, à notre avis, cette expression englobe l'Assistance publique.

En ce qui concerne les mineurs vagabonds, une circulaire du 27 mars 1936 du garde des sceaux a mis un terme à la situation. Reconnaisant que l'application du décret-loi de 1935 nécessite la construction et l'aménagement d'établissements spéciaux et que les vagabonds pervers constituent un grave danger de contamination, elle prescrit aux magistrats de ne placer les enfants à l'Assistance publique ou dans une œuvre que si ce placement doit être sans danger pour les autres pupilles. A défaut les jeunes vagabonds pourront provisoirement continuer à être confiés à l'Administration pénitentiaire. C'est — on ne peut mieux — l'abrogation d'un texte de loi par une circulaire !

2^o Autorités pouvant ordonner le placement.

Le décret-loi précise : « Le placement pourra être fait, soit par le préfet du département et à Paris le préfet de police, soit par le procureur de la République, soit par le président du tribunal pour enfants. » Comme le vagabondage des mineurs n'était plus un délit, on en appliqua les conséquences, dès la publication du décret-loi : tout d'abord en supprimant l'instruction, ensuite en cessant de décerner des mandats de dépôt contre les jeunes vagabonds.

Et cependant les termes de l'article 2 sont impératifs : pour ordonner le placement préventif du vagabond, il faut de toute évidence se saisir de sa personne. En dehors des cas très rares où le mineur lui-même sollicitera cette mesure, en vertu de quel droit va-t-on l'arrêter, le détenir ? On cherche vainement une façon de légitimer cette prise de corps : il n'y

en a pas. Et quel que soit le désir des juristes d'assurer la protection de l'enfance, il ne faut tout de même pas leur demander de laisser fouler aux pieds ce qui reste encore du principe de la liberté individuelle. Pour ceux qui font passer le souci de la légalité avant les considérations pratiques, ces arrestations sont et demeureront arbitraires.

Trois personnes ont la faculté de faire opérer le placement provisoire du mineur. On pourrait craindre un manque de coordination entre ces différentes autorités. D'ordinaire la pluralité d'autorités ayant les mêmes attributions est fâcheuse : l'une s'en remet volontiers aux autres du soin de les exercer.

En pratique les préfets n'usent pas du droit que leur confère le décret-loi, et c'est le parquet qui, substitué au juge d'instruction, ordonne le placement provisoire, fait aboutir l'enquête sociale et pratiquer l'examen médical (art. 3).

Quant au président du tribunal pour enfants, il peut paraître étrange que le président de la juridiction de jugement des enfants délinquants soit appelé à prescrire une mesure même provisoire à l'égard d'un mineur qui n'a commis aucune infraction punissable. Le tribunal pour enfants, auquel se réfère le décret-loi, est le tribunal d'arrondissement de la loi du 22 juillet 1912 abrogée par celle du 27 juillet 1942.

3^o Durée du placement.

Faisant fi de la liberté individuelle, le décret-loi ne se préoccupe nullement de cette durée. La loi de 1912 et celle de 1942 ne fixent pas non plus la durée du placement du mineur délinquant. Cependant elle n'est pas laissée à l'arbitraire du juge d'instruction. Ce magistrat d'abord se trouve placé (art. 279 du Code d'instr. crim.) sous la surveillance du procureur général qui veille à ce que des négligences et des retards ne se produisent pas dans les procédures. Et puis le mineur peut demander sa mise en liberté ; si le juge d'instruction la refuse, il pourra toujours faire appel de cette ordonnance devant la Chambre des mises en accusation (loi de 1912) — devant la Chambre du conseil du tribunal civil (loi de 1942).

Le décret-loi de 1935 a supprimé l'instruction et le contrôle du parquet général. En l'état actuel, rien n'empêcherait donc qu'un mineur restât préventivement à l'Assistance publique — ou à l'Administration pénitentiaire, en vertu de la circulaire du 27 mars 1936 — pendant plusieurs années sans jamais faire l'objet d'une décision définitive.

Au surplus aucun recours n'est prévu dans le décret-loi contre la décision de placement provisoire par l'une ou l'autre des trois autorités compétentes.

B) MESURES DÉFINITIVES.

Lorsque l'enquête sociale et l'examen médical sont terminés, la compétence appartient au président du tribunal pour enfants. Ce magistrat « en Chambre du conseil, le ministère public, le mineur et son défenseur entendus... pourra remettre le mineur à ses parents, à un particulier, à une institution charitable, à l'Assistance publique, ou à un établissement susceptible de lui donner les soins réclamés par son état. Il pourra décider que l'enfant sera placé sous le régime de la liberté surveillée ».

C'est vraisemblablement par un simple désir de simplification que l'on a substitué à la juridiction du tribunal pour enfants et adolescents celle du président de cette juridiction. Contrairement à ce qu'en pense M. Donnedieu de Vabres (1), nous ne croyons pas que ce soit une innovation heureuse. A notre avis, la collégialité est préférable au juge unique. Au moment où l'on va prendre une mesure qui va peut-être influencer sur tout l'avenir de l'enfant, il importe que cette décision soit discutée entre plusieurs magistrats, de préférence spécialisés comme dans le nouveau tribunal pour enfants et adolescents de la loi de 1942. L'un des assesseurs peut découvrir une particularité, un point du dossier qui a pu échapper à l'attention du président. De plus tout excès de sévérité comme de clémence sera utilement corrigé.

Le décret-loi mentionne l'audition du défenseur. Il n'est pas spécifié que son assistance soit obligatoire. A la différence de la loi du 24 mars 1921, l'article 3 du décret-loi de 1935 ne renvoie pas à la loi du 22 juillet 1912 qui exigeait la désignation d'un défenseur d'office au mineur. D'ailleurs si le vagabondage des mineurs n'est réellement plus un délit, le défenseur ne devrait pas être plus nécessaire en cette matière qu'en celle du droit de correction paternelle (art. 375 et suiv. du Code civil modifié par un décret-loi également du 30 octobre 1935).

La décision du président n'est pas inscrite au casier judiciaire (art. 3) ; ce qu'il était bien inutile de dire si le fait ne constitue plus un délit.

Elle est susceptible d'appel « devant la Chambre du conseil de la Cour d'appel ». C'est le retour au principe de la collégialité. En matière de correction paternelle, l'enfant placé par le président du tribunal civil (art. 376 du Code civil) peut s'adresser au procureur général qui, après avis du procureur de la République et rapport au premier président, peut révoquer ou modifier les mesures prises (art. 382). Comme on le voit, tous ces textes manquent de coordination.

(1) H. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité de droit criminel*, 1943, n° 330, p. 104.

Infraction à la décision prise par le président du tribunal pour enfants. — Si le mineur enfreint cette décision, il pourra être placé préventivement — le décret-loi ne dit pas par qui, nous voulons bien croire par l'une des trois autorités prévues à l'article 2 : préfet, procureur, président — dans un « dépôt spécial » — établissement mystérieux et encore inexistant actuellement. « Puis il sera renvoyé devant le président du tribunal pour enfants qui pourra ordonner telles mesures qui lui paraîtront les plus conformes à l'intérêt du mineur ou transmettra le dossier au procureur de la République pour que l'enfant soit déféré au tribunal pour enfants et adolescents et soit jugé conformément à la loi du 22 juillet 1912 et en application des articles 66 et 69 du Code pénal. »

L'article 66 vise les mesures éducatives qui peuvent être ordonnées à l'égard du mineur de 13 à 18 ans acquitté comme ayant agi sans discernement. Quant à l'article 69, il concerne l'excuse atténuante de minorité en faveur du mineur de 13 à 16 ans, auteur d'un simple délit, qui bénéficie alors d'une réduction de la moitié de la peine à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu plus de 16 ans. A la mention de l'article 69 du Code pénal, de nombreux commentateurs crient à l'erreur qu'ils imputent à l'inadvertance des rédacteurs du décret-loi. Ainsi M. le professeur Pierre Voirin (1) : « Cet article vise le cas où le mineur a commis un délit et encourt une peine ; or le décret-loi supprime le caractère délictueux du vagabondage des mineurs de 18 ans ; la référence à l'article 69 ne peut être que le résultat d'une méprise. » Nous pensons différemment ; nous estimons en effet que dans le cas d'infraction à la décision prise par le président, le vagabondage redevient un délit de droit commun, passible, en cas de déclaration de discernement du mineur, de la moitié au plus des peines du vagabondage des majeurs.

C) ENFANTS ASSISTÉS

Un décret-loi du 17 juin 1938 a soustrait aux dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 les mineurs bénéficiant ou susceptibles de bénéficier de la loi du 27 juin 1904 sur les enfants assistés.

« Ceux-ci, s'ils se trouvent en état de vagabondage, seront remis de plein droit au service des enfants assistés. »

La loi du 27 juillet 1942. — Le décret-loi du 30 octobre 1935 deviendra inapplicable le jour où la loi du 27 juillet 1942 entrera en vigueur.

(1) P. VOIRIN, *Lois nouvelles*, 1936, Commentaire p. 18, n° 26.

Ce décret prévoit en effet la juridiction du président du tribunal pour enfants ou du tribunal pour enfants lui-même. Or il s'agit en l'espèce du tribunal d'arrondissement tel qu'il existait en 1935, et non du tribunal régional de la loi nouvelle auquel, faute de précision, on ne pourra transférer les mineurs vagabonds.

De plus le tribunal pour enfants et adolescents d'arrondissement est prévu par la loi du 22 juillet 1912 qui se trouve expressément et entièrement abrogée par la loi de 1942 ; enfin le décret-loi se réfère également aux articles 66 et 69 du Code pénal eux-mêmes formellement abrogés.

Un texte nouveau sur le vagabondage des mineurs s'impose donc, ne serait-ce qu'au point de vue de la procédure. Mais ses auteurs pourraient profiter de l'occasion pour modifier le fond même du droit en la matière, corriger les incohérences, les erreurs, les impossibilités du texte actuel, y introduire plus de légalité et plus de respect de la liberté individuelle. Pour cela, il conviendrait d'ériger à nouveau le vagabondage des mineurs en délit avec la définition, par exemple, de la loi du 24 mars 1921, qui était suffisante. Quant à la procédure, toutes difficultés disparaîtraient par le fait que le vagabondage serait redevenu un délit. La loi de 1942 pourrait s'appliquer entièrement : saisine obligatoire du juge d'instruction, compétence de la Chambre du conseil du tribunal civil, puis, éventuellement, du tribunal pour enfants et adolescents, après passage par le centre d'observation.

Droit italien et droit belge. — L'article 26 du décret-loi italien du 20 juillet 1934 prévoit les mesures qui doivent être prises à l'égard des mineurs de 18 ans abandonnés et que la rumeur publique désigne comme susceptibles de commettre un délit : le tribunal peut ordonner que le mineur sera confié à son père, son ascendant ou tuteur, avec l'intimation faite à ce dernier de pourvoir à son éducation et de veiller à sa conduite sous peine d'une amende de 2.000 liras. Cette sanction paraît des plus opportunes pour réveiller le zèle des parents défailants.

L'article 13 de la loi belge du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a trait aux mineurs vagabonds. « Le juge des enfants prend à l'égard des mineurs qui comparaissent devant lui des mesures de garde, d'éducation et de préservation.

« Si des mineurs âgés de moins de 16 ans accomplis sont trouvés mendiant ou vagabondant... ils pourront être arrêtés et être déférés au juge des enfants qui aura le droit :

« 1^o De les réprimander et de les rendre aux personnes qui en avaient la garde en leur enjoignant de mieux les surveiller à l'avenir ;

« 2^o De les confier jusqu'à leur majorité à une personne, société ou institution de charité ou d'enseignement publique ou privée ;

« 3^o De les mettre jusqu'à leur majorité à la disposition du gouvernement. Néanmoins si l'état habituel de mendicité et de vagabondage est établi, le juge des enfants n'aura le choix qu'entre ces deux dernières mesures. »

Ces mesures se rapprochent assez de celles visées dans notre décret-loi ; toutefois on peut remarquer que ne sont considérés comme mineurs vagabonds que les sujets au-dessous de 16 ans.

DEUXIÈME PARTIE

**LES CONSÉQUENCES CIVILES
DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE MINEUR**

CHAPITRE PREMIER

LES JURIDICTIONS QUI STATUENT SUR LES INTÉRÊTS CIVILS

Toute infraction — crime, délit ou contravention — cause un trouble social. Le ministère public, représentant de la société, agit pour la répression de ce trouble ; il exerce l'action publique en requérant, contre le délinquant, soit une condamnation, soit une mesure d'éducation.

Mais si, en plus du trouble social, l'infraction a causé un préjudice privé, la victime dispose de l'action civile. L'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle la définit : « L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention. » Elle peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage.

Si toute infraction fait naître une action publique, toute infraction ne cause pas nécessairement un dommage privé. La loi pénale en effet incrimine certains actes qui compromettent l'existence ou l'exercice de certains droits sans y porter une atteinte actuelle et sans qu'il en soit résulté pour une personne un dommage quelconque. C'est ainsi qu'elle punit la simple tentative de crimes et de certains délits et qu'elle frappe de peines plus ou moins sévères de nombreux faits délictueux qui n'ont par eux-mêmes aucune conséquence immédiatement dommageable, tels le port d'arme prohibée, le vagabondage, la mendicité...

Selon la définition même du Code, l'action civile diffère des autres actions privées qui se rattachent à l'infraction ou qui en dérivent, mais qui n'ont pas cependant pour objet direct la réparation du préjudice, telles que l'action en séparation de corps ou en divorce pour cause d'adultère (Code civil, art. 229 et 306) ; l'action qui tend à faire déclarer indigne de succéder celui qui a été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt (Code civil, art. 727) ; celle en vue du paiement des arrérages de la pension impayée lorsque ce non-paiement constitue le délit d'abandon de famille (Trib. corr. Lyon et La Rochelle) (1).

Toutes ces actions ne participent aux règles spéciales de l'action civile au point de vue ni de la compétence ni de la prescription.

(1) Trib. corr. Lyon, 3 déc. 1924, *Gaz. Pal.*, 1925-1-169 ; Trib. corr. La Rochelle, 29 juin 1932, *Gaz. Pal.*, 1932-2-510.

La réparation du dommage soit matériel soit moral causé par une infraction se résout en une indemnité dont les trois chefs possibles sont les restitutions, les dommages-intérêts et les frais (art. 10, 51 et 52 du Code pénal).

Les restitutions ont pour but de rétablir les choses dans leur état antérieur au délit : ainsi la remise au propriétaire des choses volées ou détournées lorsqu'elles ont été retrouvées en nature et mises sous main de justice. La restitution constitue la réparation la plus naturelle de l'infraction ; elle doit toujours être ordonnée quand elle est possible ; quand elle ne l'est pas, il ne reste à la victime comme moyen d'indemnité qu'une réparation par équivalent, celle qui résulte des dommages-intérêts.

Les dommages-intérêts consistent dans les indemnités attribuées à la personne lésée pour la perte qu'elle a faite (*damnum emergens*) et le gain qu'elle a manqué (*lucrum cessans*) par suite de l'infraction. Ils peuvent s'ajouter aux restitutions ou être dus sans qu'il y ait lieu à restitution. La partie qui les a obtenus est libre d'en disposer comme elle l'entend, mais les cours ou tribunaux ne peuvent du consentement même de la victime en prononcer l'application à une œuvre quelconque (art. 51 du Code pénal).

Quant aux frais, nous les avons étudiés dans notre chapitre VI.

Les restitutions et les dommages-intérêts ont un but commun : la réparation du préjudice causé à des intérêts privés par le délit ; mais ils diffèrent par leur caractère : la restitution est la réparation directe de l'infraction, tandis que les dommages-intérêts en sont la réparation indirecte. De cette différence résultent plusieurs conséquences :

1^o La restitution des choses soustraites par le délit, retrouvées en nature et mises sous main de justice, doit toujours être prononcée d'office dans tous les cas où l'on connaît le propriétaire (Cass., 20 février 1863 (1)).

Les dommages-intérêts, au contraire, ne peuvent être accordés que sur la demande de la partie lésée ; il faut qu'elle le requière, suivant l'expression de l'article 51 du Code pénal (Cass., 6 juin 1845) (2).

2^o Les tribunaux d'exception, par exemple les tribunaux militaires, qui ne se prononcent jamais sur l'action civile en dommages-intérêts, peuvent par contre ordonner la restitution des objets saisis (C. Just. mil. de 1928, art. 8 et 95).

3^o C'est l'infraction sans doute qui oblige la partie lésée à demander la restitution de la chose qui lui a été enlevée, ou la réparation pécuniaire du préjudice qui lui a été causé ; mais tandis que l'infraction est la

(1) Cass., 20 février 1863, S. 1863-1-321.

(2) Cass., 6 juin 1845, S. 1845-1-478.

seule cause juridique de l'action en dommages-intérêts, elle est simplement l'occasion de l'action en restitution qui a, dans un droit préexistant, une raison d'être antérieure au délit. Ainsi le propriétaire volé peut, même après la prescription du vol, exercer son action en revendication ; le déposant peut, après la prescription de l'abus de confiance, exercer l'action née du dépôt (1).

En ce qui concerne les juridictions compétentes, comme les preuves de l'infraction servent souvent à établir le principe et à déterminer le chiffre des dommages-intérêts qui sont l'objet de l'action civile, il a paru de bonne politique criminelle de donner aux tribunaux de répression le droit de se prononcer sur les dommages-intérêts dus à raison de l'infraction en même temps qu'ils se prononcent sur l'action publique. Seulement cette attribution exceptionnelle des tribunaux répressifs n'a pas fait disparaître l'attribution ordinaire des tribunaux civils ; de sorte que les parties lésées par une infraction peuvent, à leur choix, intenter leur action en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique, ou séparément devant les tribunaux civils (art. 3 du Code d'instr. crim.).

Tels sont les principes. Voyons-en l'application aux mineurs de 18 ans auteurs d'infractions dommageables.

§ I. — Le mineur est seul devant l'action civile.

Cette solution peut se présenter tout d'abord lorsque le mineur est seul auteur de l'infraction. Il est bien certain que dans ce cas, le plus fréquent, l'action civile en réparation du dommage privé causé par l'infraction ne peut être exercée que contre le mineur seul ; également contre les personnes civilement responsables, nous le verrons dans un chapitre ultérieur ; mais actuellement nous ne considérons que l'auteur. Ensuite le mineur peut avoir eu des co-auteurs ou complices majeurs. Mais si l'action publique n'a abouti contre eux qu'à un non-lieu ou une relaxe soit parce qu'elle était prescrite, soit parce qu'ils sont décédés avant les poursuites ou avant le jugement définitif, soit parce qu'ils ont bénéficié d'une cause d'irresponsabilité pénale (démence, contrainte) ou d'un fait justificatif (légitime défense, ordre de la loi avec commandement de l'autorité légitime), le mineur va encore se trouver seul devant la réclamation de la partie lésée. Dans ces hypothèses, quelle va être la juridiction compétente pour statuer sur l'action civile ? La victime aura-t-elle le droit, con-

(1) Cass., 5 août 1895, D. 96-1-157 ; Cass., 18 déc. 1912, S. 1914-1-249, Note Morel ; Cass., 24 avril 1923, S. 1923-1-341.

formément à l'article 3 du Code d'instruction criminelle, de porter son action en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique ?

Les tribunaux civils sont seuls compétents : le principe, ses précédents, ses raisons. — L'article 11 de la loi de 1942 nous donne la réponse : « L'action civile en ce qui concerne les mineurs de 18 ans ne peut être exercée que devant les tribunaux civils. » Ainsi donc la loi de 1942 interdit à la partie lésée l'option entre la voie criminelle et la voie civile, pour ne lui permettre que cette dernière.

Ce faisant, elle a généralisé la règle déjà formulée dans l'article 2 de la loi de 1912, en faveur des mineurs de 13 ans, auteurs de crime ou de délit, poursuivis devant la Chambre du conseil du tribunal civil : « L'action civile ne peut être exercée que devant les tribunaux civils. »

A l'égard des mineurs de 13 à 18 ans, au contraire, la loi n'interdisait pas l'option de la partie lésée. C'est ce que décidait la grande majorité des auteurs, notamment MM. René et Pierre Garraud qui écrivaient : « ...Mais la loi n'a pas autrement modifié le droit commun ; et il faut autoriser sans hésiter la victime du délit à se constituer partie civile soit devant le juge d'instruction, soit devant le tribunal correctionnel constitué en tribunal pour enfants et adolescents (1). »

D'une façon générale, le droit d'option de la partie lésée n'est pas admis devant les tribunaux d'exception. Il en est ainsi devant les tribunaux militaires. L'article 8 du Code de justice militaire¹ pour l'armée de terre, du 9 mars 1928, le déclare formellement : « La justice militaire ne statue que sur l'action publique. Aucune personne ne peut se porter partie civile devant les tribunaux militaires. L'action civile ne peut être poursuivie que devant les tribunaux civils. » L'article 11 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, du 13 janvier 1938, le confirme : « La justice maritime ne statue que sur l'action publique... Aucune personne ne peut se porter partie civile devant les tribunaux maritimes. L'action civile ne peut être poursuivie que devant les tribunaux civils. »

La situation était la même devant la Haute Cour de justice. Il est certain, bien qu'aucun texte ne le dise, que, par application du droit commun, l'action civile ne pouvait lui être soumise (Haute Cour, 28 janvier 1918) (2). Ces principes demeurent, croyons-nous, quoique les textes ne le disent pas davantage, à l'égard de la Cour suprême de justice, créée par l'acte constitutionnel n° 5 du 30 juillet 1940 et organisée par une loi du même jour.

La loi de 1942 a maintenu ces principes qu'elle a appliqués en ce qui

(1) R. et P. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, 15^e édit., 1934, p. 272, n° 103.

(2) Haute Cour de justice, 28 janvier 1918, S. 1902-2-33.

concerne tous les mineurs de 18 ans. Évidemment elle ne pouvait enlever à la victime le droit soit de porter plainte au procureur de la République, soit de réclamer des dommages-intérêts. Mais la plainte est seule recevable et le plaignant n'est pas reçu à se constituer partie civile soit *devant le juge d'instruction* (1), soit devant la Chambre du conseil, le tribunal pour enfants et adolescents, le tribunal de simple police. Le procès sur les intérêts civils devra être porté devant les tribunaux civils ordinaires, suivant les règles de la compétence, sans que le plaignant puisse bénéficier de l'option entre la voie criminelle et la voie civile que le droit commun lui accorde quand le délinquant est majeur.

Nous le disons tout net, cette règle de l'article 11-§1 est regrettable. En ne permettant pas à la victime de poursuivre son action en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique, c'est-à-dire devant la Chambre du conseil, le T. E. A. ou le tribunal de simple police, la loi complique la situation de la victime au lieu de la simplifier, ne lui permet que le chemin formaliste, lent, difficile et coûteux de la juridiction civile au lieu de la route facile et rapide de la juridiction répressive, en somme paralyse et retarde l'action de la partie lésée au lieu de tout mettre en œuvre pour la faciliter. Cette préférence du coupable, fût-il mineur, à la victime, est inadmissible.

On n'aperçoit d'ailleurs pas les raisons qui ont poussé le législateur à semblable disposition. Que le droit d'option de la partie lésée n'existe pas devant les juridictions d'exception (tribunaux militaires, tribunaux maritimes, Haute Cour de justice, Cour suprême de justice), cela se comprend. Ces juridictions, composées de juges en principe non professionnels du droit civil, pourraient se trouver embarrassées par certaines questions, gênées par l'interprétation, à laquelle elles ne sont pas habituées, de certains textes du droit privé, enfin à raison de leur caractère de tribunaux d'exception. Il était donc normal, pour ces diverses raisons, que ces juridictions statuent seulement sur l'action publique.

Mais, pour les juridictions de mineurs, ces raisons ne valent pas. Est-ce parce que les magistrats du tribunal pour enfants et adolescents sont spécialisés dans les questions de l'enfance qu'ils sont présumés avoir perdu toute compétence en matière de droit privé, et qu'ils ont démerité de siéger comme juges civils ? Et puis, à la rigueur, en l'admettant pour le tribunal pour enfants et adolescents, ce qui n'est pas flatteur pour ses juges, si telle est la pensée du législateur, cette raison ne vaudrait plus pour la Chambre du conseil du tribunal civil qui, composée de magistrats non spécialisés, connaît, comme son nom l'indique, de toutes les affaires civiles

(1) *Contra*. H. VERDUN, Chronique Doctrine « Le Code de l'enfance délinquante », *Semaine juridique*, 29 nov. 1942, p. 293, n° 10.

en Chambre du conseil. Au contraire, si le législateur avait dû écarter la compétence de la Chambre du conseil, c'était plutôt à l'égard de l'action publique mais non de l'action civile !

Pour notre part, nous estimons qu'il n'y avait aucun inconvénient à ce que la victime pût se constituer partie civile contre le mineur devant la Chambre du conseil, devant le tribunal pour enfants et adolescents ou devant le tribunal de simple police, comme elle le pouvait, sous l'empire de la loi de 1912, contre les mineurs de 13 à 18 ans, devant le tribunal pour enfants ou adolescents. Rien ne justifie donc l'article 11 de la loi de 1942, reproduction néfaste et périmée de l'article 2 de la loi de 1912. Néanmoins ce texte existe, et il convient de l'appliquer.

Son application. — Quoique l'article 11 parle de « l'action civile » en général, on en peut cependant réduire la portée à l'action en dommages-intérêts. Ce ne sont pas en effet les trois chefs d'indemnité réparatrice du dommage qui devront nécessairement être portés devant les tribunaux civils : restitutions, dommages-intérêts et frais, mais seulement les dommages-intérêts.

1° **Frais.** En ce qui concerne les frais, ceux exposés devant les tribunaux civils par la partie lésée seront naturellement compris dans les condamnations prononcées par ces juridictions, mais ceux exposés par l'État à qui la poursuite a causé également un préjudice privé, à raison des dépenses qu'il a dû engager dans la recherche des preuves, seront mis à la charge du mineur, condamné ou objet d'une mesure éducative, par la juridiction répressive elle-même qui connaît de l'action publique à son égard (Chambre du conseil, T. E. A. ou tribunal de simple police) sans qu'il soit nécessaire de recourir à la juridiction civile pour la condamnation du mineur à ces frais. Voilà donc une première exception à la règle de l'article 11.

2° **Restitutions.** Ainsi que nous l'avons rappelé ci-dessus et pour les motifs indiqués, la restitution des choses soustraites par le délit, retrouvées en nature et mises sous main de justice, doit toujours être prononcée d'office dans les cas où l'on connaît le propriétaire (Cass., 20 février 1863) (1) même lorsqu'il ne se constitue pas partie civile.

C'est ce que permet également le Code de justice militaire aux tribunaux militaires. Article 8 : « Ces tribunaux peuvent, néanmoins, ordonner, au profit des propriétaires, la restitution des objets saisis ou des pièces à conviction, lorsqu'il n'y a pas lieu d'en prononcer la confiscation. » Article 95 : « Le jugement qui prononce une peine contre l'inculpé le

(1) Cass., 20 février 1863, S. 1863-1-321.

condamne aux frais envers l'État. Il ordonne, en outre, ...la restitution soit au profit de l'État, soit au profit des propriétaires, de tous objets saisis ou produits au procès comme pièces à conviction. » Et l'article 11 du Code de justice maritime reconnaît aux tribunaux maritimes exactement ce que l'article 8 du Code de justice militaire accorde aux tribunaux militaires : ordonner eux-mêmes les restitutions.

Ainsi, malgré les termes de l'article 11 de la loi de 1942, les juridictions de mineurs statuent sur deux chefs de l'action civile : les restitutions et les frais.

3° **Dommages-intérêts.** Quant à l'action en dommages-intérêts, elle ne pourra être exercée que devant les tribunaux civils. Elle exige en effet une demande de la partie lésée (art. 51 du Code pénal).

Cette action sera exercée dans les formes ordinaires soit devant le tribunal civil, soit devant le juge de paix suivant l'importance de la demande.

Elle sera portée devant le tribunal civil lorsque son objet dépasse 4.500 francs, et devant le juge de paix dans le cas contraire. C'est à ce chiffre en effet qu'a été porté la compétence du magistrat cantonal par l'article 10 du décret du 28 mars 1934 modifiant l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905.

Ratione loci, la juridiction compétente sera celle de droit commun. Par suite, le juge compétent est soit celui du domicile du défendeur (art. 2 et 59 du Code de proc. civile), c'est-à-dire du domicile du mineur, c'est-à-dire du domicile de ses père et mère ou tuteur (art. 108 du Code civil), soit celui du lieu où le fait dommageable s'est produit (art. 2 et 59). Ainsi, se trouve donc écarté le juge du lieu où le mineur a été trouvé (art. 2 de la loi de 1942) compétent concurremment avec les deux précédents pour statuer sur l'action publique contre le mineur.

Exercice de l'action civile devant la juridiction civile. —

a) *L'action civile est jugée avant l'action publique.* Dans ce cas, le jugement rendu par les tribunaux civils sur l'action civile contre le mineur est sans autorité juridique à l'égard de l'action publique, car il n'y a entre les deux procès, dont l'un est définitivement jugé par le tribunal civil et dont l'autre va l'être par le tribunal de répression (Chambre du conseil ou tribunal de simple police), ni identité de cause, ni identité d'objet, ni identité de parties (art. 1351 du Code civil). Ainsi la juridiction répressive, même après une décision définitive de la juridiction civile, a le droit de se prononcer sur la prévention avec la même liberté et la même étendue de pouvoirs que si la juridiction civile n'avait pas statué.

b) *L'action publique est intentée avant ou pendant la poursuite de l'action*

civile. Dans ce cas l'exercice de l'action civile est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique (art. 3 du Code d'instr. crim.).

C'est la règle « le criminel tient le civil en état ». Le jugement répressif doit en effet avoir, à l'égard de l'action civile, l'autorité de la chose jugée. La circulaire du ministre de la Justice du 30 janvier 1914 sur l'application de la loi du 22 juillet 1912 conserve toute sa valeur à ce sujet : « ...Quoi qu'il en soit, les magistrats devront éviter de compromettre par une décision hâtive ou insuffisamment motivée les droits non représentés dans les affaires qui pourraient donner ouverture à un recours civil » (1).

En vertu du principe de l'autorité au civil de la chose jugée au criminel, la relaxe du mineur, par la Chambre du conseil ou le tribunal pour enfants et adolescents, pour homicide ou blessures involontaires, ferait obstacle à une demande ultérieure de dommages-intérêts devant le tribunal civil en réparation de cet homicide ou ces blessures (Cass., 23 janvier 1922) (2).

Par contre l'action civile, même devant la juridiction civile, sera soumise à la prescription pénale de 10 ans, 3 ans ou 1 an (art. 637, 638 et 640 du Code d'instr. crim.), même quand elle est exercée contre les représentants du prévenu, c'est-à-dire ses héritiers, parce qu'elle est l'action en réparation du dommage causé par une infraction (art. 1^{er} et 2 du Code d'instr. crim.).

L'action contre les personnes civilement responsables se prescrit également pour 10 ans, 3 ans ou 1 an. La jurisprudence est bien fixée à cet égard (Cass., 1^{er} mai 1876, 18 décembre 1912) (3).

Enfin, comme l'action de la partie lésée est née d'une infraction, les tribunaux civils devront prononcer, ainsi que nous l'avons vu dans notre chapitre VII, la contrainte par corps pour le recouvrement des condamnations pécuniaires contre les mineurs de 16 à 18 ans.

§ II. — Le mineur avait des co-auteurs ou complices majeurs qui sont poursuivis

L'article 11-§ 2 de la loi du 27 juillet 1942 dispose : « Toutefois, lorsque la décision est intervenue sur les faits reprochés au mineur, la partie civile peut porter son action devant la juridiction appelée à juger les

(1) Circulaire Minist. Justice, 30 janvier 1914, V^o Mineurs de 13 ans, V^o Partie civile.

(2) Cass., 23 janvier 1922, S. 1922-1-378.

(3) Cass., 1^{er} mai 1876, S. 1876-1-445 ; Cass., 18 déc. 1912, S. 1914-1-249, Note Morel.

co-auteurs ou complices majeurs. Dans ce cas le mineur ne comparait pas en personne devant ladite juridiction. »

Ainsi, lorsque le mineur a des co-auteurs ou complices majeurs, qui sont poursuivis, la partie lésée recouvre son droit d'option entre la voie criminelle et la voie civile. Elle pourra porter son action devant la juridiction civile ou devant la juridiction répressive, ce qui n'est que l'application de l'article 3 du Code d'instruction criminelle, mais elle le pourra seulement sous certaines conditions et avec certaines réserves.

**A) Les tribunaux répressifs
et les tribunaux civils sont compétents.
La victime a le droit d'option.**

Un tribunal de répression, quoique saisi de l'action publique, ne peut statuer sur la réparation civile du dommage causé par l'infraction que si l'action en réparation de ce dommage lui est soumise par la personne lésée qui, à cette fin, doit se constituer partie civile dans l'instance. Toutefois, nous l'avons dit, les restitutions doivent être ordonnées d'office par la juridiction répressive, sans même que le propriétaire se constitue partie civile.

Dans le cas de co-auteurs ou complices majeurs du jeune délinquant, la victime du crime ou du délit ou de la contravention peut se constituer partie civile soit devant la juridiction d'instruction, soit devant celle de jugement appelée à statuer à l'égard des majeurs.

Constitution de partie civile.

1° Avant que le ministère public n'intente l'action publique.

— a) ***Devant le juge d'instruction.*** Si le dommage a été causé par un crime ou un délit, la partie lésée a le droit de se constituer partie civile devant le juge d'instruction (art. 63 du Code d'instr. crim.). Cette constitution met l'action publique en mouvement et provoque l'ouverture d'une information, sans qu'il soit besoin d'un réquisitoire introductif du procureur de la République. Le juge d'instruction est saisi du fait dénoncé et non de la poursuite contre tel individu. Cependant dès que l'information révélera, aux côtés des majeurs, la présence d'un mineur, on devra, à notre avis, procéder de la manière suivante : le juge d'instruction communiquera la procédure au procureur de la République. Ce magistrat requerra, conformément à l'article 11 de la loi de 1942, la non-recevabilité, en l'état,

de la constitution de partie civile en tant qu'elle concerne le mineur, puis la continuation de l'information sur sa seule poursuite, enfin, pratiquement, nous l'avons vu dans notre chapitre I, 1^{re} partie, il constituera un dossier spécial pour le mineur. Le magistrat instructeur rendra une ordonnance de non-recevabilité de la constitution de partie civile contre le mineur et poursuivra, puisqu'il est le même pour le mineur et les majeurs (art. 6 de la loi de 1942), son information sur ses deux dossiers. A l'égard des co-auteurs ou complices majeurs, la constitution de partie civile demeurera et il ne sera pas nécessaire de la renouveler devant la juridiction de jugement où ils seront traduits (tribunal correctionnel, Cour d'assises, tribunal de simple police).

b) **Par citation directe.** Si le dommage a sa cause dans un délit ou une contravention, la partie lésée a le droit de citer directement les prévenus devant le tribunal correctionnel ou de police, qui se trouve ainsi compétent pour condamner à la fois à la peine et à des dommages-intérêts (art. 145 et 182 du Code d'instr. crim.). La victime devra citer également les civilement responsables du mineur, car « le mineur ne comparaît pas en personne » devant les juridictions répressives de droit commun (art. 11 *in fine* de la loi de 1942).

A notre avis, la citation directe du mineur, devant le tribunal correctionnel ou de simple police, par la partie lésée sera valable, car la victime assignera le mineur devant cette juridiction pour sa condamnation, non à une peine ou une mesure éducative, ce qui n'entre pas dans ses attributions, mais à des dommages-intérêts. Cela, la loi le lui permet. Il s'agira d'une question de rédaction de la citation.

2° **Après que le ministère public a intenté l'action publique.** — La personne lésée peut toujours intervenir dans la poursuite commencée et joindre son action à l'action publique. Elle le peut alors qu'elle n'aurait pas porté plainte ; les plaignants ne sont pas réputés partie civile s'ils ne le déclarent formellement (art. 66 du Code d'instr. crim.). La constitution de partie civile, au cours de l'instance, résulte d'une déclaration positive ou de conclusions, fussent-elles purement orales, à fins de dommages-intérêts (Douai, 16 avril 1874, Cass. crim., 7 avril 1927) (1).

Elle peut être formée en tout état de cause et jusqu'à la clôture des débats (art. 67 du Code d'instr. crim.), c'est-à-dire soit devant le juge d'instruction ou devant la Chambre des mises en accusation, soit devant la juridiction de jugement ; par exemple, en Cour d'assises, avant la clôture des débats ; devant le tribunal correctionnel et de police, avant le

(1) Douai, 16 avril 1874, S. 1876-2-83 ; Cass. crim., 7 avril 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-2-121.

jugement, les débats n'étant clos devant ces dernières juridictions que par le jugement.

En vertu de ces principes, nous estimons que la victime pourrait se constituer partie civile contre le mineur devant le juge d'instruction mais seulement dans la procédure qu'il dirige contre les co-auteurs ou complices majeurs. Ce mode de procéder n'est pas inconciliable avec les dispositions de l'article 11 de la loi de 1942. Ce n'est pas une des moins curieuses conséquences de cet article.

La constitution ne peut avoir lieu en matière correctionnelle et de simple police que devant la juridiction du premier degré, car la partie civile qui interviendrait seulement en appel priverait le prévenu, si son intervention était recevable, d'une garantie judiciaire, le bénéfice des deux degrés de juridictions (Alger, 16 novembre 1895) (1).

La constitution de partie civile n'est pas subordonnée à la présence du prévenu ou de l'accusé dans le procès ; elle peut avoir lieu alors qu'il ferait défaut (Cass., 3 août 1888) (2).

La partie civile ne peut porter son action devant la juridiction appelée à juger les co-auteurs ou complices majeurs que « lorsque la décision est intervenue sur les faits reprochés au mineur » (art. 11-§ 2). Pour parodier la maxime « le criminel tient le civil en état », qui ne s'applique pas en l'occurrence puisqu'il s'agit de deux « criminels », nous serions tentés de dire : « Le mineur tient le majeur en état ». Mais cette règle ne serait pas exacte ; la juridiction de droit commun, saisie de l'action contre les co-auteurs majeurs, n'a pas à attendre la décision sur le mineur. Cette décision n'est pas une question préjudicielle et, ainsi que nous le verrons dans notre chapitre V, n'a pas l'autorité de la chose jugée sur le jugement à prendre à l'égard des majeurs. La juridiction qui les jugera aura la même liberté d'action que si la juridiction des mineurs n'avait pas statué. Ainsi elle pourra déclarer que le fait n'est pas prévu par la loi pénale, qu'il est amnistié, prescrit, alors que le tribunal des mineurs a décidé le contraire. Une telle contrariété serait regrettable, mais, en l'état actuel de la loi de 1942, elle est possible.

Si l'on tient absolument à une maxime, on pourrait dire que « le mineur tient sa victime en état ». En effet celle-ci ne peut porter son action civile devant la juridiction répressive de droit commun que lorsque la décision est intervenue sur les faits reprochés au mineur. Et comme la juridiction répressive de droit commun ne peut connaître de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique contre les majeurs, on voit ce que l'application de toutes ces règles et de tous ces principes comporte

(1) Alger, 16 nov. 1895, D. 1896-2-95.

(2) Cass. crim., 3 août 1888, D. 1889-1-87, Note.

de perte de temps pour la victime, de préjudice supplémentaire et de complications de situations.

B) Les tribunaux civils sont seuls compétents.

Les tribunaux répressifs n'ont le droit de statuer sur l'action civile que lorsqu'ils sont en même temps régulièrement saisis de l'action publique.

La juridiction répressive sera donc incompétente pour accorder des dommages-intérêts, si le fait qui est la cause juridique de la demande ne constitue pas une infraction — si l'inculpé est renvoyé d'instance sur l'action publique — si, bien que le fait constitue une infraction, l'action publique est irrecevable (vol entre parents, décès des prévenus, chose jugée, abrogation de l'incrimination par une loi nouvelle, amnistie...).

Dans tous ces cas, les tribunaux civils seront seuls compétents à l'égard des majeurs comme du mineur.

Au total, sous des apparences bénignes et inoffensives, les dispositions de l'article 11 de la loi de 1942 sont regrettables, ambiguës et mauvaises. Ce texte, en supprimant à la victime son droit d'option entre la voie criminelle normale et la voie civile, l'oblige à emprunter le plus souvent cette dernière, longue, formaliste et coûteuse. Il lui rend ce droit lorsque le mineur a des co-auteurs ou complices majeurs, mais seulement pour porter son action civile devant la juridiction de droit commun appelée à statuer sur ces majeurs, seulement après que la décision est intervenue sur les faits reprochés au mineur, et on ne sait trop en vertu de quelle procédure acrobatique puisqu'il s'agit de faire condamner le mineur par une juridiction répressive de droit commun devant laquelle — la loi le dit expressément — il ne doit pas comparaître en personne. Le législateur de 1942 aurait voulu faire un texte contre les victimes qu'il n'eût pas disposé autrement. Ce procédé est inadmissible. Aussi l'article 11 méritait-il d'être abrogé et remplacé par l'article 3 du Code d'instruction criminelle, simple, juste, favorable à tous et qui, depuis longtemps, a fait ses preuves.

CHAPITRE II

LA RÉPARATION PAR LE MINEUR DU PRÉJUDICE QU'IL A CAUSÉ PAR L'INFRACTION

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » (art. 1382 du Code civil).

« Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou par son imprudence » (art. 1383).

Lorsque le dommage résulte d'une infraction à la loi pénale, l'obligation de le réparer pèse d'abord directement sur les auteurs et complices, et ensuite indirectement sur les personnes civilement responsables. Dans ce chapitre, nous ne parlerons que des auteurs et spécialement du mineur auteur de l'infraction dommageable.

§ 1. — Principes généraux.

Toute personne pénalement responsable d'un délit est *a fortiori* civilement responsable du dommage qu'il a causé, car la responsabilité pénale implique nécessairement la coexistence de deux éléments qui servent de base à la responsabilité civile : un fait illicite à la charge de l'agent et la culpabilité de celui-ci. Il en résulte que la décision pénale qui condamne à une peine un individu, majeur ou mineur, comme auteur ou complice, a force de chose jugée sur le principe même de la responsabilité civile. Il ne reste plus qu'à déterminer si le délit a causé un préjudice pécuniaire, matériel ou moral et en fixer le quantum.

Pour que la responsabilité civile de l'auteur soit engagée conformément à l'article 1382, il faut, d'après la théorie traditionnelle qui attribue à la faute un caractère subjectif, qu'il ait possédé au moment de l'acte son libre arbitre et la conscience de ses actes. Le jeune enfant, l'insensé privé de raison n'encourent aucune responsabilité civile. Le véritable responsable, en pareil cas, est celui qui a l'obligation de surveillance, et on appliquera l'article 1384, même 1382 si ce surveillant a commis lui-même une faute.

La minorité n'est pas par elle-même une cause d'irresponsabilité. Au pénal, la loi du 22 juillet 1912 permettait la condamnation du mineur de 13 à 18 ans à une peine s'il était déclaré avoir agi avec discernement. La loi de 1942 a supprimé la question de discernement, mais permet cependant la condamnation de certains mineurs à des peines. Au civil, l'article 1310 du Code civil avertit que le mineur « n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit ». Cependant tout mineur peut-il être tenu de la réparation du préjudice privé causé par le délit ?

Il est sans discussion que l'enfant en bas âge lorsqu'il n'a pas encore la notion du bien et du mal n'a pas de discernement. Il ne saurait donc, pas plus que le complet insensé, commettre ni délit ni quasi-délit et être condamné à réparer le dommage qu'il a causé. Ce n'est certainement pas à ce mineur, que la langue romaine appelle *infans* en le distinguant de l'*impubes*, qu'il serait possible d'appliquer la règle de l'article 1310 précitée.

Mais au mineur de quel âge cette disposition va-t-elle s'appliquer ? « A celui, disait Pothier (1), qui est pubère ou voisin de la puberté. »

La règle de l'article 1310 remonte au droit romain qui refusait déjà la *restitutio in integrum* au mineur coupable d'un délit. « *Malitia supplet ætatem* », disait le Code (2).

En droit pénal français actuel, la pleine responsabilité des faits criminels ne commence qu'à partir de 18 ans. Au-dessous de cet âge, le mineur, sous l'empire de la loi de 1912, ne pouvait être condamné que s'il était déclaré avoir agi avec discernement. La loi de 1942 n'oblige plus à poser cette question, et le mineur, auteur d'un crime ou d'un délit, n'est en principe l'objet que d'une mesure de protection et de redressement. Le droit civil lui n'a jamais admis une minorité de 13 ou de 18 ans au-dessous de laquelle une sorte de présomption de défaut de discernement protégerait, au point de vue pécuniaire, le mineur de 21 ans qui a causé un préjudice à un tiers.

Aussi beaucoup d'auteurs estiment que la question doit être examinée et appréciée dans chaque espèce en considération de l'âge du mineur, de son degré d'intelligence, de sa condition sociale, de son éducation, de caractère du fait qui lui est imputé et des circonstances qui ont pu le déterminer ou l'accompagner. « Dès qu'une personne, disait Pothier, a l'usage de la raison et que l'on aperçoit, dans le fait par lequel elle a causé quelque tort à un autre, de la réflexion et de la malignité, le fait est un délit, et la personne qui l'a commis, quoiqu'elle n'ait pas atteint l'âge de

(1) POTHIER, *Obligations*, nos 118-120.

(2) Code, Livre II, tit. 43. 1. 3.

puberté, contracte l'obligation de réparer le tort qu'elle a causé. Mais on ne peut précisément définir l'âge auquel les hommes ont l'âge de raison et sont, par conséquent, capables de malignité, les uns l'ayant plus tôt que les autres ; cela doit s'estimer par les circonstances... » (1).

Ces idées de Pothier ont été reprises par la doctrine moderne. La jurisprudence a suivi et déclaré que le mineur est tenu de réparer le dommage lorsqu'il est assez intelligent pour comprendre sa faute même s'il est irresponsable au point de vue pénal ; si on estime qu'il a agi avec conscience, réflexion ou malignité, on le déclarera pleinement responsable et on le condamnera à réparer les conséquences préjudiciables résultant de son délit.

§ II. — Jurisprudence.

A) Mineurs de 13 ans.

Nous allons rapporter ici trois arrêts de Cours d'appel et un de la Cour de cassation, relatifs à des mineurs de 13 ans contre lesquels la responsabilité civile est retenue alors que leur responsabilité pénale est écartée soit par les juges du fait, soit par le législateur (loi du 22 juillet 1912 qui avait créé l'irresponsabilité pénale des mineurs de 13 ans).

1° *C'est tout d'abord un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux*, du 31 mars 1852 (2), qui décide qu'un enfant de 11 ans doit être tenu de réparer le dommage qu'il a causé dans le cas où, au moment où il a accompli le fait dommageable, il avait l'intelligence assez développée pour en comprendre la portée, sinon comme acte criminel, du moins comme acte d'imprudence.

2° *C'est ensuite la Cour de cassation*, dans un important arrêt du 13 janvier 1890 (Périquet contre Delacroix et Tarillon) (3) : le 23 mars 1884, dans une cour de récréation de l'établissement des Frères de Juvisy, le jeune Périquet, élève âgé de 10 ans, lançait en l'air un morceau d'ardoise qui en retombant était venu frapper à l'œil un autre élève, le jeune Tarillon, lequel finalement perdit la vue. « Un enfant mineur, parvenu à l'âge du discernement, commet une faute au sens des articles 1382 et 1383 du Code civil lorsque, dans la cour d'une pension où il est réuni avec tous ses camarades, il jette en l'air, par contravention au règlement, un fragment d'ardoise ramassé à terre qui en retombant vient atteindre et blesser un autre élève. »

3° *C'est un arrêt de la Cour d'appel de Besançon*, du 17 décembre

(1) POTHIER, *Obligations*, nos 118-120.

(2) Bordeaux, 31 mars 1852, D. P. 1854-5-656, n° 17.

(3) Cass., 13 janvier 1890, D. P. 1890-1-145.

1902 (1), dont l'espèce est la suivante : deux jeunes enfants âgés de 10 et 11 ans revenaient des champs où ils étaient allés garder le bétail de leurs parents, lorsqu'ils se prirent de dispute. Au cours de la lutte, l'un d'eux atteignit l'autre au visage avec une perche maniée maladroitement, et lui creva un œil. Cet enfant, ayant été poursuivi devant le tribunal correctionnel, fut acquitté comme ayant agi sans discernement. Poursuivi en réparation devant le tribunal civil, il fut définitivement condamné à des dommages-intérêts par la Cour : « Le défaut de discernement, n'ayant été apprécié par le juge correctionnel qu'au regard de la faute pénale, laisse entier au juge civil le droit de déterminer si la responsabilité du mineur existe au point de vue de la faute civile ; si la faute pénale doit être appréciée strictement à cause des conséquences rigoureuses qu'elle peut entraîner, la faute civile doit l'être plus largement, puisqu'elle ne peut conduire qu'à des réparations civiles ; et il n'y a aucune inconciliabilité entre la décision correctionnelle qui, à défaut de discernement, exonère un mineur de l'application de la peine qu'il a encourue et la décision civile qui le condamne à réparer le dommage qu'il a causé... Si on doit reconnaître, dans l'espèce, que X... n'a pas eu le discernement légal pour se rendre compte qu'il commettait un délit, on doit tenir pour certain que, malgré son extrême jeunesse, il avait une conscience suffisante de ses actes pour apprécier, ne fût-ce que dans une faible mesure, qu'il commettait une faute lorsque par maladresse il a blessé Z... ; cela suffit pour que sa responsabilité civile soit établie. »

4^o *C'est enfin un arrêt de la Cour d'appel de Poitiers* du 29 janvier 1923 (Bégouin contre Rouillet) (2) : « Attendu qu'en l'état des faits aucune faute n'a été commise par Rouillet qui, avec sa voiture automobile, voulait dépasser la voiture à âne conduite par Bégouin. Attendu par contre qu'il est prouvé que l'accident est imputable uniquement à l'imprudence et à la maladresse du mineur Bégouin ; que cet enfant, ayant tourné la tête, à deux reprises, au bruit du signal avertisseur actionné par Rouillet s'est rendu compte que l'automobile allait doubler son attelage et que celui-ci n'était pas à sa place en suivant le côté gauche de la route, qu'il digressa alors son âne vers le côté droit et qu'une fois là, bien que l'animal n'eût manifesté, jusqu'à ce moment, aucun signe de frayeur ou de résistance, il n'a pu, ou n'a pas su, empêcher la bête de faire un brusque mouvement à gauche et d'obstruer la partie de la route qui était libre et suffisante pour le passage de l'automobile, à l'instant même où celle-ci allait arriver à sa hauteur ; que, dans ces conditions, la collision était inévitable. Attendu que si un mineur de 13 ans est pénalement irresponsable, l'infraction

(1) Besançon, 17 déc. 1902, *Pand. franç.*, 1903-2-324.

(2) Poitiers, 29 janvier 1923, *Gaz. Pal.*, 1923-1-535.

tion par lui commise présente le caractère d'une faute civile dont la réparation peut être poursuivie devant la juridiction civile, lorsqu'il est établi qu'il a agi avec discernement ; qu'il en est de même de l'action en réparation du dommage qui est la conséquence directe de son imprudence et de sa maladresse. Attendu que les circonstances de la cause démontrent que le mineur Bégouin a eu conscience de l'acte qu'il avait à accomplir pour se garer de l'automobile et assurer à celle-ci le libre passage à gauche ; qu'il a donc agi avec discernement et qu'il est responsable de l'accident. Par ces motifs, déclare Bégouin responsable de l'accident... »

B) Mineurs de 13 à 18 ans.

Voici à titre d'exemple trois arrêts significatifs.

1^o *C'est d'abord un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans* du 13 mai 1909 (1) (Gaschet contre Rougeau). Gaschet, âgé de 15 ans, avait lancé une pierre à l'aide d'un lance-pierres à la tête du jeune Rougeau. « Attendu que si le tribunal correctionnel avait déclaré que Gaschet avait agi sans discernement et l'avait acquitté comme tel par application de l'article 66 du Code pénal, il a cependant été constaté qu'il s'était rendu coupable de blessures involontaires aux termes des articles 319 et 320 du même Code. Que l'application de l'article 66 ne saurait faire échec à la culpabilité reconnue de Gaschet ; que si en effet, au point de vue pénal, cet enfant a agi sans discernement, il n'en est pas de même au point de vue civil... Qu'il résulte des circonstances de la cause qu'il s'est rendu suffisamment compte qu'il commettait sinon un acte délictueux, du moins un acte dommageable. En conséquence, le déclare personnellement responsable, tant sur ses biens présents que sur ses biens à venir, des conséquences de son acte, sans préjudice de la responsabilité civile incombant à ses père et mère en vertu de l'article 1384 du Code civil. »

2^o *C'est également ce qu'a admis la Cour de cassation*, le 16 décembre 1926 (2). « Le défaut de discernement du mineur, s'il ne permet pas l'application d'une sanction pénale, ne peut avoir pour conséquence d'exclure la responsabilité édictée par l'article 1382. La déclaration de culpabilité doit entraîner même à l'égard dudit mineur l'application des règles posées par ces articles. »

3^o *C'est encore ce qu'a confirmé la Cour de cassation*, le 3 juin 1932 (Africano) (3). « Sur le moyen pris de la violation des articles 66 du Code pénal, 1382 du Code civil, défauts de motifs et manque de base légale,

(1) Orléans, 13 mai 1909, *Gaz. Pal.*, 1909-2-625.

(2) Cass., 16 déc. 1926, *Bull. crim.*, 1926, n° 312.

(3) Cass., 3 juin 1932, *Gaz. Pal.*, 1932-2-308.

en ce que la Cour d'appel, après avoir acquitté comme ayant agi sans discernement Africano, mineur poursuivi pour homicide involontaire, l'a néanmoins condamné à des dommages-intérêts envers la veuve de la victime. Attendu que le mineur de 18 ans acquitté comme ayant agi sans discernement peut néanmoins être condamné à des dommages-intérêts envers les ayants cause de la victime ; qu'en effet, le mineur acquitté en vertu de l'article 66 du Code pénal bénéficie à raison de son âge d'une faveur édictée par la loi qui n'a d'autre effet que de l'exempter de la peine ou de permettre d'y substituer des mesures d'éducation, et qui n'exclue pas la responsabilité prévue par les articles 1382 et suivants du Code civil. Attendu que l'arrêt est régulier. Rejette... »

Il résulte de toutes ces décisions que le mineur quoique non condamné à une mesure répressive au pénal se voit néanmoins déclaré discernant au civil, reconnu coupable d'une faute et, si la victime réussit à établir la relation de cause à effet entre la faute et le préjudice, condamné à en réparer les conséquences.

Nous estimons que les principes posés par cette jurisprudence demeurent sous l'empire de la loi de 1942. Si le tribunal pour enfants et adolescents (art. 17) ou le tribunal de simple police (art. 24) condamnent le mineur à une peine, sans que ce soit nécessaire de dire qu'il a agi avec discernement, la responsabilité pénale ainsi établie du jeune délinquant implique cependant sa responsabilité civile. Cette décision au pénal a autorité de la chose jugée au civil sur le principe même de la responsabilité. Il ne restera plus qu'à déterminer si l'infraction a causé un préjudice et en fixer le montant.

Il en est de même si le mineur, auteur d'un crime ou d'un délit, a seulement été l'objet d'une mesure éducative. La déclaration de défaut de discernement, qui la précédait nécessairement avant la loi de 1942 et qui, à l'origine, correspondait certainement à la pensée profonde des juges à l'égard du jeune délinquant, n'était plus en définitive qu'un moyen de lui éviter la condamnation à une peine. Il n'était dès lors plus étonnant qu'il y ait divorce entre le pénal et le civil et que, le plus souvent, les juges reconnaissent au civil, le discernement du mineur entraînant sa condamnation pécuniaire à la réparation du préjudice, alors qu'ils l'avaient nié au pénal.

Comme auparavant, le juge de 1942 appréciera dans chaque espèce la faute civile du mineur pour la retenir ou l'écarter, malgré la mesure de protection et de redressement ordonnée qui, de même que la condamnation, suppose la prévention établie et le mineur responsable.

Dommage matériel, dommage moral. — Le dommage privé causé par l'infraction peut être de différentes sortes. Il peut atteindre le patrimoine : c'est le dommage pécuniaire ; il peut atteindre la vie, la santé, la liberté : il est dit matériel ou physique ; il peut atteindre l'honneur, la considération, la réputation : c'est le dommage moral.

Certains civilistes et criminalistes avaient prétendu que le dommage moral ne pouvait servir de base à une action civile. Cette thèse est depuis longtemps abandonnée. Sans doute la réparation d'un dommage inappréciable en argent se résolvant en une indemnité pécuniaire est forcément arbitraire mais, de ce que le juge ne peut accorder une réparation exacte du préjudice causé, il ne s'ensuit pas qu'il doive n'en accorder aucune. La difficulté d'évaluer le préjudice ne saurait constituer une fin de non-recevoir contre l'action.

Modes de réparation du dommage. — La réparation peut comprendre, ainsi que nous l'avons vu dans notre chapitre I, trois chefs : les restitutions, les dommages-intérêts et les frais (art. 10, 51 et 52 du Code pénal).

1° *Restitutions.* Les restitutions doivent toujours être ordonnées d'office dans le cas où le propriétaire est connu, même s'il ne les demande pas.

2° *Frais.* La condamnation aux frais ou dépens est prononcée de droit contre la partie qui succombe (art. 162, 194 et 367 du Code d'instr. crim., 130 du Code de procédure civile).

3° *Dommages-intérêts.* Ils ne peuvent être accordés par le juge que sur la demande et dans les limites de la demande de la partie lésée (art. 51 du Code pénal).

Les juges ont un pouvoir souverain d'appréciation soit pour en fixer le montant, soit pour en déterminer les modalités : paiement en capital, en rente, allocations d'intérêts. Et s'ils ajoutent, à l'indemnité fixée en capital, des intérêts à dater du jour du délit — à dater du jour de l'accident par exemple, pour les délits de la circulation — à l'effet d'éviter à la victime les conséquences du retard apporté par le procès à la reconnaissance de son droit, ces intérêts sont dits compensatoires et ne sauraient être moratoires. Les « intérêts de droit » sont des intérêts moratoires et ils ne sont dus que du jour de la décision judiciaire (Cass. crim., 4 mai 1939) (1), et même que du jour où cette décision est passée en force de chose jugée (Cass. crim., 18 janvier 1940).

4° *Impression-affichage.* La réparation du préjudice causé par le délit

(1) Cass. crim., 4 mai 1939, *Gaz. Pal.*, 1939-1-885 ; Cass. crim., 18 janvier 1940, *Gaz. Pal.*, 1940-1-232.

peut consister également, sur la demande de la victime, dans la publicité donnée au jugement par son insertion dans la presse et son affichage aux frais du condamné. Ce mode de réparation rentre dans le pouvoir d'appréciation des tribunaux (art. 51 du Code pénal et 1036 du Code de proc. civile).

L'article 13 de la loi du 27 juillet 1942 dispose que la publication du compte rendu des débats des tribunaux pour enfants et adolescents et de la Chambre du conseil, ainsi que de tous articles sur les mineurs poursuivis, est interdite.

Nous avons vu (1) que, à notre avis, la formule « tous articles sur les mineurs » n'englobe pas les jugements, que leur publication doit être possible et même sans que la restriction de la loi de 1912 (art. 19-§5): « ...publié mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale » subsiste.

Nous estimons donc que si la partie lésée le requiert, les juges pourront ordonner l'impression, l'affichage et la publication du jugement, avec le nom du mineur intégralement orthographié.

La réparation du dommage doit être intégrale. — Le préjudice doit être évalué non au jour de l'infraction mais au jour du jugement. (Cass. req., 24 mars 1942) (2).

La thèse est aujourd'hui bien assise en jurisprudence que la créance née d'un délit ou d'un quasi-délit n'existe que du jour où elle est allouée par justice.

S'il s'agit d'une chose à remplacer et si, par l'effet des variations économiques, la somme nécessaire à sa réparation ou son rachat a pu varier, son montant doit être fixé au jour où la personne lésée est mise en situation de remplacer dans son patrimoine la chose dont elle est privée par suite du fait dommageable, c'est-à-dire au jour du jugement qui fixe définitivement le chiffre de l'indemnité. C'est ainsi que la dernière jurisprudence considère comme légalement justifiée la décision qui, pour fixer le chiffre des dommages-intérêts, tient compte de la hausse des prix (Besançon, 6 mai 1942, Poitiers, 2 juin 1942) (3).

(1) Notre chapitre I, 1^{re} partie, V^o La Publication du compte rendu des débats est interdite.

(2) Cass. req., 24 mars 1942, D. A. 1942-118. Note et références.

(3) Besançon, 6 mai 1942, D. A. 1942-123 ; Poitiers, 2 juin 1942, D. A. 1942-123.

CHAPITRE III

LA RÉPARATION PAR LES PERSONNES CIVILEMENT RESPONSABLES

L'obligation de réparer le dommage privé causé par l'infraction repose directement sur les auteurs et complices, indirectement sur les personnes civilement responsables.

On peut lire dans l'article 1384 du Code civil : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre... » Et cet article d'énumérer trois groupes de personnes sur lesquelles pèse la responsabilité :

« Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

« Les maîtres et commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

« Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. »

A l'égard des personnes énumérées, la loi a établi une présomption de faute qui entraîne leur condamnation à la réparation du dommage causé par ceux dont elles doivent répondre. On dit qu'elles sont responsables du fait d'autrui, ou civilement responsables.

Les personnes civilement responsables, les responsables du fait d'autrui. Sens de ces expressions. — Elles semblent faire considérer le civilement responsable comme étranger à l'acte dommageable dont il doit répondre. Certes, parfois, la loi oblige une personne à réparer un préjudice à la réalisation duquel elle n'a pas participé même indirectement. C'est ce qui arrive le plus souvent pour les maîtres et commettants ; l'article 1384 ne les autorise pas, contrairement aux père et mère et aux artisans, à prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à leur responsabilité. La jurisprudence estime que la responsabilité du fait d'autrui est liée, comme celle du fait personnel, à l'idée de faute, sous cette particularité que la faute est alors présumée et le demandeur n'est pas tenu d'en établir la réalité. Pourtant, dans bien des cas, la faute présumée peut être imaginaire ; néanmoins le commettant n'est pas admis à

la preuve contraire. La loi qui dit au commettant : « Je présume que vous êtes en faute, et je ne vous permets pas de démontrer qu'il n'en est rien » édicte une faute de pure création légale qui n'est plus une faute. Alors la faute, dit M. Jossérand (1), « n'a plus d'autre valeur que celle d'un stratagème juridique, d'un procédé technique employé en vue d'expliquer artificiellement la naissance de l'obligation délictuelle ». Dans le cas du commettant, l'expression correspond donc bien à la réalité ; il y a responsabilité du fait d'autrui.

Mais, dans d'autres cas, il en est différemment : les personnes énumérées à l'article 1384, tels les père et mère, les artisans, sont tenues de réparer le dommage de leur enfant ou apprenti, parce qu'elles ont eu une part dans sa réalisation. Le plus souvent, elles n'auront pas exercé une surveillance suffisante pour les empêcher de commettre l'acte illicite et dommageable. Sans doute cette faute n'est pas la cause dernière du préjudice : celui-ci est le fait de l'enfant ou de l'apprenti. Elle n'en est pas moins une cause du dommage qui, sans elle, ne se serait pas réalisé. Seulement, dans ce cas, la victime, qui normalement devrait faire la preuve de « bout en bout » comme le dit M. Jossérand quelque part dans son *Cours de droit civil*, c'est-à-dire la preuve de la faute, la preuve du dommage, la preuve de la relation de cause à effet entre la faute et le dommage, se trouve dispensée de la preuve la plus difficile, celle de la faute. Elle est présumée exister chez les personnes responsables pour autrui.

Ce principe doit, en général, être restreint au droit civil, à l'exclusion du droit pénal ; les cas de responsabilité pénale du fait d'autrui sont exceptionnels. C'est pourquoi on désigne le responsable pour autrui sous le nom de civilement responsable. Il faut conclure que la responsabilité civile ne comprend que les restitutions, les dommages-intérêts et les frais. Pour les frais, il faut entendre non seulement ceux nécessités par l'action civile de la partie lésée mais également les frais de justice dus à l'État pour la poursuite pénale. C'est ce qu'exprime l'article 194 du Code d'instruction criminelle. « Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit... les condamnera aux frais, même envers la partie publique. » Le ministère public a donc le droit de faire citer les civilement responsables en même temps et devant les mêmes juges que les inculpés pour obtenir leur condamnation aux frais, bien qu'il n'y ait pas de partie civile en cause (Cass., 13 décembre 1856) (2). C'est à cette fin que nous avons vu un procureur de la République citer un patron comme civilement responsable du délit de vol commis par l'une de ses employées, vol commis pourtant à son propre préjudice. Et le tri-

(1) JOSSE RAND, *Cours de droit civil positif français*, t. 2, 1930, n° 513-2°, p. 250.

(2) Cass., 13 déc. 1856, D. 1857-1-75.

bunal correctionnel — dont nous faisons partie — l'a condamné comme civilement responsable. Il s'agit de l'application peut-être un peu rigoureuse des principes, mais ce n'est pas leur violation. Ce patron et ses défenseurs, après le premier émoi passé, l'ont si bien compris qu'ils n'ont pas interjeté appel, de sorte que ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée (Trib. corr. Chalon-sur-Saône, 23 oct. 1942) (1).

Par contre la responsabilité des personnes civilement responsables ne s'étend pas aux peines prononcées, pas même aux amendes, en principe, à raison du caractère personnel des peines (Cass., 24 nov. 1922, 10 août 1916) (2).

Mais elle comprend les amendes fiscales, par suite de leur caractère mixte de peines et de réparations civiles.

Les personnes civilement responsables ne sont en aucun cas condamnées à la contrainte par corps (Cass., 11 août 1905-20 juin 1924) (3).

La responsabilité de l'auteur demeure. — « Le véritable auteur du dommage, mineur ou préposé, élève ou apprenti, reste toujours obligé de le réparer, quelle que soit sa qualité », disait Tarrible, dans son discours au Corps législatif, à la séance du 19 pluviôse an XII, lors de la rédaction du Code civil (4). Mais la victime devra prouver la faute de l'auteur.

Les différentes bases d'action de la victime. — Comme la responsabilité de l'auteur demeure, la victime dispose contre lui de l'article 1382. Contre le civilement responsable, elle dispose de l'article 1384 ; mais elle n'est pas obligée d'y recourir. Par la disposition de ce texte, le législateur a voulu, en envisageant certaines hypothèses, favoriser la victime par des règles exceptionnelles ; il lui est toujours loisible de ne pas s'en servir et de suivre la voie du droit commun. A plus forte raison, utilisera-t-elle la voie de l'article 1382 contre le civilement responsable, lorsque les conditions de l'article 1384 ne se trouvent pas réunies. Décider autrement serait mettre la victime dans une situation plus mauvaise que celle où elle se trouverait si ce texte n'existait pas.

Il importe cependant de ne pas perdre de vue que si une option est ouverte à la victime entre ces différentes actions, elle ne peut, en les employant toutes, se faire indemniser plusieurs fois. Elle a droit à la réparation intégrale du préjudice qu'elle a subi, mais elle n'a droit qu'à cette réparation. Dès que le dommage est réparé, elle n'a plus aucune action.

(1) Trib. corr. Chalon-sur-Saône, 23 oct. 1942, Archives du Greffe de ce tribunal.

(2) Cass., 24 nov. 1922, S. 1924-1-194 ; 10 août 1916, D. 1917-1-118.

(3) Cass., 11 août 1905, *Bull. crim.*, n° 404 ; 20 juin 1924, *Bull. crim.*, n° 258.

(4) TARRIBLE, cité par LOCRÉ, t. XIII, pp. 58-59, n°s 19, 20, 21...

Ce concours des responsabilités sera, en général, plus théorique que pratique. La plupart du temps, la poursuite dirigée contre le mineur, le préposé ou l'apprenti ne donnera pas de résultats substantiels, à cause de l'insolvabilité plus ou moins réelle de ces derniers. C'est ce qui explique l'existence d'une responsabilité civile du père, du commettant, de l'artisan ; car la victime d'un dommage injustifié doit toujours pouvoir être indemnisée. Afin d'obtenir ce résultat, on cherche la responsabilité — et l'argent — là où ils se trouvent effectivement.

Le recours du civilement responsable contre l'auteur. — Si l'auteur direct qui engage le civilement responsable est lui-même responsable de ses actes, le recours est possible. La solution cependant n'est pas la même s'il s'agit du commettant, du père ou de l'artisan.

Si le civilement responsable est le commettant, comme une présomption irréfragable de responsabilité pèse sur lui, il est substitué à son préposé vis-à-vis de la victime. Or il a peut-être été condamné pour une faute qu'il n'a pas commise : faute de choix, de surveillance, de direction. Il est nécessaire de lui permettre un recours contre son préposé, et un recours pour le tout, afin de faire retomber, le cas échéant, tout le poids de la responsabilité sur le seul auteur du dommage, le préposé.

La question est plus délicate pour les parents et artisans ; il en était de même pour les instituteurs jusqu'à la loi du 5 avril 1937. Leur responsabilité n'est pas vraiment pour autrui. Plus que le commettant, ils sont responsables de leur fait personnel, le plus souvent faute de surveillance de leur enfant ou apprenti. Par cette faute, ils ont eu une part dans la réalisation du dommage. Il semblerait donc logique de leur faire application des principes généraux qui visent les co-auteurs du dommage et leur donne un recours à chacun pour partie. Mais avec la majorité des auteurs, nous croyons qu'il vaut mieux admettre un recours pour le tout (1).

Les personnes civilement responsables du fait d'autrui, énumérées à l'article 1384, sont, ainsi que nous l'avons indiqué :

- 1° Les père et mère.
- 2° Les maîtres et commettants.
- 3° Les instituteurs.
- 4° Les artisans.

Nous consacrerons une section à chacune de ces responsabilités. Et nous terminerons par l'indication de quelques autres personnes responsables pour autrui.

(1) LAROMBIÈRE, art. 1384, n° 43 ; SOURDAT, t. II, n° 770 ; LALOU, n° 515 ; PLANTOL et RIPERT, t. VI, *Obligations*, n° 656.

SECTION I

LES PÈRE ET MÈRE

« Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux » (art. 1384 du Code civil).

Avant la promulgation du Code civil, la France ne connaissait pas, d'une façon générale, la responsabilité présumée des père et mère pour les dommages causés par leurs enfants mineurs.

Le très ancien droit religieux des moralistes et des livres saints l'écartait. « *Filius non portabit iniquitatem patris, et pater non portabit iniquitatem filii* », dit le prophète Ézéchiél (1).

Le droit romain et notre ancien droit français n'avaient pas davantage établi de dérogations aux principes généraux de la responsabilité à l'égard des parents. Ceux-ci n'étaient responsables du dommage causé par leurs enfants, mineurs ou majeurs, que dans le cas où la victime pouvait établir une faute à leur encontre.

Seule la coutume de Bretagne, rédigée vers l'an 1230, partant de la supposition que le père peut toujours empêcher ses enfants de commettre des fautes, édictait en son article 656 : « Si l'enfant fait tort à autrui, tant qu'il sera au pouvoir de son père, le père doit payer l'amende civile pour ce qu'il doit châtier son fils. » Cependant cette disposition ne fut jamais étendue à toute la France, et, même en Bretagne, où cette doctrine était née, le grand jurisconsulte d'Argentré la critiqua vigoureusement (2).

Fondement de la responsabilité présumée des père et mère. —

Elle est le corollaire de la puissance paternelle, plus spécialement des droits de garde et d'éducation. Ces obligations sont orientées dans le sens non seulement de l'enfant mais aussi des tiers. Les parents doivent donner une bonne éducation à leurs enfants et les surveiller attentivement non seulement pour la formation future de ces enfants, mais encore pour les empêcher d'être la cause de dommages actuels à des tiers. Aussi lorsque l'enfant cause un dommage, peut-on penser que ses parents n'ont pas exercé leur surveillance, ni rempli leur devoir d'éducation, qu'ils ont en somme commis une faute. C'est pourquoi existe dans notre droit actuel la présomption de faute à leur encontre. En déchargeant la victime de l'obligation d'éta-

(1) Prophète EZÉCHIEL, Cap. 18, vers. 20. Cité par TOULLIER, t. XI, p. 360. SOURDAT, tome II, n^{os} 810-811.

(2) D'ARGENTRÉ, sous l'art. 611 de l'ancienne Coutume.

blir la faute des parents, on lui facilite son action, comme l'exige l'équité. Mais cette présomption de responsabilité, dérogame aux principes du droit commun, ne saurait exister que là où existe l'autorité paternelle. Dans le cas où les conditions de l'article 1384 ne seront pas réunies, la victime, pour obtenir réparation du dommage que lui a causé le délit, devra prouver la faute des parents.

§ I. — Les personnes responsables.

« Le père est responsable, et la mère après le décès du mari. »

La responsabilité des père et mère n'est pas cumulative. — Elle est alternative. Ce qui ne veut pas dire que la victime ne pourra jamais poursuivre que l'un ou l'autre ; mais si elle entend poursuivre l'autre, ce ne peut être que sur la base de l'article 1382, et elle ne réussira qu'à la condition d'établir une faute contre lui.

Le père, tant qu'il vit, est en principe seul responsable. La mère ne saurait alors être recherchée sur ses biens personnels par la victime d'un accident causé par le mineur (1).

L'article 1384 prévoit la substitution de la responsabilité de la mère seulement « au décès du mari » ; mais il ne faut pas se laisser lier par une interprétation trop littérale. Ce que les rédacteurs du Code ont voulu lier, c'est la responsabilité à l'exercice de la puissance paternelle. Or il existe, du vivant même du père, des situations où la mère possède légalement l'exercice de la puissance paternelle. Il faut décider que, dans ces cas, la mère est civilement responsable. Ainsi, lorsque le père est déchu de la puissance paternelle (loi du 24 juillet 1889, art. 9), interdit, ou absent (art. 141 du Code civil).

Lorsque les parents sont divorcés ou séparés de corps, la présomption de faute pèse seulement sur celui auquel le tribunal a confié la garde de l'enfant.

Lorsque les époux sont séparés de fait et que le père a confié à la mère le soin de veiller sur l'enfant, il ne paraît pas possible de faire reposer la responsabilité sur la mère. Cette séparation est une situation extra-légale dont il ne saurait être tenu compte.

Mais il arrive souvent qu'en fait, en dehors de ces hypothèses, la mère ait la garde de l'enfant soit qu'elle s'en occupe seule, soit parce que le père se trouve dans l'impossibilité matérielle de surveiller son enfant.

(1) Trib. corr. Marseille, 4 févr. 1932, *Gaz. Pal.*, tables 1930-1935-2, V^o Resp. civile, n^o 956.

Par exemple il est en voyage, il subit une peine d'emprisonnement, il est sous les drapeaux, ou, sans être interdit, il est atteint d'aliénation mentale. La mère se trouve-t-elle responsable en vertu de l'article 1384 ? Il y a lieu de résoudre la question par une distinction : la garde est-elle exercée par la mère en vertu d'une situation légale, ou de fait ? Dans le premier cas, la mère sera responsable ; dans le second, ce sera le père. Et lorsque le nouvel article 213 du Code civil modifié par la loi du 22 septembre 1942 dispose que « la femme remplace le mari dans sa fonction de chef s'il est hors d'état de manifester sa volonté en raison de son incapacité, de son absence, de son éloignement ou de toute autre cause », il envisage les situations présentant une certaine coloration légale, et non les situations de pur fait. Ainsi nous estimons, contrairement à MM. Colin et Capitant (1) mais avec MM. Baudry-Lacantinerie et Gardenat (2), que la mère est responsable du dommage causé par son fils mineur habitant avec elle lorsque le père exécute une peine d'emprisonnement.

De même lorsque le père est sous les drapeaux, la mère est responsable. La situation avait même été réglée légalement lors de la guerre de 1914. Une loi du 3 juillet 1915 accordait une délégation de la puissance paternelle aux femmes de mobilisés. Se basant sur cette loi, le tribunal d'Épinal, le 4 mars 1930 (3), admettait, que, depuis 1914, la mère, dans l'hypothèse du mari sous les drapeaux, bénéficiait d'une délégation de la puissance paternelle, et il tirait de l'idée de délégation la conséquence que la communauté répond des dommages-intérêts auxquels la mère peut ainsi être condamnée.

La situation n'a pas changé à raison de la guerre de 1939 : les femmes de mobilisés et de prisonniers sont responsables des dommages causés par leurs enfants mineurs. Cette solution doit, à notre avis, être étendue même au cas où le père passe chez lui quelques jours de permission ou se trouve en congé de captivité. Ces deux situations sont, par principe, provisoires, et la puissance paternelle, fixée sur la mère pendant le temps du père sous les drapeaux, ne saurait, selon nous, passer à nouveau sur la tête du père pour quelques jours, quelques semaines et revenir ensuite sur la mère lorsque cet état provisoire aurait cessé, pour changer à nouveau en cas de nouveau retour du mari. Car alors la durée du séjour du père dans ses foyers est limitée, comme au cas de permission, ou indéterminée, comme au cas de congé de captivité, en tous cas toujours provisoire : la permission ne dure que quelques jours ou quelques semaines, et, au cas de congé de captivité, le prisonnier est toujours un militaire qui peut être rappelé

(4) COLIN et CAPITANT, 6^e édit., t. II, p. 389.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n^o 2900 ; GARDENAT, p. 433, n^o 59.

(3) Trib. Épinal, 4 mars 1930, *Gaz. Pal.*, 1930-1-842.

dans un camp d'un instant à l'autre. Pendant tout le temps militaire, la puissance paternelle du père est comme en sommeil.

Elle se réveillera pour le prisonnier libéré. Lui n'est plus militaire ; il est rendu à la vie civile d'une façon définitive ; sa responsabilité reprendra alors, remplaçant définitivement celle de sa femme.

Lorsque le père n'est plus militaire, ni prisonnier, mais qu'il se trouve dans un pays étranger y travaillant à la suite d'un contrat par lui signé, nous estimons qu'il s'agit là d'une situation légale et régulière et que la responsabilité de la mère est substituée à celle de son mari pendant toute la durée du contrat de celui-ci. Ce n'est que l'application de l'article 213 modifié par la loi du 22 septembre 1942.

Au contraire, la mère ne doit pas être responsable lorsque la garde de l'enfant résulte pour elle d'une situation de pur fait : le père est éloigné, est en voyage, ou, sans être interdit, a perdu la raison... Ces situations ne font pas passer la responsabilité sur la tête de la mère, à moins qu'elles ne deviennent légales, auquel cas la solution serait la même que ci-dessus.

Les parents naturels. — L'article 1384 dit : « Le père, et la mère après le décès du *mari*... », et non du père. Si donc on veut prendre le texte à la lettre, et on le pourrait puisque cette disposition légale est dérogatoire du droit commun de la responsabilité, il faut dire que seuls les parents unis par le mariage sont visés par l'article 1384, ou du moins que seule la mère légitime est atteinte par la présomption de faute.

Avec raison, on rejette cette interprétation et on admet que les parents naturels, ayant, comme les parents légitimes, l'exercice de la puissance paternelle (art. 383 du Code civil) doivent au même titre que ceux-ci être présumés en faute en cas de dommages causés par leurs enfants mineurs. Encore faut-il que la filiation naturelle soit légalement établie par la reconnaissance volontaire ou judiciaire. Le parent qui aura l'exercice de la puissance paternelle sera responsable.

Les parents adoptifs : adoption, légitimation adoptive. — Au cas d'adoption, la responsabilité pèsera sur la personne (adoptant ou ascendants de l'adopté) qui a l'exercice de la puissance paternelle, suivant les distinctions établies par l'article 351 du Code civil modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939.

Au cas de légitimation adoptive, l'enfant qui en fait l'objet, lisons-nous dans l'article 370 du Code civil modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939 et la loi du 8 août 1941, « cesse d'appartenir à sa famille naturelle sous réserve des prohibitions au mariage... Il a les mêmes droits et les

mêmes obligations que s'il était né du mariage ». Par voie de conséquence, ses parents adoptifs ont les mêmes droits et les mêmes obligations que s'ils étaient les parents légitimes, d'où la même responsabilité de l'article 1384.

Autres parents que les père et mère. — L'article 1384 édicte une responsabilité exceptionnelle dont les cas énumérés ne doivent pas être étendus. Ainsi la responsabilité présumée ne concerne pas les ascendants autres que les père et mère, assumeraient-ils en fait la garde du mineur, et *a fortiori* les collatéraux, tels les oncles et tantes (1). Ainsi un oncle auquel le mineur a été confié pendant les vacances ne saurait être déclaré civilement responsable de l'accident mortel causé par son neveu au cours d'une partie de chasse (Cass., 15 juin 1934) (2).

En matière d'attentats à la pudeur (art. 333 du Code pénal), la qualité d'oncle est au contraire retenue et considérée comme une circonstance aggravante (Cass., 2 sept. 1869) (3).

Tous ces parents autres que les père et mère pourraient cependant être condamnés comme responsables du délit dommageable commis par le mineur, si la victime prouvait à leur encontre une faute conformément à l'article 1382 ; ou si elle établissait leur qualité de commettant ou d'artisan, et nous resterions alors sur le terrain d'application de l'article 1384.

Autres personnes. — 1^o *Le tuteur* n'est pas mentionné dans l'article 1384. L'article 450 déclare qu'il prendra soin de la personne du mineur. Vis-à-vis de la personne du mineur, le tuteur remplace donc les père et mère. Aussi devrait-il leur être assimilé pour la responsabilité. C'est ce qu'admettait Pothier (4) : « Non seulement la personne qui a commis le délit... est obligée à la réparation du tort qu'elle a causé ; mais celles qui ont sous leur puissance cette personne, telles que les père et mère, *tuteurs* et *précepteurs*, sont tenues de cette obligation... »

Cette opinion de Pothier a d'abord prévalu dans l'interprétation du Code, mais elle a été plus tard combattue. Il arrive parfois en effet que le tuteur n'ait aucun droit sur la personne du mineur ; c'est ce qui se produit quand la mère survivante a renoncé à la tutelle, car elle conserve alors l'exercice de la puissance paternelle. D'autre part, même dans le cas où le tuteur a des droits sur la personne du mineur, ces droits sont limités et soumis au contrôle du conseil de famille ; ils sont insuffisants pour fon-

(1) Nîmes, 3 janvier 1910, D. 1911-5-13.

(2) Cass. crim., 15 juin 1934, *Gaz. Pal.*, 1934-2-477.

(3) Cass., 2 sept. 1869, D. 1870-1-143.

(4) POTHIER, *Obligations*, n^o 121.

der la responsabilité de l'article 1384 qui implique une autorité absolue sur la personne de l'enfant. En droit, l'assimilation du tuteur au père n'est donc pas possible. En fait, elle n'est pas souhaitable ; la tutelle est déjà une lourde charge et il n'est pas nécessaire d'y ajouter une responsabilité renforcée (Cass., 22 juillet 1891) (1). Cependant, quelques lois spéciales ont consacré la responsabilité du tuteur en matière de délits ruraux, forestiers, de pêche et de chasse...

2^o *Assistance publique, tiers charitables.* — La présomption de responsabilité qui pèse sur les père et mère ne joue pas contre l'Assistance publique ou les tiers qui ont pu recueillir l'enfant.

3^o *Le mari* n'est pas responsable en vertu de l'article 1384 du dommage causé par sa femme, même mineure de 18 ans, à moins que la victime ne prouve que le mari est le commettant de sa femme.

§ II. — Les conditions de la responsabilité.

1^o *L'enfant doit être mineur.*

Il s'agit de la minorité civile de 21 ans et non de la minorité pénale de 18 ans. Dès que l'enfant atteint ses 21 ans, la présomption de faute des parents disparaît, quand même l'enfant continuerait à habiter avec eux et à rester en fait sous leur autorité.

Le mineur émancipé. — Les parents ne sont plus responsables de leur enfant émancipé par le mariage, parce qu'il est devenu lui-même chef de famille, ou s'il est une fille parce qu'elle est passée de l'autorité paternelle sous l'autorité maritale.

Mais que faut-il décider du mineur émancipé volontairement par son père ou sa mère (art. 477 du Code civil) ?

Une première opinion admet que la responsabilité des père et mère cesse. C'est notamment celle de Toullier, et de Laurent (2). En effet la responsabilité des père et mère est incontestablement fondée sur la puissance paternelle. Or l'article 372 du Code civil précise que l'enfant « reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation ». Par conséquent la responsabilité doit cesser par l'émancipation volontaire aussi bien que par le mariage. L'article 1384 édicte une disposition contraire au droit commun ; au lieu de l'étendre, il convient de la restreindre.

Une seconde théorie déclare au contraire que la responsabilité civile

(1) Cass., 22 juillet 1891, D. 92-1-5, Note.

(2) TOULLIER, t. XI, n° 277 ; LAURENT, t. XX, n° 558.

des père et mère subsiste même au cas d'émancipation volontaire. Aubry et Rau, Sourdat, Demolombe, Planiol et Ripert (1), ainsi qu'une partie de la jurisprudence (tribunal civil de Montluçon, 24 décembre 1929) (2) sont de cet avis.

Sur le terrain juridique, on se séparerait volontiers des partisans de cette seconde théorie. Mais, sur le plan social, on est amené à approuver le point de vue de ces auteurs et du tribunal de Montluçon pour les raisons suivantes : si le mineur est émancipé, c'est en général pour lui faire exercer un commerce. Il sera donc solvable. Mais s'il ne l'était pas, ce n'est pas mauvais pour la victime d'un dommage injustifié de pouvoir actionner le père ou la mère du mineur par le moyen facile de la faute présumée de l'article 1384. Ainsi obtiendra-t-elle deux débiteurs au lieu d'un seul et une plus grande surface de solvabilité.

2° Le mineur doit habiter avec ses parents.

Les juges du fond doivent constater dans leur décision cette cohabitation au jour du délit (Cass., 26 avril 1928).

Le seul fait de la non-cohabitation ne décharge pas pour autant les parents. Sinon, il leur suffirait de ne pas loger leurs enfants ou de les laisser vagabonder. Mais la loi veille et la responsabilité des parents demeure.

Leur responsabilité disparaît lorsque l'enfant habite hors du domicile paternel pour une cause légitime : il suit des cours dans une ville de faculté, ou il accomplit son service militaire. Au contraire la responsabilité civile du père est engagée, bien qu'au moment des faits reprochés son fils âgé de 17 ans n'habitât plus avec lui, lorsque le mineur, poursuivi quelques mois auparavant pour vol, avait été acquitté comme ayant agi sans discernement et remis à son père sous le régime de la liberté surveillée alors que celui-ci, qui avait accepté la décision, n'avait prévenu du départ de son fils ni le parquet, ni le délégué, ni le patron chez qui il travaillait (Paris, 28 nov. 1931) (3).

Certains auteurs, tels que MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, Josserand (4), vont plus loin et estiment que la responsabilité des parents ne cesse que lorsque l'enfant n'est plus officiellement sous leur garde. « C'est, écrit M. Josserand, ce que le législateur a voulu dire en parlant, dans l'article 1384, des enfants mineurs habitant avec leurs parents. En réalité ce

(1) AUBRY et RAU, t. IV, n° 447 ; SOURDAT, t. II, n° 807 ; DEMOLOMBE, t. XXI, n° 577 ; PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire de droit civil*, 1932, t. II, n° 910.

(2) Trib. civil Montluçon, 24 déc. 1929, *Gaz. Pal.*, 1930-1-471.

(3) Paris, 28 nov. 1931, *Gaz. Pal.*, 1932-1-241.

(4) BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, t. IV, n° 2095 ; JOSSERAND, *Cours de droit civil*, t. II, n° 495.

n'est pas le fait matériel de l'habitation qui est décisif : le père continue à répondre des actes de son enfant qu'il aura chassé du domicile familial ou qui s'en serait enfui ; ce qu'on suppose dans ce texte, c'est une délégation plus ou moins complète de la puissance paternelle à un artisan, à un commettant ; la responsabilité est alors déplacée ; c'est à la charge du patron ou du maître qu'elle existe désormais. »

La présomption de faute des père et mère n'est pas irréfragable. — L'article 1384 déclare : « La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère... ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »

La présomption de responsabilité de cet article est fondée sur les devoirs qui découlent de la puissance paternelle ; dès que ces devoirs ont été exactement remplis, il n'y a pas lieu de déroger au droit commun.

Il n'est pas nécessaire que les parents démontrent la force majeure, l'impossibilité de prévoir le dommage et de l'empêcher, « l'événement imprévisible et irrésistible ». Ils sont libérés dès qu'ils prouvent qu'un individu normal aurait élevé et surveillé l'enfant comme ils l'ont élevé et surveillé eux-mêmes. D'ailleurs en fait la différence n'est pas sensible entre ces deux thèses. Dans l'une et dans l'autre, la preuve qui incombe aux parents sera difficile à rapporter. Même dans la thèse la plus favorable, celle qui se contente de la preuve de l'absence de faute, les parents ne sont pas exonérés en établissant seulement que l'enfant a été bien surveillé. Ils doivent démontrer qu'ils lui ont donné une bonne éducation. La nécessité de faire cette preuve les mettra le plus souvent dans l'impossibilité d'échapper à la responsabilité de l'article 1384, tout comme si l'on exigeait d'eux la démonstration de la force majeure.

Suivant l'opinion qu'ils auront sur le principe de la responsabilité, suivant qu'ils la baseront sur la faute ou sur le risque, les juges seront plus stricts ou plus généreux envers la victime. Le risque, en effet, n'existe pas seulement du fait des choses que l'on a sous sa garde ; il existe aussi des personnes dont on doit répondre. Ainsi les enfants sont pour les parents une source de joie, mais aussi de risques. Ces risques, les parents, en donnant le jour à leurs enfants, les ont par avance acceptés ; il est normal qu'ils en supportent les conséquences, lorsque leurs enfants causent un préjudice à autrui. A notre avis, le juge doit regarder avec plus de bienveillance du côté de la victime que du côté de l'auteur du dommage et du civilement responsable. Il ne faut pas restreindre la portée de l'article 1384 ; il convient de l'appliquer tel qu'il est avec toutes ses conséquences ; ce qu'il faut restreindre c'est l'admission de la preuve par les parents qu'ils

n'ont pu empêcher le fait dommageable. Personnellement, nous estimons que le magistrat rendra une sentence plus juste, plus conforme à la justice sociale, en se montrant plus strict pour l'admission de cette preuve par les père et mère. Ainsi il maintiendra toute sa valeur à l'article 1384 : la présomption de faute des parents ne sera pas un mot vide de sens ; leur responsabilité sera engagée ; le dommage sera réparé plus sûrement. C'est autant, en faveur de la victime d'un dommage injustifié, pour laquelle on ne saurait jamais se montrer trop bienveillant. Tel est en tous cas notre point de vue général, et tels sont les principes qui nous guideront chaque fois que nous aurons l'occasion de les appliquer.

SECTION II

LES MAÎTRES ET COMMETTANTS

Nous lisons dans l'article 1384 du Code civil : « Les maîtres et commettants (sont responsables) du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

Dans notre ancien droit, Pothier écrivait déjà : « On rend les maîtres responsables du tort causé par les délits de leurs serviteurs ou ouvriers qu'ils emploient à quelque service. Ils le sont même dans le cas auquel il n'aurait pas été en leur pouvoir d'empêcher le délit, lorsque lesdits délits sont commis par les serviteurs dans l'exercice des fonctions auxquelles ils sont employés par leurs maîtres, quoiqu'en l'absence de ceux-ci ; ce qui a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques (1). »

Comme pour la responsabilité des parents, nous parlerons ici, d'une manière générale, du domestique et du préposé, mais, pour que la question reste dans le cadre de notre étude, nous supposerons toujours qu'il s'agit d'un mineur de 18 ans qui, à la suite d'une infraction dommageable, a été l'objet d'une mesure éducative ou répressive et condamné à la réparation du dommage, les explications étant les mêmes pour lui que pour les majeurs.

Les domestiques, du latin *domus* = maison, gens de la maison, sont tous les serviteurs à gages attachés à la personne ou employés aux soins de la maison. Les expressions « commettants » et « préposés » sont plus larges. Le commettant est celui qui faisant appel, pour son compte et profit personnels, aux services d'une autre personne, a le droit de lui donner des ordres ou des instructions sur la manière de remplir les fonctions qui lui sont confiées.

(1) POTHIER, *Traité des Obligations*, n° 121.

Fondement de la responsabilité présumée des maîtres et commettants : choix, subordination du préposé. — On a voulu expliquer la responsabilité civile du commettant en faisant intervenir l'idée d'une faute commise dans le choix de son préposé, la *culpa in eligendo*. Ayant mal choisi son préposé (l'événement l'a montré) le commettant doit répondre de son erreur vis-à-vis des tiers lésés. C'est l'explication traditionnelle donnée notamment par Pothier : « Ceci a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques. »

Peu à peu, les tribunaux se sont départis de cette sévérité. La condition de choix est encore rappelée, mais ils tendent à l'absorber dans la seconde condition exigée pour qu'il y ait rapport de préposition : la subordination. Cette opinion est conforme à l'évolution sociale et économique : un commettant peut être amené à répondre d'un préposé qu'il n'a pas eu le loisir ni la possibilité de choisir. S'il endosse la responsabilité des dommages causés par son préposé, c'est qu'il a autorité sur lui, qu'il en a la maîtrise, la direction, la surveillance.

Rétribution du préposé. — Pour qu'un individu ait la qualité de préposé, il importe peu qu'il soit rétribué à la tâche ou à la journée, ou de telle ou telle manière. Sera préposé celui qui est rémunéré par des pourboires seulement. Ainsi le jeune garçon, exerçant l'office de chasseur dans un café parisien, fait partie du personnel de l'établissement, alors surtout qu'il porte la livrée de cet établissement. Le patron du café ne saurait représenter cet enfant comme travaillant à son compte et en toute indépendance sous le prétexte qu'il était directement rétribué par les pourboires de la clientèle. Dès lors, si, pendant son service, le chasseur monte à bicyclette et renverse un passant, le patron du café est valablement actionné par la victime comme civilement responsable de son préposé. Quant au père de l'enfant, il ne peut être recherché puisque son fils mineur se trouvait sous la garde et la direction d'un tiers à qui il l'avait confié (Juge de paix, Paris (3^e), 5 mai 1932) (1).

Même, un individu serait préposé quand il ne recevrait aucune rétribution.

Le mineur est préposé de son père et habite avec lui. — Il y a lieu alors de combiner la responsabilité encourue par le père en vertu de l'article 1384-2^o et de l'article 1384-3^o. Nous estimons que le choix du terrain et des armes, pour l'exercice de l'action, appartient à la victime ; c'est elle que la loi a voulu favoriser en édictant des règles spéciales lors-

(1) Juge de paix Paris (3^e), 5 mai 1932, *Sommaires*, 1932-3370.

que le dommage lui a été causé par un préposé ou par un enfant ; il y a là deux séries distinctes d'obligations dont l'une ne fait pas disparaître l'autre, de sorte qu'en l'espèce le père commettant est responsable en qualité de père et en qualité de commettant. Bien entendu, il ne sera tenu qu'une seule fois à la réparation du dommage. La victime agira prudemment en assignant le père en sa double qualité.

Le mineur, préposé d'un commettant ordinaire, habite avec lui. — On peut se demander si, dans cette hypothèse, le commettant n'encourt pas, en plus, la responsabilité qui pèse sur les père et mère à raison du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux. La Cour de Toulouse l'a admis par un arrêt du 4 juin 1903 (1). Mais on écarte généralement cette opinion, car il est difficile d'assimiler le maître aux père et mère. Ceux-ci connaissent le caractère de leur enfant et jouissent sur sa personne du droit de correction qui leur permet de réprimer ses écarts de conduite et de diriger son éducation. Il est donc naturel que leur responsabilité soit plus étendue et s'applique à tous les faits du mineur qui est sous leur contrôle et leur surveillance. Mais le maître qui prend un domestique mineur ignore son caractère ; il ne l'apprend qu'avec le temps et souvent à son détriment. En outre il ne possède aucun droit de correction sur la personne du mineur. Il n'a que le droit de le renvoyer s'il est mécontent de ses services. Une assimilation entre les deux situations n'est donc pas possible, et la responsabilité du commettant n'est pas plus étendue par le fait que son préposé est mineur et habite avec lui.

Conditions de la responsabilité des maîtres et commettants.

1° Le dommage doit être causé par le domestique ou préposé.

C'est la condition essentielle et nécessaire de la responsabilité des maîtres et commettants.

Si la victime est un autre préposé du commettant, celui-ci est également tenu de réparer le préjudice. Mais, dans la plupart des cas, le préposé-victime ne pourra obtenir d'autre réparation que l'indemnité forfaitaire de la loi du 9 avril 1898. En effet il n'aura pas le droit d'exercer le recours de l'article 7 de cette loi contre le tiers responsable du dommage. Car l'article 7 accorde à la victime de l'accident du travail le droit d'obtenir une réparation intégrale du préjudice subi, en agissant conformément au

(1) Toulouse, 4 juin 1903, S. 1906-2-13, Note.

droit commun contre les auteurs de l'accident, sauf contre le patron ou ses ouvriers et préposés.

2° Dans les fonctions auxquelles ils l'ont employé.

Cette condition doit être constatée à peine de nullité (Cass., 27 juillet 1929) (1).

Elle découle de la notion même de commettant. Le lien de préposition fait défaut lorsque le préposé ne remplit pas les fonctions qui lui ont été confiées.

La jurisprudence déclare que les maîtres et commettants sont responsables non seulement du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans l'exercice normal et régulier des fonctions auxquelles ils les ont employés, mais encore de celui qui résulte de l'abus de ces fonctions.

La présomption de faute des maîtres et commettants est irréfragable. — L'article 1384 déroge au droit commun. Au lieu d'obliger la victime à prouver la faute des parents, des commettants et des artisans, il présume l'existence de cette faute. Mais les parents et les artisans peuvent se libérer en démontrant qu'ils n'ont commis aucune faute. « La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité » (art. 1384-5°).

Ce texte ne mentionne pas les maîtres et commettants. La doctrine et la jurisprudence décident qu'aucune preuve contraire, même celle de la force majeure, ne peut les décharger de l'obligation de réparer le dommage causé par leurs préposés. Dans certains cas, cette responsabilité présumée irréfragablement est excessive et injuste.

Cependant quand on l'applique à des industriels ou à des commerçants, c'est-à-dire à des personnes qui bénéficient du travail de leurs préposés, leur responsabilité peut se justifier par l'idée de profit, de la même façon que le risque justifie la responsabilité du patron à raison des accidents du travail. *Ubi emolumentum, ubi onus esse debet* = là où est le profit, là doit être la charge. C'est pourquoi il est juste que le commettant supporte les conséquences des fautes dommageables de ses préposés envers les tiers, sans que ceux-ci soient obligés de faire la preuve de sa faute.

(1) Cass. crim., 27 juillet 1929, *Gaz. Pal.*, 1929-2-803.

SECTION III

LES INSTITUTEURS

L'article 1384 du Code civil s'exprime ainsi : « Les instituteurs... [sont responsables] du dommage causé par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

(Loi du 5 avril 1937). « La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

« En ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux devront être prouvées conformément au droit commun par le demandeur à l'instance. »

Article 1384 et loi de 1937. Jusqu'à la loi du 5 avril 1937, l'article 1384 établissait la responsabilité du fait d'autrui à l'encontre des père et mère, des maîtres et commettants, des artisans et des instituteurs, pour les dommages causés par leurs enfants, leurs domestiques ou préposés, leurs apprentis et leurs élèves, en se basant sur une présomption de faute.

Édictant une responsabilité présumée, l'article 1384 justifiait son existence indépendante de l'article 1382 relatif à la responsabilité prouvée. La loi du 5 avril 1937, en exigeant la preuve d'une faute, d'une négligence ou d'une imprudence de l'instituteur, en supprimant en somme la faute présumée à son encontre, a supprimé du même coup l'utilité de l'article 1384 distinct de l'article 1382, du moins en ce qui concerne les instituteurs.

La grande réforme de la loi du 5 avril 1937 consiste à avoir replacé l'instituteur dans le droit commun. Désormais la victime ne peut plus baser son action sur la faute présumée de l'instituteur, comme elle le peut contre les père et mère, les maîtres et commettants et les artisans. Ici il lui faut prouver la faute de l'instituteur.

La rédaction actuelle de l'article 1384 n'est donc pas des plus heureuses puisque ses dispositions sont contradictoires. La loi de 1937 aurait dû supprimer toute mention des instituteurs dans cet article qui n'a plus, en ce qui les concerne, qu'une valeur indicative, puisqu'ils sont responsables au même titre que n'importe quelle autre personne contre laquelle la victime, pour obtenir réparation du dommage, devra prouver la faute conformément à l'article 1382 du Code civil.

Avant la loi de 1937, quoique l'article 1384 permit aux instituteurs d'échapper à leur condamnation comme civilement responsables du dom-

mage causé par leurs élèves, en prouvant qu'ils n'avaient pas pu empêcher le fait dommageable, la responsabilité qui pesait sur eux n'en était pas moins très lourde. L'instituteur, du moins l'instituteur public, fonctionnaire d'État, ne choisit ni le local où il enseigne, ni ses élèves, ni les auxiliaires qui lui sont adjoints d'autorité. On le rendait responsable *de plano* d'un état de fait qu'il n'avait pas contribué à créer. L'un d'eux avait tellement été atterré par la condamnation prononcée contre lui qu'il en avait perdu la raison (M. Leblanc, directeur de l'école de Fontenay-sous-Bois, où un élève avait été tué d'un coup de pied au ventre).

Cet incident dramatique avait amené la loi du 20 juillet 1899 qui ajoutait à l'article 1384 un alinéa ainsi conçu : « La responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement public. » Ainsi la victime bénéficiait de la même présomption de faute et de responsabilité de l'instituteur public, mais la responsabilité de l'État lui était substituée.

Cette loi de 1899 n'avait cependant pas encore donné aux membres de l'enseignement public tous les avantages qu'ils en espéraient. En effet rien dans son texte n'interdisait à la victime de mettre en cause l'instituteur en se basant sur les articles 1382 et 1383. Et même, dans le cas où l'État couvrait l'instituteur, celui-ci était souvent mis en cause par la victime et exposé à des frais coûteux de procédure. En outre, lorsque l'État était condamné à la réparation du dommage, il pouvait se retourner contre l'instituteur et obtenir le remboursement de la condamnation s'il prouvait une faute de son fonctionnaire.

C'est pour réaliser une réforme plus complète que fut votée la loi du 5 avril 1937. Elle s'exprime ainsi : « La loi du 20 juillet 1899 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public est engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'État sera substituée à celle desdits membres de l'enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

« Il en sera ainsi toutes les fois que, pendant la scolarité ou en dehors de la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés ainsi aux membres de l'enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers. L'action récursoire pourra être exercée par l'État soit contre l'instituteur, soit contre les tiers, conformément au droit commun.

« Dans l'action principale, les membres de l'enseignement public contre

lesquels l'État pourrait éventuellement exercer l'action récursoire ne pourront être entendus comme témoins.

« L'action en responsabilité exercée par la victime, ses parents ou ses ayants droit, intentée contre l'État ainsi reponsable du dommage, sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le préfet du département.

« La prescription en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi sera acquise par trois années à partir du jour où le fait dommageable a été commis. »

La présomption de responsabilité ne pèse plus sur l'instituteur. La victime doit prouver la faute de l'instituteur. — En modifiant l'article 1384, la loi du 5 avril 1937 a supprimé toute différence entre les membres de l'enseignement libre et ceux de l'enseignement public. Elle s'applique à tous. Contre les uns ou les autres, la victime devra faire la preuve d'une faute, d'une négligence, d'une imprudence.

La loi de 1937 n'a pas été plus explicite que le Code civil sur le sens à donner aux mots « faute, imprudence, négligence ». Aucune définition n'a été donnée dans la loi : « En évoquant la notion de faute, dit M. Josserand, le législateur s'est référé à une des notions les plus vagues, les plus fuyantes qui existent dans l'ordre juridique. C'est à dessein qu'il est demeuré dans l'imprécision ; il s'est contenté de poser un principe et il s'en est remis au juge du soin d'en assurer l'application, lui confiant ainsi une des missions les plus délicates et les plus redoutables qui soient » (1).

Devant la généralité des termes de la loi de 1937, il n'y a pas lieu de distinguer la faute de la négligence ou imprudence. La première comprend les deux autres. Ces expressions embrassent toutes les fautes que leur auteur pouvait éviter avec plus de prévoyance, de surveillance, de diligence.

La loi de 1937 ne distingue pas non plus la faute personnelle de la faute de service. Quand il s'agit des instituteurs publics, seule la faute personnelle, détachable de la fonction, devrait entraîner la responsabilité de l'État substituant l'instituteur public. Mais cette théorie ne doit pas être admise, car dans le régime de la loi de 1937, l'instituteur public n'apparaît pas au procès, pas même comme témoin ; l'action en responsabilité exercée par la victime est intentée dans tous les cas contre l'État.

La faute doit être appréciée de la même façon à l'égard des instituteurs libres que des instituteurs publics.

(1) JOSSERAND, *Cours de droit civil*, t. II, 1930, n° 422.

Instituteur libre. — En ce qui concerne les membres de l'enseignement libre, la loi de 1937 n'a fait que supprimer la présomption de responsabilité qui pesait sur eux, pour la remplacer par la responsabilité prouvée. Mais les autres règles sont maintenues : ainsi la victime portera son action soit devant le juge de paix, soit devant le tribunal civil, suivant que sa demande sera inférieure ou supérieure à 4.500 francs (loi du 12 juillet 1905, décret du 28 mars 1934).

Si le dommage causé par l'élève est dû lui-même à une infraction pénale commise par l'instituteur privé, la victime pourra opter entre la voie civile et la voie criminelle (art. 3 du Code d'instr. crim.).

Instituteur public. Substitution de l'État. — La loi de 1937 englobe tous ceux qui ont reçu une mission d'enseignement de l'État. Elle englobe les instituteurs et professeurs de l'enseignement primaire, les professeurs de l'enseignement secondaire et même ceux de l'enseignement supérieur. Ainsi l'État serait responsable de l'homicide ou des blessures causés par un étudiant à l'un de ses camarades au cours d'une manipulation chimique ou d'une dissection, dans une faculté des Sciences ou de Médecine.

Pour que la responsabilité de l'État soit substituée à celle de l'instituteur public, il faut que le dommage soit survenu alors que l'instituteur était dans l'exercice de ses fonctions. La loi de 1937 a étendu l'immunité de l'instituteur à toute l'activité qu'il déploie dans les œuvres annexes de l'enseignement public.

Comme la loi parle des « enfants ou jeunes gens », cette expression comprend les élèves ou étudiants aussi bien majeurs que mineurs.

Une autre innovation est que l'État est substitué à l'instituteur dans le cas où le dommage a été causé à l'élève par lui-même ou par l'instituteur.

La compétence est judiciaire, et non administrative. L'instituteur ne pourra jamais être entendu comme témoin. Quant à la prescription de l'action civile, elle est de 3 ans et non de 30 ans.

Critique. — La loi de 1937 a été votée surtout dans l'intérêt des membres de l'enseignement public. Si elle avantage l'État, en supprimant la présomption de faute qui pesait sur l'instituteur et le rendait responsable de tout le dommage causé par ses élèves pendant le temps qu'ils étaient sous sa surveillance, par contre elle sacrifie les victimes. Privée du bénéfice de la présomption de faute, la victime sera moins souvent indemnisée. Cependant la loi apporte une légère atténuation à cette conséquence, en permettant à la partie lésée de poursuivre l'État pour tous

les dommages causés par l'élève ou à l'élève. Par contre la situation est aggravée du fait de l'interdiction de citer les instituteurs publics comme témoins. Enfin la victime devra hâter sa demande qui est soumise à la courte prescription de 3 ans.

Devant ces sacrifices demandés aux victimes, il semble que le législateur de 1937 aurait dû maintenir le principe de l'article 1384 : la présomption de faute à l'encontre des instituteurs. Obliger la partie lésée à rapporter la preuve d'une faute précise, c'est bien souvent lui dénier tout droit à réparation.

L'ancien article 1384 permettait à l'instituteur, comme actuellement il le permet encore aux parents et à l'artisan, de s'exonérer de sa responsabilité, en prouvant qu'il n'avait pu empêcher le fait dommageable.

De telles règles étaient équitables ; elles respectaient les intérêts des victimes et des instituteurs ; elles étaient suffisantes.

En reconnaissant que certaines additions fussent nécessaires à la loi du 20 juillet 1899, en admettant qu'il fût juste de substituer l'État à l'instituteur public dans un plus grand nombre de cas où la responsabilité de celui-ci se trouvait engagée, il n'était pas indispensable cependant de détruire tout l'édifice et d'abroger par un texte, d'ailleurs mal rédigé, les dispositions de l'article 1384 concernant les instituteurs. Cet article, tout d'harmonie, d'équilibre et de clarté, respectait les intérêts de tous. Son abrogation partielle ne s'imposait nullement. Par contre une réforme de la loi du 5 avril 1937 ne serait pas inutile.

SECTION IV

LES ARTISANS

Lorsque le mineur, auteur du délit dommageable, était apprenti chez un artisan, celui-ci est tenu à la réparation du dommage comme civilement responsable. C'est ce qu'édicte l'article 1384 du Code civil : « Les instituteurs et les artisans [sont responsables] du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. » « La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »

Les travaux préparatoires de l'article 1384 montrent que les deux responsabilités de l'instituteur et de l'artisan ont toujours été liées dans l'esprit des rédacteurs comme elles le sont dans le texte, et comme elles

le demeurent par suite d'une mauvaise rédaction même depuis la loi du 5 avril 1937 qui a modifié le fond de l'article 1384 à l'égard des instituteurs.

Cette méthode de l'article 1384 était pleinement justifiée : les artisans sont un peu des instituteurs. En les plaçant sur le même plan, le Code avait marqué sa volonté de leur appliquer les règles des instituteurs et non celles des commettants.

Le Code du travail, dans son titre I^{er}, réglemente le contrat d'apprentissage.

Article premier : « Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un chef d'établissement industriel ou commercial, un artisan ou un façonnier s'oblige à donner ou à faire donner une formation professionnelle méthodique et complète à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenu. »

Le législateur a, en outre, soumis la validité du contrat d'apprentissage à des conditions de formes très strictes (art. 2 et 3 du Code du travail).

On peut, dans ces conditions, se demander s'il ne convient pas de refuser à une personne la qualité d'apprenti, au sens de l'article 1384, s'il n'y a pas contrat d'apprentissage réalisé conformément aux dispositions du Code du travail. MM. Planiol, Ripert et Paul Esmein (1) ne le pensent pas : la nullité du contrat d'apprentissage, pour inobservation du Code du travail, n'empêche pas la responsabilité du maître, si, en fait, il y a eu apprentissage. Les conditions de validité énoncées par le Code du travail, modifié par la loi du 20 mars 1928, donc bien postérieure au Code civil, sont tout à fait étrangères aux considérations qui ont inspiré l'article 1384 ; dès qu'une personne donne un enseignement et exerce une surveillance sur un apprenti, il est juste de faire peser sur elle une présomption de faute ; peu importe qu'il y ait ou non contrat régulier d'apprentissage.

De même on ne doit pas tenir compte des textes fiscaux qui déterminent l'apprenti au point de vue de la perception de la taxe d'apprentissage. « Sont considérés comme apprentis pour l'application de la loi du 13 juillet 1925 (taxe d'apprentissage) les jeunes gens, jeunes femmes et jeunes filles, sans distinction de nationalité, âgés de moins de 18 ans, occupés dans le commerce ou l'industrie en vue d'une formation professionnelle méthodique et complète et munis d'un contrat d'apprentissage écrit » (décret du 25 juin 1929).

Les juges du fond restent souverains pour déclarer, d'après les circonstances de la cause, si l'on est en présence d'un apprenti, d'un élève ou d'un préposé.

(1) PLANIOL, RIPERT et P. ESMEIN, *Traité pratique de droit civil*, t. VI, *Obligations*, 1930, n° 636.

Il sera parfois difficile de distinguer l'apprenti de l'ouvrier. C'est pourtant nécessaire, car si l'article 1384 permet à l'artisan sur qui il fait peser une présomption simple de responsabilité, de prouver qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable, ce même article, par son silence, ne le permet pas au commettant. La responsabilité de ce dernier est irréfragable ; l'artisan, au contraire, peut se dégager de la sienne.

Il sera parfois malaisé également de dissocier l'apprenti de l'élève. Les travaux préparatoires du Code montrent que l'artisan est, par essence, aux yeux de ses rédacteurs, une personne qui donne un enseignement à l'apprenti, qui lui apprend un métier, le forme à l'exercice de sa propre profession.

Par ailleurs l'artisan, s'il apparaît comme un instituteur chargé d'un enseignement professionnel, tient autant du père que de l'instituteur. L'article 8 du Code du travail ne déclare-t-il pas : « Le maître doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison, soit au dehors, et avertir ses parents ou leurs représentants des fautes graves qu'il pourrait commettre ou des penchants vicieux qu'il pourrait manifester. »

Et l'article 10 : « Le maître doit enseigner à l'apprenti, progressivement et complètement, l'art, le métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat. »

Depuis ces textes, la loi du 5 avril 1937 est intervenue qui a modifié la responsabilité des instituteurs. Quoique dans sa rédaction actuelle, l'article 1384 paraisse toujours rapprocher par la même phrase la responsabilité des instituteurs et celle des artisans, les règles en sont devenues profondément différentes. L'artisan reste présumé en faute pour le dommage causé par l'apprenti, tandis que l'instituteur, public ou privé, ne l'est plus pour le dommage causé par son élève. Plus que jamais il conviendra de ne pas confondre les deux situations ; la victime y a le plus grand intérêt ; s'il s'agit d'un élève, elle doit prouver une faute précise contre l'instituteur ; s'il s'agit d'un apprenti, elle n'a rien à prouver, l'artisan est présumé en faute.

La conclusion de cet ensemble est que la loi du 5 avril 1937, dont nous avons déjà noté la sévérité pour les victimes, a bouleversé l'harmonie qu'avait établie l'article 1384 entre la responsabilité de l'instituteur et celle de l'artisan. L'un et l'autre étaient présumés en faute dès qu'un dommage avait été causé par un de leurs élèves ou apprentis. Cette présomption reposait sur un défaut de surveillance qu'ils pouvaient combattre par la preuve contraire. Ce texte de l'article 1384 respectait les intérêts de tous : victimes, auteurs, personnes civilement responsables. La loi de 1937 en a détruit l'harmonie et la parfaite sagesse. On ne peut que le regretter.

SECTION V

DE QUELQUES AUTRES PERSONNES RESPONSABLES
POUR AUTRUI

Si les dispositions de l'article 1384 sont les plus importantes parmi celles qui créent une responsabilité pour autrui, il existe un certain nombre d'autres textes qui établissent une responsabilité civile du fait d'autrui et qui obligent une personne à réparer un dommage dont elle n'est pas l'auteur direct. On trouve même d'autres textes qui vont plus loin et établissent une responsabilité pénale du fait d'autrui.

§ I. — Responsabilité civile pour autrui.

1^o Ainsi l'article 28 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse dispose : « Le père, la mère, le *tuteur*... sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles, demeurant avec eux... »

2^o L'article 74 de la loi du 17 avril 1829 sur la pêche fluviale règle : « Les maris..., tuteurs, fermiers et porteurs de licences, ainsi que tous propriétaires... sont civilement responsables des délits en matière de pêche commis par leurs femmes,... pupilles, bateliers et compagnons et tous autres subordonnés... »

3^o L'article 206 du Code forestier édicte dans le même sens : « Les maris,... tuteurs... seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes,... et pupilles demeurant avec eux et non mariés... »

4^o L'article 73 du Code pénal stipule à l'égard des aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé, plus de 24 heures, quelqu'un qui pendant son séjour aura commis un crime ou un délit. « Ils seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit, sur leur registre, le nom, la profession et le domicile du coupable. »

5^o Enfin, l'article 216 du Code de commerce établit une responsabilité à l'encontre du propriétaire du navire qui est le commettant du capitaine : « Tout propriétaire de navire est civilement responsable des faits du capitaine... Il peut, dans tous les cas, s'affranchir des obligations ci-dessus par l'abandon du navire et du fret. »

§ II. — Responsabilité pénale du fait d'autrui (1).

Certains textes de lois vont plus loin que les précédents et établissent une responsabilité pénale à l'encontre de personnes qui, tout au plus, devraient être civilement responsables du dommage causé par certaines autres dont elles doivent répondre.

Tel est le cas de l'article 12, alinéas 2 et 3, du décret du 9 janvier 1852 sur la pêche côtière qui rend les « pères, maris et maîtres responsables tant des amendes que des condamnations civiles, à raison des faits de leurs enfants mineurs, femmes, préposés et domestiques ».

On peut se demander s'il ne convient pas de généraliser cette responsabilité pénale du fait d'autrui et de sanctionner par une condamnation à une peine la négligence, l'imprudence, la faute d'une personne qui, bien que devant répondre d'une autre, n'a cependant pas coopéré, comme auteur direct, à l'infraction dommageable.

En principe, on ne répond pénalement que de son fait personnel soit que l'on ait accompli les actes matériels constitutifs de l'infraction, soit qu'on y ait participé comme complice dans les conditions et par l'un des modes prévus par la loi.

Cependant une jurisprudence aujourd'hui bien établie admet la responsabilité pénale de certaines personnes, bien qu'elles n'aient pas commis elles-mêmes l'infraction ni qu'elles puissent être retenues comme complices, l'un des éléments de la complicité punissable faisant défaut. Ces dérogations se rencontrent principalement dans les industries réglementées en ce qui concerne les obligations que la loi ou les règlements imposent au chef d'entreprise lui-même. Celui-ci, en cas de contravention, ne peut se dégager en disant qu'il n'a en rien participé à l'infraction qu'il a peut-être totalement ignorée. Son préposé, qui en est l'auteur, pourra, s'il y a lieu, être pénalement responsable, mais son employeur le sera aussi. Un arrêt de la Cour de cassation, du 2 mars 1938 (2), a précisé avec netteté les motifs sur lesquels repose en ce cas la responsabilité pénale du chef d'entreprise et à quelles infractions elle est applicable.

« Attendu que s'il est de principe que nul n'est passible de peines qu'à raison de son fait personnel, il en est autrement lorsque les prescriptions légales créent l'obligation d'exercer une action sur le fait d'autrui... »

Il est d'autres cas où une personne, par faute ou négligence, n'assure

(1) M. COSTES, Avocat général près la Cour d'appel de Limoges, « De quelques considérations sur la responsabilité pénale dite « du fait d'autrui », *Revue de Science criminelle*, 1939-628 ; H. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité de droit criminel*, 2^e édit., 1943, pp. 548 et 250.

(2) Cass., 2 mars 1938, *Gaz. Pal.*, 1938-1-813.

pas le respect d'obligations mises à sa charge par la loi à raison de sa qualité : ainsi le propriétaire sera déclaré pénalement responsable des contraventions de balayage ou d'arrosage commises par ses locataires ; l'entrepreneur subira pénalement la contravention de ses préposés aux règlements imposant à certains véhicules (voitures de vidanges, par exemple) un itinéraire fixe ; le gérant d'un café encourra une responsabilité pénale, en dehors de toute participation personnelle à l'infraction, par la violation de la réglementation des débits de boissons provenant du seul fait de l'un de ses employés.

Dans beaucoup de ces cas, certains parquets, et certains tribunaux, estiment qu'il y a là une véritable substitution de responsabilité pénale, et en arrivent à ne poursuivre et ne condamner que le civilement responsable devenu pénalement responsable, laissant en dehors de l'action publique l'auteur direct de l'infraction. Cette pratique, à notre avis, est erronée. La responsabilité pénale de l'auteur direct demeure ; c'est lui qui est à la base de l'infraction ; il ne deviendrait irresponsable que s'il prouvait qu'il n'a été qu'un simple instrument des volontés de son employeur, ou la victime d'une contrainte physique ou morale. Faute de cette preuve, il devrait, lui aussi, être poursuivi pénalement en même temps que le commettant. Il n'y aurait rien là que l'exacte application des principes du droit pénal.

CHAPITRE IV

LA SOLIDARITÉ DU MINEUR ET DES CO-AUTEURS DANS LES CONDAMNATIONS AUX DOMMAGES INTÉRÊTS, AUX RESTITUTIONS, AUX FRAIS ET AUX AMENDES

On peut lire dans l'article 55 du Code pénal : « Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. »

Un certain nombre de lois spéciales ont prévu également la solidarité à propos des contraventions et délits qu'elles créaient. Il en est ainsi notamment en matière de chasse, de douanes, de contributions indirectes, de délits forestiers. L'article 27 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, par exemple, dispose : « Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais. »

Les motifs de la solidarité. — En permettant au créancier — État pour les amendes et frais, particulier pour les dommages-intérêts, restitutions et frais — de s'adresser à l'un quelconque des condamnés et de lui réclamer le tout sans qu'il puisse opposer le bénéfice de division (art. 1203 du Code civil), la solidarité apparaît comme un moyen de recouvrement qui rend la poursuite plus facile et plus prompte. Elle constitue aussi une garantie de recouvrement, puisqu'elle protège le créancier contre le risque d'insolvabilité de l'un de ses débiteurs en rendant ces derniers cautions les uns des autres. Celui d'entre eux qui a payé en totalité la dette solidaire a d'ailleurs un recours contre les autres à concurrence de la part que chacun doit supporter dans la dette (art. 1200).

Chacun de ceux qui ont participé au fait délictueux est individuellement l'auteur du dommage que ce fait a causé. On comprend que la partie qui a souffert du préjudice causé par tous et par chacun puisse demander à tous et à chacun la réparation intégrale de ce préjudice. Ainsi la solidarité est fondée rationnellement pour les condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais.

Mais se justifie-t-elle pour les condamnations à l'amende ? Quelques auteurs isolés le pensent, parce qu'il « a existé, pour la commission de l'infraction, entre les co-auteurs ou participants, une véritable entente »

qui rend « l'infraction plus facile, donc plus dangereuse » (Henri Perret, Chargé de cours à la Faculté de Droit de Nancy) (1). En réalité l'amende est une peine et, comme toute peine, elle doit rester personnelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut être prononcée que contre les auteurs et complices coupables et responsables de l'infraction et qu'elle doit être proportionnée à leur culpabilité. Pourquoi dès lors cette solidarité légale pour les amendes et, comme conséquence, pourquoi, en cas d'insolvabilité de l'un des coupables, faire retomber sur les autres l'amende à laquelle il a été condamné ? Il ne viendrait à l'idée de personne, quand deux individus ont été condamnés pour le même délit chacun à 6 mois d'emprisonnement, de prolonger la détention de l'un du temps pendant lequel l'autre s'est soustrait à l'exécution de sa peine. Pourquoi en serait-il différemment pour l'amende ? Chacun des condamnés ne devrait régulièrement supporter que celle qu'il a personnellement encourue et qui a été prononcée contre lui.

Les conditions de la solidarité. — L'article 55 dit que tous les individus condamnés pour le même crime ou le même délit seront tenus solidairement. Son application suppose donc réunies les trois conditions suivantes : 1^o un crime ou un délit ; 2^o la coopération de tous les débiteurs à cette infraction ; 3^o une condamnation.

1^o **Un crime ou un délit.** L'article 55 est spécial aux amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais prononcés pour crime ou délit. Il en faut conclure que la solidarité ne s'applique pas aux amendes, dommages-intérêts, restitutions et frais prononcés contre les auteurs et complices d'une même contravention (2). Les contraventions sont des infractions non intentionnelles, et le fait qu'elles aient été commises en réunion ne doit pas entraîner une aggravation de peine parce qu'il n'implique pas une entente criminelle particulière, une culpabilité accrue ; néanmoins le projet de Code pénal de 1934, article 104-§ 1, étend expressément la solidarité aux contraventions. Mais, pour les crimes ou délits, il n'y a pas à distinguer s'ils sont prévus par le Code pénal ou par d'autres lois en dehors du Code (Cass., 5 déc. 1872) (3).

2^o **Le même par tous.** La solidarité n'atteint que les individus condamnés pour un même crime ou un même délit. Cela vise certainement les co-auteurs et complices de ce crime ou de ce délit (Cass., 19 mai 1938) (4). Si les délits sont distincts, il ne peut intervenir de condamnation solidaire ;

(1) H. PERRET, « Le rôle pénal de la solidarité entre les condamnés à une peine d'amende », *Revue de Science criminelle*, 1941, pp. 77 et suiv., nos 13 et 20.

(2) Cass. crim., 3 avril 1869, S. 1870-1-229.

(3) Cass. crim., 5 déc. 1872, D. P. 1872-1-432.

(4) Cass., 19 mai 1938, *Gaz. Pal.*, 1938-2-681.

et cette circonstance qu'on les aurait réunis dans la même poursuite n'entraînerait pas la solidarité pour les dépens.

Par contre on doit admettre comme constituant le même crime ou délit des crimes ou délits connexes (art. 226 et 227 du Code d'instr. crim.). L'arrêt ou jugement qui prononce la condamnation solidaire doit préciser les circonstances d'où résulte la connexité (Cass., 11 mars 1932) (1). L'idée d'une faute commune, qui explique et justifie, dans une certaine mesure, l'article 55, en commande l'application à ces crimes et délits qui dépendent les uns des autres et ne forment à vrai dire que les parties d'un même ensemble. Pourtant le projet de Code pénal de 1934, article 104-§ 2, ne l'admet pas puisqu'il déclare : « Cette solidarité ne s'appliquera pas aux faits connexes. » L'innovation nous semble regrettable qui supprimerait la solidarité dans un cas où elle est justifiée alors que le projet l'étend aux contraventions où elle n'a pas sa raison d'être. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence actuelle unanime admet la solidarité à l'égard de tous les individus condamnés pour un crime ou délit connexe. Ainsi le receleur est solidairement responsable avec l'auteur principal de la totalité des restitutions et dommages-intérêts alloués à la partie civile bien qu'il n'ait reçu qu'une partie des objets provenant du délit (Cass., 8 mars 1928) (2). La Cour de Paris avait décidé de même le 9 décembre 1921 (3) : un vol de 15 sacs de lentilles avait été commis ; le receleur d'un des sacs avait été découvert et puni : « Est à bon droit déclaré pécuniairement et solidairement responsable du préjudice causé par le vol de 15 sacs de lentilles l'individu condamné pour avoir recelé un de ces sacs. »

3^o Une condamnation pour ce même crime ou ce même délit.

Cette condition est nécessaire, car il faut bien que la participation de chacun des débiteurs solidaires soit judiciairement établie ; mais elle est suffisante.

On doit donc appliquer l'article 55 alors même que la condamnation à des dommages-intérêts pour crime ou délit serait prononcée non par des tribunaux répressifs mais par des tribunaux civils, lorsque la victime ne s'est pas constituée partie civile et a choisi la voie civile ; car ce n'est pas du caractère de la juridiction qui prononce la condamnation que dérive la solidarité, mais du caractère du fait pour lequel elle est prononcée.

On doit l'appliquer également quand bien même les accusés ou prévenus seraient condamnés pour le même crime ou délit à des peines de nature différente, les uns par exemple à l'amende, les autres à l'emprisonnement, car la solidarité ne dépend pas de la culpabilité essentielle-

(1) Cass., 11 mars 1932, *Bull. crim.*, 1932, p. 135, n° 73.

(2) Cass., 8 mars 1928, *Gaz. Pal.*, 1928-1-675.

(3) Paris, 9 déc. 1921, *Gaz. Pal.*, 1922-1-686. En outre : Cass., 20 avril 1934, *Gaz. Pal.*, 1934-1-971.

ment différente et individuelle des auteurs de l'infraction, mais de leur participation commune à sa perpétration (1).

On l'appliquera alors que la somme totale dépasserait le maximum autorisé pour le délit à raison duquel elles sont prononcées ; ce qui pourra se produire notamment lorsque, parmi les délinquants, se trouve un récidiviste condamné au maximum de la peine prévue par la loi.

On appliquera la solidarité à des accusés ou prévenus condamnés par des jugements différents pour le même crime ou le même délit ; l'auteur, par exemple, le 31 décembre 1942 ; le complice, le 1^{er} mars 1943. Rien n'autorise en effet à restreindre l'article 55 au cas où la même poursuite aurait compris tous les co-auteurs et complices. Il y aurait lieu, au contraire, de s'étonner si la participation à la même infraction avait des effets différents suivant qu'elle aurait fait l'objet d'un seul et même jugement ou de jugements successifs.

La solidarité s'applique alors que tous les individus n'ont pas été condamnés à une peine. — Il suffit que l'un d'eux ait été condamné à une amende pour que les autres, qui ont pu n'être condamnés qu'à des dommages-intérêts, aux restitutions et aux frais, soient tenus solidairement du tout, même de l'amende. Cette situation peut se présenter dans un certain nombre d'hypothèses.

1^o C'est tout d'abord le cas suivant : des individus ont commis un délit en matière de contributions indirectes ou de douanes. Le procès aboutit non à une condamnation mais à une transaction. Il n'y a pas moins solidarité pour le paiement entre tous les délinquants. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation le 3 décembre 1906 (2), en rejetant le pourvoi de l'un d'eux qui argumentait du mot « condamnés » qui se trouve dans l'article 55 pour prétendre que ce texte n'est pas applicable lorsqu'il y a transaction. « L'article 55 en parlant de condamné vise le cas général. Mais pour montrer que cette disposition s'applique bien au cas de l'espèce il suffit de faire observer que le principe de l'obligation solidaire qui pèse sur les co-auteurs d'un crime ou d'un délit ne peut être cherché que dans l'obligation elle-même et non pas comme le voudrait le demandeur en cassation dans la condamnation. Par ces motifs, Rejette... »

2^o C'est la même solution dans le cas d'excuse absolutoire (art. 105, 106, 107 du Code pénal modifiés par le décret-loi du 29 juillet 1939). Les individus qui sont exemptés de peine n'en doivent pas moins être tenus solidairement avec les autres condamnés des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais dont ceux-ci ont été frappés.

(1) *Contra*. H. PERRET, *Revue de Science criminelle*, 1941, pp. 77 et suiv., n° 38.

(2) Cass. req., 3 déc. 1906, S. 1907-1-269.

3° Il en est de même en matière d'acquittement en Cour d'assises. La Cour peut néanmoins condamner les personnes acquittées à payer solidairement des dommages-intérêts à la partie civile (Cass., 20 juillet 1844) (1). « L'article 55 renferme une disposition générale et consacre un principe de droit et d'équité d'après lequel la volonté commune de causer un dommage entraîne l'obligation de le réparer solidairement... »

De même si l'un des accusés a été acquitté et les autres condamnés (Cass., 10 avril 1852) (2).

La solidarité s'applique également au mineur objet de mesures éducatives. — Forte de ces conclusions dans les hypothèses ci-dessus où elle avait admis la solidarité alors que tous les individus auteurs du même crime ou du même délit n'étaient pas condamnés à une peine, la Cour de cassation, logique avec elle-même, a toujours admis la solidarité à l'encontre du mineur, même objet d'une mesure éducative, avec ses co-auteurs ou complices condamnés pour le même crime ou le même délit.

C'est ainsi qu'elle en a décidé, le 8 avril 1841 (3), dans une espèce intéressant un mineur acquitté faute de discernement et objet d'une mesure disciplinaire et un majeur. La Cour d'assises avait ordonné que le mineur serait « détenu par voie disciplinaire dans une maison de correction jusqu'à sa 20^e année ». Elle l'avait en outre « condamné solidairement aux frais avec le condamné majeur, conformément à l'article 55 du Code pénal ». « Attendu qu'aux termes de l'article 368 du Code d'instruction criminelle, tout accusé qui succombe doit être condamné aux frais ; que la solidarité est un principe absolu en matière criminelle ; qu'il faudrait une disposition expresse de la loi pour en excepter les impubères ayant concouru au fait incriminé sans discernement ; que cette exception n'existe pas ; que dès lors la condamnation solidaire dans l'espèce a été légalement prononcée. Par ces motifs, Rejette le pourvoi... »

C'est également ce qu'a décidé la Cour de cassation le 25 mars 1843 (4) : le mineur P... avait été acquitté pour défaut de discernement par la Cour d'assises de la Seine de l'accusation de vol qualifié qui lui était reproché, et conduit dans une maison de correction jusqu'à ce qu'il ait atteint sa 16^e année ; il avait en outre été condamné solidairement avec le nommé D... aux frais du procès envers l'État. « La Cour... Attendu que la déclaration de culpabilité quelle qu'en soit la forme suffit pour motiver, même à l'égard du mineur âgé de moins de 16 ans qui est déclaré avoir

(1) Cass. crim., 20 juillet 1844, *Bull. crim.*, n° 272.

(2) Cass. crim., 10 avril 1852, *Bull. crim.*, n° 121.

(3) Cass. crim., 8 avril 1841, *Bull. crim.*, n° 86.

(4) Cass. crim., 25 mars 1843, *Bull. crim.*, n° 68 ; S. 1843-1-614.

agi avec discernement, la condamnation aux frais du procès solidairement avec les autres condamnés pour le même fait... »

Ainsi la solidarité de l'article 55 s'applique même au mineur objet d'une mesure d'éducation. Elle s'applique intégralement : le jeune délinquant sera tenu solidairement non seulement des dommages-intérêts, restitutions et frais prononcés contre les autres co-prévenus et contre lui-même, mais encore des amendes, peines dirigées contre les autres, dont il est dispensé et ne saurait être atteint à raison précisément de la mesure de protection et de redressement dont il est l'objet, inconciliable avec une peine, ainsi que nous l'avons vu dans notre première partie. Singulière conséquence d'un article qui aboutit ainsi, en fait, à faire prononcer, contre un mineur, à la fois une mesure éducative et une mesure répressive, ce qui a toujours été contraire à tous les principes du droit des mineurs et qui est confirmé par la loi du 27 juillet 1942 (art. 17).

Contrainte par corps. — En ce qui concerne les amendes, comme les tribunaux répressifs en doivent prononcer autant qu'il y a d'individus déclarés coupables du fait incriminé, chaque condamné sera personnellement tenu de celle qui lui est directement appliquée, mais solidairement responsable des autres. Ainsi pour la fixation de la contrainte par corps, qui doit être prononcée contre les mineurs de 16 à 18 ans, il faut tenir compte du total des condamnations dont chaque condamné est solidairement responsable.

Lorsqu'il s'agit de poursuivre, par la voie de la contrainte par corps, plusieurs condamnés solidaires, les agents chargés du recouvrement font autant de réquisitoires d'incarcération qu'il y a de contraignables. La durée en est calculée pour chacun sur le total des condamnations pécuniaires cumulées, et le ministère public se trouve dans l'obligation de rendre exécutoire, pour la durée régulièrement fixée, les différentes réquisitions qui lui ont été transmises. Cependant il ne peut faire exécuter en même temps les différentes contraintes qui ont été décernées, car si le premier des condamnés solidaires payait au moment de son arrestation l'intégralité des sommes dont il est tenu, l'incarcération de ses complices constituerait une détention arbitraire ; le paiement d'un seul libère les autres.

Détermination de la part de chacun des condamnés. — En ce qui concerne les dommages-intérêts et les restitutions prononcés à raison du même crime ou du même délit, les tribunaux peuvent déterminer la part afférente à chacun des condamnés. L'article 55 n'y met pas obstacle, car il ne règle que les rapports des condamnés avec le créancier commun, et non leurs rapports réciproques qui restent soumis aux principes généraux de la responsabilité. Si en effet le jugement fait entre les inculpés

qui ont concouru à causer un même délit une répartition inégale de la somme à payer pour les dommages-intérêts eu égard à la gravité des fautes de chacun d'eux, cette répartition n'affecte que les rapports des condamnés entre eux et non, au regard des parties, le caractère de leur obligation qui est solidaire et qui doit être déclarée telle (Cass., 22 juillet 1932) (1).

Recours de celui qui a payé au delà de sa part. — Le condamné qui a payé la totalité des amendes et des frais, dont il était tenu solidairement, n'est pas pour autant subrogé aux droits du fisc pour obtenir le remboursement de ce qu'il a payé au delà de sa part. Cette conséquence complète, s'il en était besoin, la violation du principe de la personnalité des peines et rend la règle de la solidarité, sur ce point, plus injuste et plus intolérable encore à l'égard du mineur objet d'une simple mesure éducative.

En ce qui concerne les restitutions, les dommages-intérêts et les frais, un recours est ouvert devant la juridiction civile contre les co-auteurs ou complices condamnés. Chacun d'eux a le droit de demander à cette juridiction, en cas d'omission dans le jugement criminel ou civil qui constate l'infraction, la répartition des dommages-intérêts dans la mesure avec laquelle les co-auteurs ou complices ont concouru à l'infraction. A plus forte raison, celui qui a payé la totalité de l'indemnité a-t-il un recours contre ses co-délinquants, aux fins de répétition de la part revenant aux autres dans la dette commune.

Conclusion. — En résumé, si la solidarité se justifie pour les dommages-intérêts, les restitutions et les frais, elle est une mesure au plus haut point critiquable en ce qui touche les amendes. Celles-ci sont des peines et, comme telles, doivent rester personnelles. Par le fait qu'il édicte la solidarité pour les amendes, l'article 55 est contraire au principe de la personnalité des peines (2).

Regrettable d'une façon générale, cette disposition est inadmissible à l'égard du mineur objet d'une mesure de protection et de redressement, qui, par cette décision même, devrait être à l'abri de toute peine, fût-elle d'amende. Tenu solidairement de tous les dommages-intérêts, frais et restitutions, il le sera encore de toutes les amendes prononcées contre ses co-auteurs ou complices (3). C'est excessif, injuste et anti-juridique. L'article 55 mériterait d'être purement et simplement abrogé en ce qui concerne la solidarité des amendes, surtout à l'encontre du mineur objet d'une mesure éducative.

(1) Cass. crim., 22 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1932-2-613.

(2) H. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité élémentaire de droit criminel*, 2^e édition, Sirey, 1943, p. 345, exprime également cette opinion.

(3) H. PERRET, précité, *Revue de Science criminelle*, 1941, p. 102, n^o 40, estime que ce mineur n'est pas tenu solidairement du montant des amendes.

CHAPITRE V

L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE DES DÉCISIONS PRISES A L'ÉGARD DES MINEURS

Lorsqu'une décision judiciaire est devenue irrévocable soit parce que les parties ont épuisé les voies de recours qui leur étaient ouvertes, soit parce qu'elles ont laissé passer les délais qui leur étaient donnés pour le faire, cette décision est considérée comme l'expression de la vérité. *Res judicata pro veritate habetur*, disait déjà le vieil adage latin. Il n'y a pas là un simple hommage rendu à la magistrature, mais une considération essentielle d'ordre public qui défend aux procès de s'éterniser vainement. En effet, le bénéfice des parties à espérer d'une multiplication des instances serait illusoire, car les chances d'erreur seraient les mêmes pour les derniers jugements que pour les premiers, tandis que la dignité de la fonction judiciaire perdrait à des décisions contradictoires. C'est pourquoi la décision rendue met obstacle à ce que le même procès puisse être renouvelé à l'avenir.

§ I. — L'autorité de la chose jugée sur elle-même.

Les principes. — Pour qu'une décision sur l'action publique ait force de chose jugée, il faut qu'elle ne puisse plus être attaquée par les voies légales. Cependant il n'est pas nécessaire qu'elle soit rendue conformément à la loi. En effet un jugement peut être irrégulier et pourtant acquérir l'autorité de la chose jugée, il suffit pour cela que la loi ne donne aucun moyen de le faire réformer ou que les voies légales de recours qu'elle ouvre aux parties leur soient fermées parce qu'elles n'ont pas été suivies et qu'elles ne peuvent plus l'être.

Peu importe que la décision soit illégale, que la juridiction n'ait pas été compétente, que les juges aient fait une fausse application de la loi, ou que les formalités substantielles n'aient pas été observées. Si cette décision n'est pas attaquant ou ne peut plus être attaquée, elle a force de chose jugée et l'action publique ne peut plus être exercée.

1^o En Cour d'assises

a) *Acquittement*. S'il s'agit d'une décision d'acquittement, l'autorité de la chose jugée s'oppose à ce que l'accusé acquitté soit repris à raison du même fait, du même fait juridique sinon matériel, précise d'ailleurs la Cour de cassation (1), quand même des preuves nouvellement découvertes ou de ses aveux résulterait sa culpabilité. Certains criminalistes, tels ceux de l'École positiviste italienne (2), critiquent et n'admettent pas cette irrévocabilité des acquittements qu'ils considèrent comme un pré-jugé protecteur des criminels.

Toujours est-il que nous voyons ce principe énoncé dans l'article 359 (ex-360 depuis la loi du 25 novembre 1941) du Code d'instruction criminelle : « Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ou accusée à raison des mêmes faits. »

b) *Condamnation*. S'il s'agit d'un arrêt de condamnation, l'autorité de la chose jugée s'oppose à ce que l'inculpé condamné soit poursuivi à nouveau par le ministère public afin d'obtenir une nouvelle peine contre lui ou de faire aggraver la peine prononcée. Le ministère public ne peut reprendre le même fait sous une qualification différente.

Ce principe de l'irrévocabilité de la chose jugée n'est d'ailleurs nulle part formulé dans notre Code d'une manière générale et formelle. Les deux seuls textes qui en contiennent une application sont les articles 246 et 359 du Code d'instruction criminelle. L'article 359 précité s'oppose à ce qu'une poursuite ultérieure soit dirigée contre un individu acquitté en Cour d'assises. L'article 246 empêche la poursuite de l'individu bénéficiaire d'un non-lieu devant la Cour d'appel. Il n'est pas douteux cependant que le principe de l'irrévocabilité de la chose jugée, quoique non formulé en termes généraux, soit reconnu dans notre législation.

2^o Devant le tribunal correctionnel et le tribunal de simple police.

Le principe est admis également. Mais la jurisprudence estime que le ministère public peut poursuivre à nouveau le fait sous une qualification différente, non seulement lorsque la première poursuite a abouti à une relaxe, mais encore lorsqu'elle a engendré une condamnation (3).

L'autorité de la chose jugée est admise dans l'intérêt des inculpés, ainsi que nous venons de le voir dans les deux applications qu'en fait le

(1) Cass. Ch. réun., 7 juillet 1875, D. 76-1-47 ; Cass., 12 décembre 1889, D. 90-1-401.

(2) FERRI, *Sociologie criminelle*, n° 73, p. 741.

(3) Cass., 14 août 1875, D. 76-1-463 ; Cass., 20 févr. 1931, S. 1932-1-273, Note Hugueney ; Paris, 30 avril 1930, *Gaz. Pal.*, 1930-2-116.

Code d'instruction criminelle (art. 246 et 359), et également à leur préjudice. Un individu condamné, en vertu d'une décision définitive, n'est pas recevable à se plaindre, après un certain temps, de ce que la peine qui l'a frappé serait injuste ou excessive. Le pourvoi en révision n'est possible que dans quatre cas déterminés ; leur admission démontre en somme la reconnaissance du principe de l'autorité de la chose jugée, même au préjudice des prévenus ou accusés.

Leur application aux décisions prises à l'égard des mineurs.

1^o Décisions de relaxe et de condamnation à une peine.

Si la Chambre du conseil, le tribunal pour enfants et adolescents ou le tribunal de simple police ont prononcé la relaxe du mineur — l'acquittement proprement dit n'existant plus pour les mineurs de 18 ans, puisqu'ils ne comparaissent plus jamais en Cour d'assises — cette décision a l'autorité de la chose jugée avec la même distinction précitée que s'il s'agissait de majeurs. L'action publique est donc éteinte à l'égard du fait juridique poursuivi. Le ministère public ne saurait rechercher à nouveau le mineur en vertu de la même qualification.

De même si le tribunal pour enfants et adolescents, le tribunal de simple police ou la Chambre du conseil l'ont condamné à une peine. Lorsque cette condamnation est devenue définitive, le parquet n'a plus d'action pour obtenir une nouvelle peine, ou l'aggravation de celle prononcée, ou l'adjonction d'une mesure éducative.

2^o Décisions ordonnant des mesures éducatives.

Lors de notre étude de la grâce (1), nous avons vu que la loi de 1942 permet la modification des mesures de protection et de redressement ordonnées, en cas de mauvaise conduite, de péril moral ou d'entrave apportée à la surveillance du mineur placé sous le régime de la liberté surveillée ou confié à une œuvre privée habilitée (art. 22). Dans ce cas, la décision modificative est l'œuvre du pouvoir judiciaire : le tribunal pour enfants et adolescents (art. 22). Une modification peut également intervenir du fait du pouvoir exécutif — le ministre de la Justice — lorsque le mineur est placé dans une institution publique d'éducation surveillée ou une colonie corrective et qu'il a donné des gages d'amendement ou qu'il a fait preuve de mauvaise conduite ou de perversité (art. 28, 29 et 30).

(1) Notre 1^{re} partie, chapitre V, section II.

Dans un grand nombre de cas, les décisions du T. E. A. ou de la Chambre du conseil peuvent donc être modifiées. Vis-à-vis d'elles, il semble que le principe de l'autorité de la chose jugée soit battu en brèche et écarté. Nous estimons qu'il n'en est rien. Le jugement ordonnant une mesure éducative comprend en effet deux éléments différents : la déclaration de culpabilité du mineur et la mesure d'éducation. En déclarant la prévention établie, le tribunal a déclaré la participation fautive du jeune délinquant à l'infraction. C'est la partie essentielle de la décision, celle qui est protégée par l'autorité de la chose jugée. Car tandis qu'on pourra par la suite modifier la mesure, l'aggraver, l'adoucir, la prolonger ou la restreindre, on ne pourra plus jamais discuter la participation fautive du mineur à l'infraction. Ce point est un fait acquis. Le mineur a été déclaré auteur du délit ; une nouvelle décision ne saurait décider le contraire ; en outre le tribunal a opté pour une mesure de protection et de redressement, un nouveau jugement ne saurait prononcer une mesure répressive. C'est sur cette partie seulement de la décision que porte l'autorité de la chose jugée. Les trois conditions d'existence du principe se trouvent en effet réunies : identité d'objet, identité de cause, identité de personnes.

L'objet de l'action publique est la déclaration de culpabilité, suivie du prononcé soit d'une peine soit d'une mesure d'éducation.

La cause de la demande dans l'action publique réside dans le fait délictueux imputé à la personne poursuivie. L'autorité de la chose jugée se produit lorsqu'il y a identité entre le fait délictueux déjà jugé et le fait délictueux poursuivi.

Enfin, en matière pénale, comme en matière civile, la chose jugée n'a d'effet qu'à l'égard de la personne à laquelle elle s'applique. *Res inter alios judicata aliis neque nocere neque prodesse potest.*

Quant à la mesure d'éducation ordonnée, il ne s'agit pas d'une peine ; cette dernière forme un tout avec la déclaration de culpabilité et la condamnation et, à la peine également, s'attache l'autorité de la chose jugée. La peine n'est susceptible d'aucune modification par voie juridictionnelle. Au contraire le placement ordonné est une mesure de redressement et de protection de l'enfant, à laquelle il est juste de ne pas attacher l'autorité de la chose jugée, pour pouvoir la modifier suivant les nécessités et l'intérêt du mineur.

Autorité des décisions des juridictions de mineurs sur celles des majeurs. — Sous l'empire de la loi du 22 juillet 1912, lorsqu'un mineur de 13 à 18 ans était impliqué comme auteur principal, co-auteur ou complice dans la même cause que des inculpés présents plus âgés,

l'affaire était portée devant la juridiction de droit commun (art. 18). La loi de 1942 a nettement séparé les majeurs et les mineurs en cas de crime ou délit. Les co-inculpés et complices majeurs sont traduits devant la juridiction de droit commun (art. 6). Quant au mineur, il comparaît dans tous les cas devant la Chambre du conseil, puis éventuellement devant le tribunal pour enfants et adolescents (art. 6 et 7).

Chacune des juridictions saisies statuera en pleine indépendance et liberté. Car si l'article 11-§ 2 de la loi de 1942 permet à la partie civile de porter son action devant la juridiction appelée à juger les co-auteurs ou complices majeurs « lorsque la décision est intervenue sur les faits reprochés au mineur », il n'est pas ordonné à la juridiction des majeurs d'attendre la décision sur le mineur. Il n'y a pas là de question préjudicielle au jugement sur l'action publique ou civile contre les majeurs. De plus la décision à l'égard du mineur n'a pas autorité de la chose jugée sur celle à prendre vis-à-vis des co-auteurs ou complices majeurs, et inversement.

Ainsi elle pourra déclarer que le fait n'est pas prévu par la loi pénale, qu'il est amnistié ou prescrit, alors que l'autre juridiction a décidé le contraire. Il y aurait évidemment contradiction à déclarer le délit prescrit, amnistié ou inexistant à l'égard de l'auteur sans le déclarer vis-à-vis du complice.

Si l'auteur et le complice avaient été impliqués dans la même poursuite comme sous l'empire de la loi de 1912, les dispositions de la même sentence qui aurait renvoyé l'auteur et condamné le complice eussent été inconciliables, et auraient dû amener une réformation ou une cassation du jugement ou de l'arrêt. Ceci, en vertu de cette idée qu'un jugement est une œuvre coordonnée dans laquelle il est inadmissible que le tribunal se contredise lui-même en y insérant valablement des dispositions inconciliables les unes avec les autres.

Mais la situation que nous supposons ici est différente. Il y a eu deux poursuites distinctes. Nous ne voyons pas en vertu de quel principe la sentence rendue dans la première aurait force de chose jugée dans la seconde. En effet la chose jugée n'existe que s'il y a identité entre les parties engagées dans les deux instances. Or le demandeur est bien le même puisque le ministère public représente toujours une seule et même personne en instance : la société. Mais les prévenus sont différents. Or il est permis au juge de rendre deux sentences successives en des sens diamétralement opposés, pourvu que les parties ne soient pas les mêmes. La contradiction est certes l'indice d'un mal jugé, mais le recours en cassation n'est pas ouvert pour un cas semblable (Cass., 22 juillet 1910) (1).

(1) Cass., 22 juillet 1910, S. 1914-1-49, Note M. Roux.

§ II. — L'autorité sur le civil de la chose jugée au criminel.

On la fait généralement résulter de la nécessité sociale, de l'ordre public qui s'oppose à ce que la solution donnée à la question par une décision définitive de la juridiction répressive soit remise en discussion. L'objectif est d'empêcher la contradiction entre le jugement civil et la décision pénale portant soit condamnation soit acquittement ou relaxe. Ce serait renverser l'ordre des juridictions et méconnaître l'institution et l'organisation des tribunaux de répression établis pour constater l'existence des délits et en punir leurs auteurs, que de ne pas donner à la chose jugée au criminel une influence nécessaire et forcée sur les intérêts civils. L'autorité publique, partie dans tout procès criminel, a des moyens plus puissants que n'en peuvent avoir les particuliers agissant devant les tribunaux civils pour faire la preuve de l'existence de l'infraction et de la culpabilité de l'auteur. D'ailleurs l'autorité, que la société réclame pour les décisions de justice répressive et qui seule lui permet d'atteindre le but répressif, et préventif par intimidation, qu'elle recherche, serait ébranlé s'il était permis à un particulier de combattre et à un tribunal civil de contredire les décisions d'un tribunal de répression dans un nouveau procès qui, bien que tendant à un autre but, a par objet le même fait.

Que la décision au criminel soit une condamnation ou un acquittement, l'autorité de la chose jugée s'y attache dès qu'elle ne peut plus être attaquée par les voies légales. Même si elle est illégale, même si elle constitue une erreur juridique, la chose jugée est tenue pour vérité. Et cette chose jugée a autorité sur le procès civil.

Ces principes s'appliquent aux décisions relatives aux mineurs ; les jugements de relaxe, les jugements prononçant des condamnations à des peines ou ordonnant des mesures éducatives ont autorité sur le procès civil. Le juge, lors du débat sur la réparation du préjudice privé causé par l'infraction du mineur, ne pourra jamais enfreindre ou méconnaître ce qui a été décidé d'une manière certaine et formelle par la juridiction répressive.

Lorsque le mineur est seul auteur de l'infraction ou, lorsque, ayant des co-auteurs ou complices majeurs, ceux-ci ont bénéficié d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement, l'action civile ne peut être exercée que devant les tribunaux civils (art. 11, loi de 1942). La décision de la Chambre du conseil, du tribunal pour enfants et adolescents ou du tribunal de simple police a autorité sur le débat civil. Le juge civil ne pourra l'enfreindre ou la méconnaître.

Mais la question est plus délicate si le mineur avait des co-auteurs ou complices majeurs qui ont été poursuivis et condamnés.

Si l'action civile a été portée, ainsi que le permet l'article 11-§ 2,

devant la juridiction appelée à juger les co-auteurs ou complices majeurs, cette juridiction devra-t-elle tenir compte de la décision intervenue sur les faits reprochés au mineur, ou de la sienne propre sur les majeurs ? Elles sont en effet indépendantes l'une de l'autre et libres de statuer comme elles l'entendent. Si leurs décisions sont identiques — relaxes ou condamnations — aucune difficulté ne se présentera. Mais si elles sont contradictoires, et le législateur de 1942 ne semble pas avoir prévu cette hypothèse, laquelle va l'emporter en influence sur le débat civil ? Par exemple le juge des mineurs retenant la prévention a prononcé une peine ou ordonné une mesure éducative, le juge des majeurs a relaxé en se basant sur la prescription de l'action, ou sur l'amnistie, ou la non-criminalité du fait ?

Comme les juges répressifs ne peuvent connaître de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique qui leur est soumise, et non à l'action publique contre une autre personne à l'égard de laquelle ils ne peuvent statuer parce qu'ils sont incompetents et parce que cela a déjà été fait, si l'action publique contre les majeurs est éteinte ou irrecevable ils ne peuvent plus statuer sur les intérêts civils contre les majeurs, et *a fortiori* contre le mineur. Par conséquent la sentence à l'égard des majeurs l'emporte sur celle des mineurs. Si la juridiction du mineur a retenu la prévention et que celle des majeurs l'écarte, la partie civile sera déboutée même contre le mineur, et alors que devient l'autorité au civil de la chose jugée au criminel ? — Inversement, si la juridiction du mineur a ordonné sa relaxe et que celle des majeurs prononce leur condamnation, la partie civile obtiendra la condamnation pécuniaire des majeurs et du mineur, pour la réparation du préjudice privé causé par le crime, le délit ou la contravention commis en commun. Singulière conséquence de l'article 11, mais non la seule !

Si la victime décide de porter son action non devant la juridiction appelée à juger les co-auteurs ou complices majeurs, mais, conformément au droit commun, devant les tribunaux civils, chacune des décisions rendues au criminel reprend son indépendance et son influence propre, et le juge civil ne pourra pas plus enfreindre ou méconnaître celle rendue par la juridiction des mineurs que celle de la juridiction de droit commun. Si elles sont contradictoires, il lui sera bien difficile de rendre une sentence cohérente. Néanmoins il ne pourra refuser de juger, sous peine de déni de justice (art. 4 du Code civil).

§ III. — L'autorité sur le criminel de la chose jugée au civil.

Les auteurs et la jurisprudence s'accordent à reconnaître que le jugement civil n'a aucune autorité à l'égard de l'action publique. Il n'y a entre les deux procès ni identité de cause ni identité de parties.

A l'égard du mineur auteur d'une infraction dommageable, il en est de même. La juridiction civile a très bien pu le déclarer auteur et le condamner à des dommages-intérêts ; ensuite la juridiction répressive pourra parfaitement le relaxer en décidant que l'infraction ne lui est pas imputable. De même les juges civils ont pu le dire non coupable d'une faute et débouter la victime de sa demande sur la base de l'article 1382, alors qu'ensuite les juges répressifs retenant sa culpabilité pourront le condamner à une peine ou ordonner une mesure de protection et de redressement.

Si la juridiction répressive venait à être saisie de l'action publique avant que la décision civile ait acquis l'autorité de la chose jugée, l'exercice sur l'action civile en serait suspendu tant qu'il n'aurait pas été prononcé définitivement sur l'action publique. Cette décision obtenue aurait alors autorité sur le débat civil, ainsi que nous venons de le voir dans notre paragraphe II ci-dessus.

CHAPITRE VI

LA PRESCRIPTION DE L'ACTION CIVILE

Parlant de l'action publique et de l'action civile, le Code d'instruction criminelle (art. 2) dispose : « L'une et l'autre action s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V, De la prescription », c'est-à-dire par les articles 637, 638 et 640. Ainsi le Code pose le principe de l'unité de prescription de l'action civile et de l'action publique. L'action civile n'est en effet qu'un accessoire, un satellite de l'action publique ; il est naturel qu'elle s'éteigne par le même laps de temps.

On lit dans l'article 637 : « L'action publique et l'action civile résultant d'un crime... se prescriront après 10 années à compter du jour où le crime aura été commis... »

Article 638 : « ...La durée de la prescription sera réduite à 3 années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement. »

Article 640 : « L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise... »

§ I. — L'action civile est portée devant la juridiction criminelle.

Ce cas suppose, ainsi que nous l'avons vu (1), que le mineur auteur d'un crime ou d'un délit a des co-auteurs ou complices majeurs qui sont poursuivis devant la juridiction de droit commun (art. 6 et 11-§ 2 de la loi de 1942).

L'action civile se prescrira par le même temps (10 ans, 3 ans, 1 an) que l'action publique. Et comme les juridictions répressives ne sont compétentes pour statuer sur l'action civile qu'accessoirement à l'action publique, si cette dernière est éteinte elles ne pourront plus statuer sur la culpabilité des co-auteurs. Par voie de conséquence, elles n'auront plus compétence pour connaître de l'action de la partie civile.

Il est cependant un cas où la juridiction répressive, quoique non com-

(1) Notre 2^e partie, chapitre I.

pétente, statue sur l'action publique et sur l'action civile. C'est en Cour d'assises, lorsque l'infraction reprochée aux co-auteurs est un crime. Le Code d'instruction criminelle prévoit l'hypothèse en son article 351, modifié par la loi du 25 novembre 1941 : « En cas de réponse affirmative sur la culpabilité, la cour et le jury délibéreront sans désemparer sur l'application de la peine, même dans le cas où, d'après les débats, le fait se trouverait n'être plus de la compétence de la Cour d'assises. » Article 362 : « Après que la cour et le jury se seront prononcés sur l'action publique, la cour statuera sur les demandes en dommages-intérêts formées, soit par la partie civile contre l'accusé, soit par l'accusé acquitté contre la partie civile... » Article 364 : « La partie civile, dans le cas d'acquittement comme dans celui d'absolution, pourra demander réparation du dommage résultant de la faute de l'accusé telle qu'elle résulte des faits qui ont été l'objet de l'accusation. »

§ II. — L'action civile est portée devant la juridiction civile.

La Cour de cassation, par un arrêt déjà bien ancien, du 17 décembre 1839, avait jugé que l'action civile se prescrit par la même durée que l'action publique, lorsqu'elle est poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que cette dernière, mais que, portée devant les tribunaux civils, elle n'est éteinte que par la prescription ordinaire de 30 ans.

Actuellement l'opinion contraire semble l'avoir emporté. La durée de la prescription d'une action ne saurait dépendre de la nature de la juridiction saisie, mais de la nature même de cette action. Restreindre l'application des articles 637, 638 et 640 au cas où l'action civile est portée devant les tribunaux de répression serait rendre inutiles ces textes, car il est certain que lorsque l'action publique est prescrite, l'action civile, qui en est l'accessoire, ne saurait être portée devant les tribunaux répressifs. Si l'expression a un sens, ce ne peut être que celui-ci : après la prescription de l'action publique la partie lésée n'aura plus « d'action civile », non seulement devant les tribunaux de répression, ce qui est évident, quand même la loi ne l'aurait pas dit, mais même devant les tribunaux civils, sinon elle n'aurait pas sa raison d'être. D'ailleurs l'article 2 du Code d'instruction criminelle ne fait aucune distinction ; il dispose que l'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentants, et qu'elle s'éteint par la prescription « ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V... », c'est-à-dire par la prescription de 10 ans, 3 ans ou 1 an des articles 637, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle. Par conséquent, même quand elle est exercée contre les représentants du prévenu, c'est-à-dire ses héritiers, l'action

civile s'éteint par la durée de la prescription pénale. Or dans ce cas, elle est nécessairement portée devant les tribunaux civils.

D'une façon générale, il est donc admis actuellement que l'action civile, associée par la loi à l'action publique au point de vue de la prescription, s'éteint au bout du même laps de temps que l'action publique (10 ans, 3 ans ou 1 an), qu'elle soit portée devant les tribunaux de répression accessoirement à l'action publique ou qu'elle soit exercée séparément et comme action principale devant les tribunaux civils.

Durée de la prescription de l'action civile lorsque l'action publique est éteinte. — En plus de la prescription, d'autres causes peuvent éteindre l'action publique : l'amnistie, la chose jugée, le décès du prévenu, la relaxe, la condamnation. L'action civile, dans l'un de ces cas, va-t-elle survivre à l'action publique, se détacher du droit pénal pour se fixer sur le droit civil et se soumettre à la prescription de 30 ans de l'article 2262 du Code civil, ou continuer de se prescrire par la durée de la prescription pénale de 10 ans, 3 ans ou 1 an des articles 637, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle ?

Pour résoudre cette question il faut, croyons-nous, séparer deux ordres d'hypothèses : la cause d'extinction de l'action publique, tout en laissant subsister l'action civile, a-t-elle pour conséquence de modifier le caractère délictueux du fait qui lui donne naissance ?

S'il est répondu par la négative, l'action civile qui subsiste, par exemple en cas de condamnation ou de décès du prévenu, reste soumise à la prescription pénale. L'article 2 du Code d'instruction criminelle nous indique que la prescription des articles 637, 638 et 640 s'applique à l'action civile alors même que celle-ci est intentée après le décès du prévenu contre ses représentants. A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsqu'elle est exercée après un jugement de condamnation qui a judiciairement constaté le caractère délictueux du fait qui lui sert de base.

Si, au contraire, la cause d'extinction de l'action publique, tout en laissant subsister l'action civile, a pour conséquence de modifier le caractère délictueux du fait, l'action en réparation du dommage se prescrira alors par 30 ans. Ainsi lorsqu'il est intervenu devant la juridiction répressive une ordonnance de non-lieu, ou une relaxe, ou encore une amnistie, éteignant provisoirement ou définitivement l'action publique, mais n'empêchant pas la partie lésée de former une demande en dommages-intérêts devant la juridiction civile, la prescription ordinaire de 30 ans sera seule applicable.

Durée de la prescription de l'action civile lorsque le jugement a ordonné une mesure éducative. — Cette question a divisé les esprits

pendant longtemps. Jusqu'à la loi de 1942, en effet, pour ordonner une mesure éducative, la juridiction de jugement devait au préalable déclarer le mineur acquitté comme ayant agi sans discernement. Quelquefois cette déclaration correspondait à la réalité, mais, le plus souvent, elle n'était qu'un moyen pour le juge d'éviter la condamnation à une peine. Néanmoins, en présence d'une telle décision, la question pouvait se poser : l'action civile contre le mineur acquitté faute de discernement et objet d'une mesure éducative se prescrivait-elle par 10 ans, 3 ans ou 1 an selon les articles 637, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle, ou par 30 ans conformément au droit commun de l'article 2262 du Code civil ? La réponse dépendait de l'effet attribué à l'acquiescement du mineur pour défaut de discernement. Si l'on estimait qu'il enlevait au fait son caractère délictueux, on appliquait la prescription civile de 30 ans ; sinon, c'était la prescription pénale. Nous trouvons en la matière deux importants arrêts de jurisprudence : l'un, déjà cité (1), de la Cour de cassation du 13 janvier 1890 (affaire Périquet contre Delacroix et V^{ve} Tarillon) ; l'autre, de la Cour d'appel de Dijon du 20 janvier 1910 (2). L'une et l'autre jugeaient que le défaut de discernement chez un mineur de 18 ans faisait disparaître le caractère délictueux de l'acte commis ; qu'en conséquence, celui-ci cessant d'être une infraction à la loi pénale pour devenir un simple délit civil, la prescription de l'action civile en réparation du dommage n'était plus la prescription pénale de 10 ans, 3 ans, 1 an des articles 637, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle, mais la prescription civile de 30 ans de l'article 2262 du Code civil.

Cette conclusion était très critiquable parce que son point de départ était erroné. Il n'était pas exact de dire en effet que le défaut de discernement du mineur fait disparaître le caractère délictueux de l'acte commis. Une cause de non-culpabilité (démence, contrainte, minorité) n'est pas un fait justificatif (ordre de la loi avec commandement de l'autorité légitime, légitime défense). Ces derniers suppriment en soi le caractère délictueux du fait qui devient un simple fait civil. Quant aux causes de non-culpabilité, elles font que l'auteur bénéficiaire n'est pas punissable mais le fait demeure délictueux, si bien que les co-auteurs seront condamnés s'ils ne justifient pas eux-mêmes d'une cause de non-culpabilité. Aussi était-il plus juridique, selon nous, de dire que le défaut de discernement ne faisait pas disparaître le caractère délictueux de l'acte. Par suite, en cas d'acquiescement faute de discernement, l'action civile devait se prescrire par 10 ans, 3 ans ou 1 an comme l'action publique, et non par 30 ans.

(1) Notre 2^e partie, chapitre II, § 2 Jurisprudence.

Cass. civ., 13 janvier 1890, S. 1891-1-49.

(2) Dijon, 20 janvier 1910, S. 1910-2-318.

Cette discussion a perdu de son intérêt depuis la loi de 1942. La question de discernement ne se pose plus et il ne semble plus que, dans l'avenir, on objecte que le fait reproché au mineur cesse d'être un crime ou un délit lorsqu'il est prononcé à son égard une mesure éducative. Aussi ne voyons-nous aucune raison pour ne pas continuer de lier l'action civile à l'action publique, même lorsque le mineur est l'objet d'une mesure de protection et de redressement. Telle est en tous cas notre opinion.

Prescription de l'action civile contre les personnes civilement responsables. — La durée de la prescription est la même que celle de l'action civile contre l'auteur, dont elle n'est qu'une dépendance (Paris, 29 mars 1906) (1).

Prescription des condamnations civiles. — Si l'action publique et l'action civile se prescrivent par le même temps, ce parallélisme ne concerne pas l'action *ex judicato*. Tandis que les condamnations pénales se prescrivent suivant la peine prononcée, par 20 ans, 5 ans ou 2 ans (art. 635-636 et 369 du Code d'instr. crim.), les condamnations civiles, même lorsqu'elles émanent des juridictions répressives, se prescrivent d'après les règles du droit commun en matière civile, soit par 30 ans, à compter du jour où elles sont devenues irrévocables (art. 642 du Code d'instr. crim.). Les « condamnations civiles » sont celles qui ont pour objet d'indemniser les parties du préjudice que leur a causé l'infraction. Telles sont les condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais prononcées au profit des parties civiles ou de l'État. Les condamnations aux frais au profit de l'État ont en effet le caractère de condamnations civiles et se prescrivent également par 30 ans (Cass., 28 février 1905) (2).

Ainsi le mineur, objet d'une mesure répressive ou éducative, condamné à des dommages-intérêts, aux restitutions et aux frais envers la partie civile et envers l'État, pourra être poursuivi pendant 30 ans pour ces condamnations devenues définitives ; de même que les personnes civilement responsables.

(1) Paris, 29 mars 1906, *Journal des Parquets*, 1906-2-116.

(2) Cass., 28 février 1905, D. 1905-1-176.

CHAPITRE VII

LE MINEUR DÉLINQUANT ET L'INDIGNITÉ SUCCESSORALE, AINSI QUE LA RÉVOCATION DES DONS ET DES LEGS POUR CAUSE D'INGRATITUDE

La nature se révolte à l'idée que le meurtrier ou l'assassin pût légalement recueillir la succession de sa victime ; de même l'esprit s'indigne à la pensée que le donataire, après avoir attenté à la vie du donateur ou s'être rendu coupable à son égard de la plus noire ingratitude, pût continuer à jouir de la donation.

Heureusement, le législateur est toujours intervenu au cours des âges, pour édicter, dans le premier cas, l'indignité successorale et, dans le second, la révocation des donations pour cause d'ingratitude.

Le droit romain connaissait plusieurs causes d'indignité. Elles avaient été étendues d'une manière indéfinie. Les lois et les tribunaux poussaient même la sévérité jusqu'à déclarer indistinctement indigne tout auteur de l'homicide du défunt, sans avoir aucun égard aux circonstances du fait, sans examiner si l'agent était réellement coupable et lors même qu'il se fût trouvé en état de légitime défense. Cette rigueur était injuste puisqu'elle embrassait l'innocent comme le coupable et qu'elle punissait pour homicide involontaire comme pour un meurtre prémédité.

Dans l'ancien droit, les juges étaient libres également de prononcer l'indignité toutes les fois que bon leur semblait. Domat disait que les causes qui pouvaient rendre indigne étaient indéfinies (1).

Les principes actuels. — Le Code civil n'a pas maintenu la sévérité et l'arbitraire du droit romain et de l'ancien droit. Il précise les cas d'indignité successorale et n'en admet que trois. « Sont indignes de succéder, dit en effet l'article 727 du Code civil, et, comme tels, exclus des successions :

« 1^o Celui qui aura été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ;

« 2^o Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ;

« 3^o L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice. »

(1) DOMAT, *Lois civiles*, 2^e partie, livre 1, titre 1, sect. 3, n^o 2.

L'indignité successorale étant une peine privée, ainsi que le dit M. Hugueney (1), il importe d'interpréter d'une manière limitative l'article 727. Alors, en effet, que l'incapacité successorale est établie pour des raisons générales indépendantes du mérite ou du démérite du successible, l'indignité a un caractère personnel et relatif ; celui qui est indigne de recueillir la succession de tel défunt conserve l'aptitude à succéder à toute autre personne ; son mérite et la peine qui le sanctionne sont essentiellement personnels.

L'indignité ne concerne que les successeurs *ab intestat*. Quant aux successeurs testamentaires, ils ne peuvent être privés de leurs legs que par application des règles sur l'ingratitude. L'article 1046 du Code civil dispose : « Les mêmes causes qui, suivant l'article 954 et les deux premières dispositions de l'article 955, autoriseront la demande en révocation de la donation entre vifs, seront admises pour la demande en révocation des dispositions testamentaires. » L'article 954 est celui qui intéresse la révocation des donations pour inexécution des charges, et l'article 955, la révocation pour ingratitude du donataire.

Trois causes de révocation pour ingratitude sont prévues pour les donations, dont les deux premières seules trouvent leur application en ce qui concerne les legs. Nous lisons dans l'article 955 : « La donation entre vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants :

« 1^o Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;

« 2^o S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;

« 3^o S'il lui refuse des aliments. »

Comme celle de l'article 727 pour l'indignité successorale, l'énumération de l'article 955 est limitative. Cela résulte de la rédaction de l'article lui-même : « La donation ne pourra être révoquée... que dans les cas suivants... », et également du caractère de peine privée que présente la révocation pour cause d'ingratitude. *Nulla pœna sine lege*. Mais le second chef de révocation est tellement large qu'il confère à la théorie une ampleur illimitée. La liberté qu'ont les tribunaux, en cette matière comme en celle de divorce, de déterminer les faits injurieux dont la nature varie sans cesse, leur donne le pouvoir de prononcer la révocation en des cas non spécialement prévus par la loi.

Les causes de révocation ressemblent beaucoup à celles d'indignité. Mais un simple rapprochement entre les articles 727 et 955 montre que la loi est plus sévère pour le donataire que pour l'héritier. Diverses consi-

(1) L. HUGUENEY, *L'idée de peine privée en droit contemporain*. Thèse Dijon, 1904, p. 127.

dérations justifient cette différence : l'héritier tient sa vocation de la loi ; c'est un droit pour lui dont il ne saurait être dépouillé que pour des faits graves. Le donataire, lui, n'aurait rien reçu sans une bienveillance toute spéciale du donateur, envers lequel il doit se montrer reconnaissant. D'autre part, si le défunt était mécontent de son héritier présomptif, il pouvait le priver, au moins en partie, de sa succession ; le donateur qui s'est irrévocablement dépouillé ne peut plus rien contre le donataire.

Leur application au mineur délinquant. — En présence des considérations et des textes ci-dessus, on peut se demander si le mineur, auteur, contre le défunt, le donateur ou le testateur, d'un crime ou d'un délit pour lequel il a été l'objet d'une mesure éducative ou d'une condamnation pénale, n'encourt pas l'exclusion de la succession comme indigne, ou ne risque pas de voir sa libéralité révoquée à cause de son ingratitude, exactement comme un majeur auteur des mêmes faits.

§ I. — Indignité successorale.

1^{er} Cas d'indignité.

Est indigne de succéder « celui qui sera condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ».

a) *Le mineur a été condamné à une peine pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt.* S'il en est ainsi, le mineur est, comme un majeur, indigne de succéder à sa victime et, comme tel, exclu de sa succession. Néanmoins c'est l'intention homicide qui est punie. Aussi n'y aurait-il aucune indignité encourue pour le mineur qui aurait involontairement donné la mort au défunt.

Il en serait de même du fait qualifié « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner » (art. 309 du Code pénal). Ce fait est puni de peines criminelles. Cependant, comme il exclut l'intention de donner la mort, il ne constitue pas la cause d'indignité prévue par l'article 727 du Code civil. Ainsi en décida la Cour d'appel de Paris, le 28 mai 1937 (1), pour un époux qui avait été condamné pour coups et blessures ayant entraîné la mort de son conjoint mais sans intention de la donner.

La tentative est assimilée au meurtre consommé. Les circonstances atténuantes, et l'excuse légale atténuante (provocation au meurtre par des coups ou violences, article 321 du Code pénal — ou par l'escalade

(1) Paris, 28 mai 1937, D. H. 1937-385.

ou l'effraction des clôtures pendant le jour, article 322, ou par l'adultère de l'épouse, article 324) n'empêchent pas l'héritier d'être condamné comme meurtrier volontaire.

Dans tous ces cas, il faut une condamnation du successible. Par suite, si le coupable meurt avant d'avoir été condamné, il n'y a plus d'indignité possible ; de même en cas de prescription de l'action publique, mais non de prescription de la peine.

Pas davantage, l'indignité n'est encourue si l'homicide a été commis par l'héritier en vertu d'un ordre de la loi avec commandement de l'autorité légitime (art. 327 du Code pénal), ou si l'héritier a agi en état de légitime défense (art. 328 et 329), ou s'il était en état de démence au temps de l'action (art. 64). Dans ces trois hypothèses, il n'y a pas de condamnation prononcée parce que le meurtrier se trouve couvert par un fait justificatif ou bénéficie d'une cause de non-culpabilité.

b) *Le mineur a été l'objet d'une mesure éducative.* Si, au lieu d'être condamné à une peine, ainsi qu'il est possible pour tout mineur, même de 16 ans (art. 23 de la loi de 1942), le jeune meurtrier de son parent a été seulement l'objet d'une mesure de protection et de redressement, que convient-il de décider ? L'article 727 exige une condamnation. Mais nous avons vu, au cours de certains de nos chapitres précédents, que, en de nombreux cas, la mesure éducative est assimilée à la condamnation à une peine. Ainsi pour le pourvoi en cassation, pour le pourvoi en révision, pour la condamnation aux dépens, pour la solidarité dans les condamnations aux amendes, dommages-intérêts et frais, pour les dommages-intérêts envers la victime. Si cette assimilation est heureuse et se justifie lorsqu'elle aboutit à une amélioration du sort du mineur, comme pour le pourvoi en cassation ou le recours en révision, il n'en est pas toujours de même ; par exemple pour les dépens, la solidarité, les dommages-intérêts. On ne peut donc pas dire que l'assimilation est admise seulement lorsqu'elle aboutit à un adoucissement du sort du mineur, et qu'elle est repoussée dans le cas contraire. Aussi pourquoi en matière successorale, dans l'hypothèse de l'indignité, en serait-il différemment ? Le mineur de 18 ans, soit 17 ans 1/2 par exemple, a donné ou tenté de donner la mort au défunt. Il n'est pas certain que la conscience publique soit tellement moins révoltée que si le meurtre avait été commis par un mineur de 18 ans 1/2. De plus une des mesures de redressement prévues a été ordonnée : par exemple, le placement dans une institution publique d'éducation surveillée ou dans une colonie corrective, qui ressemble fort, par sa durée et son caractère pratiquement privatif de liberté, à une véritable peine. Enfin, si le mineur objet de la mesure d'éducation n'est pas condamné à une peine pour son crime, il peut cependant être condamné à des dommages-intérêts envers

les ayants droit de sa victime ; si bien que parfois il sera cependant condamné pour avoir donné la mort au défunt.

En cette matière comme en de nombreuses autres, on pourrait donc assimiler le mineur qui a fait l'objet d'une mesure éducative au mineur ou au majeur condamné et le considérer comme indigne de succéder.

Telle n'est cependant pas la solution généralement admise par les auteurs. La plupart estiment que ce mineur n'encourt pas la sanction de l'indignité. Non sans une certaine hésitation, nous nous rallions à cette opinion. L'exclusion d'une succession pour indignité est en effet une grave sanction ; le Code exige, pour qu'elle soit encourue, une condamnation. Du moment que, au pénal, le mineur est dispensé de condamnation, il n'y a pas lieu, au civil, de se montrer plus sévère que les juges répressifs et de faire subir à cet enfant, à cet adolescent, une peine privée peut-être plus rigoureuse que la peine publique qu'ils se sont refusé à prononcer.

2^e Cas d'indignité.

« Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse » (art. 727-2^o). Un mineur de 18 ans, tout comme un majeur, peut porter une telle accusation. Le terme « accusation » veut d'ailleurs dire : plainte, dénonciation, c'est-à-dire des actes par lesquels les particuliers s'adressent au ministère public pour lui signaler l'infraction et l'inviter à poursuivre ; car seuls les magistrats du ministère public ont le droit d'intenter des accusations criminelles. Le faux témoignage peut être assimilé à une accusation.

Pour que l'indignité soit encourue dans ce cas, deux conditions sont exigées par le texte : 1^o l'accusation portée doit être capitale, c'est-à-dire de nature à entraîner la peine de mort ; 2^o jugée calomnieuse.

Contrairement à ce que nous avons admis dans le premier cas, nous estimons ici que le mineur auteur contre le défunt d'une accusation capitale qui a été jugée calomnieuse, par la Chambre du conseil du tribunal civil ou par le tribunal pour enfants et adolescents, est indigne de succéder, qu'il ait été condamné à une peine ou qu'il ait simplement été l'objet d'une mesure éducative. Le point nécessaire mais suffisant était que l'accusation capitale portée fût jugée calomnieuse. Peu importe ensuite la peine prononcée ou la mesure ordonnée.

Quant au 3^e cas d'indignité, comme il concerne l'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice, il n'intéresse pas notre sujet : le mineur délinquant de 18 ans.

§ II. — Révocation des donations pour cause d'ingratitude.

1^{er} Cas. — La loi n'exige pas de condamnation ; l'article 955 dit simplement : « Si le donataire a attenté à la vie du donateur ». L'attentat à la vie est un acte accompli avec l'intention de tuer. Par conséquent, comme au cas d'indignité, si le donataire avait causé la mort du donateur par un acte d'imprudence, la donation ne serait pas révocable. Quant aux coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, ils ne pourraient pas motiver la révocation, en vertu du 1^{er} alinéa de l'article 955, mais ils le pourraient en vertu du second : « s'il s'est rendu coupable de sévices, délits ou injures graves ». Quant à la légitime défense, elle justifierait le donataire, aussi bien que le successible pour l'indignité.

Il n'est pas nécessaire que le donateur ait été tué ou blessé, il suffit qu'il ait été victime d'un attentat quand bien même celui-ci aurait seulement été tenté ou n'aurait manqué son effet que par suite de circonstances indépendantes de la volonté du donataire.

Mais, à la différence de l'article 727, l'article 955 n'exige pas que l'acte ait donné lieu à une poursuite et à une condamnation. Par suite, dès l'instant que le mineur a attenté à la vie du donateur, il encourt la révocation de la libéralité pour ingratitude, qu'il soit ensuite condamné à une peine ou fasse l'objet d'un placement éducatif.

Il suffit d'après le Code que l'attentat ait été commis ou tenté. Cependant encore faut-il qu'il y ait eu attentat, c'est-à-dire que l'acte ait été accompli avec l'intention homicide. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de Dijon du 17 juillet 1872 (1) a admis que le donataire qui n'avait pas sa raison au moment de l'attentat n'encourait pas la révocation de sa donation pour ingratitude. Il en serait de même si le mineur, quoique ayant eu la volonté homicide, n'en avait pas l'intelligence, le discernement et s'il ne se rendait pas compte de la gravité de l'acte qu'il concevait et réalisait.

2^e Cas. — La révocation pour ingratitude est encore entraînée « s'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ». Si le mineur s'est rendu coupable de tels faits, la donation pourra être révoquée comme s'il était majeur.

Les sévices sont des voies de fait, des mauvais traitements physiques infligés au donateur par le donataire, et non réprimés par la loi pénale ; sinon le mot « sévices » se confondrait avec celui de délits. Les délits sont

(1) Dijon, 17 juillet 1872, S. 1873-2-10.

tous les faits prévus et punis par la loi pénale ; l'injure est toute offense par la parole ou par les actes, ou par l'attitude. L'épithète « graves » s'applique aux trois mots qui la précèdent. Un jurisconsulte, Laurent (1), estime cependant que l'épithète ne concerne que les injures.

Il estime également avec Demolombe (2) que le mot « sévices » peut s'appliquer aux omissions et aux abstentions, par exemple au fait de ne pas retirer le donateur d'une situation dangereuse. Pour notre part, nous croyons que les sévices exigent des actes positifs. Cette discussion vient d'ailleurs de perdre beaucoup de son intérêt depuis la loi du 25 octobre 1941 qui a transformé en délit le fait de ne pas secourir une personne en danger ; article 4 de la loi : « Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque... La même peine est encourue par celui qui, dans les mêmes conditions, omet de porter secours à une personne en péril si, faute d'être secourue, cette personne a perdu la vie ou souffert une grave lésion corporelle, le tout sans préjudice de peines plus fortes s'il échet. » Ainsi une abstention est transformée en délit. Si le donataire s'en rend coupable, il peut encourir la révocation de la donation pour « délit ».

Le délit doit être accompli contre le donateur. S'il est commis contre un membre de sa famille, il peut constituer une injure grave. Peu importe d'ailleurs que le délit ait porté atteinte à la personne ou au patrimoine du donateur. Enfin le délit doit être grave. C'est là une question de fait que trancheront souverainement les tribunaux (Cass., 21 juillet 1875) (3). Toutefois, appréciant le caractère de moralité de l'acte, ils pourraient y voir une injure grave.

L'injure grave est une notion aussi complaisante ici qu'en matière de divorce, et les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation pour dire si les faits allégués présentent un caractère injurieux au sens de l'article 955-2° (Cass., 22 juin 1897) (4).

L'injure à la mémoire du testateur est une cause de révocation des legs que le testateur avait consentis au coupable (art. 1047 du Code civil) ; l'inconduite du mari légataire de sa femme est notamment susceptible d'entraîner la révocation de la libéralité. Au contraire, il est très généralement admis que l'injure faite à la mémoire du donateur n'est pas susceptible d'entraîner la révocation de la libéralité. En matière de donation, l'action en révocation est personnelle au disposant, l'article 957 la refuse

(1) LAURENT, t. XIII, n° 5.

(2) DEMOLOMBE, t. XX, n° 630.

(3) Cass. civ., 21 juillet 1875, D. 1875-1-449 ; S. 1875-1-416.

(4) Cass. civ., 22 juin 1897, D. 97-1-559.

à ses héritiers, à moins qu'elle ne soit née d'abord dans sa personne, ce qui n'est évidemment pas le cas lorsque l'injure est faite à sa mémoire.

Quant au 3^e cas de révocation des donations prévu par l'article 955-3^o spécial aux donations, et consistant dans le refus d'aliments, il ne présente pas de difficultés et n'intéresse pas particulièrement l'objet de notre étude.

En résumé, nous estimons que le mineur objet d'une mesure de protection et de redressement ne doit pas être exclu de la succession de son parent comme indigne lorsqu'il lui a donné ou a tenté de lui donner la mort. Par contre il est indigne lorsqu'il a porté contre lui une accusation capitale jugée calomnieuse. Le mineur condamné à une peine, lui, est indigne comme un majeur.

Quant à la révocation des dons et des legs pour cause d'ingratitude, nous estimons qu'elle peut être prononcée contre le mineur quelle que soit la nature de la mesure prononcée : peine ou placement éducatif.

CONCLUSION

Toute loi nouvelle se propose de faire mieux que les précédentes. Les rédacteurs de celle du 27 juillet 1942 ont fait table rase du passé et, avec quelques morceaux de l'ancienne, ont édifié toute une législation nouvelle de l'enfance délinquante. Ils en espèrent la réussite la plus heureuse, qu'ils disent, dans leur rapport au Maréchal de France Chef de l'État, avoir manqué à la loi du 22 juillet 1912. Cet espoir se réalisera-t-il ? L'avenir le dira.

Mais dès maintenant, ainsi que nous l'avons fait lors de certains de nos chapitres précédents, on peut reconnaître que la loi de 1942 contient d'excellentes idées et réalise d'heureuses réformes : ainsi la création, au siège approximatif des Cours d'appel, des tribunaux pour enfants et adolescents, composés de magistrats de carrière spécialisés dans les questions de l'enfance ; de même celle des centres d'observation, où le jeune délinquant subira un examen médical et psychologique effectué par des spécialistes éprouvés, dont les résultats seront transmis au tribunal par le juge rapporteur qui les aura suivis jour par jour, et qui permettront un meilleur choix parmi les mesures éducatives ou répressives.

Par contre elle contient une grave lacune qu'il faut déplorer, estimons-nous : celle, contrairement à la loi de 1912, de n'avoir pas rendu obligatoire la présence d'un défenseur auprès de chaque mineur. Sans doute, le juge d'instruction — qui n'est malheureusement pas spécialisé, contrairement encore au texte de 1912 — doit, conformément aux prescriptions de la loi du 8 décembre 1897, après avoir posé et maintenu l'inculpation, avertir le mineur, comme tout inculpé, de son droit de choisir un conseil parmi les avocats ou avoués et qu'à défaut de choix il lui en fera désigner un d'office s'il le demande. Encore faut-il que le mineur choisisse ou demande. Or l'expérience apprend que, souvent, par crainte, par ignorance ou par gloiriole, des inculpés ne choisissent ni ne demandent de défenseur. Pourtant qui mieux qu'un avocat recueillera les confidences du jeune délinquant et, avec le tact, la conscience et la compétence habituelle au Barreau, les mettra mieux en valeur pour une meilleure et plus humaine justice ?

Aussi arrivera-t-il parfois que des mineurs, inculpés des plus graves

délits, et même de crimes passibles de la peine capitale, comparaitront devant la Chambre du conseil ou le tribunal pour enfants et adolescents, sans l'assistance d'un conseil.

Il est regrettable que la loi de 1942 n'ait pas repris cette disposition de la loi de 1912 (art. 3 et 17) : « Le juge d'instruction désigne ou fait désigner par le bâtonnier un défenseur d'office. »

D'autres dispositions encore sont plus ou moins heureuses : par exemple celle qui ne permet pas à la victime de porter son action civile en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique, lorsque le mineur est seul poursuivi ; ou encore celle qui n'autorise le tribunal pour enfants et adolescents à modifier la mesure éducative ordonnée que dans le cas de mauvaise conduite, de péril moral ou d'entrave apportée à la surveillance du mineur placé sous le régime de la liberté surveillée ou confié à une œuvre privée, plutôt que de le permettre dans tous les cas, de meilleure comme de mauvaise conduite, et quel que soit celui des six placements ordonnés.

La loi de 1942 a réalisé incontestablement une réforme importante. Au moment où nous terminons cette étude, le décret qui doit fixer la date d'application de cette loi n'a pas encore été publié. Il est donc difficile de porter une appréciation d'ordre critique sur l'ensemble d'une législation qui est née mais qui, à l'exemple d'un superbe paquebot ou d'un magnifique aéronef, n'a pas encore pris contact avec les éléments.

Nous ajouterons cependant qu'une réforme ne vaut en définitive que par la façon dont on l'applique. Magistrats spécialisés des tribunaux pour enfants et adolescents, médecins et praticiens des Centres d'observation, instituteurs des services de l'éducation surveillée, personnel des œuvres privées, délégués à la liberté surveillée, tous comprendront, nous en sommes persuadés, qu'ils sont solidaires dans la réussite de cette grande réforme et de cette immense tâche : le redressement de la jeunesse délinquante de France.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Traité théorique et pratique de droit civil*.
- Jean BANCAL, *Essai sur le redressement de l'enfance coupable*. Sirey, 1941.
- BLANCHE, *Études pratiques sur le Code pénal*. 7 volumes, 1888-1891, 2^e édition.
- P. DE CASABIANCA, DE BARRIGUE DE MONTVALLON et PASCALIS, *Nouveau Guide pour la protection de l'enfance traduite en justice*. Paris, 1934.
- P. DE CASABIANCA, *Recueil de la législation relative à l'enfance malheureuse ou traduite en justice*. Paris, 1941.
- CHAUVEAU et HÉLIE, *Théorie du Code pénal*. 7 vol., 1888.
- COLIN et CAPITANT et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *Cours élémentaire de droit civil français*.
- DEGOIS, *Traité élémentaire de droit criminel*. 1922.
- H. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité élémentaire de droit criminel*. 2^e édit., Sirey, 1943.
- E. GARÇON, *Code pénal annoté 1901-1906, complété pour les contraventions* par M^e Maurice GARÇON, 1941.
- GARDENAT et SALMON RICCI, *De la responsabilité civile*.
- René et Pierre GARRAUD, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*. 6 vol., Sirey, 1924-1935.
- *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*. 6 vol., 1907-1929.
- *Précis de droit criminel*. 1934, 15^e édit., Sirey.
- Pierre GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *Exposé méthodique de droit pénal*. 4^e édition, Sirey, 1942.
- GOYET, *Précis de droit pénal spécial*. 4^e édition, Sirey, 1941, par MM. ROUSSELET et PATIN.
- P. HUGUENEY, *Traité théorique et pratique de droit pénal militaire...* 1933, Sirey, suppl. 1938, 2^e suppl. 1940.
- JOSSERAND, *Cours de droit civil positif français*.
- JOUSSE, *Traité de la justice criminelle de France*.
- LE POITTEVIN, *Dictionnaire-formulaire des Parquets*.
- H. et L. MAZEAUD, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*.
- MUYART DE VOUGLANS, *Institutes au Droit criminel. Traité particulier des crimes. Loix criminelles*. 1757-1780.
- MOSSÉ, *Les prisons et les institutions d'éducation corrective*. 3^e édit., Paris, 1939.
- NAST et KLEINE, *Code manuel des tribunaux pour enfants*.
- PLANIOU et RIPERT et ESMEIN, *Traité pratique de droit civil français*.
- J.-A. ROUX, *Cours de droit criminel français*. 2 vol., 1927.
- R. SAVATIER, *Traité de la responsabilité civile en droit français*, 1939-40.
- Paul WETS, *L'enfant de justice*. Bruxelles, 1928.
- VIDAL et MAGNOL, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*. 8^e édit., 1935, et 2 suppl., 1935-1936.

THÈSES

- René DALLANT, *La notion de préposé de l'article 1384 du Code civil*. Th. Poitiers, 1927.
- A. DUSSENTY, *Le vagabondage des mineurs*. Th. Toulouse, 1938.
- Magdeleine LÉVY, *Les auxiliaires du tribunal pour enfants et adolescents*. Th. Paris, 1933.
- L. HUGUENEY, *L'idée de peine privée en droit contemporain*. Th. Dijon, 1904.
- C. HALLU, *L'avenir professionnel des enfants anormaux et délinquants*. Th. Paris, 1934.
- Maurice JODELET, *La conception de la Peine chez Platon*. Th. Paris, 1926.
- R. LUIRE, *Le rôle de l'initiative privée dans la protection de l'enfance en France et en Belgique*. Th. Lyon, 1936.
- PERREAU, *Le mineur pervers de constitution. Contribution à l'étude de l'enfance coupable*. Th. Lyon, 1942.
- R. PRIEUR, *La liberté surveillée des mineurs*. Th. Paris, 1933.
- M. PIQUES, *Essai sur le vol à l'intérieur de la Domus*. Th. Dijon, 1938.
- M. PIRON, *La responsabilité civile des membres de l'Enseignement (loi du 5. avril 1937)*. Th. Dijon, 1939.
- P. TOUBAS, *Les institutions pénitentiaires pour mineurs délinquants*. Th. Montpellier, 1936.

RECUEILS OU REVUES

- Bulletin des arrêts de la Chambre criminelle de la Cour de cassation (Bull. crim.).*
- Recueil Dalloz. Dalloz périodique (D. P.). Dalloz analytique (D. A.). Dalloz hebdomadaire (D. H.). Dalloz critique depuis 1941 (D. C.).*
- Gazette du Palais (Gaz. Pal.).*
- Recueil Sirey (S.).*
- Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, fondée en 1935.
- Bulletin de l'Union des Sociétés de patronage.*
- Les Études criminologiques*. 1925-1930.
- Le Journal du Ministère public et de droit criminel*, fondé en 1890, a cessé.
- Le Journal des Parquets*, fondé en 1856, a cessé.
- Le Droit pénal*. Revue mensuelle, oct. 1941.
- Revue internationale de droit pénal.*
- Revue pénitentiaire.*
- Annales de Médecine légale, de Criminologie et de Police scientifique.*
- Revue de la Gendarmerie*, fondée en 1927, Lavauzelle.
- Police-Revue*, 105, rue des Flandres, Paris (19^e), fondée en 1941-1942.
- Juris-Classeurs. La Semaine juridique.*
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
Mineurs impliqués dans les affaires pénales	7
Mineurs poursuivis devant les tribunaux	8
Proportion des crimes et des délits	8
Proportion des filles et des garçons	8
Résultat des poursuites	8
La question de discernement	9
Les textes précédents et la loi nouvelle	9
Les mineurs de la Cour d'appel de Dijon	11
La spécialisation du tribunal pour enfants et adolescents. Sa composition.	
Sa régionalisation	12
Les Centres d'observation	13
Variété des mesures de protection et de redressement possibles.	14
Date d'application de la loi du 27 juillet 1942.	16
Notre plan	16

PREMIÈRE PARTIE

LES CONSÉQUENCES PÉNALES DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE MINEUR

CHAPITRE PREMIER. — LES JURIDICTIONS QUI STATUENT A L'ÉGARD DU MINEUR DÉLINQUANT	19
A) <i>Les juridictions d'instruction</i>	19
1° Les crimes et délits.	19
Compétence. a) <i>Ratione materiae</i>	19
b) <i>Ratione personae</i>	19
c) <i>Ratione loci</i>	20
L'instruction préalable.	21
Initiative des poursuites — le procureur de la République	22
Les administrations publiques	24
Instruction préparatoire à un seul degré	24
Dossier spécial	25
Le juge d'instruction n'est pas spécialisé.	27
L'assistance d'un défenseur n'est pas obligatoire.	27
Avis à donner	28
L'instruction proprement dite	29
Les rapporteurs	30
Fin de l'information	30
2° Les contraventions	31
B) <i>Les juridictions de jugement</i>	32
1° Les crimes et délits	32
1 ^{re} PHASE. Devant la Chambre du conseil.	33
La Chambre du conseil n'est pas une juridiction d'instruction.	33
Saisine	34
Compétence. a) <i>Ratione loci</i>	35

b) Ratione personae	35
c) Ratione materiae	36
La Chambre du conseil n'est pas spécialisée	37
2° PHASE. Devant le tribunal pour enfants et adolescents	38
Compétence. a) Ratione loci	38
b) Ratione materiae et personae	39
Composition du tribunal pour enfants et adolescents ; sa spécialisation	39
Locaux	41
L'assistance d'un défenseur n'est obligatoire ni devant la Chambre du conseil ni devant le tribunal pour enfants et adolescents	41
Les audiences ne sont pas publiques	43
La publication du compte rendu des débats est interdite.	44
2° Les contraventions	46
CHAPITRE II. — LES DÉCISIONS QUI PEUVENT ÊTRE PRISES A L'ÉGARD DU MINEUR DÉLINQUANT	48
SECTION I. Les décisions prises en matière de crimes ou délits.	48
§ I. Par les juridictions d'instruction	48
Placement provisoire du mineur	48
A l'Assistance publique	48
En maison d'arrêt	49
Caractère provisoire et révocable du placement	50
Les mandats	51
§ II. Par les juridictions de jugement	52
Les principes directeurs	52
Leur application	53
A. Les mesures éducatives (art. 18 de la loi de 1942).	53
1° Remise du mineur à ses père et mère	53
Déchéance de la puissance paternelle	53
2° Placement chez une personne ou dans une œuvre	55
3° Placement dans une institution des Secrétariats d'État.	55
4° Placement dans un institut médico-pédagogique	56
5° Placement dans une institution publique d'éducation surveillée	56
6° Placement dans une colonie corrective	56
Durée de tous ces placements	57
Remise à l'Assistance publique	57
La liberté surveillée	58
Les délégués à la liberté surveillée	59
Probation officer américain	60
Délégué belge	60
Délégué français de la loi du 27 juillet 1942	61
Fuite du mineur du lieu du placement	62
Modifications des mesures éducatives	62
Surveillance des institutions	62
B. Les peines (art. 23 de la loi de 1942).	63
1° Les peines applicables aux mineurs de 16 ans convaincus d'un crime	63
2° Les peines applicables aux mineurs de 16 à 18 ans	63
Lieu d'exécution des peines	65
Interdiction de séjour	65

SECTION II. Les décisions prises en matière de contraventions . . .	65
Mineurs de 16 à 18 ans.	65
Mineurs de 16 ans. Récidive.	66
Appendice : Casier judiciaire	67
CHAPITRE III. — LES VOIES DE RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS PRISES A L'ÉGARD DU MINEUR DÉLINQUANT.	68
SECTION I. L'opposition.	68
§ I. Contre les décisions des juridictions d'instruction	69
§ II. Contre les décisions des juridictions de jugement. . . .	69
1° En matière de crimes et délits	69
A. La Chambre du conseil.	69
Jugement contradictoire, réputé contradic- toire	69, 70
Jugement par défaut	71
L'opposition est possible	72
B. Le tribunal pour enfants et adolescents	73
2° En matière de contraventions	74
SECTION II. L'appel	75
§ I. Contre les décisions des juridictions d'instruction	76
Sur l'information proprement dite	76
Sur la garde provisoire du mineur	77
§ II. Contre les décisions des juridictions de jugement. . . .	78
1° En matière de crimes et délits	78
A. La Chambre du conseil	78
B. Le tribunal pour enfants et adolescents. . . .	80
2° En matière de contraventions	80
SECTION III. Le pourvoi en cassation	81
Les principes généraux	81
Leur application aux décisions concernant les mineurs. . .	83
§ I. Pourvoi contre les décisions des juridictions d'instruction.	83
§ II. Pourvoi contre les décisions des juridictions de jugement. .	83
1° La Chambre du conseil	83
2° Le tribunal pour enfants et adolescents	85
Les personnes qui peuvent se pourvoir	85
Les décisions contre lesquelles elles le peuvent. . .	86
Les conditions du pourvoi	86
a) Délais	86
b) Déclaration du pourvoi	87
c) Consignation de l'amende	87
d) Mise en état	88
Les effets du pourvoi en cassation	89
3° Le tribunal de simple police	89
SECTION IV. Le pouvoir en révision	90
Les principes généraux. Les cas de révision	91
Le pourvoi en révision contre les décisions à l'égard des mineurs	92
1° En matière de contraventions	92
2° En matière de crimes ou délits	93
CHAPITRE IV. — LE MINEUR OBJET D'UNE MESURE ÉDUCATIVE NE PEUT ÊTRE CONDAMNÉ A AUCUNE PEINE NI ATTEINT D'AUCUNE INCAPACITÉ.	99

A. Condamné à aucune peine	99
1° Peines corporelles, privatives ou restrictives de liberté	100
a) L'emprisonnement	100
b) L'interdiction de séjour	101
Sanctions administratives :	
a) A l'égard des mineurs étrangers	101
b) A l'égard des mineurs français et étrangers	102
2° Peines pécuniaires	103
3° Peines humiliantes	105
B. Atteint d'aucune incapacité, déchéance ou indignité	106
1° Aucune incapacité électorale	106
2° Être nommé aux emplois de l'Administration, être juré, expert, témoin	106
3° Servir dans les armées françaises	107
4° Exercer certaines professions	108
5° Cette décision ne constitue pas le mineur en récidive et ne s'oppose pas au sursis	109
6° Elle n'est pas une cause de divorce	109
7° Elle ne met pas obstacle à l'octroi des décorations et distinctions honorifiques	110
CHAPITRE V. — L'EFFET DES CAUSES D'EXTINCTION SUR LES MESURES ORDONNÉES	111
SECTION I. L'amnistie	111
§ 1. L'amnistie intervient avant le jugement	112
§ 2. L'amnistie intervient après le jugement	113
SECTION II. La grâce	117
§ 1. <i>Modification des mesures répressives</i>	117
§ 2. <i>Modification des mesures éducatives</i>	118
A. Par le pouvoir judiciaire	118
B. Par le pouvoir exécutif	121
SECTION III. La prescription de la peine	122
§ 1. Prescription des mesures répressives	123
§ 2. Prescription des mesures éducatives	126
SECTION IV. La réhabilitation	127
Le casier judiciaire des mineurs	129
CHAPITRE VI. — LE MINEUR DÉLINQUANT ET LA CONDAMNATION AUX FRAIS	133
1° Mineurs relaxés ou condamnés à une peine	134
2° Mineurs objet de mesures éducatives	135
CHAPITRE VII. — LE MINEUR DÉLINQUANT ET LA CONTRAINTE PAR CORPS	137
§ 1. Mineurs de 16 ans	139
§ 2. Mineurs de 16 à 18 ans	140
CHAPITRE VIII. — LE MINEUR VAGABOND DEVANT LA LOI PÉNALE	144
§ 1. <i>Législation précédente</i>	145
1° Le Code pénal	145
2° La loi du 24 mars 1921	145
§ 2. <i>Législation actuelle. Le décret-loi du 30 octobre 1935</i>	146
A. Mesures préventives :	
1° Lieu du placement préventif	146
2° Autorités qui peuvent ordonner le placement	147
3° Durée du placement	148

B. Mesures définitives	149
Infraction à la décision prise par le président du tribunal	150
C. Enfants assistés	150
La loi du 27 juillet 1942	150
Droit italien et droit belge	151

DEUXIÈME PARTIE

LES CONSÉQUENCES CIVILES DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE MINEUR

CHAPITRE PREMIER. — LES JURIDICTIONS QUI STATUENT SUR LES INTÉRÊTS CIVILS	155
§ I. <i>Le mineur est seul devant l'action civile</i>	157
Les tribunaux civils sont seuls compétents	158
Exercice de l'action civile devant la juridiction civile	161
§ II. <i>Le mineur avait des co-auteurs ou complices majeurs</i>	162
A. Les tribunaux répressifs et les tribunaux civils sont compétents ; la victime a le droit d'option	163
Constitution de partie civile	163
B. Les tribunaux civils sont seuls compétents	166
CHAPITRE II. — LA RÉPARATION PAR LE MINEUR DU PRÉJUDICE QU'IL A CAUSÉ PAR L'INFRACTION	167
§ 1. <i>Principes généraux</i>	167
§ 2. <i>Jurisprudence</i> :	
A. Mineurs de 13 ans	169
B. Mineurs de 13 à 18 ans	171
Modes de réparation du dommage	173
La réparation du dommage doit être intégrale	174
CHAPITRE III. — LA RÉPARATION PAR LES PERSONNES CIVILEMENT RESPONSABLES	175
SECTION I. Les père et mère	179
§ 1. Les personnes responsables	180
§ 2. Les conditions de la responsabilité	184
SECTION II. Les maîtres et commettants	187
Conditions de leur responsabilité	189
SECTION III. Les instituteurs	191
SECTION IV. Les artisans	195
SECTION V. De quelques autres personnes responsables pour autrui	198
§ 1. Responsabilité civile pour autrui	198
§ 2. Responsabilité pénale du fait d'autrui	199
CHAPITRE IV. — LA SOLIDARITÉ DU MINEUR ET DES CO-AUTEURS DANS LES CONDAMNATIONS AUX DOMMAGES INTÉRÊTS, AUX RESTITUTIONS, AUX FRAIS ET AUX AMENDES	201
CHAPITRE V. — L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE DES DÉCISIONS PRISES A L'ÉGARD DES MINEURS	208
§ 1. L'autorité de la chose jugée sur elle-même	208
Autorité des décisions des juridictions de mineurs sur celles des majeurs	211
§ 2. L'autorité sur le civil de la chose jugée au criminel	213
§ 3. L'autorité sur le criminel de la chose jugée au civil	214

CHAPITRE VI. — LA PRESCRIPTION DE L'ACTION CIVILE	216
§ 1. L'action civile est portée devant la juridiction criminelle	216
§ 2. L'action civile est portée devant la juridiction civile	217
Durée de la prescription de l'action civile lorsque l'action est éteinte	218
Durée de la prescription de l'action civile lorsque le jugement a ordonné une mesure éducative	218
CHAPITRE VII. — LE MINEUR DÉLINQUANT ET L'INDIGNITÉ SUCCESSORALE, AINSI QUE LA RÉVOCATION DES DONS ET DES LEGS POUR CAUSE D'INGRATITUDE.	221
§ 1. Indignité successorale :	
1 ^{er} cas	223
2 ^e cas	225
§ 2. Révocation des donations pour cause d'ingratitude :	
1 ^{er} cas	226
2 ^e cas	226
CONCLUSION	229
BIBLIOGRAPHIE.	231

Vu :	Vu :
<i>Le Président de la Thèse,</i>	<i>Le Doyen de la Faculté de Droit,</i>
PIERRE HUGUENEY	PIERRE LOUIS-LUCAS

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
Dijon, le 27 avril 1943,
Le Recteur de l'Académie de Dijon,
G. BOUSSAGOL.

